

THÈSE

présentée à la Faculté de Pharmacie de l'Université
de Nancy, pour obtenir le titre de Docteur
de l'Université, de Nancy, Mention " Pharmacie "

PAR

M^{me} PINSOLLE Solange

Pharmacien

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE EN CHAMPAGNE

Soutenue le 28 Mai 1937 devant la Commission d'examens

MM. PASTUREAU, Président

MEUNIER, Juge

RICHARD, Juge

LA GARENNE
IMPRIMERIE S.N.I.T.
1937

THÈSE

présentée à la Faculté de Pharmacie de l'Université
de Nancy, pour obtenir le titre de Docteur
de l'Université, de Nancy, Mention " Pharmacie "

PAR

M^{me} PINSOLLE Solange

Pharmacien

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE EN CHAMPAGNE

Soutenue le 28 Mai 1937 devant la Commission d'examens

MM. **PASTUREAU**, Président

MEUNIER, Juge

RICHARD, Juge

LA GARENNE
IMPRIMERIE S. N. I. T.
1937



CONTRIBUTION
A L'HISTOIRE DE LA PHARMACIE
EN CHAMPAGNE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR PASTUREAU

Doyen de la Faculté de Nancy

Professeur de Pharmacie Chimique

Hommage respectueux

A MA MÈRE

A MON PÈRE

*Je dédie ce travail
en témoignage de ma profonde affection.*

PREFACE

L'histoire est à la mode et chaque mois, sinon chaque semaine, voit paraître en librairie, soit une biographie de personnage célèbre, soit l'histoire d'un règne ou d'un événement important du passé. L'histoire de la pharmacie en France, elle-même, qui avait déjà fait l'objet d'importantes études, voit multiplier les publications et les recherches sous l'impulsion de la Société d'Histoire de la Pharmacie et surtout de M. Bouvet. Ceci nous portait à demander à notre érudit confrère, qui depuis tant d'années consacre tous ses loisirs à l'histoire de la pharmacie, de bien vouloir nous indiquer un sujet parmi ceux qui n'avaient pas encore fait l'objet d'investigations.

C'est sur son conseil que nous avons entrepris l'étude du développement de la pharmacie en Champagne ; c'est lui qui dirigea nos premiers pas dans les anciens documents ; enfin, l'histoire de la pharmacie qu'il a publiée récemment a facilité notre tâche. Nous le remercions vivement pour son aimable accueil, et pour les directives qu'il a bien voulu nous donner.

La Champagne est essentiellement le pays des plateaux successifs qui auréolent à l'Est le bassin de Paris, en deçà de la Meuse et vont du pays d'Othe, vers le Sud, à l'Ardenne au Nord. Cette région présente des aspects divers, qui s'écartent parfois beaucoup du paysage crétacé, son type dominant. L'unité de cette province tient moins à la nature de son sol qu'à sa situation géographique qui en a fait, par ses vallées concentriques, le carrefour des routes de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, entre des pays particulièrement riches. La Champagne joua de bonne heure un rôle important dans l'histoire de France et nombre de villes florissantes s'y développèrent.

Historiquement, il est difficile d'en préciser les limites. Henri le Libéral, comte de Champagne vers 1772, avait des vassaux de Château-Thierry, Meaux, Saint-Florentin, Barsur-Aube, à Vitry, Epernay et Fismes. Le gouvernement de la Champagne, en 1698, comprenait, outre la Champagne proprement dite, avec les villes de Troyes, Châlons, Eper-

nay, le Rémois, le Rethélois, le Perthois (Saint-Dizier), le Vallage (Joinville, Vassy), le Bassigny (Langres, Chaumont), le Sénonais (Sens, Joigny), et la Brie Champenoise (Provins). Troyes fut la capitale des comtes de Champagne et conserva, plus ou moins, sa primauté ; mais au XVI^e siècle, le siège de l'intendance fut établi à Châlons.

Les travaux publiés sur l'histoire de la pharmacie en Champagne se réduisent actuellement à une thèse de notre confrère Martin, sur les apothicaires de Vitry-le-François, à deux courtes brochures du Docteur Pol Gosset sur les apothicaires rémois, et à une publication de Grignon sur ceux de Châlons.

A Châlons, où les archives départementales sont minutieusement classées et répertoriées, nous avons trouvé deux registres de la Communauté, tenus avec soin par ses clercs, aux XVII^e et XVIII^e siècles, et de nombreuses pièces réunies dans deux grosses liasses, qui nous ont fourni beaucoup de renseignements.

A Troyes, deux sources s'offraient et nous y avons puisé largement : les Archives départementales et la Bibliothèque.

Les Archives contiennent tant de documents que, de l'avis même de Monsieur l'Archiviste, des années seront nécessaires pour les dépouiller et les classer, aussi peut-on espérer y trouver encore beaucoup de pièces intéressantes.

Quant à la Bibliothèque troyenne, elle est exceptionnellement riche. M. Morel-Payen, qui en fut le conservateur jusqu'à ces derniers mois, indique qu'on y trouve 200.000 imprimés, dont 547 incunables, et 22.000 volumes ou pièces manuscrites.

L'abondance et la richesse des archives troyennes nous donnent l'espoir de trouver de nouveaux documents qui nous permettront de compléter notre travail.

Nous nous sommes donc arrêté actuellement à l'histoire de la pharmacie dans la capitale historique, Troyes, et la capitale administrative, Châlons ; nous nous engageons à approfondir ce travail et le relier aux grandes villes les plus voisines : Reims, Epernay, Provins.

Avant de clore cette préface, nous voulons remercier un Troyen, infatigable chercheur, qui consacre tout le temps que lui laisse une lourde clientèle, à puiser dans les archives troyennes, nous avons nommé le Docteur Gur. C'est à ce praticien érudit, aimable, que nous devons de nombreux renseignements sur les apothicaires troyens ; nous le prions de croire à notre très vive gratitude.

Nous remercions également M. Anchel, archiviste aux Archives Nationales qui a bien voulu nous guider dans la pratique des recherches, nous prodiguer ses conseils éclairés dans la lecture difficile des manuscrits, et consacrer des heures précieuses à la transcription de nos plus anciens documents.

Merci à tous ceux qui ont bien voulu nous aider de leurs conseils ou nous faciliter la recherche des documents, et en particulier :

à M. Berland, archiviste de la Marne ;

à M. Dupieux, archiviste de l'Aube ;

à M. Bernard, bibliothécaire à la Faculté de Pharmacie de Paris ;

à M. Piquard, conservateur de la Bibliothèque de Troyes ;

à M. le Directeur de l'Hôtel-Dieu de Troyes ;

à M. Ployé, pharmacien chef de l'Hôtel-Dieu de Troyes.

Nous remercions enfin, M. Charonnat, docteur ès-sciences, pharmacien des Hôpitaux de Paris, qui, en souvenir de son pays natal, a bien voulu s'intéresser à notre travail et abandonner parfois ses travaux de chimie et de biologie. Il nous a mis en rapport avec M. le docteur Gur et M. Ployé ; il nous a fait profiter de son érudition, de sa documentation et de son esprit méthodique ; notre travail tout entier porte son empreinte.

PERSONNEL ENSEIGNANT

Doyen :

M. PASTUREAU, O *, I ☉, ✕

Assesseur :

M. LASSEUR, *, I ☉, ☉.

Professeurs :

MM. DOURIS, I ☉, ☉, ✕	Toxicologie.
PASTUREAU, O *, I ☉, ✕	Pharmacie chimique.
SEYOT, *, ☉, I ☉, ☉, ✕	Histoire naturelle.
LASSEUR, *, I ☉, ☉	Microbiologie.
N...	Matière médicale.
N...	Chimie organique.
N...	Pharmacie galénique.

Agrégé libre :

M. GIRARDET, *, I ☉ Chimie et Toxicologie.

Chargés de cours magistraux :

M. MEUNIER	Pharmacie galénique.
Mlle FRANÇOIS	Matière médicale.
KAYSER	Chimie biologique.

Chargés de cours :

MM. VERNIER, I ☉	Zoologie.
CORDEBARD, ☉, I ☉	Analyse chimique.
DONZELOT, ☉	Physique. Chimie minérale.
MARCHAL	Hydrologie.
RICHARD	Chimie organique.

Chefs de travaux :

MM. VERNIER, I ☉	Microbiologie et Parasitologie.
CORDEBARD, ☉, I ☉	Chimie et Analyse chimique.
STEIMETZ, I ☉	Micrographie.
DONZELOT (chargé de travaux)	Physique.
RICHARD (chargé de travaux)	Pharmacie.
LASCEVE (chargé de travaux)	Chimie biologique. Toxicologie.

Secrétariat :

M. TRIBOLET, I ☉ Secrétaire.

Doyens honoraires :

MM. BRUNTZ, O *, ☉, I ☉, O ☉, ✕, ✕	Recteur de l'Univers. de Nancy.
SEYOT, *, ☉, I ☉, ☉, ✕	Professeur d'Histoire Naturelle.

Professeurs honoraires :

MM. GRELOT, *, I ☉, ☉
BRUNTZ, O *, ☉, I ☉, O ☉, ✕, ✕

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.

INTRODUCTION

Nous venons de dire que l'abondance des documents nous avait obligé à limiter notre étude à deux villes champenoises. Par contre, le manque d'archives très anciennes ne nous a pas permis de remonter au-delà du XIII^e siècle. Il n'y a pas lieu de s'en étonner, et beaucoup de chercheurs ont eu, avant nous, et en d'autres provinces, cette même mésaventure. La situation géographique de la Champagne, carrefour des routes, dès le Moyen Age, parcourue et ravagée par toutes les invasions et les guerres de notre histoire, explique évidemment cette carence ; elle est d'autant plus regrettable qu'on sait peu de chose sur les débuts de l'*art de pharmacie* cherchant à se dégager des disciplines ou tutelles médicales ou monastiques. Peu d'archives du XIV^e et du XV^e siècles, mais n'est-ce pas l'époque de la Guerre de Cent ans, des Jacqueries et de ces Grandes Compagnies qui pillèrent tout le pays. Avec le règne de Louis XI, les guerres reprennent entre France et Bourgogne, et la Champagne encore une fois, endure de grandes misères. A la mort de Louis XI, le calme revient et le pays, enfin en paix, peut recommencer à vivre. A partir de cette époque, nous trouvons des archives de plus en plus abondantes dans les deux villes et les XVII^e et XVIII^e siècles donnent aux Archives champenoises une documentation riche et précieuse. Nous nous sommes borné à la période révolutionnaire, la pharmacie étant régie, depuis lors, par la loi de Germinal qui est toujours en vigueur, et pour tout le pays ; notre étude n'aurait présenté aucun intérêt, d'autant plus que cette question a été déjà traitée maintes fois, et par des plumes bien plus autorisées que la nôtre.

Nous présentons les documents que nous avons réunis de la manière suivante :

Dans une première partie, nous étudierons l'organisation de la profession à travers les siècles, nous dépouillerons ses statuts successifs. Nous verrons ainsi une pièce établissant l'ancienneté des apothicaires troyens : 1247 (1^{er} chapitre) ; les statuts troyens de 1431 (2^e chapitre) ; nous examinerons

comparativement, les statuts troyens de 1539 et les statuts châlonnais de 1615, avec le projet de leur réforme (3^e chapitre).

Dans la seconde partie, nous exposerons des documents variés relatifs à la vie professionnelle des apothicaires champenois. Nous montrerons comment s'effectuait leur formation technique (1^{er} chapitre) ; par l'exemple de quelques lignées d'apothicaires troyens, nous étudierons leur place dans la société du temps (2^e chapitre) ; de l'analyse de l'inventaire des biens de l'un de ces maîtres, nous déduirons ce qu'étaient une boutique d'apothicaire et la thérapeutique au temps de Louis XIII (3^e chapitre). Nous réunirons ensuite diverses indications sur l'approvisionnement en drogues, la préparation de médicaments, les rapports des apothicaires avec les médecins et avec leurs clients, la concurrence des charlatans (4^e chapitre). Dans un cinquième chapitre, nous analyserons des œuvres d'apothicaires troyens de nature et de valeur diverses, et cette seconde partie se terminera par un sixième chapitre, où nous évoquerons quelques événements de la chronique troyenne auxquels furent mêlés des apothicaires.

La troisième partie de notre travail est consacrée à l'étude des communautés d'apothicaires champenois. Nous examinerons l'organisation de la Communauté (1^{er} chapitre) et du contrôle professionnel (2^e chapitre). Nous rapporterons quelques-uns des nombreux procès engagés par les communautés de Châlons et de Troyes, pour défendre leur profession contre des concurrences diverses (3^e chapitre) ; nous étudierons tout spécialement, dans le quatrième chapitre, l'une de ces concurrences : la pharmacie hospitalière à Troyes. Nous verrons enfin le rôle financier (5^e chapitre), le rôle charitable et religieux (6^e chapitre) et le rôle politique de ces communautés (7^e chapitre). Notre dernier chapitre sera consacré aux vicissitudes des communautés et à l'examen d'un phénomène assez rare : la disparition totale des apothicaires dans une grande ville, au cœur du XVIII^e siècle.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Pour éviter des redites, nous mentionnerons ici, une fois pour toutes, les ouvrages relatifs à l'histoire de la pharmacie et à l'histoire de la Champagne, que nous citerons à plusieurs reprises au cours de notre travail.

HISTOIRE DE LA PHARMACIE

ANDRÉ-PONTIER : Histoire de la Pharmacie, Paris 1900.

BAUDOT (A.) : Etudes historiques sur la Pharmacie en Bourgogne avant 1803, Paris 1905.

BENEDICENTI : Maladi, medici et farmacisti, Milan 1925.

BOUVET (M.) : Histoire de la Pharmacie des Origines à nos jours, Paris 1936.

CASTIGLIONI (A.) : Histoire de la Médecine, Paris 1931.

GILBERT (E.) : La Pharmacie à travers les siècles, Toulouse 1892.

GRAVE (E.) : Etat de la Pharmacie en France avant la loi du 21 Germinal an XI, Mantes 1879.

STERNON (F.) : Quelques aspects de l'art pharmaceutique et du médicament à travers les âges, Paris 1933.

HISTOIRE DE LA PHARMACIE EN CHAMPAGNE

GOSSET (POL) : Les derniers apothicaires rémois, Reims 1902.

GOSSET (POL) : Les premiers apothicaires rémois, 1311 à 1700, Reims 1904.

GRIGNON (L.) : Historique de la corporation des Apothicaires - Epiciers de la ville de Châlons-sur-Marne, in Revue de Champagne et de Brie, t. 15 BP 14187.

MARTIN (J.) : Les Apothicaires de Vitry-le-François, Paris 1932.

HISTOIRE DE LA CHAMPAGNE

BOUTIOT (T.) : Histoire de la ville de Troyes et de la Champagne Méridionale, Paris 1872.

BOURQUELOT (FÉL.) : Etude sur les Foires de Champagne Paris 1923.

CHAUDRON (E.) : L'assistance publique à Troyes à la fin de l'Ancien Régime et pendant la Révolution (1770-1800), Paris 1923.

GROSLEY (P. J.) : Mémoires historiques et critiques pour l'histoire de Troyes, Troyes 1811.

La provenance des manuscrits et des imprimés sera représentée dans nos références par les lettres suivantes :

A. A. Archives de l'Aube:

A. M. Archives de la Marne.

B. N. Bibliothèque Nationale.

B. T. Bibliothèque de Troyes.

B. P. Bibliothèque Faculté de Pharmacie de Paris.

PREMIERE PARTIE

LES STATUTS SUCCESSIFS DE LA PROFESSION

CHAPITRE I

LE PLUS ANCIEN DOCUMENT SUR LES APOTHICAIRES CHAMPENOIS, 1248

Les origines de la pharmacie dans l'Europe occidentale sont obscures ; bien que le Moyen Age nous ait transmis beaucoup de documents historiques et littéraires, on connaît très peu de pièces relatives à la pharmacie, antérieures au xvi^e siècle. C'est pourquoi nous croyons utile de signaler ici un document, minime en vérité, mais daté de 1248 et fort bien conservé (1).

Cette pièce est un bail de location, à Jean Brodez, d'une maison située à Troyes, appartenant au monastère de Montier-la-Celle, il est en excellent état d'écriture et de conservation, rédigé sur parchemin, portant le sceau de l'Official de Troyes en cire brune sur double queue. Sa date, de mars 1247, en vieux style, correspond, en style moderne, au 19 mars 1248. Le même acte est résumé dans l'inventaire de Montier-la-Celle ; la maison louée est appelée maison de feu Oudart et située devant la maison de la Courtise ou Courtisière.

Nous donnons la photographie, la transcription du texte latin, qui comporte de nombreuses abréviations, et sa traduction.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Magister Johannes, officialis trecensis, salutem in Domino, Noveritis quod in nostre presentia constitutus Johannes dictus Brodez apothecarius, civis trecensis recognovit coram nobis se conduxisse et nomine locationis recepisse et detinuisse a viris venerabilibus abbate et conventu monasterii Celle Trecensis quandam donum ipsorum sitam ut dicitur apud Trecas ante domum Cortesie que etiam domus vocatur domus defuncti Oudardi, sicut ipsa domus se comportat cum toto cellario ejusdem, videlicet ab isto proximo venturo festo Annunciationis Beate Marie Virginis usque ad decem annos continue com-

(1) A. A. 7 H 30 carton, pièce 113.

plendos pro viginti duabus libris pruviniensium fortium quo libet anno dictorum decem annorum quas idem Johannes reddere et solvere promisit dictis abbati et conventui vel ipsorum mandato quo libet anno dictorum annorum, scilicet tredecim libras in nundinis sancti Johannis trecensis apud Trecas et novem libras in nundinis sancti Remigii similiter apud Trecas, et ad majorem ipsorum abbatis et conventus securitatem idem Johannes eisdem abbati et conventui omnia bona sua obligavit. In ejus rei testimonium presentibus literis sigillum curie trecensis duximus apponendum. Actum anno domini MCCXL septimo mense martio die Jovis proxima post dominicam qua cantatur Reminiscere.

c'est-à-dire :

A tous ceux qui verront ces présentes lettres, maître Jean, official de Troyes, salut dans le Seigneur. Sachez que, en notre présence, Jean dit Brodez, apothicaire, bourgeois de Troyes, a reconnu avoir reçu et détenu en location des vénérables abbé et couvent du monastère de (Montier) la Celle de Troyes, une maison leur appartenant, située à Troyes, devant la maison Cortesia. Cette maison est appelée maison de feu Oudard, location faite comme cette maison se comporte avec tout le cellier, à savoir à partir de la prochaine fête de l'annonciation de la bienheureuse Vierge Marie, pendant dix ans entiers consécutifs, pour la somme de 22 livres de gros de Provins. Pendant chacune de ces dix années, le dit Jean a promis de payer aux dits abbé et couvent ou à leur représentant, savoir : 13 livres aux foires de St-Jean à Troyes et 9 livres aux foires de St-Rémy aussi à Troyes. Et pour plus grande sécurité des dits abbé et couvent, le dit Jean leur a obligé (hypothéqué) tous ses biens. En témoignage de cette chose, nous avons fait apposer sur ces présentes lettres le sceau de la court de Troyes. Fait l'an du Seigneur 1247, au mois de Mars, le jeudi qui suit le dimanche du Reminiscere.

Au verso du parchemin est écrit :

« De Joanne Brodez qui tenet domum nostram d'Epicerie. »

Il nous apprend donc qu'en 1248, le comte Thibault IV le Chansonnier, régnant sur la Champagne (et la Navarre), il y avait à Troyes, sa capitale, un apothicaire sous la dépendance d'un couvent, apothicaire qui exerçait en même temps le commerce d'épicerie.

A l'heure actuelle, les plus anciennes pièces portant mention du terme apothicaire se réduisent aux pièces suivantes, d'après les recherches de Grave, André-Pontier, Gilbert, Sternon et surtout Bouvet (1) :

1207 à Perpignan : Eugène de Torre, citoyen de Barcelone est donné comme apothicaire ;

début du XIII^e siècle à Avignon : speciarum, apothecarium, piperarium et aromatorum logés dans la même rue d'après Granel ;

(1) Loc. cit. (v. p. 13).

1247.

Omnesque personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
habere debet autem etiam personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
aliter etiam quidem debet ipsa personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
ipsa debet personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
aliter etiam quidem debet ipsa personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
liberis et iuribus personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
omnibus personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet
et sequens obsequium debet personarum litterarumque ipsarum obsequium sibi habere debet in dictis personis quod in dictis personis consensum habere debet



début du XIII^e siècle à Marseille : apothicaires nommés dans les statuts de la république locale ;

1270 à Paris le *Livre des Métiers* cite l'apotécaire ;

1278 à Dijon apothicaire Jean mentionné ;

seconde moitié du XIII^e siècle à Paris, Jean de Garlande écrit « Apothecarii, causa lucri, cumcumulant confectiões et electuaria, radices cum herbis... »

Le terme d'apothicaire figure encore en 1320 dans le Dit des Patenostres (1) et dans les lettres de Philippe IV du 22 mai 1336, prescrivant au prévôt de Paris de faire exécuter les ordonnances rendues sur le métier des épiciers-apothicaires.

Par la suite, le mot apothicaire disparaît d'une façon assez générale, et le mot espicerie vient désigner une profession qui réunit à la fois le commerce des drogues et celui des épices.

Avant le XIII^e siècle, la préparation des drogues était le privilège des médecins (2), les premières officines sont signalées vers la fin du XII^e siècle (3) ; la nouvelle profession, trop debile pour vivre d'une vie autonome, s'annexe un commerce plus lucratif, celui des épices.

Toute l'histoire, qui va suivre, des apothicaires champenois, comme celle de leurs confrères des autres provinces, va consister à restreindre plus ou moins tôt les limites de leur profession, à lutter avec plus ou moins de succès contre ceux qui empiètent sur elle.

(1) P. Dorveaux, *Promptuaire des Médecines simples*, Paris 1899.

(2) J. Orient, S. H. P. 66 p. 397 T IV Paris 1929.

(3) Adlung S. H. P. 75 p. 207 T II Paris 1931.

CHAPITRE II

PREMIERS STATUTS DES APOTHICAIRES TROYENS : L'ORDONNANCE DE 1431

De 1248 à 1431, nous n'avons qu'un document sur la pharmacie en Champagne, c'est une œuvre littéraire, du début du XIII^e siècle, que nous étudierons longuement dans un autre chapitre.

Le 24 décembre 1431, Pierre Le Tartrier, lieutenant-général du Bailliage de Troyes, rédige une ordonnance réglant la fabrication et la vente des matières pharmaceutiques, des bougies et torches de cire.

Le protocole du document nous fait connaître qu'aucun règlement de ce genre n'a été pris jusqu'alors en cette ville. D'après son titre, l'ordonnance s'adresse aux « apothicaires, espiciers et ouvriers de cire » (1) ; mais aucun des articles ne concerne l'épicerie proprement dite ; il semble donc qu'à Troyes, dès 1431, le commerce des drogues et l'épicerie simple soient différenciés ; la fabrication et la vente des ouvrages de cire soient plus ou moins distinctes.

Le règlement ci-dessus figure dans un registre que Boutiot nomme « Cartulaire de Statuts et règlements des métiers ». L'original n'est pas connu, nous n'avons là qu'une copie, datant, d'après l'écriture, de la seconde moitié du XV^e siècle.

Il est arrivé un accident à ce précieux document ; le premier folio relatif aux apothicaires est en partie déchiré, le second manque, les derniers sont heureusement intacts. La détérioration de cette pièce est de date assez récente, car Boutiot, qui en a publié un résumé dans le tome II de son Histoire de Troyes et de la Champagne Méridionale, paru en 1872, a eu connaissance des passages disparus.

Dans l'espoir d'assurer la pérennité de la partie de ce document, qui concerne les apothicaires, nous publierons donc 1^o le résumé de Boutiot ; 2^o la photographie des pages conservées du manuscrit ; 3^o leur transcription. La

(1) B. T. Sér. Q. Reg. 2.

comparaison montrera que la lecture de l'érudit troyen n'est pas toujours très fidèle ; nous aurions pourtant mauvaise grâce à être sévère pour Boutiot, dont l'Histoire de Troyes en 4 volumes et les diverses publications nous ont fourni de nombreux renseignements ; nous n'avons eu qu'à les vérifier à leur source originale.

Résumé de Boutiot :

« Il est dit que jusqu'alors aucun règlement sur la vente et la fabrication de ces matières n'existe à Troyes et qu'il y aurait danger de la vie « si la vente des drogueries et apothicaireries n'était pas faite par personnes de grande prudence et si les denrées n'étaient bonnes et convenables à appliquer aux remèdes des corps humains » ; que la fabrication des torches, cierges et bougies n'a jamais été réglée ; que souvent il y a préjudice ; que des plaintes sont souvent portées sur ce point et qu'il y a lieu de réglementer la fabrication et la vente de ces marchandises. Il est donc ordonné qu'aucun apothicaire ne sera reçu s'il n'est reconnu capable. Il prêtera serment de garder le présent règlement. Toutes médecines laxatives, altératives, digestives et confortatives, seront faites selon les règles données par maître Nicolas. (Quel est ce maître Nicolas ?) Les sirops de sucre et ceux de miel seront faits avec du bon sucre et du bon miel blanc. Les électuaires seront composés avec du bon sucre, et ces matières seront convenablement cuites, et dans celles-ci n'entreront aucune poudre vieille ou corrompue. Les conserves confortatives et cordiales seront faites de fin sucre et parées au soleil. Les opiates seront faites de miel blanc. Les pilules seront tenues moites. Les apothicaires exécuteront scrupuleusement les ordonnances des médecins, qui seront toujours remises par écrit. Ils n'administreront aucune médecine, laxative, digestive ou altérant le corps humain, sans l'ordonnance d'un médecin sage et expert. Ils composeront leurs médecines selon les recettes et sans y ajouter aucune médecine pourrie ou vermoulue. Chaque médecine sera conservée à part, dans un étui ou nécessaire. Les herbes ou autres matières, provenant du pays, seront renouvelées chaque année, et les autres, tous les ans, autant que faire se pourra. Les clercs ou valets d'apothicaires devront savoir lire, écrire et comprendre le latin. Ils feront serment en justice d'exécuter le présent règlement. Les apothicaires ne délivreront à personne, sans ordonnance de justice ou d'un médecin sage et expert, aucun « régal argent sublimé », qu'ils tiendront toujours enfermés. Les poudres fines seront toujours composées de gingembre, de mouches, de cannelle, de clous de girofle, de poivre long, de noix muscade et de safran, et elles seront battues à sec. Les poudres communes seront composées de bon gingembre, de colombine et autres épices convenables, sans y mélanger « nuls estouffins ». Les apothicaires ne garderont dans leurs maisons ou ouvriers aucunes substances altérées. Toute contravention est punie d'une amende de vingt sous ternois.

Les ouvrages des ciriers se divisent en cierges, torches à bâtons et torches de bougie. Les torches à bâtons peuvent être faites d'une demi-livre jusqu'à 4 livres. Les cordons (la mèche) seront composés d'ouvettes de fil, bien blanchies, et chacune de ces torches doit con-

tenir de 12 à 16 fils, dont le poids est déterminé selon la force de la torche. Cette torche montée sur un bâton, dont le poids était fixé, était longue d'un quart à une demi-aune, selon sa grosseur.

Les torches de bougie et les cierges étaient réglés sur le même pied. Le poids de la matière et des fils servant d'ardons, et la longueur de chaque bougie étaient précisés. Les ouvriers ciriers pouvaient, sur les bases fixées par le règlement, travailler pour les confréries, selon ce qui leur était demandé. Chaque pièce indiquait son poids, au moyen d'un signe particulier, qui ne pouvait se subdiviser que par quarteron, demi-livre ou livres. Il était interdit de faire, avec la cire, aucune mixtion.

Ce règlement était applicable dans la ville et les faubourgs de Troyes.

(Arch. Mun. N./Cart. de Stat. et règlement des métiers.) »

APOTHICAIRES ESP(ICIERS) ET OUVRIERS DE C(IRE)

A tous ceulx qui ces p(résentes)..... Le Tartier licencié en loix lieutenant..... Guillaume Bellier, seigneur de Chez..... du roy notre sire et son baillif d..... que en tout temps et espécialem(ent)..... mortalitez et en diverses parties qu(i)..... et adviennent piteusement en di..... les corps humains à ce subgetz aie(nt)..... de faire administrer et aider du..... drogueries et d'appoticaiererie et qu.... estre exercé par personnes de grant pruden(ce?) bonnes et convenables pour appliquer..... corps humains par quoy..... soit grant bec(oïn)..... ou autant que en autre estat d'avoir esg(ard)..... sur ceulx dudit mestier et sur leurs dits..... drogueries toutes voyes en ceste cité..... chief et ville capital du conté..... n'a esté es temps passez sur faicte..... ou provision par quoy en tant..... ou négligence desdits appoticaies..... d'œuvres leales et souffisantes mesme..... ont esté et sont le plus souvent gr.....rs en ce, en quoy les malades et patients eulx..... avoir faicte et garnison par le moien et.....s par devers lesdits appoticaies pevent avoirandement de ceux et bien souvent jusques.....et pareillement par deffault d'ordonnance..... de justice les ouvriers de cire tant..... espiciers comme autres vendent audit Troyes torches..... (bou)gies et autres ouvrages de cire ou fait faire..... (o)uvrage que bon leur semble sans ordre..... (q)uelconques et en leur cire employé et mis..... indeues et en especial en leurs ouvrages autent..... plus de lumignon comme de cire et en (tor)ches à baston oultre ledit excès de lumignon..... et mectent bastons vers fort pesant par souventes fois est advenu que lesdites torches par lesdits..... n'ont peu ardoir et se gastent et (con)sument sans clarté desquelles choses soient (rev)enues par devers nous en présence des officiers du (roi)notre sire et plusieurs personnes tant médecins comme (appoti)caies, espiciers et autres experts et cognoissans (lesdites) choses par lesquelz y avons été deuement.....z que plusieurs des appoticaies dudit mestier..... et usent de mauvaises drogueries..... et grant peril aussey ayons fait prendre..... torches à baston, bou-

gie et autres ouvrages (de ci)re es hostelz de ceulx qui les vendent et.....
F° 89 — Item, que en quelque manière que ce soit ne administront ou bailleront de leur propre autorité aucune médecine laxatives, digestives ou altérans corps humains ou aucun malade se ilz n'ont recepte propre par escript à ce ordonné par aucun médecin sage et expert.

Item, ne administreront ou bailleront par deux fois une mesme médecine à aucun malade sans licence dudit médecin que icellui aura premier ordonnée et aussi ne la bailleront à autre pour lequel elle n'aura esté ordonnée.

Item, que en composant leurs médecines selon la forme des receptes, ne mecteron, mesleront ou adiousteron aucune médecine pourrie, vermolue ou corrompue par vieillesse ou autrement et aussi ne mecteron quid pro quo en la composition des médecines sans licence des médecins que icelle auront ordonné.

Item, mecteron loyaulment chacune médecine particulière par deue dose ou mesure selon la forme de la recepte se en icelle recepte ne trouvent aucun vice, ouquel cas seront tenuz de retourner au médecin qui ladite médecine aura ordonné ou autre expert et sage en ladite science.

Item, que les choses qui ou pays par deça peuvent estre cueillies par chacun an comme herbes, racines, fleurs, semences et telles autres choses ne garderont oultre un an, mais chacun an de tout leur pouvoir les renouveleront et afin de les cognoistre seront tenuz d'y mettre escreteaux de l'année qu'ilz auront esté cueilliz.

Item, que aucun varlet ou clerc pour eulx servir oudit mestier d'appoticaierie s'il ne scet lire ne écrire et entendre latin, lequel il présenteront à justice afin de faire le serment garder et observer ces présentes ordonnances.

Item, jureront qu'ilz ne bailleront à quelque personne que ce soit riagal arcene aigrient sublime ou aucune autre autre (*sic*) chose portant mort sans licence de justice ou d'aucun sage et expert médecin. mais tenront les choses dessusdites et autres semblables enfermées et tellement que aucun autre soit femme ou serviteur ne puisse aucune chose distribuer à leur desceu et sans leur congé ou expresse ordonnance.

Item, seront leurs pouldres fines bien et convenablement composées de gingembre de mesche canelle lo graine poivre long noix muscades et saffran et icelles bateront à sec sans aucune moiteur.

Item, leurs pouldres communes seront de bon gingembre colombin et autres espèces convenables, sans y mettre ne employer nulz estouffinz.

F° 90 — Item et se lesdits appoticaies ou espiciers ont en leurs hostelz ou ouvroirs aucunes mauvaises drogues, herbes ou racines tres sales, mauvaises, et non prouffitables ilz les osteront et gecteront hors.

Item, se aucunes des choses deffendues par ces présentes ordonnances sont trouvez es hostelz, ouvroirs ou puissance desdits appoticaies espiciers ou autres meslans desdits mestiers et que ilz ou aucun d'eulx soient trouvez faisant ou avoir fait le contraire d'icelles ordonnances, ilz l'amendront d'amende arbitraire pour chacune fois et pour chacune faulte et ce que sera trouvé faulte ou fait contre lesdites ordonnances, il sera ars devant l'ostel d'icelui ou aura été trouvé.

Appoticaues est
et Ouuviens de C

Tous ceulx qui ces p
le tant en leur honneur
Gentille bellue seigneur de che
Du Roy nre et son lully d
que en tout temps et opportu
mortalitez et en duds ptes q
et admeur pntesent en d
les corps humains are subgetz au
De faire aduistie et aide du
Deo quere et dapphonorie et qu
espe qe p pomes de grant p d
bonnes et reuueables pour appliquer
corps humains par quey soit grant b
ou autant que en au est de danc
sue rube dnd mesme et sue l'emp
Deo quere et dapphonorie et qu
chief et belle capital du Cour
na est et temps passz sue faute
ou trompion par quey estant
ou negligenc De p apponand
Deuore l'ale et puffed Mesme
sur est et soit le plus pmer gen

et une Enquoy les malades et parient euly
- auoir fante et gaumson yole meun et
ut pducere leqz appolirand porent auoir
candeur de auiz et bon pomeur fupue
? et poutillone p deffault dordunant
de fupue les emouers de auiz fante
eppele come ault band ault neget touchet
gret et ault emouers de auiz ou fante f
mourage que bon leu fante fante f
notrouquet et en leu en r emplace et ault
judant et en eppele et leu emouers ault
a plus de l'ingnon come de auiz et en
dnt a baston oult leqz eppele de l'ingnon
et a mortur bapont vert fante pante par
poutillone est aduene leqz touchet leqz
et neget ou ut poutillone ault et se gaste et
moutur fante dnt deffault dnt poutillone
aunt p dnt neget et en poutillone deffault de
a plus poutillone fante mediant comme
aunt eppele et ault eppele et cognouff
hoste Par leqz poutillone est dnt
et que plus deffault appolirand dnt mefite
et a fante de mauuaise de droguette
et gant poutillone Ault ault fante poutillone
touchet a baston bougie et ault emouers
et de hoste de auiz qui les bandent et

Item que en quelques manieres que ce soit ne diminuer
ou baillier de leur p^{re}miere mesure ne de leur
capacite Digestion ou aliter de leur humeur ou de leur
malade se si nous voyons que par l'usage de l'ordonne
de leur mesure sage et saine

Item ne diminuer ou baillier de leur p^{re}miere mesure
ne de leur mesure a leur malade sans leur dire
que fait avec leur ordon et aussi ne la baillier sans
pour lequel elle n'aura est ordonne

Item que on ne compose les mesures selon la forme
des Rois ne mesurer mesurer ou adousser
mesure mesure pour le baillier ou pour le
baillier ou mesurer et aussi ne mesurer sans
que en la composition des mesures sans leur dire
que fait avec leur ordon

Item mesurer les mesures de leur mesure selon
de leur mesure ou mesurer selon la forme de la Rois se
en telle Rois ne mesurer mesurer ou
pour leur de leur mesure au mesurer qui les mesures
avec leur ordon ou avec leur et sage en leur mesure

Item que les choses qui on peut de leur mesure
mesurer selon la forme de leur mesure
et se les choses ne mesurer ou
en

Item Et se lez apolitauet ou epineis ont en
leuz hostels ou amercus amercus manifest Diapred
herbes ou karmes nessesles manifest et non pussitall
Ils les oprieur et garrour herb

Item se amercus des ches desseinduct par les
prieur ordonnan pour honneur et hostels amercus ou
pussant. Desd apolitauet epineis ou amercus meslunt
Desd me, herb et que ils ou amercus desd prieur honneur
fussent ou amercus fait le contraire. Desd ordonnan
Ils l'ameuridour d'ameuridour arbitrair pour ches hors
et pour ches faulx et et que fa honneur faulx ou
fait roudleph ordonnan. Il p'edus d'ameuridour leph d'ameuridour
ou amercus est honneur

Item les amercus d'ameuridour et amercus fust et vander
amercus de amercus honneur et et forbourg pour
tous de fust ou fust se leph amercus selon les
ordonnan qui p'ussant. Et p' assenow d'ameuridour a
haston ou. Il amercus d'ameuridour d'ameuridour
chies desd roudleph de d'ameuridour fust d'ameuridour
qui ne p'ardera pour le pour de d'ameuridour ou et
de m'ye tout en fust de la l'ongueur chies de amercus
et d'ameuridour a l'ameuridour de honneur. Et le haston ne p'ardra

[Faint handwritten notes at the bottom of the page]

1. The first thing I noticed when I stepped out of the car was the cold. It was a sharp contrast to the warm blanket I had been sitting under. I looked up at the sky, which was a deep, dark blue, and felt a sense of peace. The air was crisp and clean, and I could hear the distant sounds of the city. I took a deep breath and felt a sense of relief. I had been waiting for this moment for so long.

[illegible][illegible]

Mais chun au de tout leu pource les vinoumlerous
Et afin de les regrouper pour toutz dy mestier
De l'un quel unuier est nullz

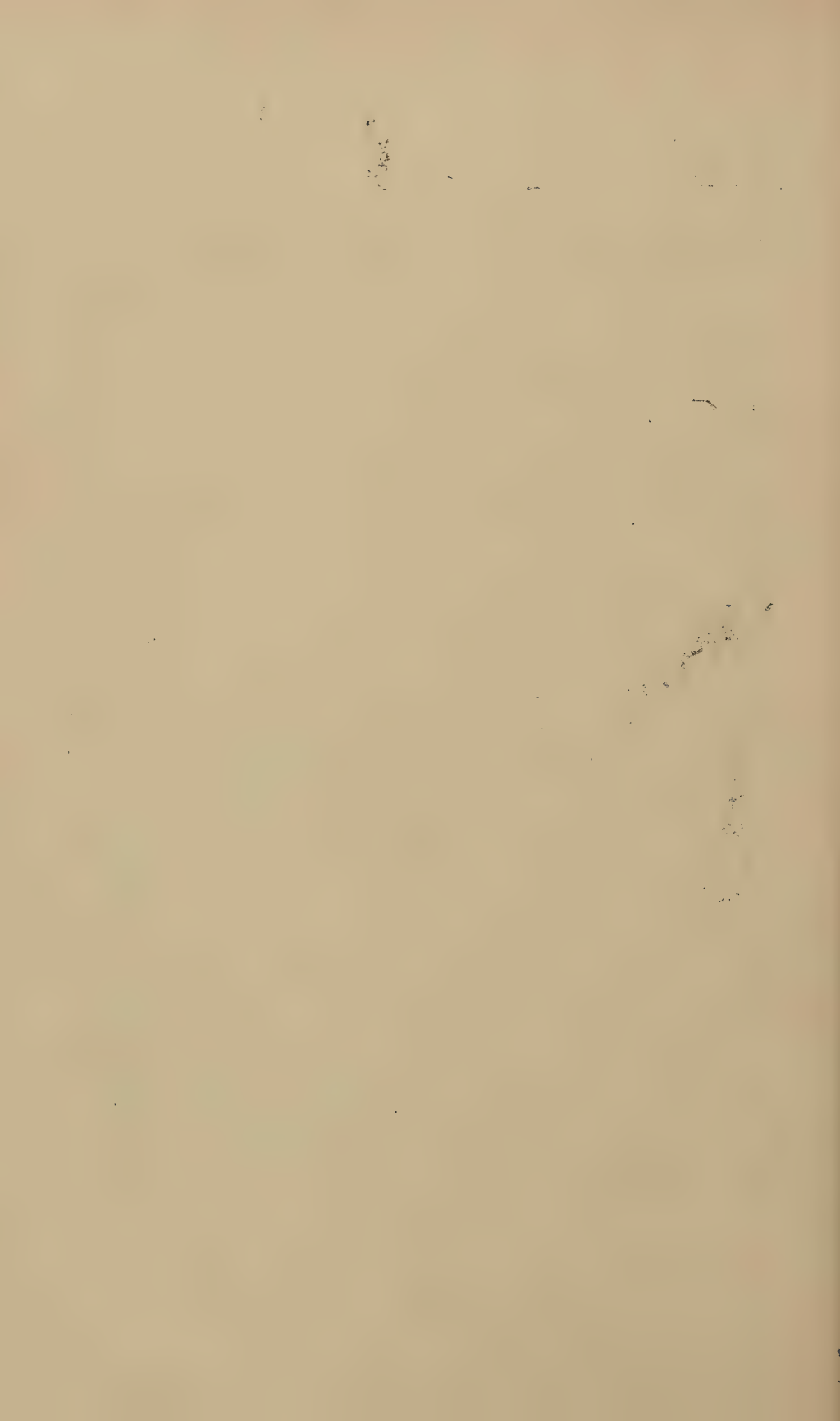
Item que aucun bailleur ou clerc pour nulz fins ou
mestier Supplémentaire sil ne soit lue ne estue et
entendre l'un lequel il pourroit aduier afin de
faire le fumeur q'de et obfure ne pout ordonner

Item que aucun quel ne bailleur a quelque pource
D'aport bagel aucun argent subline ou aucun aut
aut chose pour tout mout sans l'un de l'autre ou l'autre
sage et q'aport ne d'aport mais l'un ou l'autre des deux
et aut semblés en fumeur et telle mout que aucun aut
pour fume ou fumeur ne puisse aucun chose d'aport
alors d'aport et fume l'un rouge ou q'aport ordonner

Item pour l'un pouldret fumeur l'un et l'autre
composés de gingembre de moutre amelle de graine
pour l'un longuier ungrades et paffian et l'autre l'un
a fume sans aucune moutre

Item l'un pouldret fumeur pour de bon gingembre
de l'un et l'autre pout rommeables sans poutre
ne moutre moutre poutre

faine bien et loyablement espousés pour leurs royaumes et
salut amour l'amour des multitudes qu'ils feroient
venir outre plusieurs bastiments Et si est bonnet que
lesd. bastiments soient aujour d'heure en faineur amand
N. n'ont point arbitrairement selon l'opinion d'un
Si donnent en mandant par leurs royaumes au point de
royes ou après l'ordonnance par et aduance G. les royaumes statuer
et ordonner desd. et d'un. D'autre faineur bien et
d'aligner garder leurs et desd. royaumes outre qu'ils approuvent
en poursuivant les delinquants et faire le royaume selon
leur point ordonné sans dissimulation aucune En
testimonage de ce nous avons signé du scel et ghe scel
dud. bailliage seigneur point public fait et ordonné
en l'apert de tout peuple des mesmes desd. de mod
autres et de l'apert grand et sans plus. D'autre
Et plus nous avons le lundi xxvij jour de décembre
l'an de grace mil tteit quatre et cinq



Et affin que ces choses puissent être exécutées et visitez seront chacun an esleuz et commis par justice quatre personnes dudit Troyes en ce experts et cognoissans lesquelz ou les trois d'eux visiteront les drogueries, pouldres et ouvrages de cire desditz apoticairens, espiciers, ouvriers de cire et autres marchans soy meslans desdits mestiers et marchandises audit Troyes et esdits forbourg ou quelles soient toutes et quantes fois que

F° 93 bon leur semblera et jugeront de ce faire bien et loyaument lesquelz pour leur peine et salaire auront la moitié des amendes qu'ilz feront venir eulx por leurs visitacions. Et s'il est trouvé que lesdits visiteurs facent aucun depoit ou faveur à aucun ilz en seront punis arbitrairement, selon l'exigence du cas. Si donnons en mandement par ces présentes au prévost de Troyes ou à son lieutenant présens et advenir que les poins, statutz et ordonnances dessusdits et chacun d'iceulx facent bien et diligemment garder, tenir et observer por tous ceulx qu'ilz appartiendra en pugnissans les delinquans et faisans le contraire selon notre dite présence ordonnance sans dissimulation aucune. En tesmoing de ce nous avons scellé du scel et contre scel dudit bailliage ses dites présentes publiées, faictes et ordonnées en la présence de tous ceulx des mestiers dessus dits demorans à Troyes et de la plus grant et seine partie d'iceulx. Es plaix par nous tenuz le lundi xxiii^e jour de décembre, l'an de grâce mil cccc trente et ung.

Le résumé de Boutiot et ce qui nous reste du manuscrit, nous permettent de nous rendre compte comme la vie professionnelle est, dès cette époque, bien organisée. Les articles traitent de quatre points principaux, que nous examinerons rapidement.

ORGANISATION DE LA PHARMACIE

La vente des drogues doit être faite par des gens prudents, honnêtes et savants ; aussi l'apothicaire ne sera reçu que s'il est reconnu capable et ne pourra exercer son art qu'après avoir prêté serment. Pour cette même raison, les employés « clerks ou varlets » devront savoir lire, écrire, « entendre latin » et prêter serment.

RECOLTE ET PREPARATION DES DROGUES

L'apothicaire doit récolter lui-même toutes les herbes, racines, fleurs et semences qui poussent dans la campagne environnante et les renouveler tous les ans ; il doit les étiqueter et mentionner la date de la récolte.

Il ne doit employer que des produits frais et de bonne qualité. Le règlement spécifie que les sirops doivent être faits de bon sucre et de bon miel. Les poudres employées doivent être fines et obtenues à partir de drogues « d'espèces convenables ». Toutes drogues en mauvais état doivent être jetées et l'apothicaire n'a pas, sous quelque prétexte que ce soit, le droit de les employer ou de les vendre. Des amendes sont prévues pour punir toutes infractions à

cette règle. Toutes les médecines que l'apothicaire peut avoir à préparer, en dehors des préparations magistrales, doivent l'être « selon les règles données par maître Nicolas » (Boutiot *dixit*). Il s'agit évidemment de l'auteur de l'Antidotaire, dont l'ouvrage a été le *Codex* du Moyen Age ; Boutiot, qui n'était pas pharmacien, n'en soupçonnait pas l'existence.

RAPPORTS AVEC LES MEDECINS

L'apothicaire ne peut délivrer de médicaments que sur l'ordonnance écrite des médecins ; il doit vérifier que le praticien qui a rédigé cette ordonnance est « sage et expert », qu'il n'y a pas d'erreur dans la prescription ; dans l'affirmative il retournera l'ordonnance au médecin qui l'a rédigée, ou à un autre, « expert et sage en la dite science ». L'ordonnance doit être scrupuleusement et consciencieusement exécutée : le respect des doses et de la nature des drogues est également recommandé, en aucun cas le quiproquo n'est admis. L'apothicaire n'a pas le droit de renouveler une ordonnance « sans licence du médecin » ; il ne peut non plus l'exécuter de son propre chef pour un autre malade ; il n'a, d'ailleurs, en aucun cas, le droit de donner de sa « propre autorité aucune médecine ».

Enfin, maîtres et employés ne doivent donner de poison sans licence de justice ou d'aucun sage et expert médecin ».

Ces poisons doivent être enfermés, hors de la portée du public et même de la famille de l'apothicaire.

INSPECTION DES BOUTIQUES

Le règlement se termine par l'établissement de l'inspection des boutiques d'apothicaires. Quatre inspecteurs seront élus chaque année et trois d'entre eux assisteront obligatoirement aux visites. Ils auront pour salaire la moitié des amendes infligées aux délinquants, et ne devront faire montre d'aucune complaisance pour leurs confrères, sous peine d'être eux-mêmes punis. Le nombre des visites n'est pas prévu, les inspecteurs en feront autant qu'il leur plaira. Ces inspections ne concernent pas seulement les apothicaires, mais aussi les épiciers, ciriers « et autres marchans soy meslans desdits mestiers et marchandises audit Troyes et esdits forbourg ».

Ces statuts de 1431 sont, sur bien des points, d'accord avec les décrets qui règlent l'exercice de la pharmacie actuelle : exécution et renouvellement des ordonnances, délivrance des toxiques, inspection des officines sont réglementés pour nous comme ils l'étaient pour nos très anciens confrères ; comme eux, nous avons dans notre officine une armoire aux poisons, et si nous ne récoltons plus nous-mêmes les simples, nous sommes toujours obligés d'avoir des plantes fréquemment renouvelées et de bonne qualité.

Dans la plupart des villes du royaume, les premiers règlements concernant les apothicaires sont bien postérieurs à 1431 ; les statuts troyens sont locaux ; certains de ceux qui les ont précédés et presque tous ceux qui les ont suivis ont été signés par le roi.

A titre de comparaison, nous rappellerons ici les statuts d'apothicaires antérieurs à 1431, d'après Grave, André Pontier, Gilbert, Sternon, Castiglioni et surtout Bouvet (1).

Fin du XII^e siècle : Arles, règlements locaux.

- 1238 : Charte de l'Empereur Frédéric II d'Allemagne.
- 1242 : Avignon, règlement local : réception des adhérents nouveaux, inspection des boutiques.
- 1258 : Statuts des médecins et pharmaciens de Venise.
- 1268 : Règlement d'Etienne Boileau, prévôt des marchands de Paris.
- 1274 : Statuts des apothicaires de Nice.
- 1300 : Statuts des pharmaciens de Florence.
- 1309 : Statuts de Toulouse, aujourd'hui perdus.
- 1311 : Lettres de Jean Peblanc, prévôt de Paris, réglementant les épiciers.
- 22 mai 1336 : Lettres de Philippe VI de Valois soumettant les apothicaires à l'inspection des médecins.
- Août 1353 : Ordonnance de Jean le Bon sur la profession d'apothicaire et d'herbier, relative à la bonne qualité des substances, confiant à des apothicaires l'inspection des officines ; l'ordonnance de 1431 de Troyes est visiblement inspirée de cette ordonnance royale.
- 3 août 1390 : Nouvelle ordonnance royale.
- 26 juin 1404 : Statuts de Pamiers.
- 24 juil. 1414 : Bordeaux, règlements des Jurats.

A Troyes, plusieurs métiers avaient obtenus leurs statuts bien avant les apothicaires ; dès 1317, les cordonniers, qui avaient donné, le siècle précédent, un pape à la chrétienté (Urbain IV), avaient reçu les leurs et les charpentiers dès 1323 ; les bonnetiers, par contre, qui devaient devenir par la suite la profession la plus florissante de Troyes, ne s'organisèrent qu'en 1505 (2).

(1) Loc. cit. (v. p. 13).

(2) Boutiot loc. cit. (v. p. 14).

CHAPITRE III

SOUS LE SIGNE DES CORPORATIONS STATUTS DES APOTHICAIRES TROYENS, 1539 STATUTS DES APOTHICAIRES CHALONNAIS, 1615

Pendant plus d'un siècle, les apothicaires troyens n'auront pas d'autres statuts que ceux de 1431. Jusqu'ici les apothicaires n'ont été soumis qu'à une ordonnance locale, établissant d'une façon assez naturelle la police des drogues ; on ne demande à ces apothicaires que d'être capables d'entendre le latin et de s'engager à respecter cette réglementation.

Partout ailleurs, et à Troyes même, dans d'autres métiers, une organisation nouvelle s'est établie.

L'esprit d'association qui a fait le collège romain, la gilde germanique, a groupé ensemble les gens de même métier ; les premiers corps de métier ont eu leur charte au cours du XI^e siècle ; le Livre des Métiers d'Etienne Boileau, prévôt de Paris, enregistrait, sur la demande de Saint-Louis, vers 1268, les règlements de 101 corps de métiers. Plus ou moins tôt, ici ou là, apparaît dans le métier la hiérarchie : apprenti, compagnon, maître, à laquelle s'ajoute encore un quatrième degré le garde-juré.

La Communauté, on dira plus tard la Corporation, est le syndicat des maîtres ; cette communauté se double le plus souvent d'une Confrérie religieuse. Dans un but surtout fiscal, la royauté, au XVI^e et au XVII^e siècles, poussera les artisans à se grouper dans des métiers jurés (où l'on entre en prêtant serment).

A Troyes dès 1327 les Statuts des cordonniers imposaient les éléments de la Corporation. Les apothicaires adoptèrent finalement cette organisation.

En 1539 ils rédigèrent de nouveaux statuts et en demandèrent l'approbation au roi. La « Cour de Parlement » les modifia en s'inspirant des statuts donnés précédemment aux apothicaires parisiens (juin 1514).

Les quelques différences que l'on peut observer avec les statuts parisiens fait remarquer le Parlement, proviennent de l'absence à Troyes d'« Université et autre chose ».

Ce nouveau règlement donné par François I^{er} le 2 novem-

bre 1539, fut approuvé et confirmé par le roy Henri III par Lettres Patentes données à Paris en juin 1587, « pareillement registrées au Parlement le dernier jour de juillet au dit an 1587 ». Enfin, il fut à nouveau confirmé par Henri IV, de passage à Troyes en mai 1595, et par arrêt du Parlement du 29 mai 1656. Ces statuts restèrent en vigueur pour les apothicaires de Troyes jusqu'à la Révolution; ils étaient probablement assez complets et assez clairs pour donner satisfaction à nos confrères dont la vie en communauté paraît avoir été assez calme. On peut se demander comment la corporation s'est accommodée pendant deux siècles des mêmes statuts, mais il faut bien avouer que les statuts officiels de la pharmacie française en 1937 datent de cent trente quatre années.

A Châlons en 1615 les apothicaires et les épiciers sont bien réunis en communauté, mais n'ont pas encore de statuts. Les maîtres s'émeuvent,

« consydérants que de toute ancienneté et par toutes les meilleures et plus signalées villes de ce royaume auroit été establys gardes et maistres en tous estatiz et mestiers spécialement de la pharmacie et espicerie excepté en ceste ville de Chaalons en laquelle cest ordre a esté iusques à présent négligé au préiudice et intérêt notable de la chose publique pour les abus qui en peuvent procéder à faulte de suffisance et deue condition des personnes qui l'exercent dont lesdictz apothicaires et espiciers non moins curieux de leur honneur que desirieux de l'utilité publique et par une louable action augmenter la réputation de ceste ville et la rendre plus célèbre. »

En cette année 1615, la communauté s'agite et « conformément aux éditz du Roy des moys de décembre mil cinq cens quattres vingt et uns et en Avril mil cinq cens quattres vingt et dix sept » commence par élire « pour gardes maistres jurez deux des plus anciens de leur communaultez ». C'est devant ces gardes que les jeunes aspirants à la maîtrise, et ils sont nombreux cette année-là, exposeront leurs chefs-d'œuvre et prêteront serment. Puis, toujours conformément aux deux édits du roi, précédemment nommés, les gardes « dressent » un règlement « touchant la maîtrise et aultres particularitez bien raisonnables et nécessaires audict art de pharmacie et espicerie ». A Châlons, ville moins importante que Troyes, épiciers et apothicaires sont restés groupés ; de là naîtront bien des difficultés.

De quels sujets traitent les 28 articles troyens, les 21 articles châlonnais ? Des examens, des rapports entre les maîtres et leurs apprentis ou leurs serviteurs, de leurs relations avec les médecins, de la situation des veuves, de la vente des poisons, etc... Les préoccupations des apothicaires et les difficultés de leur profession étant partout les mêmes, nous trouvons une grande analogie entre ces statuts troyens et

ceux de Châlons, postérieurs de 75 ans. Aussi pouvons-nous les examiner ensemble en rapprochant les articles qui traitent d'un même sujet : nous ne rappellerons que sommairement les dispositions de ces statuts, dont nous étudierons les principaux articles ultérieurement et dont le texte intégral sera publié, à la fin de notre travail, aux pièces justificatives (v. p. 199 et 208).

DES EXAMENS

TROYES : articles I, II, III, IV, VI, X.

CHALONS : articles VIII à XIV et XVI à XIX.

Les jeunes apprentis troyens qui aspirent à la maîtrise doivent « avoir appris suffisamment la langue latine ». Nul ne peut être admis à la maîtrise « qu'il n'ait demeuré pendant quatre ans continuels sous l'un des Maîtres ». Pendant un an, les aspirants suivent, deux fois par semaine, une sorte de cours (une lecture) fait par un médecin de la ville, élu par les médecins et les apothicaires (art. I). L'examen qui sanctionne cet enseignement a lieu devant deux apothicaires élus (art. II) et un docteur-médecin ; il porte sur les drogues simples et composées, les préparations, et comprend en outre la confection d'un chef-d'œuvre (art. III). L'art. X concerne les fils des maîtres qui ne sont pas « astreints à faire chef-d'œuvre ».

A Châlons il en est de même : examen de latin (art. VIII), examen de maîtrise en présence d'un médecin élu et de deux maîtres jurés (art. (X et X), interrogations analogues, chef-d'œuvre (art. XI et XII). Quelques points sont précisés ou complétés, par exemple, alors qu'à Troyes on ne parle que d'un chef-d'œuvre, ici on en mentionne deux et les fils des maîtres n'en font qu'un (art. XIV). De plus il est fixé aux articles XVII, XVIII et XIX des frais d'examen et des sommes à verser à la Communauté et aux Maîtres.

DES RAPPORTS ENTRE LES APOTHICAIRES ET LEUR PERSONNEL

TROYES : articles V, VII, VIII, IX.

CHALONS : articles VII, VIII, XV.

Les apprentis ne peuvent quitter leur maître sans sa permission (Troyes, art. V) pendant quatre ans ; s'ils enfreignent ce règlement, ils doivent payer une amende de dix livres tournois (Troyes, art. (X). Les apothicaires ne doivent pas « distraire » un apprenti du service d'un de leur confrère sous peine de 20 livres d'amende (Troyes, art. VIII).

A Châlons les art. VII et VIII indiquent qu'on ne peut recevoir comme apprentis, que des jeunes gens « de bonne vie et parentage honorable » suffisamment instruits en latin, que ceux-ci doivent payer en entrant en apprentissage six

livres à la Communauté. L'apprentissage dure trois ans, mais il faut encore cinq ans à l'aspirant pour être admis à la maîtrise.

Le cinquième article des statuts de Troyes et le quinzième de ceux de Châlons concernent les serviteurs des veuves. Ceux-ci sont interrogés « tant sur les simples drogues que composées », les préparations et les ordonnances. S'ils satisfont le jury, la veuve peut continuer à « exercer l'Etat et l'Art d'apothicairerie ».

DES RAPPORTS ENTRE LES APOTHICAIRES ET LES MEDECINS

TROYES : articles XI, XV à XXI, XXVI.

CHALONS : articles II, IV, VIII à XIV et XVI à XIX.

Les statuts de Châlons n'en disent presque rien. Ils mentionnent seulement le rôle des médecins aux examens et aux visites. Il en est de même à Troyes, l'art. XI précise que le médecin qui présidera aux examens sera élu par l'assemblée des médecins.

L'art. XV ordonne aux apothicaires d'exécuter exactement et scrupuleusement les ordonnances, le XVII^e mentionne que les médecins, assemblés une fois l'an, rédigeront « par écrit les dispensaires des « *qui proquo* », le XVII^e demande à cette même assemblée la rédaction d'une liste comprenant les drogues que les apothicaires doivent employer pour les compositions qu'ils préparent sans ordonnance de médecin. Les médecins président aussi à la préparation de certaines drogues composées (art. XVI). Enfin, les articles XVIII et XX défendent aux apothicaires de composer des remèdes sans ordonnance, ou d'exécuter celles des empiriques ou des gens étrangers et inconnus à Troyes.

L'article XXI est assez curieux, il ne concerne que les médecins à qui il interdit d'abandonner les malades auxquels ils ont commencé à donner des soins « jusqu'à ce qu'ils soient guéris, ou que Dieu en aye fait son plaisir ».

DES VISITES DE DROGUES

TROYES : articles XI à XIV, XVI, XXII à XXIV.

CHALONS : articles II, VI, XVI.

Ces visites de drogues simples et composées étaient faites par deux apothicaires-jurés élus, accompagnés d'un médecin également élu (Troyes, art. XI). Ces trois inspecteurs se rendaient chez les Apothicaires, les Epiciers, les Droguistes, une fois par an à Châlons (Châlons, art. II), deux fois par an à Troyes : « le lendemain de my Carême et le lendemain de la my Aoust » (Troyes, art. XII) puis ils rendaient compte de leur mission au bailli (Troyes, art. XIII). Les drogues avariées, altérées ou fausses sont saisies et brûlées, après

examen, en présence du bailli (Châlons, art. II, Troyes, art. XVI). Mais ces visites à jours fixes peuvent ne pas suffire et les apothicaires et le médecin ont la possibilité de les renouveler, quand il leur plaît, s'ils soupçonnent l'un des marchands d'avoir des marchandises suspectes (Troyes, art. XIV). Les épiciers-ciriers, eux aussi, doivent « subir les visitations » (Châlons, art. XVI). Enfin, dans les deux villes où il y a de nombreuses foires et, partant, beaucoup de marchands étrangers, les « visiteurs » doivent vérifier les drogues mises en vente (Châlons, art. VI, Troyes, art. XXII à XXIV). Les forains doivent présenter leurs marchandises à l'inspection dans les 24 heures qui suivent leur arrivée. Le médecin et les apothicaires visiteurs reçoivent une rémunération pour leurs visites ; elle est de cinq sols à Châlons (art. II) de vingt sols à Troyes (art. XVIII).

DISPOSITIONS DIVERSES DES STATUTS DE CHALONS

L'article V est relatif à la vente des poisons, les articles I, III et IV à l'élection des gardes, l'article XIX chiffre les amendes aux apothicaires qui « contreviennent » à ces statuts, et l'article XXI prescrit l'assistance aux veuves des maîtres, aux maîtres malades, aux compagnons en voyage.

COMPARAISON AVEC LES STATUTS DES APOTHICAIRES DE VILLES VOISINES

Les statuts des deux capitales champenoises ont aussi un grand nombre de points communs avec ceux des autres villes du royaume. Il serait trop long d'entreprendre une telle comparaison ici, mais nous allons brièvement les rapprocher de ceux de Vitry, Nancy et des villes importantes de Bourgogne (Dijon, Chalon, Beaune). Nous nous contenterons, pour ne pas allonger par trop ce chapitre, d'examiner ce qui touche à deux des préoccupations essentielles de tous les statuts : les examens et les visites.

Les statuts fixent la durée de l'apprentissage à 4 ans à Troyes, et à 3 ans à Vitry comme à Châlons, en Bourgogne et en Lorraine. La durée du compagnonnage est beaucoup plus variable. Deux ans à Nancy, 3 en Bourgogne, 5 ans à Châlons ; à Troyes le compagnonnage n'est pas mentionné dans les statuts.

Les visites ont lieu une fois par an à Châlons, deux fois à Troyes, à Vitry, à Nancy et à Dijon.

On voit par ces quelques exemples tirés des thèses de nos confrères Martin de Vitry, Morel de Nancy, et du bel ouvrage de Baudot, sur la pharmacie en Bourgogne, la ressemblance de tous ces statuts.

MODIFICATION DES STATUTS CHALONNAIS

Si la communauté de Troyes reste fidèle jusqu'à la loi de Germinal, à ses statuts de 1539, celle de Châlons dès 1742 s'émeut de l'insuffisance des siens.

Une conclusion (1) de l'assemblée des maîtres rapporte la décision prise par les apothicaires d'emprunter mille livres « pour obtenir de sa Majesté de nouveaux statuts et règlements pour nostre communauté et les faire homologuer ». Ils n'oublient pas cette fois l'homologation qu'ils avaient négligée pour leurs précédents statuts, ce qui, nous le verrons, leur a fait perdre un procès. Quelle est la date exacte de la rédaction de ces nouveaux statuts ? nous n'avons pu retrouver ce règlement ni à Châlons, ni à Paris ; mais nous pouvons affirmer qu'il a été rédigé ; outre la conclusion précitée, projetant la rédaction des Statuts, nous avons eu en mains quatre autres documents des archives de la Marne où il est question de ces statuts.

L'un (2) est une note, sans date, émanant du bailli de Châlons ; celui-ci après lecture des statuts, rédigés par les apothicaires, estime que leur teneur « est favorable au bien public ». Deux autres documents sont des lettres échangées entre D'Aguesseau et l'Intendant de Champagne à propos de ces statuts.

D'Aguesseau écrit à l'Intendant de Champagne le 22 février 1749 (2).

« Monsieur, Je vous envoie un projet de statuts que les maîtres apothicaires de la ville de Chalons m'ont fait présenter, afin que vous preniez, s'il vous plaît, la peine de me faire savoir votre avis sur ce sujet, après avoir entendu les officiers de police de cette ville, et les Communautés qui peuvent y estre intéressées. Je suis, Monsieur, votre très affectionné serviteur. »

A cette lettre, l'Intendant de Champagne répondit le 3 Mai (2) :

Monseigneur, J'ai fait communiquer tant aux marchands et épiciers qu'aux officiers de cette ville le projet de statuts des M^{es} apothicaires que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 22 Février. Le mémoire qu'ils m'ont remis renferme leurs moyens d'opposition aux articles, 6, 21 et 22 de ce projet. Ces moyens, Mgr, concertés avec les officiers de Police et fondés sur des règlements contradictoires me paraissent décisifs pour les marchands. Ainsi j'estime que les statuts en question ne doivent avoir lieu qu'avec les restrictions proposées. J'ai l'honneur, etc... »

Cette correspondance paraît indiquer que, tout le monde étant d'accord, les statuts allaient être acceptés bientôt, mais un document daté du 28 septembre 1777 (1) prouve qu'à

(1) A. M. E 937 F° 250 12 février 1742.

(2) A. M. C 483.

cette date les apothicaires attendaient toujours leurs nouveaux statuts. De cette pièce et de la note du bailli, citée plus haut, il ressort que les apothicaires ont voulu profiter de ces statuts pour enlever aux épiciers, droguistes et autres marchands de drogues, la vente des poisons et peut-être d'une grande partie des drogues, ainsi que la participation aux inspections.

La note du bailli approuve ces statuts sous réserve que les visites ne se feront « qu'en vertu de la permission du juge de police » elle omet l'article concernant les poisons, et paraît considérer que la vente des drogues est toujours permise aux épiciers. Le document de 1777 spécifie qu'on ne peut accorder aux apothicaires l'exclusivité de la vente des drogues, sous peine de ruiner les autres marchands de drogues, et leur donner seulement le monopole de la vente des poisons. Il est probable que le débat autour de ces statuts en a retardé l'acceptation. Furent-ils même définitivement accordés, la Révolution n'est-elle point survenue avant leur enregistrement ?

DEUXIEME PARTIE

LA VIE PROFESSIONNELLE

CHAPITRE I

LA FORMATION TECHNIQUE DES APOTHICAIRES APPRENTISSAGE — ETUDES — EXAMENS

Les corporations d'apothicaires de Troyes et de Châlons étant organisées sur le type classique des corporations de l'Ancien Régime, nous examinerons successivement, avec leurs particularités locales, les trois étapes qui permettaient d'y accéder : l'apprentissage, le compagnonnage et le brevet de maîtrise.

L'APPRENTISSAGE

En Champagne, comme partout ailleurs, nous trouvons une double origine à ces jeunes apprentis : d'abord les fils de maîtres apothicaires, et puis les autres, qui sont des fils de médecins, de bourgeois, mais le plus souvent les enfants de maîtres de corporations voisines : épiciers simples, merciers, ou de corporations toutes différentes : vinaigriers, fripiers, etc... Voici quelques exemples tirés du registre des apothicaires de Châlons (E. 938) :

Date de présent.	Nom des Apprentis	Fils de
1726	Jean LAVIALLE	Pierre LAVIALLE, maître apothicaire.
1737	Pierre Nicolas MAIN	Jean MAIN, maître apothicaire.
1770	Pierre DAGONET	François DAGONET maître apothicaire.
1786	François CLAUZET	Jean CLAUZET, maître apothicaire.
.....		
1631	Jehan BAILLY	Nicolas BAILLY, docteur en médecine.
1755	Olive Henry Deniset de SAINTE-OLIVE	M. de SAINTE-OLIVE maître en langue latine.
1761	Claude SUBBÉ	M. SUBBÉ, marchand.
1765	Charles Henry RENARD	Vve RENARD, aubergiste.
1769	Nicolas COLARD	Claude COLARD, marchand « espissier ».
1771	Claude THEUVENY	M. THEUVENY, marchand vinaigrier.
1771	Jérôme Mémie CHAMPE- NOIS	M. CHAMPENOIS, bourgeois.
1772	Cyprien GEMEY	M. GEMEY, marchand « fa- briquant ».
1773	Hyacinthe Louis LAURENT	M. LAURENT, marchand « fabriquant ».
1782	Joseph MACHET	Joseph MACHET, marchand « frippier ».

Il faut ajouter à cette liste les apprentis suivants, dont la situation paternelle n'est pas connue pour compléter l'énumération des apprentis de 1726 à 1787 ; pendant cette période, le registre paraît avoir été tenu régulièrement

1730 — Nicolas COMBRAY.
1747 — Jean LE PHILIPPONAT.
1754 — Jacques Philibert PARIGAULT.
1775 — Jean-Baptiste CAUCHOIS.
1778 — Jean BRUYER.
1787 — Hyppolite PRIGUET.

Quelles que soient les origines des apprentis, les statuts mentionnent « qu'ils doivent être de bonne vie et de parentage honorable ». (Châlons, art.VI). Les maîtres doivent les entretenir dans la crainte de Dieu, leur montrer la grandeur de la profession qu'ils ont choisie, les responsabilités qui leur incombent et les risques qu'ils encourent en n'exerçant pas « loyalement et fidèlement » leur état (voir aux pièces justificatives page 209).

Nous ne savons rien de l'âge des apprentis, ni à Châlons, ni à Troyes : rien ne permet de penser qu'il y avait une limite d'âge, car on n'en trouve aucune mention dans le registre de Châlons, pourtant si précis pour tout ce qui concerne les examens ; notre confrère Martin n'a pas trouvé, non plus, d'indications pour les apothicaires de Vitry.

Qu'exige-t-on de ces jeunes gens qui désirent entrer en apprentissage, en dehors de cette espèce de certificat de bonne vie et mœurs dont il est parlé plus haut ? Quelquefois un certificat de catholicité, toujours, un examen préalable de latin que le candidat subira en présence de deux maîtres, le plus souvent les gardes ; ce latin lui permettra la lecture et la compréhension des ordonnances et des livres dans lesquels il s'instruira :

« Les maîtres apothicaires et espiciers ne réceperont aucun aprentif que premièrement il ne soit examiné par les deux maîtres jurez pour scavoir et cognoistre si le dict prétendu aprentif entend suffisamment la langue latine pour estre d'autant plus capable de la cognoissance de l'art et entendre les ordonnances des médecins et livres de pharmacie comme Nicolaus Praepositus, Mésué, Sylvius, Luminare Majus et aultres autheurs telz qu'il plaira aux maistres jurez luy présenter » (1).

Un des folios (2) du registre E. 937 porte des actes touchant les apprentis apothicaires : ce sont les procès-verbaux des examens de cinq apprentis ; trois concernent des jeunes élèves de Vitry-le-François, les deux autres sont ceux de deux Châlonnais : Joseph Talon et Nicolas Farochon

Dans l'acte de Joseph Talon du 1^{er} mars 1684, il est fait mention d'un examen de grammaire ; le second a subi un examen en langue latine.

(1) A. M. E. 937. Statuts des apothicaires F^o 6 art. VIII.

(2) A. M. E. 937 F^o 46.

Si les examinateurs sont satisfaits des réponses du candidat, ils inscrivent sur « le livre [de la communauté] le nom, le jour et an de l'interrogat ». Voici d'ailleurs, extrait du registre E. 938, le compte rendu d'un de ces examens :

« Ce jourd'huy dix Décembre mil sept cent vingt six, en l'assemblée des maistres apothicaires, épiciers, criers de cette ville convoquée au logis de Monsieur Jacques Veron garde de ladite communauté, est comparu Jean Lavialle, fils de Pierre Lavialle, l'un de nous, présenté par le dit Pierre Lavialle, son père, qui nous aurait requis d'examiner son dit fils sur la langue latine, conformément aux statuts, pour être reçu apprenti en nostre ditte profession, ce que nous avons fait et l'avons reconnu capable et a payé son entré. A Châlons, le jour et an que dessus.

Signé :

J. Lavialle, Moret, Véron, B. Main, Lavialle. »

Les apprentis devaient en effet payer en entrant la somme de six livres (statuts de Châlons, art. VII).

Nous n'avons rien trouvé, aux Archives de la Marne et de l'Aube, sur l'enseignement donné aux apprentis par les maîtres apothicaires champenois. Mais il faut noter que dans l'article I des statuts troyens, il est fait mention de deux lectures qu'un médecin de la ville fait, chaque semaine, pour initier les jeunes apprentis à l'Art d'Apothicaire. Cette lecture est faite en latin et a pour sujet : les traités de Mésué, l'Antidotaire, etc... (voir aux pièces justificatives. (Statuts Troyes, art. I).

La durée de l'apprentissage est variable, nous l'avons déjà vu en comparant les statuts champenois à ceux des provinces voisines : Bourgogne et Lorrainé. Elle est de trois ans à Châlons, de quatre ans à Troyes.

Le maître et l'apprenti passaient probablement un contrat au moment de l'entrée en apprentissage, nous n'avons eu en main aucun de ces contrats, mais nous savons, toujours par les statuts troyens, que le jeune apprenti ne peut, pendant les quatre années de son apprentissage, quitter son maître sans congé ou permission ; que, s'il contrevient à cet article « sans cause et matière raisonnable », il devra payer une amende de dix livres tournois et devra quand même terminer chez le maître ses quatre ans de stage. Réciproquement, le maître doit garder son apprenti pendant quatre ans ; il n'a pas le droit d'en avoir un second, à moins que l'apprentissage du premier touche à sa fin. D'autre part, il est défendu aux apothicaires de « distraire » à leur profit les apprentis de leurs confrères, sous peine d'une amende de vingt livres.

LE COMPAGNONNAGE

L'apprentissage terminé, le jeune compagnon peut continuer ses études chez le même maître, ou chez un autre apothicaire. Assez souvent, il quitte, non seulement son

officine, mais encore sa ville, pour d'autres villes, une autre province. Certains aspirants à la maîtrise reviennent ainsi, après des stages nombreux et variés, munis de certificats différents. Ils ont là, quelquefois, une période de vie difficile, ils ne trouvent pas toujours une place quand ils arrivent dans une ville ; ils ont souvent recours à la Communauté, à laquelle ils demandent le vivre et le couvert.

Cette assistance de la communauté n'était pas théorique, comme on pourrait le croire ; dans les comptes rendus de mandats des gardes de Châlons, on trouve souvent, dans la colonne des dépenses de la Communauté, ces mentions : donné à un compagnon, donné à un serviteur en voyage. Il est d'ailleurs prévu, à l'article XVII des statuts, qu'une partie des sommes payées par les aspirants à la maîtrise serviront « à survenir [subvenir] et assister les pauvres compagnons serviteurs, soit de la ville ou aultres ». L'article XXI des mêmes statuts revient sur cette assistance due

« es pauvres compagnons comme François, Italiens, Allemands, Espagnols comme d'aulture nation qui passent à toutes heures par la dicte ville de Chaaçons, ne pouvant estre occupés par les dictz maistres apothicaires espiciers comme espiciers simples ainsy comme ils pourroient désirer. »

L'ACCES A LA MAITRISE

Après quelques années de compagnonnage, cinq à Châlons, le jeune aspirant, pourvu d'un parrain ou conducteur, qui est le plus souvent le maître d'apprentissage, va affronter la maîtrise. Le conducteur demande à ses confrères d'examiner les certificats du candidat, témoignant qu'il a « bien et duement fait et parfait son apprentissage en la ditte ville de Châlons, et encore servy es boutiques de plusieurs maîtres du Royaume dans l'exercice dudit art », puis on « assigne » à l'aspirant un jour pour être examiné par les maîtres apothicaires, en présence de deux médecins. On lui présente « différentes drogues et simples » qu'il doit « nommer à première vue » et dont il doit savoir l'usage. C'est, en somme, une interrogation de matière médicale et de botanique, de pharmacie galénique aussi, puisqu'on demande au candidat dans quels médicaments entrent ces drogues et ces simples. (C'est l'épreuve des reconnaissances qui, de nos jours, est encore à la base des examens et des concours pharmaceutiques.) Nos prédécesseurs appellent cela tout bonnement : l'examen de botanique. Cet examen terminé, on indique à l'aspirant les chefs-d'œuvre qu'il doit effectuer au cours d'un second examen, quatre ou cinq jours plus tard.

Au début du XVII^e siècle et probablement aussi au XVI^e, les candidats n'ont que deux chefs-d'œuvre à faire, un pour l'intérieur et un pour l'extérieur ; par la suite,

on en demande quatre : deux pour l'intérieur, et deux pour l'extérieur. Les statuts de Châlons recommandent aux examinateurs de « ne prescrire aultre composition pour chef-d'œuvre que celles qui sont en usage, pour les distribuer, afin de ne se consommer en fraiz » (art. XIX). Les chefs-d'œuvre se font à la boutique du garde-juré (v. p. 140) et les examens ont lieu en son logis ; toutes les épreuves sont effectuées en présence des maîtres et des deux médecins. Si l'aspirant a satisfait à toutes les épreuves, il est conduit devant le bailli pour prêter serment.

A Troyes, les examens semblent se dérouler de la même manière. Quelques petites divergences de détail peuvent être notées ; il n'y a qu'un médecin, élu par le collège des médecins de la ville, au lieu des deux qu'exigent les statuts de Châlons. La différence la plus importante semble porter sur le chef-d'œuvre, unique à Troyes, au lieu des deux ou quatre demandés à Châlons.

Enfin, les statuts de Châlons indiquent les frais qui correspondent, en somme, à nos droits d'examens. L'art. XVII précise que « Les dictz prétendu maistres sont apothicaires et espiciers ou espiciers simples, seront tenus mettre en la boëtte de la communauté, la somme de dix-huit livres tournois » ; l'art. XVIII (1) que le prétendu maistre sera tenu payer aux maistres jurez pour leurs vacations, la somme de quarante solz et pour le clerc (v. p. 210), encore pareille somme de quarante sols ». A Troyes, les statuts n'indiquent d'autres débours pour l'aspirant que vingt sols pour chaque examinateur.

Vers 1750, la difficulté des examens s'accroît ; la pharmacie chimique s'étant imposée en thérapeutique, va désormais figurer dans les examens, concurremment avec les antiques recettes. Les aspirants auront à faire, non seulement quatre chefs-d'œuvre, mais encore une préparation chimique et, en plus de l'examen de botanique dont nous avons parlé plus haut, auquel on a joint une herborisation dans la campagne, ils doivent « subir un examen général sur toutes les parties de la pharmacie, tant galénique que chimique. »

Enfin, n'oublions pas que certains de nos prédécesseurs furent aussi épiciers et même ciriers ; l'article XVI des statuts les concerne d'ailleurs tout spécialement ; il y est dit, en effet, que :

« pour le regard du mestier d'espicier simple et du chef-d'œuvre d'icelluy, qui consiste en ouvrages de sucre, cire es epicerie, après avoir faict chef-d'œuvre de pharmacie, si tant est qu'il veuille prendre qualité et exercer le dit mestier d'espicier luy sera prescrit par les dictz maistres juréz trois pièces d'ouvrage, une pièce de chascune, scavoir de sucre, de cire et espice, comme dessus, et où il se trouvera aucun qui voudra exercer

{1) A. M. E. 937.

l'art d'espicier simple sera tenu satisfaire au règlement cy-dessus estant subject de subir et endurer les visites ordinaires. »

Au milieu du XVII^e siècle aux épreuves de Pierre Fournier (1), aspirant à la maîtrise à Châlons, on trouve, non seulement les quatre chefs-d'œuvre de pharmacie habituels :

confection d'hyacinthe,	}	pour l'intérieur
électuaire diacarthame,		
« unguent apostetorum » (2)	}	pour l'extérieur
« emplastre de Vigo »		

mais encore deux chefs-d'œuvre d'épicerie,
six livres d'amandes,
deux livres de conserve de roses rouges,
et un chef-d'œuvre de cire :
une douzaine de cierges de cire blanche.

EXEMPLES DE CHEFS-D'ŒUVRE

Quels étaient les chefs-d'œuvre habituellement demandés aux aspirants ?

Le registre E. 938 nous a permis d'en dresser la liste ci-dessous.

CHEFS-D'ŒUVRE A CHALONS, REGISTRE E. 938

- | | |
|----------------------------|--|
| 1728 — Pierre Farochon | Int. : Chiriaque Andromachus, suivant la description de Lémery.
Ext. : Emplastre divin. |
| 1735 — Jean Lavialle. | Int. : tablettes de citro.
Ext. : baume d'urceus. |
| 1749 — François Dagonet. | Int. : mitridat.
Ext. : emplastre diachilon gommé. |
| Quelques jours plus tard : | Int. : conserve de citron.
Ext. : onguent de guimauve. |
| 1753 — Charles Farochon. | Int. : catholicum double.
Ext. : baume d'urceus. |
| 1761 — Jean Clauzet. | Int. : lénitif, sirop de capillaire.
Ext. : unguent de la mère, album Rharis (3). |

(1) A. M. E. 937.

(2) Onguent apostolorum de Bauderon.

(3) Pommade au carbonate de Plomb.

- 1763 — Melkior Charles Degaulle. Int. : catholicum double, sirop d'althe.
Ext. : emplastre dapalma blanc Rharis.
- 1776 — Claude Theuveny. Int. : sel sédatif de Gomberg [Homberg], la magnésie.
Ext. : diascordium, emplâtre diapalme.
- Pierre Dagonet. Int. : diascordium.
Ext. : emplâtre diapalme.
(Deux chef-d'œuvre seulement car il est fils d'un apothicaire).
- 1785 — Jérôme Mémie Champenois. Int. : sirop de stegas, diascordium.
Ext. : emplastre diapalme, emplastre épispastique.
Chimie : Magnésie anglaise.
- 1789 — Joseph Tisset. Int. : fécule de pomme de terre, électuaire diascordium, tablettes diacartame.
Ext. : emplastre de Nuremberg, unguent basilicum.

Grignon (1) a déjà publié une liste des chefs-d'œuvre de maîtrise des apothicaires châlonnais et fait remarquer que, « malgré l'incroyable nombre de préparations indiquées dans les formulaires de la vieille pharmacopée, les chefs-d'œuvre imposés aux élèves à Châlons ne sortirent pas d'un cercle assez restreint. Pendant toute la période qui s'étend de 1615 à 1792 (Grignon *dixit*), les préparations prescrites sont invariablement choisies parmi les suivantes :

Nous avons complété (colonne de droite), à l'aide du registre E. 938, la liste de Grignon (colonne de gauche).

A. POUR LA PHARMACIE

Usage interne.

DESUCER ROSARUM DE MESUE	CATHOLICUM DOUBLE
ELECTUAIRE LENITIF DE BAUDERON	CONSERVE DE CITRON
ELECTUAIRE DIACARTHAME D'ARNOULD	ELECTUAIRE DIASCORDIUM MITRIDAT
ELECTUAIRE DIAMARGARITUM FRIGIDUM EN TABLETTES.	SEL SEDATIF DE HOMBERG
CONFECTION D'HYACINTHE	SIROP D'ALTHERA
CONFECTION D'ALKERMES DE MESUE	SIROP DE CAPILLAIRE
	SIROP DE STEGAS
	TABLETTES DE CITRON
	TABLETTES DIACARTAME
	THÉRIAQUE D'ANDROMAQUE selon Lemery

(1) Loc. cit. (v. p. 14).

Usage externe

EMPLATRE OXYCROCEUM	ALBUM RHARIS
ONGUENT APOSTOLORUM DE BAUDERON	BEAUME D'URCEUS
ONGUENT RESUMPTIF	EMPLATRE DIAPALME
EMPLATRE MUCAGINIBUS	EMPLATRE DIVIN
EMPLATRE DIACHYLUM MAGNUM	EMPLATRE EPISPASTIQUE
EMPLATRE GRATIA DEI	EMPLATRE NUREMBERG
EMPLATRE FILI ZACHARIAE	ONGUENT BASILICUM
EMPLATRE PRO FRACTURIS ET DISLOCATIONE OSSIUM	ONGUENT DE GUIMAUVE
	ONGUENT DE LA MÈRE

B. POUR L'ÉPICERIE-CIRERIE

ANIS CONFIT MUSQUÉ
 CONSERVE DE ROSES
 CORIANDRE LISSE MUSQUÉE
 HIPPOCRAS
 CHANDELLES DE CIRE JAUNE
 CIERGES DE CIRE BLANCHE

Malgré la longueur de l'apprentissage et du compagnonnage, malgré les dépenses considérables que nécessitait l'installation, les aspirants à la maîtrise ne firent jamais défaut à Châlons. Nous en donnons la liste complète pour la période qui va de 1625 à 1789 ; on y voit six fois le nom de fils de maîtres apothicaires, Bouin, Clauzet, Dagonet, Farochon, Laguille, Talon ; trois générations de Farochon postulèrent successivement à la maîtrise 1700 - 1728 - 1753. Nous sommes moins bien renseignés sur les aspirants à la maîtrise à Troyes ; mais, ultérieurement, nous verrons pour cette ville à la fois des lignées plus impressionnantes d'apothicaires et une disparition complète des maîtres.

ASPIRANTS A LA MAITRISE A CHALONS (1)

1625 — L. MILSON
 1626 — Jean DE SERVAL
 1631 — Jehan BAILLY
 1631 — Claude MAUPASSANT
 1633 — Jacques LECONVERS
 1638 — Jean MAUPIN
 1638 — Pierre FOURNIER
 1639 — Pierre LAGUILLE
 1640 — Jean THÉVENIN
 1642 — Pierre VARIN
 1644 — Claude FRANÇOIS
 1645 — Charles LALLEMANT
 1645 — Jean RAUSSIN
 1646 — Jean de PARVILLEZ
 1647 — Pierre CHEDEL
 1650 — Nicolas TALON

(1) Cette liste a été dressée d'après les registres E. 937 et E 938 des Archives de la Marne.

1670	—	Pierre LAGUILLE
1675	—	J. DE PARVILLEZ
1685	—	Cl. BOUIN (1)
1700	—	Joseph LAVIALLE
1700	—	J. CHATEAU
1700	—	Joseph TALON
1700	—	Nicolas FAROCHON
1706	—	Claude DEROSNE
1708	—	Joseph TALON
1710	—	Edme BOUIN
1711	—	Jacques VERON
1714	—	J. B. MAIN
1718	—	Ambroise LASSON
1723	—	Pierre MORET
1728	—	Pierre FAROCHON
1735	—	Jean LAVIALLE
1749	—	François DAGONET
1753	—	Charles FAROCHON
1761	—	Jean CLAUZET
1763	—	Charles Melkior DEGAULLE
1776	—	Claude THEUVENY
1776	—	Pierre DAGONET
1785	—	Jérôme Mémie CHAMPENOIS
1789	—	Joseph TISSET

Tous les aspirants à la maîtrise étaient-ils astreints à cette succession d'examens dont la difficulté n'était pas si mince qu'on pourrait l'imaginer ? Non : il y avait des privilèges dans la corporation des apothicaires, comme dans toutes les corporations de l'Ancien Régime. Les dispenses portent surtout sur le chef-d'œuvre ; elles sont accordées soit aux fils des maîtres, — et c'est une règle établie par les statuts, — soit à des aspirants quelconques, et elles sont alors données par le roi à l'occasion d'une fête, d'un mariage ou, tout bonnement, contre une redevance de cent livres, versée au trésor royal.

Les fils de maître jouissent partout en France d'une situation exceptionnelle ; souvent, la durée de leur apprentissage est réduite et les interrogations sont simplifiées. A Troyes et à Châlons, la seule faveur qui leur soit accordée est la dispense du chef-d'œuvre pour les Troyens, la réduction de moitié pour les Châlonnais.

Troyes, art. X. — Que si aucuns enfants desdits maîtres Apothicaires veulent exercer ledit état, faire le pourront sans être astreints à faire chef-d'œuvre, après toutes fois qu'ils auront été examinés comme dessus et trouvés experts pour exercer ledit Art.

Châlons, art. XIV. — Les enfants des maîtres apothicaires ne seront en rien exent ni privilégiés à faire moins que les aultres, sinon qu'ilz fairoient seulement une composition pour l'intérieur telle qu'il sera ordonné à celle fin d'oster toute jalousie qui de là pourroit nais-

(1) Nous avons retrouvé les armes de cet apothicaire (voir page 138 la reproduction de d'Hozier)

tre et survenir qu'aussy que pour donner occasion aux uns et aux aultres de bien estudier, de ne perdre temps en vain et soy rendre subject à l'exercice de leur art durant le temps ordonné.

Le texte original des statuts de Châlons ne mentionne pas la décision ultérieure exigeant deux chefs-d'œuvre des fils de maître et quatre des autres candidats, mais nous avons la preuve de cette modification dans le registre, au procès-verbal des examens de Jean Lavialle, Charles Farochon, Pierre Dagonet (voir à la liste des chefs-d'œuvre).

LETTRES DE MAITRISE

Quant aux lettres de maîtrise accordées par le roi, elles confèrent ce même privilège de la dispense du chef-d'œuvre. Les lettres de maîtrise remontent, dit-on, à Louis XI et furent utilisées largement au xvi^e siècle, dispensant leurs acquéreurs, au profit du trésor royal ou d'un trésor princier, de passer sous les fourches caudines de la corporation. Nous en avons trouvé plusieurs à Châlons, aucune à Troyes. Quatre apothicaires furent ainsi favorisés de mandements du roi au bailli de Châlons en l'an 1600. Ces lettres (1) sont datées du 14 Août et portent les noms de Jehan et Pierre Horguelin, d'André et Pierre Rivet. En vérité, ces apothicaires, ayant débuté dans la profession avant l'application des statuts, n'avaient dû passer aucun examen ; ils étaient fils de maître et continuaient à tenir l'officine paternelle, sans qu'il fut procédé à aucune vérification de leur science en apothicairerie. Les mandements portent qu'ils seront, tous les quatre, seulement soumis à la prestation du serment et au paiement de la taxe. Ils paraissent d'ailleurs être les plus anciens et les plus respectés de la corporation châlonnaise, au moment où elle rédige ses statuts, Jehan Horguelin et André Rivet étant gardes à cette époque. En 1726, nous retrouvons à Châlons trois autres lettres de maîtrise (2) concernant Alexandre le Grand, Claude Babelot et Pierre Achille Philippot ; ces lettres portent seulement maîtrise d'épicerie et cirerie. Ces trois épiciers-ciriers sont admis à la Communauté ; ils ont obtenu lettre de maîtrise « en considération du sacre et couronnement de Sa Majesté » pour les deux premiers, « en considération du mariage de la reine » pour le troisième.

ADMISSION DANS LA CORPORATION

Le registre E. 938 de Châlons, si précieux par l'abondance des renseignements et la précision des détails, nous apprend encore que l'admission à la maîtrise n'est pas l'admission dans la corporation ; le jeune maître doit, pour entrer dans

(1) A. M. E. 940.

(2) A. M. E. 937.

la Communauté, verser 400 livres dans les coffres et s'engager à payer sa part des rentes et charges de la Communauté, droit de confrérie et autres dûs. Il doit également « être de religion catholique, apostolique et romaine ».

D'une manière générale, l'apothicaire, après avoir prêté serment devant le bailli à Châlons, le Lieutenant général de police à Troyes, pouvait « bien et duement exercer l'art de Pharmacie en son âme et conscience, se conformer aux ordonnances et règlements de police et aux statuts de la Communauté (1) » moyennant quoi, on ne l'inquiétait pas. L'importance du serment n'était pas négligeable, puisqu'en 1787 l'apothicaire Cochois (2), qui s'était fait recevoir devant les officiers du bailliage et non dans les formes réglementaires « à l'audience, plaids tenant » devant le Lieutenant général de Police, fut poursuivi par ce dernier.

ADMISSIONS PARTICULIERES

Presque toujours les maîtres subissent leurs examens dans la ville où ils ont l'intention d'exercer, mais nous trouvons pour Troyes deux exceptions à cette coutume .

C'est le cas de Joseph Boutroy qui a passé la maîtrise à Château-Thierry « devant Chicoyneau 1^{er} médecin du roi » le 24 Avril 1751 ; il a eu comme examinateurs des apothicaires de La Fère et Soissons et des médecins ; on lui a permis de s'installer à Troyes après avoir prêté serment.

C'est aussi le cas d'Edme Lenoble (1) qui a été compagnon à Paris « trois ans chez le sieur de la Cour apothicaire du roi, quatre années chez la défunte dame veuve Cherier dont il conduisait la boutique » et qui désire s'installer à Troyes ; la Communauté lui oppose les règlements de 1539 ; Edme Lenoble se résout à passer ses examens à Paris « puisque c'est dans cette ville qu'il a exercé ».

« Mais comme on pourroit lui opposer de nouvelles difficultés sur la disposition des statuts et sur ce qu'il ne rapporteroit que l'attestation des médecins et apothicaires de Paris, il a cru devoir recourir à sa Majesté pour être dispensé du rapport du brevet d'apprentissage et de l'examen et autres formalités requises par les statuts desdits apothicaires de Troyes. »

Le roi accorde à Edme Lenoble la permission de s'installer à Troyes après avoir subi les examens devant la Faculté de Paris. On trouvera aux pièces justificatives l'arrêt du Conseil d'Etat de 1774 et le procès-verbal de l'examen (3) de Lenoble .

Dans le registre des réceptions des Pharmaciens du Collège de Paris de 1763 à 1781, nous avons trouvé une autre

(1) B. T. Registre H 12.

(2) B. T. Cab, Carteron 823, Pièce 48.

(3) B. N. Manuscrit français 14821 fol. 30 et 31.

réception, à Paris, d'un Champenois. Il s'agit cette fois de « Jean-Baptiste Dorez (1), natif de Villenauxe diocèse de Troyes » ; il a travaillé à Paris un certain nombre de mois et voudrait être reçu maître, mais il désire s'installer à Villenauxe et il n'y a dans cette ville « ni maîtrise, ni jurande d'apothicaires ». Dorez demande à subir les examens devant les maîtres parisiens. Il est donné suite à sa requête et Dorez est reçu maître à Paris « le Mardy troisième jour d'Août mil sept cent soixante et treize ».

Cette réception de Dorez, nous amène à parler d'une autre réception, celle-là fort curieuse, celle d'Edme Gentil (2), né à Troyes le 27 Juillet 1709. Ce troyen, fils d'un apothicaire (3), se trouva en 1734 dans un grand embarras. Il s'était « adonné dès ses plus jeunes années, et après avoir fait ses études, à travailler dans la boutique de feu le sieur Gentil son père », et, à vingt-cinq ans, avait le désir très légitime de passer maître. Or, il n'y avait à Troyes, en cette année 1734, aucun apothicaire, partant plus de communauté ni d'examineurs possibles. Il s'adressa au Lieutenant de Police et lui demanda la permission de « faire chef d'œuvre en présence des sieurs Médecins de cette ville et de tels apothiquaires qu'il vous plaise nommer des plus prochaines villes de Troyes ». Ce qui lui fut accordé et le 16 Avril 1734, Edme Gentil put passer ses examens en présence des médecins et « des Sieurs Bourgeois apothicaire à Méry et Lecoq apothicaire à Bar-sur-Seine ».

UN A-COTE DE L'EXAMEN DE MAITRISE

Nous avons vu, dans le cours de ce chapitre, que les statuts de Châlons (4) recommandent aux examinateurs de ne donner aux aspirants que des chefs-d'œuvre dont la consommation est courante, afin d'éviter des frais, et « le jeune prétendu maître ne sera tenu faire fraiz de bouche ni aultre ». En pratique cette réserve ne paraît pas avoir été observée. Un procès qui eut lieu, au sein de la Communauté, entre apothicaires et épiciers simples, en 1723, et sur lequel nous reviendrons, nous révèle, dans une pièce (5) du 17 Mars, un grief des épiciers accusant les apothicaires d'accepter, de provoquer même, les cadeaux et les repas de la part des apprentis. Une sentence du 15 Avril 1723, à propos du procès, défend aux apothicaires d'exiger des aspirants « aucuns deniers sous prétexte de buvettes », déclare que les épiciers désavouent

« la convention faite [par les apothicaires] avec le sieur Moret, sans leur participation et offrent de payer

(1) B. N. Manuscrit français 14821 fôl. 23.

(2) B. T. Règlement de police.

(3) Nous donnerons dans le chapitre suivant quelques notes sur la lignée des Gentil apothicaires troyens.

(4) A. M. Statuts Art XIX.

(5) A. M. E. 941.

leur part du dîner que les apothicaires ont fait porter dans la maison du garde Epicier ce jour que ledit Moret a fait ses actes d'expérience d'Epicerie et qu'ils [les apothicaires] seront condamnés aux dépens ».

Enfin dans ce même manuscrit nous trouvons encore, à propos de l'examen de Moret, la preuve que les maîtres de cette époque ne tinrent pas souvent compte de l'art. XIX de leurs statuts. Voici en effet les termes employés par les épiciers :

« Ils [les apothicaires] avaient assez gagné avec le sieur Moret car pour soutenir l'usage qu'ils ont trouvez établi après avoir reçu les deniers d'entrée du Sr Moret, ils travaillèrent à lui faire faire ses actes d'expérience et à les multiplier pour multiplier les repas que les récipiendaires ont coutume de donner à chaque acte. S'étant apperceu de bonne heure qu'il régalaît aussi mal qu'il payoit bien, ils jugèrent à propos de convertir les repas en argent et le prix fut fixé à deux cent livres avec lesquelles ils se régalerent selon leur cœur ».

Et, selon les épiciers, les apothicaires poussant plus loin leur manque de confraternité, ne donnèrent, le jour du chef-d'œuvre d'épicerie, qu'un repas frugal. Les épiciers n'avaient d'abord rien dit croyant que c'était la Communauté et non le récipiendaire, qui faisait les frais de ce repas, mais, édifiés maintenant, ils protestent.

LES APOTHICAIRES CHAMPENOIS ET LA TRANSFORMATION DES ETUDES PHARMACEUTIQUES

Laissons là ces querelles de gourmands et examinons encore une « *Protestation* » (1) des *Pharmaciens de Châlons-sur-Marne contre le projet de loi de l'Evêque d'Autun* (2), sur l'Enseignement de la Pharmacie adressée en 1792 à l'Assemblée législative ». C'est le dernier des documents relatifs aux examens que nous avons trouvé en Champagne, puisque, par la suite, toutes les questions d'enseignement furent régies, dans toute la France, par la loi de Germinal. Nous donnons *in extenso* aux pièces justificatives (v. p. 243), ce document intéressant pour l'histoire de la Pharmacie en France ; nous allons simplement ici en résumer les principaux points.

Les maîtres protestent surtout contre l'ambition des médecins, le jury devant être formé d'un seul professeur en pharmacie et onze médecins ; les apothicaires rendent « justice aux talents de MM. les Médecins mais s'ils possèdent la théorie, nous pouvons (disent-ils) nous flatter de la posséder comme eux et d'y joindre encore la pratique ». Les médecins ne savent aucunement fabriquer les remèdes

(1) A. M. E. 938. Ce document a déjà été publié par notre confrère de Vitry, Jean Martin, dans le Bulletin de l'Histoire de la Pharmacie N° 83, page 166.

(2) C'est-à-dire Talleyrand.

et il n'est pas juste que les élèves soient jugés par des examinateurs étrangers à leur future profession. De plus, les conditions requises pour être reçu pharmacien sont uniquement des connaissances en matière de pharmacie, et encore paraissent-elles insuffisantes aux maîtres ; on ne demande plus, aux jeunes élèves, aucun certificat de bonne conduite, de travail, d'assiduité « ainsi un homme à talents, sans mœurs, sans probité viendra capter la confiance des citoyens et disparaîtra après les avoir trompés », d'autant plus facilement, que le jeune pharmacien pourra s'installer où bon lui semble, et non dans la ville où il a fait toutes ses études, comme par le passé.

Les maîtres opposent leur projet personnel et demandent la création de dix collèges de Pharmacie, parfaitement séparés des collèges de Médecine, la possibilité pour les maîtres d'accéder aux chaires ; ainsi la pharmacie serait régie par des pharmaciens et

« familiers avec un art auquel nous nous sommes voués sans réserve, que nous pratiquons journellement, nous en développerions toute l'étendue. Si nous ne pouvions pas égaler les hommes célèbres dont s'enorgueillit notre profession, notre amour pour l'humanité, notre civisme, notre zèle infatigable nous mériteraient sans doute l'estime et la protection des législateurs de la nation française et c'est là où se borne notre ambition ».

C'est sur ces revendications très sensées, signées par les derniers apothicaires de la communauté, déjà dissoute en 1792, que nous clorons ce chapitre.

Dagonnet, Theuveny, Clauzet, Degaulle et Tisset se réunissaient une dernière fois pour essayer de sauver l'art auquel ils avaient consacré toute leur vie, et cette protestation des vieux maîtres, pour conserver à leur profession son prestige et son utilité, nous paraît très émouvante.

CHAPITRE II

LIGNEE D'APOTHICAIRES TROYENS

Le mode de formation technique des apothicaires que nous venons d'exposer, favorisait, évidemment, la transmission des officines de père en fils et la création de lignées d'apothicaires. Cette continuité professionnelle était assez générale au temps des corporations ; ceux qui veulent aujourd'hui remettre tout en cause à chaque génération humaine, ne manquent pas de voir là un grave abus de la bourgeoisie ; pourtant on ne saurait contester que les professions libérales, et du même coup la Société, aient à gagner à cette tradition familiale de la continuation du métier paternel ; l'enfant profite d'une initiation précoce, de l'expérience et des relations paternelles ; les dispositions naturelles, il est vrai, peuvent jouer contre cet héritage, lorsqu'il y a peu d'enfants ; mais les apothicaires troyens avaient, nous allons le voir, assez nombreuse descendance pour choisir leur successeur. Cette tradition familiale du métier est d'ailleurs si naturelle qu'on en trouve encore de nombreux exemples aujourd'hui, et nous pourrions citer une officine troyenne tenue depuis 77 ans par trois générations en descendance directe.

La profession n'a d'ailleurs jamais cessé d'être ouverte à tous, mais on trouve à Troyes, dès l'époque où les listes d'apothicaires sont à peu près complètes, vers le xvi^e siècle, la répétition des mêmes patronymes : cinq Le Cornuat (xv^e-xvi^e s.), neuf Cospois (xvi^e-xvii^e s.), neuf de la Hupproye (xvi^e s.), sept Desrieulx (xvi^e siècle).

Au lieu d'établir une liste, forcément incomplète des apothicaires troyens, nous nous attacherons à trois lignées, les Sorel, les Bourgeois et les Gentil qui nous permettront de présenter quelques-uns des apothicaires dont nous aurons à parler et d'évoquer toute une société disparue.

Nous tenons à souligner ici que ce travail est basé essentiellement sur les recherches patientes et méthodiques, nous devrions dire bénédictines, du Docteur Edmond Gur, dans les Archives départementales et municipales de Troyes ; nous citerons à son sujet le mot de Stendhal : « On frémit quand on songe à ce qu'il faut de recherches pour arriver à la vérité sur le détail le plus futile ».

LIGNEE DES SOREL

ORIGINE DE LA FAMILLE

Les Sorel sont originaires de Sézanne (Marne) à 50 kilomètres environ de Troyes. On y suit de père en fils : Jehan (+ en 1507), Loys (+ en 1531), inhumés en l'église Saint-Nicolas de Sézanne, Jehan qui épousa Catherine Camusat ; leur fils Nicolas, né et baptisé le Vendredi 19 Juillet 1538 est le premier des Sorel, apothicaires troyens [A. B. 1075 pièces 3 et 6].

A. Babeau qui a déjà publié une étude sur les Sorel apothicaires troyens (1) les rattache au contraire à Pierre Sorel, licencié ès-lois, avocat de Sézanne, et par conséquent à Claude Clément, sa femme. Le document [A. A. B. 1075 pièce 10], nous donne leur descendance où figure bien un Nicolas Sorel, marchand à Troyes, sans autre désignation ; les pièces 3 et 6 de la dite liasse, vont à l'encontre de A. Babeau et précisent même que Nicolas Sorel, le futur apothicaire, a eu pour marraine la femme de Maître Pierre Sorel (2). Quoiqu'il en soit la pièce 10 révèle bien la situation sociale de ces Sorel, apparentés de très près à nos apothicaires : des six fils de Pierre Sorel l'un devint religieux à Citeaux, l'autre reprit la charge de son père à Sézanne, un troisième devint marchand, et des cinq filles, quatre épousèrent des marchands de Sézanne ou de Troyes.

NICOLAS SOREL (1538-1588).

Nicolas Sorel épousa le 21-2-1563, à Troyes, Jacqueline Collinet (Colinet ou Colynet), veuve de Claude Ducy, marchand drapier à Troyes et le contrat fut ratifié à Sézanne, Jean Sorel donnant à son fils une dot de 300 livres.

Nicolas Sorel eut au moins quatre enfants [A. A. B. 1075 pièces 5] :

1° Sébastien, né vers 1570, apothicaire à Troyes, marié à Edmée Nico, puis à Anne Senocq.

2° Joachim, né vers 1573, marchand droguier » à Troyes, marié à Anne Audry.

3° Jean, né vers 1575, marchand à Troyes, marié à Nicole Paupelier, mort avant 1617 en laissant six enfants [A. A. B. 1055, pièce 1].

4° Pierre, né vers 1576, apothicaire à Troyes, marié à Anne Gautherot.

(1) A. Babeau. Un apothicaire de province sous Louis XIII, maître Sébastien Sorel B. T. cart. loc. p. 2858.

(2) D'après la pièce 17 de la liasse, ce Pierre Sorel serait le père de Nicolas ; sa fille Françoise Sorel épousa Jacques Martin marchand drapier à Troyes ; elle eut un fils Pierre et un petit-fils Nicolas également drapier à Troyes, qui en 1640 fut poursuivi par les héritiers de Sébastien Sorel pour le remboursement d'un prêt de 5100 livres que celui-ci lui avait fait en 1624.

Le 24 Septembre 1588, Jacqueline Collinet est veuve de Nicolas Sorel et nommée tutrice de ses quatre enfants [A. A. B. 1075, pièce 8] ; Nicolas Sorel fut inhumé en l'église Sainte-Madeleine (1) [A. A. B. 1075 pièce 1].

Le 10-9-1610, Jacqueline Collinet et ses quatre enfants payaient onze livres de rente et trois deniers de censive, à la fabrique de l'église de la Madeleine, pour une maison sise à Troyes, rue du Belfroy tenant « d'un bout devant au pavey royal de la rue de la Roirye » [A. A. 16 G 5 folio 33 2°]. L'emplacement correspond actuellement à l'angle des Rues du Colonel Driant et Jaillant-Deschainets et ne porte plus d'officine.

Nous savons peu de choses sur Pierre Sorel apothicaire, et sur son frère Joachim « marchand-droguier-épiciier », mais nous avons une ample documentation sur Sébastien Sorel et sur cette maison de la rue du Belfroy (2).

SEBASTIEN SOREL père (1570-1640 ?).

Sébastien Sorel épousa Edmée Nico par contrat passé le 15 Juin 1595 [A. A. B. 1075 pièce 11]. Ce contrat nous apprend que l'épouse recevait 300 écus provenant de la succession de son père, des habits de fiançailles, des bijoux d'une valeur de 50 à 60 écus et une chambre garnie ; Sébastien Sorel reçoit 400 écus sur lesquels sa mère retient 6 écus, employés par elle pour la réception de son fils à la maîtrise ; de plus, il louera sa boutique d'apothicaire à sa mère pour une somme dont ils conviendront. Du mariage naquit une fille, Marie, baptisée le 16-6-1604 à Sainte-Madeleine ; elle eut pour marraine la femme de Claude Belin, docteur en médecine.

Devenu veuf en 1616, Sébastien Sorel se remaria aussitôt. Le contrat de mariage avec sa seconde femme, Anne Senocq est d'Avril 1616 (étude Coulon). A Babeau nous dit que « les seconds mariages étaient fréquents à cette époque. Il était rare qu'un homme qui ne fut pas arrivé à la vieillesse, restât dans le veuvage. L'usage était d'accord avec un certain souci des bonnes mœurs pour engager le mari survivant à ne pas vivre seul ». (3)

Edmée Nico laissait une fortune, importante pour l'époque, à partager entre son mari et sa fille unique. Il fallut donc faire l'inventaire de la communauté. Cet inventaire fut établi avec beaucoup de soins et le document qui nous

(1) Nous y avons en vain cherché sa tombe qui, d'ailleurs, n'est pas citée dans la monographie récente et complète que le chanoine A. Prévost a consacrée à cette église. Histoire de Sainte-Madeleine de Troyes (quartier et paroisse) 1934.

(2) Il convient de citer ici le pasteur Jacques Sorel, originaire de Sézanne qui vint de Neuchatel en Suisse pour organiser l'église réformée à Troyes (1561) puis la défendre dans le pays d'Othe, où il fut tué en 1568. Boutiot loc. cit. (v. p. 14) III p. 491 et 638.

(3) A. Babeau, loc. cit. (v. p. précédente).

est parvenu complet, nous permet, aujourd'hui, de reconstituer d'une manière très exacte, l'intérieur d'un milieu bourgeois au début du règne de Louis XIII.

Les Sorel habitent la maison située rue du Beffroy, dont nous avons déjà parlé ; elle comprend la boutique d'apothicaire au-devant de laquelle pend l'enseigne : « A l'orange d'or » ; (1) nous consacrerons le prochain chapitre à l'examen détaillé de l'inventaire de l'officine.

Au premier étage est situé le cabinet de travail de Maître Sébastien Sorel. Sa bibliothèque, estimée vingt-cinq livres, contient « une bible en français, un légendaire des Saints, quatre tomes des œuvres de Plutarque, un livre de Mattiole, un livre de Dioscoride, un autre livre de figures taille-douce et plusieurs autres livres de divers auteurs tant latins que françois ». La pièce voisine, ornée d'un miroir couvert en veau rouge doré, sert peut-être de salle à manger, car on y inventorie « douze plats, deux aiguières, deux salières, deux saucières et une gondole de terre de Châlons » ; on y trouve encore une spatule d'argent avec une petite chaîne de même métal.

La chambre haute, située au-dessus de la boutique et de la cuisine, est largement ornée. Des toiles encadrées de bois où sont représentés, un Saint-Sébastien, Adam et Eve et un paysage, sont suspendus à côté de figures en relief d'une salamandre, d'un lion et d'un chien. Sur les murs est accrochée toute une panoplie : hallebardes dorées garnies de franges de soie « à crespines d'or », arquebuses à rouet et à mèches, épées damasquinées et à garde noire, des fournements, une cuirassine et surtout une armure complète composée de cuirasse, hausse-col, casque et brassards. Cette panoplie peut témoigner des goûts militaires de son propriétaire ; mais on peut se demander, d'autre part, si l'armure n'est pas, tout simplement, celle de Sorel dans la milice bourgeoise. Celle-ci recrutait en effet ses hommes de fer parmi la bourgeoisie et les riches marchands, alors que les hommes de pourpoint, dépourvus d'armes défensives, étaient fournis par les artisans (2). Sur les dressoirs brillent des pièces d'argenterie unies ou ciselées : un bassin et une écuelle, une coupe à pomme dorée, une gondole, une petite tasse et « un drageoir d'argent doré, faïence de coquille, garny d'une petite cuiller d'argent ». Dans les coffres sont conservés dix cuillères d'argent et « trois godets d'or à porter médecines » ainsi que les bijoux et les ornements d'Edmée Nico. La femme de Sébastien Sorel se paraît « de dix neuf pompons d'or assis sur un parement de soie rouge », d'un « chapeau de dix huit camayeux enchassés en or », d'un « carcan de quinze marques cor-

(1) A. A. B. 1075 pièce 4.

(2) D'après Boutiot (loc. cit. v. p. 14) IV, 380 cette distinction disparaît vers 1630.

naline ou lapis », d'un « collier de huit pièces de lapis et cornaline enchassées en or garny de perles » ou de « six coquilles d'or esmaillées assizes sur un tissu de soie ». Ces bijoux, qui nous paraîtraient, aujourd'hui, bien encombrants, étaient réservés aux jours de fêtes ; les jours ordinaires Madame, ou pour employer le langage du temps, Mademoiselle, Sorel portait « une clavière attachée à son demi-ceint d'argent » ; ses bijoux comprenaient une bague garnie d'un grand saphir, une autre avec un chiffre d'or, mais la plupart étaient d'inspiration religieuse : « une double dizaine de perles garny de sept marques d'or et d'un agnus dei enchassé en or », « une agate également enchassée en or » où est figurée la face de Notre Seigneur ». L'inventaire porte aussi une épINETTE qui devait être le passe-temps d'Edmée Nico, un « jeu de trou-madame en bois de noyer et un damier garny de ses dames ». La provision de linge est abondante.

Le costume d'Edmée Nico, inventorié dans la même chambre, marque une certaine recherche. Elle peut choisir, pour les jours de fête, entre une cote de « tabis » vert, bandée de velours et une autre, de taffetas vert-jaune, passémentée de plusieurs parements de soie. Son vestiaire comporte encore une cotte de « camelot gris de lin », également bandée de velours, avec des brassières de taffetas, des gants de peau de chevrotin et pour l'hiver un manchon de velours rose sèche. La garde-robe de Sébastien Sorel est plus simple, au moins en ce qui concerne son costume civil ; un pourpoint de serge de Chartres, passémenté, un manteau de drap violet, doublé de revesche, des bas de chausses couleur vert de mer ou noisette.

La maison doit avoir deux étages car l'inventaire indique encore une chambre haute, au-dessus de la précédente, et un grenier.

Habituellement le ménage devait se tenir dans la cuisine ornée d'un miroir d'acier, d'un tableau représentant une Résurrection et d'une salamandre en relief enchâssée en bois. La cave contient cinq quinzaines d'un vin récolté sur le territoire d'un des faubourgs de Troyes : Saint-Martin-ès-Vignes.

Cette maison de la rue du Beffroy comporte aussi un jardin. Dans la ruelle d'Arm, les époux disposent encore d'une petite maison avec jardin, une grange, une porcherie avec « un gros porc gras » et une étable avec une vache. Ils possèdent, en outre, une autre maison rue des Repenties.

Le service intérieur de la maison était assuré par deux servantes, Nicole et Anne Fleuriot ; leurs gages ne sont pas mentionnés dans les pièces que nous avons lues, mais nous savons que ceux de Catherine Tastepoire, la servante de la mère de Sébastien Sorel, qui était veuve d'un apothicaire, étaient de dix livres l'an ; sa maîtresse lui légua par testament une somme de 25 livres, une robe, une cotte et

un chapeau qu'elle avait coutume de porter le dimanche. [A. B. 1075 pièce 1].

L'inventaire des « meubles meublant » estime leur valeur à 2.075 livres (1) ; la maison appartient à la mère de Sébastien Sorel et le loyer sera évalué 45 L. (2), en 1619, lorsque Sébastien, Joachim et Pierre Sorel hériteront de leur mère. Les marchandises et ustensiles de la boutique sont prisées 1590 L. 3 s. 2 d. sans compter 170 L. d'argent monnayé ; avec les « dettes actives tant bonnes que douteuses de ce qui est dû pour drogues de l'état d'apothicaire », cela fait au total 2407 L. 7 s. 2 d., dont il faut retrancher 25 L. 6 s. 6 d. pour « dettes passives » dues à la Veuve Nicolas Coppoys et à Nicolas Thiénot apothicaire pour drogues achetées. La fortune des époux Sorel est donc évaluée au total à 4455 L. et l'on peut croire que cet inventaire est sincère, puisque, à l'époque, il n'était pas question de droits successoraux. Nous rapprocherons cette somme de l'évaluation de leur fortune lors du mariage en 1595 : environ huit cents écus. A cette époque la valeur de l'écu par rapport à la livre a quelque peu varié ; on estime qu'au début du règne de Louis XIII, l'écu valait 3 L. 15 s. ; en 1636 il passait à 4 L. 24 s. Si nous comptons les écus de 1595 pour une valeur de 4 L. en 1616 nous voyons que la communauté des Sorel s'est enrichie de 1255 L. en 21 ans, soit la moitié du capital professionnel : 2387 livres ; on conviendra que ces gens, qui n'ont eu qu'un enfant et ne paraissent pas avoir fait de dépenses somptuaires, ont eu des gains relativement modestes et qu'on ne saurait parler à propos de Sébastien Sorel de « *compte d'apothicaires* ».

Ici nous laissons parler Albert Babeau (1) :

« La jeune fille, Marie Sorel, devenait ce qu'on appelait un bon parti, d'autant plus qu'elle avait également hérité de son aïeule maternelle. Elle avait 4000 livres de valeurs mobilières et 450 livres de revenu de ses propriétés foncières. C'était, pour la fille d'un apothicaire, une superbe dot, de nature à tenter un médecin.

« Les médecins étaient alors des personnages importants si on les comparait aux apothicaires. Dans certaines villes, on les qualifiait de nobles, ils se faisaient appeler Monsieur, tandis que l'apothicaire n'était traité que de maître. Le médecin portait une robe comme un magistrat, comme un magistrat il rendait des ordonnances. L'apothicaire les exécutait. Mais, alors comme aujourd'hui, l'argent rapprochait les distances. Il y avait en 1618, à Troyes, trois Claude Belin, le père, le fils et le petit-fils, qui tous étaient docteurs en médecine. Le plus jeune des trois Belin jeta son dévolu sur Marie Sorel ; il n'avait que 1500 livres de dot, mais il possédait son titre de docteur, et ce titre avait

(1) L - Livres ; s - sol ; d - denier.

(2) A. A. B. 1075 pièce 22.

à coup sûr une valeur. C'était de plus un médecin distingué, qui fut longtemps en correspondance avec Guy Patin. Les lettres que lui a adressées Guy Patin ont été imprimées, et témoignent de l'estime dans laquelle le célèbre médecin parisien tenait son confrère de Troyes ».

Marie Sorel épousa en effet Claude Belin en 1618, elle avait alors quatorze ans.

De son second mariage, Sébastien Sorel eut sept enfants [AA Reg. Par. Troyes] : trois fils : 1° Nicolas (né vers 1620), qui devint docteur en médecine à Troyes, comme son beau-frère Claude Belin, 2° Sébastien qui remplacera son père comme apothicaire, 3° Jacques, et quatre filles : 1° Claude, mariée à Innocent Poupot, dont nous reparlerons, 2° Pauline, mariée à François Bourgeois apothicaire à Troyes, 3° Anne, mariée à François Mongin bourgeois de Vitry, 4° Marie, née la dernière en 1629.

Sébastien Sorel, père, est décédé avant le 11-9-1640 d'après AA B. 1075 pièces 17, qui concerne un procès intenté par ses héritiers à Nicolas Martin, leur cousin ; Claude Belin y représente les enfants de défunte Marie Sorel sa femme et Nicolas Sorel « marchand droguier » est tuteur des quatre derniers enfants de Sébastien Sorel.

Le fils aîné de Sébastien Sorel, Nicolas, qui est qualifié, sur les actes de baptême de plusieurs de ses neuf enfants, [BT Reg. Par. Troyes] d'« honorable et scientifique personne », soutint sa thèse les 13, 14 et 15 Février 1642 devant la Faculté de Médecine de Montpellier ; cette thèse est conservée à la Bibliothèque de Troyes [Cab. Carteron. Médecine 822, thèse 7]. Elle débute par une lettre adressée au révérend seigneur Nicolas de la Ferté, Abbé de Sainte-Marie-du-Christ, Conseiller du Roi et aumônier du Seigneur du Plessis de la Borde, son parrain ; Nicolas Sorel exalte ces qualités et le remercie de l'avoir pris sous sa protection, après la mort de son père, lorsque la fortune de la famille fut détruite (1). Nicolas Sorel fut médecin de l'hôpital de 1674 à 1684 [BT. Cab. Cart. 823 pièce 11] et mourut le 25-3-1690.

SEBASTIEN SOREL fils (1622-1694).

Né et baptisé le 9 Septembre 1622 à Sainte-Madeleine de Troyes, Sébastien Sorel, second du nom, prit pour femme Anne Paillot, fille de Jacques Paillot apothicaire Troyen et de Marie Paupelier (2) [BT. Reg. Par. Troyes]. Elle lui donna, de 1649 à 1659, cinq fils et deux filles, qui, à l'exception de François, paraissent s'éloigner de la médecine et de la pharmacie.

(1) Le procès de 1640 explique, au moins en partie, la ruine familiale.

(2) Les Paupelier sont comme les Sorel originaires de Sézanne. Jean Paupelier notaire et procureur à Sézanne fut l'un des parrains de Nicolas Sorel en 1538.

En 1648 il était déjà maître apothicaire ; un registre d'impôts [AA. 16 G 5 reg. fol. 86] nous apprend qu'il possède la maison sise « au coin de la rue de Belfroy et de la Roirye », c'est-à-dire l'officine paternelle, en commun avec ses frère et sœur, Jacques, fils mineur du défunt Sébastien Sorel, représenté par son oncle Nicolas Sorel, marchand droguier, et Anne, représentée par son mari François Mongin ; ils paient 11 livres de rente et 3 deniers de censive à la fabrique de l'Eglise Sainte-Madeleine.

En 1671 il achète aux héritiers de Daniel de la Hupproye, autre apothicaire troyen, tous les droits et immeubles paternels [AA. 1 B 928 fol. 54].

En 1692 et 1694 il habite toujours le quartier de Belfroy, 1^e Cie, où il est imposé à 100, puis 110 livres pour l'ustencille (impôt levé pour l'entretien des gens de guerre). [BT. F 332 reg. fol. 6 et F. 33 folio 12]. Il est décédé le 10 et inhumé le 11-2-1694.

LES DERNIERS REPRESENTANTS DE LA LIGNEE

Son fils, François Sorel, baptisé le 24-11-1656 à Sainte-Madeleine, épousa Anne-Françoise Huez, fille de Nicolas Huez, Notaire et Secrétaire du Roi à la Chancellerie à Paris. Il devint médecin de la Faculté de Médecine de Montpellier [BT. Cab. Cart. Pièce 11], eut deux fils et deux filles dont l'une épousa Henry Desquerrois, docteur en médecine à Troyes [BT. Reg. Par. Troyes]. François Sorel mourut vers 1696 [AA. 7 H 103 reg. fol. 122].

En dépit des malheurs de 1640 la famille Sorel poursuivait donc son ascension sociale.

Par ailleurs, la fille de Sébastien Sorel et d'Anne Senocq, ayant épousé Innocent Poupot, marchand drapier à Troyes, s'empessa d'honorer sa paroisse, Saint-Pantaléon, lorsqu'elle devint veuve en 1673 (1). Elle offrit une des grandes verrières de la nef représentant Saint-Joseph, l'Annonciation et Saint-Claude. Les traits de la donatrice y figurent vraisemblablement, avec son blason. Cette verrière est aujourd'hui quelque peu abîmée ; nous croyons intéressant d'en donner une photographie datant d'une époque où le vitrail était intact : c'est le seul document iconographique que nous puissions présenter sur la famille des Sorel.

Sébastien Sorel fils n'est pas le dernier descendant des Sorel, parmi les apothicaires troyens. Sa sœur aînée, Pauline Sorel, épousa François Bourgeois, apothicaire à Troyes, et, par elle, la lignée des Sorel rejoint la lignée des Bourgeois, que nous allons maintenant examiner succinctement.

(1) Claude Sorel mourut en 1698.



La Verrière de Claude Sorel.

LIGNEE DES BOURGEOIS

Nos renseignements sur cette famille sont beaucoup moins complets que pour la précédente et tous les actes nécessaires pour mettre en série ses représentants dans la pharmacie troyenne, n'ont pas encore été découverts.

Dans les documents du ^{xvi}^e siècle figure la trace d'un Jean Bourgeois et d'un Guillaume Bourgeois. Un acte de 1578 au censier de Foicy [AA. 27 H. 22 reg. fol. 5] porte en marge la mention : « Jonaschim Bourgeois apothiquaire » qui partage avec Nicolas et Michel, maîtres marchands demeurant à Troyes une dette de 5 solz tournois de rente.

Puis apparaît un Claude Bourgeois dont la naissance et la mort ne sont pas datées. On possède de lui un reçu de 1588 [AA. E. 53 liasse] :

« Je soussigné confesse avoir reçu par les mains de monsieur de Villacerf la somme de dix huit escus sol pour ce a coy se montent les parties des medecines et drogueries par moi fornies pendant la maladie de feue madame, de laquelle somme je me tiens pour contant. »

La date, 29-1-1588, est suivie d'une curieuse signature.

En 1607, ce Claude Bourgeois, apothicaire, est par Nicole Prestat, sa femme, fille de feu Christophe Prestat et de Jehanne Camusat (1) ses père et mère, propriétaire du troisième estail. « Les Estaux de la Boucherie de Troyes, appelez de la Range Neufve... le tout faisant dix estaux a vendre chair assiz à Troyes entre la rue Moyenne et Nostre-Dame, faisant le premier rang de la Boucherie du dict Troyes, par derrière l'église Nostre-Dame aux Nonnains ». Il paie, le 27-11-1607, 4 livres 6 sols tournois de rente foncière annuelle, et 14 sols tournois de censive à l'abbaye de Saint-Loup [Censier de Saint-Loup. AA. 4 bis H 203. fol. 40]. En 1626 le « même troisième estail » appartient à Anne Lejeune qui l'a acquis de son vivant à Claude Bourgeois (idem fol. 43).

Ce Claude Bourgeois est vraisemblablement l'auteur d'un ouvrage, publié en 1599, dont nous parlerons dans un prochain chapitre.

On connaît aussi deux Nicolas Bourgeois contemporains.

Nicolas Bourgeois l'aîné n'est guère identifié que par des mentions des Registres paroissiaux. Sa femme est Jeanne Mégard ; on leur connaît quatre enfants, l'aîné, Nicolas, né en 1583, la plus jeune, Anne, baptisée à Saint-Jean en 1603. Une note de médicaments payée à Nicolas Bourgeois, apothicaire, figure dans AA Reg. 40 H 63. Il vit encore en 1623

(1) La mère de Nicolas Sorel (1538) était Catherine Camusat ; par là s'établit peut-être un lien de parenté entre les Bourgeois et les Sorel.

année où Jeanne Mégard, qualifiée de femme de Nicolas Bourgeois l'aîné, apothicaire, est marraine de Nicolas Pion à Sainte-Madeleine.

C'est vraisemblablement lui qui est inhumé à l'église Saint-Jean, où nous avons découvert une pierre tombale au nom de Nicolas Bourgeois, apothicaire, mort en 1625, semble-t-il, car l'épithaphe, en partie effacée, sous les pas des fidèles, est de lecture difficile (1).

Nicolas Bourgeois le jeune, dont la date de naissance n'est pas connue, a occupé une haute situation ; nous le distinguerons à l'aide du nom de sa femme Claude Bonneau. On leur connaît quatre enfants : 1° Nicolas, baptisé le 10-2-1607 à Saint-Jean (parrains Pierre Lenoble, conseiller au bailliage, et « Nicolas Bourgeois l'esnel », apothicaire), 2° François, baptisé le 8-1-1609 à Saint-Jean, deviendra maître apothicaire à Troyes, 3° Jeanne, baptisée le 21-1-1615 à Saint-Jean, dont le parrain fut Claude Bourgeois, notaire, et la marraine Jeanne Mégard, femme de Nicolas Bourgeois apothicaire, 4° Edouard baptisé le 29-7-1629 à Sainte-Madeleine, dont le parrain fut Edouard Colebert, conseiller du Roi et Secrétaire de la Chancellerie, et la marraine Elisabeth Devienne, femme de Claude Ange-noust, conseiller en l'élection de Troyes.

En 1629, sur l'acte de baptême de son fils Edouard, Nicolas Bourgeois est qualifié de « commissaire des poudres et salpêtres au magasin de Troyes ». L'acte de baptême de Claude Bourgeois, sa petite fille, à Sainte-Madeleine, nous apprend qu'il est échevin de Troyes le 11-1-1636.

Nicolas Bourgeois-Bonneau est mort vers 1640, car le 13-7-1641 sa femme, marraine à Sainte-Madeleine, est portée comme veuve [BT. Reg. Par. Troyes].

Un second Claude Bourgeois, sans compter deux filles également appelées Claude, descendantes de Nicolas, fut aussi apothicaire à Troyes, et paraît être le fils de Claude Bourgeois dont nous avons parlé précédemment. Il épousa Françoise Rochette et l'on trouve leur deux noms à différentes reprises dans des actes notariés, à propos d'achats immobiliers ou d'impôts fonciers, ou même de procès avec des entrepreneurs : [AA. B. 1219, AA. 7 H 103 Reg. fol. 116-117, AA. 42 H 2 Reg. fol. 21] et une pièce appartenant à M. Morin. En 1631, Claude Bourgeois et sa femme, par devant notaire, se firent une donation de tous leurs biens en cas de décès de l'un d'eux [AA. 1 B 907. fol. 110]. En 1662 on trouve encore mention de Claude Bourgeois, apothicaire, comme parrain ; en 1665 Françoise Rochette est mentionnée comme veuve. Il eut pour successeur Pierre Devilliers et habitait rue de la Belle-Croix.

(1) Cette pierre tombale portée dans l'ouvrage de Lucien Morel-Payen sur Troyes et l'Aube (1929), comme située à gauche du chœur se trouve près du porche, à quelques mètres de celle de Nicolas le Tartier (mort en 1623) qui est intacte.

François Bourgeois, fils de Nicolas Bourgeois et de Claude Bonnot (Bonneau), fut baptisé le 8-1-1609 à Saint-Jean ; il épousa Pauline Sorel, dont il eut plusieurs enfants : 1° Claude, baptisé le 11-1-1636 à Sainte-Madeleine, qui eut pour parrain Sébastien Sorel, son aïeul maternel, et pour marraine Claude Bonnot, femme de Nicolas Bourgeois, l'apothicaire échevin de Troyes, son aïeul paternel ; 2° François, baptisé le 25-11-1636 à Sainte-Madeleine, qui prit la succession paternelle ; 3° Françoise, baptisée le 26-9-1647 à Sainte-Madeleine et qui eut pour parrain Pierre Gallien, conseiller du bailliage de Troyes ; 4° Pierre, baptisé le 13-6-1649 à Sainte-Madeleine, qui eut pour parrain Anthoine Nicolas Le Picart, écuyer, seigneur et vicomte de Saint-Germain, et pour marraine, Marie, sœur du baptisé ; 5° Françoise, baptisée le 18-3-1656 à Sainte-Madeleine, qui eut pour parrain Jérémie Coppois, « conseiller en la Prévosté », et pour marraine Françoise Rochette, femme de Claude Bourgeois, apothicaire. François Bourgeois est mort en 1668, et son acte de décès mentionne qu'il a été inhumé en présence de Pierre Bourgeois, son frère, chanoine de l'Eglise de Troyes [BT. Reg. Par. Troyes].

François Bourgeois fils, né en 1636, épousa Anne Raisin ; ils eurent neuf enfants ; nous nous bornerons ici à signaler leur fille Jeanne, baptisée le 8-10-1664 à Saint-Jean, car les autres ne paraissent pas avoir conservé de rapports avec les professions médicales.

Le 20-12-1694, il fait partie de la Communauté des apothicaires de Troyes [AA 2 E, dépôt Gillet, minute Langlois] Les registres d'impôts nous apprennent que, de 1692 à 1697, il habita le quartier de Comporté, 8^e compagnie, et qu'il paya tantôt 11 livres, tantôt 6 pour l'ustencille.

[B. T. F. 332 fol. 84, 333 fol. 52, 334 fol. 39].

François Bourgeois fut inhumé le 17-2-1705. D'après les registres précédents, Jeanne Bourgeois, apothicaire, habitait en 1713 à la même adresse que son père, figurait sur le rôle de la capitation et sur le rôle de l'ustencille (BT. F. 337 et 341 fol. 46).

Nous n'avons plus d'autres renseignements pour le moment sur les Bourgeois.

LIGNEE DES GENTIL

La lignée des Gentil, apothicaires troyens, peut être suivie sur deux siècles et demi et six générations. Leur origine n'est pas connue ; peut-être faut-il les rattacher aux Gentil venus des Riceys (Aube), qui ont acquis une grande réputation comme peintres et sculpteurs. On connaît, en effet, un Edme Gentil qui est mort à Troyes en 1560, après avoir travaillé à la cathédrale de 1520 à 1522 et son fils, François Gentil, qui est mort à Troyes en 1582. Pour cette époque,

où les prénoms dans les familles restaient constamment les mêmes, le fait de trouver dans la lignée des Gentil plusieurs Edme et François, est une présomption de parenté ; nous reconnaissons qu'elle est bien fragile ; il serait intéressant d'approfondir la généalogie des Gentil artistes, qui est beaucoup moins connue que celle des Gentil apothicaires.

PIERRE GENTIL.

L'ancêtre de ces derniers est Pierre Gentil, qui habitait rue de la Cité, au coin de la rue des Malheureux, actuellement rue Boucherat (cette rue des Malheureux était ainsi appelée parce que les malheureux condamnés la suivaient pour être conduits au supplice dans le quartier haut (1). Il épousa Françoise Charrier, dont il eut huit enfants de 1596 à 1609, notamment deux fils, prénommés Claude, l'un filleul de Claude Belin, médecin, et Nicolas Vivien, chirurgien, et deux fils, prénommés François, nés l'un en 1608, l'autre en 1609. De Pierre Gentil on connaît encore une facture conservée dans [AA. G. 3893, liasse pièce 24] (2).

FRANÇOIS GENTIL (1609 ? - 1658 ?).

L'un des deux François Gentil devint apothicaire et prit l'officine paternelle ; il épousa Syre Chrestien en 1634, dont il eut au moins quatre enfants, puis en deuxième nocces, probablement en 1647, Catherine Chastel, fille de Nicolas Chastel, notaire, dont il eut encore cinq enfants. L'acte de baptême de sa fille Catherine (1654) nous apprend qu'il fut marguillier de Saint-Nizier ; un acte notarié du 8-3-1659 nous révèle qu'à cette date il était défunt ; dans cet acte, sa belle-sœur Edmée Chastel abandonne à son propre frère et à ses trois sœurs sa part de l'héritage maternel, sous réserve qu'on lui donnera les 300 livres né-

(1) Les Rues de Troyes par **Corrad de Bréban**.

(2) Parties de Pierre Gentil apothicaire fournies aux enfans de chœur (de l'église Saint-Pierre de Troyes).

du XXVI^e décembre 1610 pour une fiole de sirop pectoral pour prendre à plusieurs fois tenant cinq once XVI sols.

1611 du XXVI^e aoust pour Parisot une potion laxative et pectorale composée avec manne de Calabre et autres ingrédients - XVIII sols

plus une fiole sirop pectoral pour prendre à la cuiller - XV sols

plus XI onces tablettes diacrydium et sucre roast - VII sols

du premier décembre 1611 pour un clistère laxatif - X sols

pour une fiole huile d'amande douce pour oindre sa douleur VII sols

plus une fiole sirop violet pour prendre à la cuiller tenant quatre onces et demye - XVI sols.

du XV décembre pour Parisot un dilitum pectoral pour prendre à trois matins XV sols

plus pour suc de réglisse V sols

Somme V L II Sols.

cessaires pour se rendre à la Nouvelle France où elle désire « aller moyennant la grâce de Dieu, y passer ses jours dans une Congrégation de filles qui est établie au pays de l'Isle de Montréal pour enseigner les jeunes filles françaises et même les sauvages autant que faire se pourra » [AA. 1 B. 924 fol. 58 (2°)].

PIERRE GENTIL (1635 ?).

Des enfants de François Gentil, l'aîné Pierre continua le métier paternel ; il fut baptisé le 22-8-1635 à Saint-Nizier, se maria le 13-6-1661 à Saint-Pantaléon avec Françoise Paillot, fille de Jacques Paillot (nous avons vu que Sébastien Sorel fils prit pour femme, vers 1648, Anne Paillot, fille d'un Jacques Paillot (apothicaire) ; ils eurent au moins sept enfants. On trouve çà et là quelques renseignements sur Pierre Gentil. En 1692 il habite le quartier de Saint-Jacques, comme ses aïeux [B. T. F. 332 Reg. page 112] ; en 1649 il fait partie de la Communauté des apothicaires [AA. 2 E dépôt Gillet, minutes Langlois] ; en 1695 l'acte de baptême de son petit-fils Pierre, à Sainte-Madeleine, le qualifie de Pierre Gentil l'aîné, apothicaire. Il figure encore en 1697 sur les registres d'impôt, rôle de l'ustencille où il payait 60 livres en 1692, 50 livres en 1694, 36 livres en 1697 [B. T. F 332 Reg. page 112 ; F 333 fol. 67 ; F 334 fol. 53].

PIERRE GENTIL (1667-1733).

L'aîné des enfants de Pierre Gentil, également prénommé Pierre, à son tour, assura la succession paternelle. Il épousa le 6-7-1694, à Saint-Jean, Marie Sorin, fille de Jacques Sorin, apothicaire à l'Hôtel Dieu de Troyes. Ils eurent douze enfants de 1695 à 1716 ; nous ne citerons que le plus jeune, Antoine, qui devint chirurgien à Troyes ; l'aîné, Pierre, qui devint apothicaire à l'Hôtel-Dieu, sur lequel nous manquons de renseignements, et enfin, Edme, baptisé le 29-7-1709. Pierre Gentil fut inhumé le 9-5-1733 (Saint-Jean).

EDME GENTIL (1709-1797) et FRANÇOIS EDME GENTIL (1740-1827).

Son fils, Edme, prit, dans les conditions que nous avons exposées au chapitre précédent (v. p. 46), la succession de son père. Nous le retrouverons également dans un chapitre ultérieur (v. p. 168) en procès contre l'administration de l'Hôtel-Dieu.

Il épousa Marguerite Bellehure le 15-4-1738. Sept enfants naquirent de leur union. L'aîné des fils, François-Edme, né et baptisé le 15-2-1740 à Saint-Jean eut pour parrain François Gentil, prêtre, directeur spirituel de l'hôpital de la Trinité de Troyes. François-Edme collabora avec son père ; il avait été reçu maître par sentence du bailliage du 7-12-1768 (1) et un document de 1787 nous apprend qu'il a été poursuivi par le lieutenant général de

Police, Sourdat, parce que sa réception aurait dû être faite devant le dit lieutenant général et non devant le bailliage. D'après ce même document, il était encore premier garçon ou « varlet » de son père et n'avait pas de boutique ouverte [B. T. Cab. Carteron 823 pièce 48]. Nous retrouvons plus loin François-Edme Gentil et son père (v. p. 181) parmi les rédacteurs des doléances des apothicaires troyens aux Etats Généraux de 1789. Edme Gentil mourut le 9 Ventose an V, à l'âge de 87 ans et demi en son domicile Grande-Rue, sixième section, en présence de ses fils François-Edme et Edme-Pierre, homme de loi. François-Edme, figure encore sur la liste des pharmaciens de Troyes en 1821, et habite, 2, Grande-Rue [Almanach de l'Aube 1821 B. T. Cab. local 1185]. Sur le recensement de Messidor, an XI (Juillet 1803), il habite toujours Grande-Rue 6^e Section, Maison 263, avec Pierrette Gentil, sa sœur, âgée de 62 ans. Il paraît donc être resté célibataire ; les tables de Troyes n'indiquent pour lui ni mariage, ni enfants. Il est décédé le 20-5-1827 en son domicile de la Grande-Rue ; avec lui s'éteint donc la lignée des Gentil, apothicaires, en ligne directe.

Mais nous devons encore citer d'autres Gentil, que nous n'avons pu rattacher à la lignée précédente, et qui sont vraisemblablement apparentés à elle. Il y a par exemple un Pierre Gentil, apothicaire de la paroisse Saint-Nicolas, qui doit être distingué d'un autre Pierre Gentil, apothicaire de la paroisse de Saint-Nizier, à l'autre bout de la ville. Il eut un fils, François, qui épousa le 18-1-1684 à Saint-Jean, Marie Devilliers, fille de Pierre Devilliers apothicaire, le successeur de Claude Bourgeois-Rochette. Il eut huit enfants et fut inhumé le 1-12-1712, à Saint-Jean.

On connaît encore un autre François Gentil apothicaire, marié à Marie-Charles Bourgeois ; et l'on possède l'acte de baptême d'un fils Antoine-Nicolas, baptisé le 7-12-1716 à Saint-Gilles. Enfin il y eut aussi, antérieurement, un Claude Gentil apothicaire, marié à Magdeleine de Pains, fille de Jehan de Pains apothicaire ; on connaît les actes de baptême de deux enfants (1729-1730).

Nous nous excusons de cette sèche énumération généalogique, indispensable pour montrer la parenté d'un grand nombre d'apothicaires troyens et l'élévation progressive de ces bons bourgeois ; leurs descendants sont inconnus ; quels témoins restent de la vie de ces ancêtres ? des actes d'état-civil, quelques actes notariés, une pierre tombale, une verrière ; mais nous verrons bientôt quelques documents plus complets.

(1) Son diplôme de Réception du 17-12-1768 délivré par la Communauté des Apothicaires de Troyes a été enregistré et collationé par Monsieur Odin notaire à Troyes le 20 Messidor an XI (9-7-1803) (A. A. M 5 d4).

CHAPITRE III

L'INVENTAIRE DE L'OFFICINE DE SEBASTIEN SOREL

L'inventaire des biens de Sébastien Sorel, dont nous avons déjà parlé, a été fait avec la même précision pour sa boutique d'apothicaire. Les archives françaises n'ont livré jusqu'ici qu'un petit nombre d'inventaire de pharmacies anciennes : on n'a publié, à notre connaissance, que cinq inventaires de date antérieure à 1616 et quelques autres, plus récents ; nous reviendrons à la fin de ce chapitre sur ces inventaires.

Nous pensons que l'inventaire de l'officine de Sébastien Sorel tire un intérêt particulier du fait qu'il se place à une date critique de l'histoire de la Pharmacie.

Les œuvres de Paracelse publiées en 1590 ont fait une révolution dans la médecine et ont trouvé en tous pays de nombreux adeptes. En France Quercitan (Duchesne), le médecin d'Henri IV, est à leur tête ; Séverin préconise les préparations antimoniales, et Arago de Toulouse vante les propriétés des mercuriaux ; sous la minorité de Louis XIII, Guillaume d'Avisson, professeur au jardin du Roi, traitait spécialement des médicaments chimiques. En 1616 apparaît pour la première fois, l'expression « pharmacie chimique » dans un ouvrage de Jean-Jacques Wecker traduit par Jehan du Val d'Issoudun (1). En 1607 on lit pour la première fois dans un texte la différence entre pharmacien et apothicaire : Jean de Renou (2) propose une distinction fondée sur l'usage : « le pharmacien compose et mixtionne les médicaments, l'apothicaire les entasse en un lieu propre et les vend en gros et en détail » ; à vrai dire le terme nouveau n'a prévalu, en France, que longtemps après, à la Révolution.

D'un autre côté, la Faculté de Médecine de Paris sévisait rigoureusement contre les médecins qui cherchaient à répandre l'emploi de médicaments nouveaux : antimoniaux, mercuriaux, ferrugineux. En 1566, par un décret solennel, la Faculté avait jugé l'antimoine comme un poison et le Parlement en avait interdit l'usage ; en 1609, un sieur Paulmier, médecin, fut chassé de la Faculté pour

(1) loc. cit. v. p. 90.

(2) loc. cit. v. p. 91.

avoir contrevenu à cet arrêt ; la grande dispute de l'antimoine atteignit son paroxysme en 1622.

La Renaissance, qui a renouvelé tant de choses au siècle précédent, a conduit, dans le domaine de la pharmacie, à reprendre l'étude des plantes et à revenir aux anciens thérapeutes, sans passer par leurs commentateurs arabes ; son influence est-elle empreinte dans la boutique d'un apothicaire en 1616 ?

L'officine de Sébastien Sorel nous paraît un bon témoin de la thérapeutique de l'époque ; Troyes est alors une grande ville ; la famille Sorel, nous l'avons vu, compte déjà parmi les notabilités bourgeoises et Sébastien Sorel a repris l'officine paternelle ; plusieurs des confrères de son père sont en relation épistolaires avec Adrien le Tartier, qui correspond aussi avec Ambroise Paré « super-chirurgien », avec Nicolas Houel, auteur d'une pharmacopée (v. p. 90) ; le gendre de Sorel, échange avec Guy Patin, doyen de la Faculté de Paris, de nombreuses lettres (v. p. 149).

Pour dépouiller cet inventaire nous avons eu recours surtout aux ouvrages professionnels publiés vers 1600 et, devant leurs indications insuffisantes, nous avons consulté presque toute la littérature pharmaceutique plus ancienne et quelques livres postérieurs.

Nos apothicaires champenois, éloignés de toute Faculté de Médecine, disposaient-ils d'une bibliothèque médicale importante ? Nous avons vu (p. 52) que celle de Sébastien Sorel était plutôt réduite, puisque limitée à Dioscoride, Mattiolo et quelques livres latins ou français.

Le catalogue d'autres bibliothèques d'apothicaires est connu et révèle une documentation assez riche. En 1482 un apothicaire de Dijon possédait 46 manuscrits : l'*Antidotaire* de Nicolas, le *Mansoury* de Razes, le *Canon* d'Avicenne, le *Circa instans* de Platearius, etc..., et deux imprimés (alors chosés rares), les œuvres de Mesué et les *Pandectes* de Silvaticus (1) ; en 1626, l'inventaire de Pierre Berteau, apothicaire de Châtellerault, fait état de 300 ouvrages comprenant presque toute la littérature médico-pharmaceutique de l'époque (2).

Les apothicaires et les médecins troyens pouvaient connaître les plus anciennes pharmacopées, par des manuscrits que conservaient plusieurs abbayes de Troyes et des environs. Les bibliothèques exceptionnellement riches des abbayes de Clairvaux (50.000 volumes), de Montier-la-Celle, de Pontigny et beaucoup d'autres furent confisquées en 1790 ; en 1804 le « citoyen Dr Prunelle » vint tout exprès de Paris, pour classer les volumes rassemblés alors à la Bibliothèque de Troyes ; il y préleva pour la Faculté de

(1) P. Dorveaux B. P. 14071.

(2) P. Rambaud. La Pharmacie à Poitiers jusqu'à l'an XI (Poitiers 1907)



ANTIDOTARIUM DOGMATICORVM VETVS,

RENOVATVM AVCTVM, ILLUSTRATVM.

AVTHORE IOAN. RENODÆO, MED. PARISIEN.

ET REGIO.

Parisijs

Apud Viduam guilelmi de la Noue. et dionysium,
de la Noue Nra Iacobæa sub signo Nominis Ihesu.

Cum privilegio
Regis, 1668.



Médecine de Montpellier, où il était professeur, 323 manuscrits, sur les 542 denombres en 1855 à la Bibliothèque de la Faculté de Montpellier, et notamment tous ceux qui concernaient la médecine et la pharmacie. Les richesses du Fonds Prunelle font l'orgueil de cette maison, dont l'enseignement était déjà célèbre au Moyen Age, mais, alors, beaucoup de ces richesses étaient dans les abbayes champenoises de Clairvaux et de Pontigny (manuscripts in folio du *Canon* d'Avicenne (XIII^e siècle) d'Averroès, de Serapion, de Nicolas Myreperse, de Platearius, de Constantin l'Africain, d'Hippocrate).

Nous donnons, à la fin de ce chapitre, la liste des ouvrages que nous avons consultés ; nous nous sommes laissé guider par des fiches constituées par M. Charonnat, en vue de recherches sur l'histoire de quelques médicaments. Ces fiches avaient été établies d'après diverses publications de M. Dorveaux et d'après le catalogue de la Bibliothèque de la Faculté de Pharmacie de Paris ; depuis lors, M. Guittard (2) et M. Bouvet (3) ont publié des répertoires de la documentation pharmaceutique à travers les siècles. Néanmoins, nous croyons devoir insérer à notre bibliographie, qui est plus directement adaptée au dépouillement d'un inventaire de pharmacie ancienne, qui comporte en outre l'indication de glossaires et peut ainsi rendre service à quelque confrère, au cours d'un travail sur l'histoire de la Pharmacie.

Cette liste peut paraître longue et pourtant elle n'a pas suffi pour expliciter tous les termes relevés dans notre inventaire.

(1) Catalogue général des Manuscrits des Bibliothèques publiques des Départements, t. I et II (Paris 1849-1855).

(2) **Guittard**. Histoire sommaire de la littérature pharmaceutique. S. H. P. N° 94. Paris 1936.

(3) **Bouvet** : p. 238 (loc. cit.).

INVENTAIRE DES BIENS DE LA COMMUNAUTE
D'HONORABLE HOMME
MAITRE SEBASTIEN SOREL,
MARCHAND APOTHIKAIRE, ET DE DEFFUNCTE
HONNESTE FEMME EDMEE NICO,
JADIZ SA FEMME

Le 22 Mars 1616

... Aultres meubles ustancilles drogues et mar-
chandises servans à l'état d'Apoticquaie,
en la boutique

- 1 — 23 grandes boëttes de sapin contenans des herbes sèches prisées la somme de 4 L.
- 2 — 2 grandes boëttes rondes en un coffret carré contenans 1/2 livre de fleurs de squinant et paille du dit squinant, prisée ensemble la somme de 36 L 4 s.
- 3 — 3 boëttes rondes en un coffret contenans 4 onces de zédouart et 4 onces de lapis calaminari prisés ensemble la somme de 30 s.
- 4 — 3 boëttes rondes de mirrhe, 2 onces de gomme eddere, prisées ensemble la somme de 4 s.
- 5 — 2 boëttes rondes, 2 coffrets et dans iceux environ 6 onces de mastic fin tryé, autant de mastic commun, 4 onces de mastic rouge et 3 onces tacamahaca, prisées ensemble la somme de 4 L 4 s.

-
- 1 — *Herbes sèches* sans discrimination.
 - 2 — *Andropogon Schoenanthus*. C'est le jonc odorant de l'Inde dont on emploie la tige entière. Il entre dans la thériaque et le diascordium. On le retrouve dans l'Arbolayre sous ce même nom.
 - 3 — a) *Zédoaire* ; b) *calamine* ou pierre calaminaire. C'est un oxyde de zinc. On l'utilisait comme astringent, il entrait dans les « emplâtres styptique, oppodeldoch, et manus dei » et dans l'onguent dessiccatif rouge.
 - 4 — a) *Myrrhe* ; b) *gomme du lierre*. C'est une résine et non une gomme. Elle entrait dans le baume de Fioraventi, les pilules de Stalle et de Bécher. « La gomme des ièdres est mise en oignement appeller dialthœa. Cet gomme a vertu de eschauffer, de seichier et de consumer ». (Arbolayre.)
 - 5 — a) *Mastic fin* ; b) *mastic commun* ; c) *mastic rouge* ; d) *gomme tacamaque* : vulnérable qui entrait dans les pastilles odorantes et l'emplâtre odontalgique.

- 6 — 6 boîtes rondes et dans icelles 12 onces de sagapénium, 4 livres de vitriol et 2 livres luppines, le tout prisé ensemble 3 L 4 s 6 d.
- 7 — 6 boîtes rondes tenans 1/2 livre d'antimoine préparée, 2 onces de pirstre, 1 livre litarge, prisés 3 L.
- 8 — 4 boîtes rondes contenans 2 livres escorce de gaïac, 4 onces bois de rose, 4 onces de semen cartamy prisés 32 s.
- 9 — 3 pots de terre de Lyon, 2 livres de sirop de noix au miel prisées 14 s.
- 10 — 4 boîtes rondes, tenans 2 livres de semence de chardons bénitz, 1 livre de canelle, [?] d'hypocras, le tout prisé 33 s.
- 11 — 1 boîte ronde tenant 2 livres de salsepareille, 6 onces de sassafras 42 s.
- 12 — 8 boîtes rondes tenans 1 livre succinum, 2 livres staphisagre, 1 livre fenouil, 2 livres ormant, 2 livres de sang de dragon, le tout prisé 4 L 2 s.
- 13 — 4 boîtes rondes, 1 coffret de Guynée, 1 livre meschante cire rouge despagne 28 s.
- 14 — 2 grandes boîtes et 1 moyenne 1/2 livre de « vonyx », 2 onces de semen altère 18 s.
- 15 — 2 coffrets et 2 boîtes rondes tenans 2 livres scanisson, 1/2 livre mécoacam, 1/2 livre sandal rouge, le tout prisé 3 L 10 s.
- 16 — 3 boîtes rondes, 1 coffret 2 livres polipode, 1 livre 4 onces de gomme amoniac, 49 s.
- 17 — 3 coffrets, 3 boîtes rondes, 1 livre colocinte, 2 livres mirobolame, 1 livre cantaride, 3 livres plomb brûlé, le tout prisé 5 L 10 s.

-
- 6 — a) *Sagapenum* ou gomme séraphique ; entrain dans la thériaque, le mithridate et quelques emplâtres ; b) ce *vitriol*, conservé en boîtes, est le vitriol bleu (sulfate de cuivre), l'*atramentum sutorium* des corroyeurs et des pelletiers, qui s'en servaient pour teindre les peaux, chaud, astringent et dessicatif (Renou) ; Vitriole, c'est parfois la parietaire ; c) *lupin*.
 - 7 — a) *Antimoine* ; b) *pyrèthre* ; c) *litharge*.
 - 8 — a) *Ecorce de gaïac* ; b) *bois de rose* ; c) *semences de cartame*.
 - 9 — *Sirop de noix au miel*.
 - 10 — a) *Chardons bénits* ; b) *cannelle*, vraisemblablement réservée à la confection d'hypocras (mais l'adjectif est illisible dans le manuscrit).
 - 11 — a) *Salsepareille* ; b) *sassafras*.
 - 12 — a) *Succin ou ambre jaune* ; b) *staphysaigre* ; c) *fenouil* ; d) *ormeau* ; e) *sandragon*.
 - 13 — *Cire rouge d'Espagne*.
 - 14 — a) *Onyx* ; b) probablement *semen altee* : semences de guimauve, ou bien *semen antere* « anthera id est semen rosae », dit la synonymie de l'Antidotaire Nicolas, ainsi que Matthaeus Sylvaticus.
 - 15 — a) *Seneçon* ; b) *bryone d'Amérique* ; c) *santal rouge*.
 - 16 — a) *Polypode de chêne* ; b) *gomme ammoniacque*.
 - 17 — a) *Colocinte* ; b) *myrobalans*, fruits légèrement purgatifs, originaires de l'Inde ; c) *cantharide* ; d) *sulfure de plomb* : *Plumbum ustum* ; on le préparait par liquéfaction de deux parties de plomb pour une de soufre, on l'utilisait pour les pommades et les emplâtres.

- 18 — 6 boîtes rondes des farine d'orge, orobe, lentilles et fèves, 26 s.
- 19 — 6 boîtes rondes 2 onces sécacolle, 2 livres assa fétida, 4 livres cristal de roche, 1 livre cornaline, 1 livre coque de levain, le tout prisé 5 L 8 s.
- 20 — 5 petites boîtes à semence, 4 onces semences de pavot, 1 livre calamine aromatica, 4 onces agnus castus, 41 s.
- 21 — 1 pot de terre de Lyon, 1 livre pommade, 20 s.
- 22 — 6 petits coffrets, 6 onces de granna tinctorium, 1/2 livre dictamum, 4 onces de cipérus, 52 s.
- 23 — 2 grandes boîtes rondes, 2 moyennes, 1 grand coffret, 1 once oppoponax, 28 s.
- 24 — 1 grand pot de terre de Beauvays et 1 coffret, 6 s. 8 d.
- 25 — 4 grandes boîtes rondes et 2 coffrets, 2 livres de séné, 1 livre galanga, 1 livre jus de régalice, 2 livres galbanum, 12 onces tuti, 8 L 5 s.
- 26 — 1 petit pot, 2 onces huile de muscade, 14 s.
- 27 — 4 petits coffrets canelle [?] d'ypocras, 2 livres carpopalsamum, 1 once lapis [lu ?], 1/2 livre spicanardy, 2 onces de quelques fragments de pierres, 4 L 3 s.
- 28 — 2 petites boîtes rondes, 4 onces de poivre long, 2 onces oppium, 31 s.
- 29 — 1 petite boîte ronde et 1 coffret, 2 livres de régalice tryé, 6 s.
- 30 — 2 coffrets, 1 petite boîte ronde, 2 onces et demy canfre, 4 onces cortex capparis, 22 s.

18 — a) *Orge* ; b) *orobe* : une des quatre farines résolutives, les trois autres étant celles de fève, d'orge et de lupin ; c) *lentilles* ; d) *fèves*.

19 — a) *Sercacolle* ou sarcocolle ; la gomme du sarcocollier (*astragalus sarcocolla*) avait la réputation de refermer les plaies, d'où son nom ;

La drogue dite sercacolle
Est une gomme en notre escolle
...Par sa vertu elle coñsolide
Et contre tenasmon préside
Si macule est ou mal aux yeux
Elle les rend sains, gais et joyeux.

(Lespleigney, 1538.)

b) *Ase fétide* ; c) *cristal de roche* ; d) *cornaline* ; e) *coques du Levant*.

20 — a) *Semences de pavot* ; b) *Calamus aromaticus*, acore vrai (entraît dans la thériaque, l'orviétan et on l'employait beaucoup en parfumerie) ; *Vitex agnus castus* : passait pour anaphrodisiaque ; mentionné par Rabelais.

21 — *Pommade* ?

22 — a) ? ; b) *dictame* ; c) *cyperus longus*, souchet odorant.

23 — *Opopanax*.

25 — a) *Séné* ; b) *galanga* ; c) *jus de réglisse* ; d) *galbanum* ; e) *tutie* ou cadmie des fourneaux.

26 — *Huile de muscade* selon Mesué.

27 — a) *Cannelle* pour hypocras ; b) *fruit du baumier* de la Mecque ; c) *lapis lazuli* probablement ; d) *nard indien* ; e) fragments de pierres précieuses.

28 — a) *Poivre long* ; b) *opium*.

29 — *Régliste*.

30 — a) *Camphre* ; b) *écorce de la racine du caprier*.

- 31 — 2 boëttes rondes et 2 coffrets 1/2 livre lapdanum, 1 livre jujube, 2 livres coriandre, 34 s.
 - 32 — 1 emplastier à 16 chambres, 2 livres emplastre de Vigo sine mercurio, 2 livres emplastre de Vigo cum mercurio, 1 livre emplastre pro stomacho, 1 livre emplastre contra rupturam, 1/2 livre exiroceum, 1/2 livre méliloto, 1/2 livre gratia dei, 2 livres de betho, 2 livres céruze, 1 livre palm, 2 livres diachilum merguum, 2 livres diachilum album, le tout prisé avec le dit emplastier 11 L 7 s.
 - 33 — 18 chevrettes d'étain pezant chacune 3 livres et environ 10 livres d'huilles composées, prisées ensemble 22 L 4 s.
 - 34 — 1 chevette d'étain pezant 3 livres 18 s.
 - 35 — 10 pots servans à onguents pezant chacun 3 livres d'étain, dans lesquels s'est trouvé 2 livres diacartamy, 1 livre oppiat à clisterre et environ 3 livres onguent, 14 L 6 s.
 - 36 — 2 chevrettes d'étain pezant chacune 3 livres, prisées ensemble la somme de 36 s.
 - 37 — 10 potz d'étain servans à unguentz et environ 10 livres d'unguentz prisés ensemble la somme de 15 L 13 s 4 d.
 - 38 — 16 chevrettes poteries de Lyon servans à syrops, dans lesquelles s'est trouvé environ 10 livres de syrop tant simple que composés, une petite bure de syrop de lymon de chicorée et cinq livres de sirop de tussilage, 16 L 6 s 8 d.
 - 39 — 1 pot de Lyon avec son couvercle, et 1 livre d'escorce de Lymon confite, 22 s. 7 d.
 - 40 — 6 grands pots de terre de Lyon servans à compositions et dans iceulx 1 livre diaphénix, 1 livre 1/2 catolicum, 1 livre de lot de casse et 1 livre de lot sanum, le tout prisé 6 L 13 s.
-
- 31 — a) *Lapdanum* ou *ladanum*, résine qui entrait dans la thériaque, le baume contre les hernies ; b) *jujube* ; c) *coriandre*.
- 32 — a) *Emplâtre de Vigo sans mercure* ; b) *emplâtre de Vigo avec mercure* ; Vigo, qui donna la formule de ces emplâtres, était chirurgien de Jules II et mourut vers 1520 ; c) *emplâtre pour l'estomac* de Mesué ; d) *emplâtre contre hernies* de Nicolas ; e) *emplastrum oxycroceum* de Nicolas ; f) *emplâtre de melilot* de Mesué ; g) *emplâtre gratia dei* de Nicolas ; h) *emplâtre de bétaine* d'Andernacus ; i) *emplâtre de céruze* ; j) *diachylum magnum* : emplâtre-diachylon de Mesué ; k) *diachylum album*.
- 33 — Les chevrettes étaient des pots à large ouverture, ayant une anse et un petit tuyau d'écoulement. Elles contenaient des huiles, du miel ou des sirops.
- 35 — a) Probablement poudre d'électuaire de carthame ; b) opiat ; électuaires à base d'opium.
- 38 — a) *Sirop de citron* ; b) *sirop de chicorée* ; c) *sirop de tussilage*.
- 39 — *Ecorce de citrons confite*.
- 40 — a) *Electuaire diaphœnicum* de Mesué où entraient des dattes ; b) *électuaire catholicum* ou *catholicon* double, qui figurait encore au Codex de 1884 ; c) *loch de casse* ; d) *loch sanum et expertum* de Mesué.

- 41 — 5 grands pots et dans iceulx 4 onces de psilio, 1 livre mitridat fin, 1 livre mitridat commun, 7 L 3 s 4 d.
- 42 — 8 moyens potz servans à conserve et dans iceulx quelques conserves prisées 6 L 6 s 4 d.
- 43 — 2 grandes boëttes et un grand coffret dedans lesquels il y a quelques anys et autres prisés 15 s.
- 44 — 3 grandes et une petite boëtte servans à espèces et l'espèce y étant prisée 24 s.
- 45 — 6 petites boëttes servans à semences, 7 s 6 d.
- 46 — 13 potz de terre de Lyon servans à trochisques et les troschiques y étant, 48 s.
- 47 — 6 petits potz de verre servans à pouldres cordialles dans lesquels s'est trouvé une once de pouldre diamargarita, 1/2 once aromaticum rozatum, 1 once pouldre de sandal et 2 onces pouldre pour le restaurant, 6 L 17 s.
- 48 — 8 autres potz de verre où s'est trouvé 2 onces de pouldre diarodum, 1 once tria sandali, 3 onces pouldre pour le restaurant 4 onces iris de florence, pouldre de hiere, prisées 9 L.
- 49 — 11 petits potz d'estain servans à pilulles, pezant chacun 12 onces et dans lesquels s'est trouvé quelques pilulles prisées la somme de 16 L 4 s.
- 50 — 1 grande monstre de boys servant à estaller, fermant à 2 guichets, à l'un desquels il y a une serrure prisee 30 s.
- 51 — 1 autre petite monstre servant à estaller, fermant à clef, où il y a des tiroirs, prisee la somme de 40 s.
- 52 — 1 Layette à 12 guichets servans à mettre denrées d'es-pice, 8 s.
- 53 — 1 petit comptoir de boys, une armoire ou guichet fermant à clef, prisé la somme de 40 s.
- 54 — 1 aultre plus grand comptoir de boys de chesne à un guichet fermant à clef, 4 L 5 s.
- 55 — 1 banc servant de coffre fermant à clef, 3 L 10 s.
- 56 — 1 grand mortier de fonte et cuivre pezant 150 livres, prisé avec son pilon de fer blot de boys et 10 spatulles, 72 L.

41 — a) *Mithridate fin* ; b) *mithridate commun*.

42 — *Conserves*.

43 — *Anis*.

44 — *Espèces diverses*.

45 — *Semences diverses*.

46 — *Trochisques divers*.

47 — a) *Poudres cordiales* : poudres aromatiques servant à la confection des électuaires ; b) *poudres d'électuaire diamargaritum* de Nicolas (faites avec des perles) ; c) *poudre d'électuaire aromaticum rosatum fabrielis* de Mesué ; d) *poudre de sandal* ; e) ?

48 — a) *Poudre d'électuaire de roses* ; b) *poudre de confection des trois santaux* de Nicolas ; c) *iris de florence* ; d) *poudre de lierre* servant à préparer une de ces compositions purgatives, en lesquelles on avait, alors, grande confiance. Nous ne savons de quelle forme d'hierre il s'agit ici.

56 — Blot : bloc.

- 57 — 1 grand fourneau de cuivre garni de sa grille et ferrure, 7 L 10 s.
- 58 — 1 couppele de franc cuivre pezant 2 livres 4 onces 20 s.
- 59 — 1 grand mortier de marbre blanc, 3 L.
- 60 — 1 moyen mortier de fonte pezant 5 livres, 35 s.
- 61 — 1 aultre moyen mortier de fonte, 35 s.
- 62 — 3 aultres petits mortiers de fonte, 44 s. 9 d.
- 63 — 3 pilons de cuivre servans ausditz mortiers, 21 s.
- 64 — 1 poids de mard de cuivre pezant 8 livres 5 L.
- 65 — 1 aultre poidz de mard pezant 2 livres 24 sols.
- 66 — 1 aultre poidz de mard pezant 1 livre, 12 s.
- 67 — 1 grande balance et 3 moyennes à bassin d'airain, 4 L.
- 68 — 4 aultres petites balances servans à especes, 20 s.
- 69 — 1 attache de boys servant ausdites balances, 10 s.
- 70 — 2 agraphes de fer attachées à la poultre servant à pendre un fléau, 16 s.
- 71 — 1 échelle de menuisier servant à la boutique, 25 s.
- 72 — 1 grande armoire de boys de chesne à deux guichets et une serrure, en laquelle armoire sont 5 tiroirs en haut et 8 aux 2 costières, 7 L 10 s.
- 73 — 1 haulte armoire fermant à 2 guichets et une serrure, dans laquelle armoire sont 8 petits tiroirs, au-dessus, 6 grands au-dessous et 6 aux 2 costières, 7 L 10 sols.

Au porche, près de la dite boutique s'est trouvé :

- 74 — 1 grande presse boys, 25 s.
- 75 — 1 aultre presse de boys prisee 10 s.
- 76 — 1 marbre de pierre grise.
- 77 — 1 seringue garnie de son fourrau et un pot d'estain à clisterre, 3 L.
- 78 — 1 aultre seringue garnie de son fourrau et un pot d'estain à clisterre, 3 L.
- 79 — 2 petites bassines, 2 potz à infusions et 1 godet à médecine, le tout d'estain, 22 sols.
- 80 — 1 grande balance à 2 bassins de cuivre, 50 s.
- 81 — 2 grands tamis couvertz, 32 s.
- 82 — 1 petit mortier de pierre grise, 5 s.

En une armoire proche l'huitz du porche fut trouvée :

- 83 — 1 boëtte de sapin de 3 livres 12 onces de scamonée, 40 L.
- 84 — 1 aultre boëtte de sapin de 3 livres de brun turby, 18 L.
- 85 — 1 aultre petite boëtte de 1 once fleur de soulfre, 5 s.

83 — *Scammonée.*

84 — *Turbith.*

85 — *Fleur de soufre.*

- 86 — 1 aultre boëtte et 6 treiziaux boys d'aloès, 1 treiziau trocisque de galia moscata, prisés 3 L.
- 87 — 1 pot d'environ 2 livres de Thériac fin, 5 L 10 s.
- 88 — 1 aultre petit pot, 12 onces de Thériac fin, 42 s. 6 d.
- 89 — 1 boëtte de sapin, 1 livre 10 onces de rubarbe, 16 L.
- 90 — 1 aultre boëtte 1 livre fin macie, 3 L.
- 91 — 1 aultre boëtte 1 livre sandal citrin, 44 s.
- 92 — 2 potz et environ 1 livre de pommade rouge et blanche, 20 s.
- 93 — 1 petit pot et une once de confection d'alkermèz, 40 s.
- 94 — 1 boëtte 1 livre semen contra, 30 s.
- 95 — 1 boëtte de 1/2 livre scamonée moyenne, 4 L.
- 96 — 1 pot de terre vernizé environ 1 livre de conserve de roze liquide, 18 s.
- 97 — 1 boëtte 1 livre 6 onces agaric fin, 7 L 10 s.
- 98 — 1 boëtte 1 livre 4 onces de turby, 4 L.
- 99 — 4 onces de squine 10 s.
- 100 — 1 boëtte de 6 onces d'aloès fin, 30 s.
- 101 — 1 mortier de plomb avec son pilon, 16 s.

En une armoire proche de la précédente s'est trouvé :

- 102 — 1 grand pot et 1 bassin avec son couvercle pertuizé, le tout d'estain, servans à l'huile d'olif, 40 s.
- 103 — 1 pot de noix confictes peçant environ 4 livres, 3 L. 4 s.
- 104 — 1 pot de 12 onces saffran de l'an 1614, 7 L.
- 105 — 2 grandes boëttes rondes et 2 grandes boëttes de sapin, 8 s.
- 106 — 1 boëtte de sapin et les muscades y étant, 3 L.
- 107 — 1 aultre boëtte de sapin et de la cannelle, 22 s. 6 d.
- 108 — 1 boëtte de sapin et de la cannelle coupée à faire dragées, 40 s.

86 — a) *Bois d'aloès* ; b) *Gallia muscata*, confection d'origine arabe, employée sous forme de trochisques ; Nicolas et Mesué en donnent deux formules différentes ; voici la dernière : Bois d'aloès 5 parties, ambre 3 parties, musc 1 partie, gomme adragante et eau de rose Q. S. ; ces trochisques pulvérisés sont ensuite mêlés de sucre ou de miel.

- 89 — *Rhubarbe*.
- 90 — *Macis*.
- 91 — *Santal citrin*.
- 92 — *Pommades*.
- 93 — *Confection d'alkermès*.
- 94 — *Semen contra*.
- 95 — *Scamonnée* (déjà au n° 83).
- 96 — *Conserve de rose*.
- 97 — *Agaric*.
- 98 — *Turbith*.
- 99 — *Squine* : *Smilax chinæ*, racines utilisées en décoction.
- 100 — *Aloès*.
- 102 — *Huile d'olive*.
- 103 — *Noix confites*.
- 104 — *Saffran*.
- 106 — *Muscades*.
- 107 — *Cannelle*.
- 108 — *Cannelle coupée*.

- 109 — 1 boîte de sapin rondé et du séné, 5 s.
- 110 — 4 grandes boîtes où s'est trouvé 25 livres cassonnade moyenne, 12 L. 10 s.
- 111 — 1 boîte et du diacartamy en tablettes, 4 L.
- 112 — 1 aultre boîte et environ 1 livre 1/2 succoroza-
rum, 50 s.
- 113 — 1 boîte ronde et dans icelle du sublimé et réa-
gal, 8 s.
- 114 — 1 aultre boîte de sapin environ 1 livre de storax
calemy et une livre 4 onces benjoing, 7 L 7s.

En une aultre armoire attendant à la précédente :

- 115 — 1 aultre grande boîte de sapin où s'est trouvé 6 li-
vres de rubarbe fine et trvée 60 s.
- 116 — 1 pot de 1 livre de noix confictes, 18 s.
- 117 — 2 potz de 1 livre 1/2 saffran de l'année 1615, 14 L.
- 118 — 1 boîte de sapin et 1 livre aloès en vessye, 4 L.
10 s.
- 119 — 1 livre aloès épatic, 40 s.

En une aultre armoire coupée fut trouvé :

- 120 — 1 boîte de sapin et plusieurs canons à clistère, 45 s.

En une aultre armoire coupée fut trouvé :

- 121 — 12 onces salsepareille et 1 livre sassafras, 25 s.
plusieurs treppans servans de « riome » en ladite
boutique 6.
- 122 — environ 1/2 once de savon en plusieurs pains, 13 L.

En une armoire, au-dessus de la pierre en la cuisine s'est
trouvé :

- 123 — 26 petits pains, 79 moyens, 20 gros pains, le tout de
sucre pezant ensemble 650 [?], prisés à raison de 60
L le cent vault la somme de 390 L.

En l'armoire du dessus de la cheminée :

- 124 — 50 livres de commenceail de dragées, 25 L.

- 109 — *Séné* (déjà au n° 25).
- 110 — *Cassonade*.
- 111 — *Tablettes de cartame* (déjà au n° 35).
- 112 — *Electuaire de suc de roses* de Nicolas.
- 113 — *Sublimé* et *réalgar* ; dans les inventaires, on lit par-
fois réalgal sublimé, qui correspond vraisemblablement à
l'acide arsénieux provenant du grillage du sulfure d'arsenic.
- 114 — a) *Styrax calamite* ou *styrax solide* ; b) *benjoin*.
- 115 — *Rhubarbe* (déjà au n° 89).
- 116 — *Noix confites* (déjà au n° 103).
- 117 — *Safran* (déjà au n° 104).
- 118 — *Aloès en vessie* (déjà au n° 100).
- 119 — *Aloès hépatique*.
- 121 — a) *Salsepareille* ; b) *sassafras* ; c) *treppans* : ou treppant :
trappe, espèce de fenêtre (Glossaire Du Cange).
- 122 — *Savon*.
- 124 — *Semences de dragées*.

- 125 — 4 livres anys conficts et 4 livres fenouil confict, 6 L.
 126 — 6 livres pilulles, 1 livre trocisque en bol, 4 L 8 s.
 127 — 9 livres de sucre candy jaulne, 6 L 15 s.

En une aultre armoire :

- 128 — 2 douzaines de tasses de confictures, 4 L.
 129 — 20 boëttes de cotignac, 40 s.

En une petite chambre attenant à la seconde chambre :

- 130 — en 4 tonneaux, 4 boëttes de sapin, une petite quessee, la quantité de 525 cassonnade blanche, à raison de 47 L 6 s le cent vault la somme de 249 L 7 s. 6 d.
 131 — 3 grandes bouteilles d'un septier et 4 moyennes de 4 pintes chacune, le tout de verre enforcy, 1 pot de cuivre jaulne à distiller et son alambic de verre, 50 s.
 132 — 1 douzaine de bouteilles de pintes et chopines couvertes d'ozier et aultres bouteilles et 2 petites couvertes d'ozier, 58 s.
 133 — 6 livres colle forte, 27 s.
 134 — 4 livres commin, 24 s.
 135 — 1 sac de toille et 12 livres de séné, 12 L.
 136 — 1 boëtte de 4 livres de jus de régalice en pains, 40 s.
 137 — 6 boëttes de sapin, 12 s.
 138 — 2 livres bon régalice, 6 s. 8 d.
 139 — 1 cent de massepains garnis de quatre [?], 40 s.
 140 — 2 boëttes rondes, 1 pot de 2 livres de commitine, 50 s.
 141 — 1 pot de environ 20 livres litarge en pouldre, 3 L.
 142 — environ 4 livres de trille gaulthier, 40 s.
 143 — 1 tonneau et un cent de gingembre, 30 L.
 144 — 1 vieille armoire de boys de noyer prisée 10 s.
 145 — 1 vaisseau de 25 livres amidon, 50 s.

125 — a) *Anis confits* ; b) *fenouil confit*.

126 — *Pilules* diverses.

127 — *Sucre candi*.

128 — *Confitures*.

129 — *Cotignac* : gelée de coings plus consistante que la gelée ordinaire ; il a été employé en médecine depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ; on le mettait dans des boîtes de sapin rondes ; il fut plusieurs fois mentionné par Rabelais.

130 — *Cassonnade blanche*.

134 — *Cumin*.

135 — *Séné* (déjà aux n^{os} 25 et 109).

136 — *Jus de réglisse en pains* (déjà au n^o 25).

138 — *Régliche* (déjà au n^o 29).

139 — *Massepains*, petites boîtes en bois.

140 — ?

141 — *Litharge* (déjà au n^o 7).

142 — *Ce trille gaulthier* a-t-il un rapport avec Gaulthier, confrère de Sorel ?

143 — *Gingembre*.

145 — *Amidon*.

- 146 — 2 grands potz de graiz, 20 s.
- 147 — 1 vaisseau et environ 25 livres d'avelènnès. 4 L.
- 148 — 1 petit tonneau de 20 livres de litarge, 3 L.
- 149 — 1 entrebastoir, 20 s.
- 150 — 6 rames de navier gris.
- 151 — 2 grandes boëttes et de la poyvrette pezant 18 livres, 4 L 10 s.
- 152 — 1 boëtte de 4 livres cannelle fine, 6 L.
- 153 — 1 aultre boëtte de 4 livres bel amidon.
- 154 — 16 livres de cire en plusieurs pains, 12 L.
- 155 — 2 potz 1 livre huile de laurier et 1 livre unguent agripa, 27 s.
- 156 — 2 grands potz de Beauvays et 2 grandes bures, 8 s.
- 157 — Environ 25 livres d'opiat à elistère en 3 potz, 15 L.
- 158 — Environ 6 livres de mitridat en 1 pot, 12 L.
- 159 — Plusieurs potz bures et bouteilles de Beauvays, 12 s.
- 160 — 5 livres emplastre de céruse, 24 s.

Au doublement de la cave :

- 161 — 1 bougelot hydromel et 3 grandes bouteilles hydromel, 6 L 8 s.
- 162 — 1 armoire de boys de chesne et dans icelle 6 livres casse, 4 L.
- 163 — 1 chevrette et dans icelle 4 livres syrop capillaire, 44 s.
- 164 — 1 bure de 2 livres syrop d'épine-vinette, 20 s.
- 165 — 1 bure de 3 livres syrop magistrat, 3 L.
- 166 — 3 potz de terre 22 livres de thérébentine, 50 s.
- 167 — 1 tonneau environ 25 livres de talcs, 50 s.

-
- 146 — 2 grands pots de grès.
 - 147 — *Noisettes* ; tonneau : en patois champenois vaissiot ou vachiot (Grosley).
 - 148 — *Litharge* (déjà aux n^{os} 7 et 141).
 - 152 — *Cannelle* (déjà au n^o 10).
 - 153 — *Amidon* (déjà au n^o 145).
 - 154 — *Cire*.
 - 155 — a) *Huile de laurier* ; b) *onguent Agrippa* de Nicolas.
 - 158 — *Mithridate* (déjà au n^o 41).
 - 160 — *Emplâtre de céruse* ou emplâtre blanc cuit (déjà au n^o 32).
 - 161 — *Petit baril d'hydromel*.
 - 162 — *Casse*.
 - 163 — *Sirop de capillaire*.
 - 164 — *Sirop d'épine-vinette*.
 - 165 — *Sirop magistrat* ; Rocard, contemporain de Sébastien Sorel (v. p. 127), indique deux formules de sirop magistrat ; l'une est de Léonard Fioraventi et comprend séné, fumeterre, capillaire, scolopendre, hépatique, épithyme, aunée, poly-pode de chêne, bourrache, buglosse, réglisse, coloquinte, hellebore noir, aloès, myrobalans, prunes, sebestes, tamarin, eau distillée de fumeterre, puis sirop de stoechas, safran, miel rosat, eau de rose, eau-de-vie, musc ; l'autre formule est plus simple et recommandée « aux femmes sujettes au mal de matrice » : origan, ceterach, mercuriale, betonie, figues, raisin, aloès, sucre rouge.
 - 166 — *Térébenthine*.
 - 167 — *Talc*.

- 168 — en 2 tonneaux, 200 livres pezant d'huile d'olive, 42 L.

En des armoires de ladite boutique :

- 169 — 1 boëtte de environ 6 livres d'amidon, 12 s.
170 — 1 aultre boëtte de 8 livres suc de régalice, 6 L.
171 — 10 livres cassonnade de chipre, 3 L.
172 — 12 livres allun blanc, 30 s.

En une aultre armoire de ladite boutique :

- 173 — 2 layettes, 10 s.
174 — 3 potz et 3 livres divers syrops, 40 s.
175 — un verdet, 20 s.
176 — 1 boëtte 4 livres 1/2 gros poyvre, 5 L 5 s.
177 — 1 boëtte 1 livre sucre rozar, 17 s. 6 d.
178 — 24 bouteilles d'eau distillée, tant petites que grandes, 5 L 10 s.

Au cabinet d'en haut fut trouvé :

- 179 — des essences de romarin et aultres, 40 s.
180 — des semences de perles et une petite fiole de verre, 30 s.
181 — de la terre sigillée, 20 s.
182 — une quantité de bures et bouteilles de terre et verre, 4 L 12 s.
183 — un gros fourneau à distiller garni de sa chappe d'arain 10 L.
184 — un aultre fourneau à 3 pieds garni de terre et de son pot de fer, 5 L 10 s.
185 — 200 boëttes de livres et 1/2 livres, 6 L.
186 — 1 boëtte et dans icelle environ 1/2 dragme de civette, 50 s.
187 — un dragme 1/2 ambre gris, 6 L.
188 — un musc la pezanteur d'un denier, 50 s.
189 — une petite quantité de cappres, 20 s.

-
- 168 — *Huile d'olive.*
169 — *Amidon* (déjà aux n^{os} 145 et 153).
170 — *Suc de réglisse* (déjà aux n^{os} 25 et 136).
171 — *Cassonnade de Chypre.*
172 — *Alun.*
174 — *Sirops divers.*
175 — *Verdet* : on a désigné sous le nom de verdet une drogue mêlée de miel (de Sainte Palaye).
176 — *Poivre.*
177 — *Electuaire de suc de rose* (déjà au n^o 112).
178 — *Eaux distillées diverses.*
179 — *Essences de romarin* et autres.
180 — *Semences de perles* : petites perles qu'on broyait pour en faire une poudre ; cette poudre était une des poudres cordiales.
181 — *Terre sigillée.*
186 — *Civette.*
187 — *Ambre gris.*
188 — *Musc.*
189 — *Câpres.*

- 190 — 3 potz de miel tenanz 18 pintes, prisés avec le miel
y étant, 7 L 4 s.
191 — des graisses axonge et faisses d'huilles, 25 s.
192 — 1 bougelot et lancre y estant, 14 s.
193 — 50 livres de prunes, 4 L 10 s.
194 — 2 livres amandes, 10 s.
195 — 9 livres poids de plomb, 20 s.
196 — un callemard servant à la plume et encre, 3 s.
197 — 1 boëtte d'estain à mettre saffran, 10 s.
198 — plusieurs ustancilles sevans à l'estallage devant
ladite bouticque, 15 s.

Touttes les dictes marchandises drogues et ustancilles
dudit estat d'apothiquaire cy devant inventoriées ont été
prisées et estimées aux sommes escriptes en fin de chacun
des dits articles par le dict Gauthier sergent priseur, en
présence et par l'advis d'honorables hommes Maîtres Pierre
Gentil et Nicolas Thiénot apothicaires demeurans à Troyes,
et à sa présente estime et appelez à cet effet par les dites
partyes et ont les dits Gentil et Thiénot signés sur la minute
dudit inventaire

somme toute des marchandises et ustancilles

(1590 livres 3 sols 2 deniers)

-
- 190 — *Miel.*
191 — a) *Axonge* ; b) *huiles.*
192 — *Bougelot* : petit baril (Grosley).
193 — *Pruneaux.*
194 — *Amandes.*
196 — *Callemard* ou calamar : écritoire (Du Cange).
-

COMPARAISON DE L'INVENTAIRE DE SEBASTIEN SOREL AVEC LES INVENTAIRES LES PLUS ANCIENS

Il est intéressant de comparer l'inventaire que nous venons de transcrire, avec ceux qui ont été publiés, d'époques antérieures et de lieux différents : celui d'une pharmacie de Dijon en 1439 (1), celui d'une pharmacie d'Avignon (1453) (2), et celui de la pharmacie de l'hôpital de Metz 1509 (3).

Des quatre inventaires dont nous disposons (4), le dernier, celui de Metz, brillamment présenté par M. Paul Dorveaux, est de beaucoup le plus complet. Il comporte en effet 701 médicaments, tant simples que composés, dénombré individuellement ; on peut ainsi compter 376 médicaments galéniques, 255 drogues simples d'origine végétale, 35 d'origine minérale, et 35 d'origine animale.

L'inventaire de 1439 ne comporte que 256 articles différents (128 galéniques, 80 simples végétaux, 35 simples minéraux, 12 simples animaux). Mais il convient d'augmenter le nombre des galéniques et des simples d'origine végétale, d'un certain nombre de substances que l'inventaire cite collectivement.

L'inventaire d'Avignon ne comporte que 150 produits, auxquels il faut ajouter plusieurs séries de produits galéniques non dénombrés.

L'inventaire de Sébastien Sorel comporte 178 drogues simples ou composées, le nombre de ces drogues doit être sensiblement plus grand, puisque les simples d'origine végétale, et plusieurs séries de composés, sont portés globalement ; encore avons-nous compté pour 23 unités les herbes sèches qui figurent à l'article I et qui représentent vraisemblablement les produits de récolte indigène.

(1) **Fluckiger** Schweiz Woch. Phar. 1873.

P. Dorveaux : Inventaire d'une ancienne pharmacie dijonnaise, Dijon 1892 B. P. 14071.

(2) **H. Granel** : Histoire de la Pharmacie à Avignon B. P. 23714.

(3) **P. Dorveaux** : Inventaire de la Pharmacie de l'Hôpital Saint-Nicolas de Metz (Paris 1894 - B. P. 14.750).

(4) Nous laissons de côté : 1° un inventaire de 1557 à Paris. **Moluçon** (Thèse Strasbourg 1927), parce que nous n'avons pu, nous procurer cette thèse, disparue de la Bibliothèque de la Faculté de Paris ; 2° un inventaire de 1587 (**Espagnat**. Une pharmacie à Cazères au XVI^e siècle (Toulouse 1908, B. P. 31.280), parce que de date trop rapprochée de 1616.

En somme, de quoi se compose essentiellement l'arsenal thérapeutique de Sébastien Sorel ? Si l'on veut juger du caractère d'une thérapeutique à un moment donné, ce n'est pas dans les formulaires en usage à cette époque qu'on en peut trouver une représentation fidèle ; les historiens de la pharmacie, dans l'avenir, qui jugeraient de la thérapeutique en France, entre 1905 et 1935, risqueraient de se tromper lourdement, en limitant leur documentation au *Codex* de 1908.

Si l'on dépouille l'inventaire de Sorel, on voit tout de suite que la place la plus large est réservée à la médication évacuatrice. Sébastien Sorel avait, en effet, dans sa boutique, 14 livres de séné, 7 livres 1/2 de rhubarbe, 6 livres de casse, 4 livres 1/4 de scammonée, 3 livres 1/4 de turbith, 2 livres 1/2 d'aloès, 1 livre de coloquinte, 4 onces seulement de psillium, sans compter 50 livres de prunes, vraisemblablement de pruneaux.

La présence de plus de 25 livres « d'opiat à clistère », de nombreux pots et seringues à clystère, nous prouve que, dès 1616, médecins et apothicaires avaient déjà pour règle celle que chantent les bacheliers du Malade imaginaire :

« Clysterium donare
Postea saignare
Ensuita purgare. »

Les sudorifiques : bois de gaïac, salsepareille (1), sassafras, que l'on ne trouve point dans les inventaires plus anciens, la squine, l'ormeau, sont largement représentés chez Sébastien Sorel.

Enfin, on peut être surpris de la quantité importante de réglisse qui figure en différents points de l'inventaire (jus de régalice, bon régalice, régalice tryé). J. de Renou (2) nous apprend que d'après les auteurs anciens, la réglisse est merveilleuse contre toutes les maladies de poitrine. La réglisse était finalement le seul remède contre la phthisie ; on serait enclin de dire que c'est peu, si la comparaison avec les moyens thérapeutiques actuels n'incitait à la modestie.

À côté de ces médicaments, deux autres groupes tiennent une large place dans l'inventaire de Sorel ; ce sont, d'une part, les résines, et de l'autre les épices. Les résines sont la gomme hedre, la mvrrhe, le mastic, la taccamahaca, le sagapenum, le succin, le sang dragon, la gomme ammoniac, l'ase fétide, l'opoponax, le galbanum, le storax calami, le benjoin, la térébenthine.

Parmi les épices dont Sorel avait une provision importante, on trouve : le zédoaire, la cannelle, le fenouil, le

(1) Le bois de gaïac et la salsepareille, venus d'Amérique, ont été introduits au XVI^e siècle. Bouvet (loc. cit. v. p. 13) le bois de Gaïac était alors le grand spécifique de la syphilis (Fioravanti, loc. cit. v. p. 90).
(2) loc. cit (v. p. 91).

macis, la muscade, le safran, le cumin, le gingembre, le poivre long, le poivre noir, la poivrete.

Il faut, d'ailleurs, noter que ces épices ne figuraient pas dans l'officine à titre de condiments, comme chez un épicier d'aujourd'hui, mais bien à titre de médicaments. Le cumin et les poivres étaient doués de vertus merveilleuses selon Platearius (1).

Ceci nous amène à discuter si Sébastien Sorel faisait réellement commerce d'épicerie. On serait tenté de conclure positivement, à cause du gros approvisionnement en sucres de toutes sortes, qui représente, en valeur, 700 livres environ, près de la moitié de l'estimation des marchandises. C'est vraisemblablement à la préparation des sirops, électuaires, confits, conserves, qu'était destiné tout le sucre ainsi que le miel. Le cognac, qui est une sorte de gelée, avait également un emploi thérapeutique, ainsi que l'fenouil, l'anis confit et les noix confites, dont Sorel avait plusieurs pots, et qui, d'après Renou, étaient recommandées alors contre « la faiblesse d'estomac [et] les ventosités ». Les avelines et les amandes, de même que l'amidon et la grosse réserve d'huile d'olive, devaient trouver aussi des emplois galéniques ou médicaux. On ne trouve donc rien qui permette d'affirmer que Sébastien Sorel fut épicier en même temps qu'apothicaire.

La comparaison entre l'inventaire troyen de 1616 et l'inventaire avignonnais de 1453, nous révèle un autre point frappant : la très grande analogie de la thérapeutique à ces deux époques; 68 drogues, les plus importantes d'après la provision, sur les 150 dénommées à Avignon, se retrouvent un siècle et demi plus tard, et la proportion serait sensiblement plus forte si l'on pouvait tenir compte des groupes non détaillés. On n'aperçoit aucun progrès important entre ces deux dates (2) ; la pharmacie ne s'est pas encore dégagée de l'autorité des anciens. Les pierres précieuses, qui étaient tant à l'honneur au Moyen Age, sont encore abondamment représentées chez Sorel.

La débauche de produits animaux baroques, que l'on verra peut après surgir dans la thérapeutique avec la pharmacopée de Moïse Charras (3), ne s'est pas encore donné libre cours. Dans la boutique de Sorel, le règne animal n'est représenté que par la civette, le musc et l'ambre, en dehors de l'axonge et des perles.

Même les principales drogues indigènes qui sont aujourd'hui l'honneur de la phytothérapie : l'aconit, la belladone, la digitale n'y figurent point ; l'opium n'y tient qu'une très modeste place : ce n'est que dans les années

(1) loc. cit. (v. p. 87).

(2) A côté de la salsepareille, du sassafras et du bois de gaïac déjà notés, il faut inscrire parmi les nouveautés galéniques l'emplâtre de Vigo et le sirop magistral de Fioravanti.

(3) loc. cit (v. p. 93).

qui suivent qu'une renaissance apparaîtra dans l'art de la Pharmacie, sous la triple impulsion de l'exploration des autres continents, qui rajeunira la matière médicale et apportera des drogues comme le quinquina, l'ipéca, les strychnées ; de la substitution des méthodes d'observation (1) à l'autorité des anciens ; et enfin du développement de la chimie, qui introduira successivement dans la pharmacie : les sels (2), les alcaloïdes et les produits synthétiques.

Pour restituer aussi fidèlement que possible l'image de l'esprit médical autour de Sébastien Sorel, nous rapportons encore les questions sur lesquelles Nicolas, son fils, soutint sa thèse devant la Faculté de Médecine de Montpellier en 1642 (v. p. 55) ; cette thèse est conservée à la Bibliothèque de Troyes (3) ; nous nous excusons auprès du lecteur de laisser à certaines questions délicates leur forme latine originale (4).

Quatre questions cardinales :

- 1° Faut-il traiter l'arthrite par les bains froids ?
- 2° Perd-on inspiration dans la syncope ?
- 3° Faut-il traiter la variole et la rougeole par la décoction de poux ?
- 4° Une nourriture variée est-elle préférable à une alimentation unique ?

Huit assertions :

- 1° On doit traiter par la purgation la crise aiguë d'arthritisme.
- 2° La saignée diminue la pléthore et prévient la cachexie.
- 3° *Ileosî clisteres ex oxicato* (5) *medicantur*.
- 4° L'or réjouit le cœur de l'homme.
- 5° La poudre de perles combat la putréfaction.
- 6° La veille est préférable au sommeil dans les fièvres malignes.
- 7° *Hieme quam aestate frequens venus minus est noxia*.
- 8° La virulence d'une maladie est la même pendant l'incubation et la période d'état.

Six problèmes :

- 1° L'arthrite aiguë des vieillards est-elle curable ?

(1) Bacon, l'un des promoteurs de la méthode expérimentale, a vécu de 1561 à 1626.

(2) La boutique de Sorel, en dehors de l'alun et du sulfate de cuivre, n'avait aucun des sels couramment employés aujourd'hui.

(3) B. T. Cab. Carteron, Médecine 822, thèse 7.

(4) On pourrait s'étonner de la singularité de quelques questions ; le recueil de la B. T. où figure la thèse de Nicolas Sorel en contient d'autres, soutenues de 1548 à 1646, où figurent à peu près les mêmes questions.

(5) C'est involontairement que nous ne traduisons pas cette phrase dûment vérifiée sur le texte. De meilleurs latinistes que nous ont renoncé à l'interpréter.

On trouve dans le dictionnaire de Godefroy : *oxicat*, mélange d'eau et de vinaigre.

2° *An viri quam mulieris voluptas in coïta maior ?*

3° *An puellae montis ideo formosae quia temperatae ?*

4° Les breuvages parviennent-ils aux poumons ?

5° Le vin a-t-il de la chaleur ?

6° Le déjeuner doit-il être plus copieux que le dîner ?

Six paradoxes :

1° L'arthrite n'est pas la honte des médecins.

2° Le médecin ne fait pas fortune.

3° Les vers sont engendrés dans le corps par la chaleur naturelle.

4° Le sein des vierges peut contenir du lait.

5° L'anémie flétrit davantage les belles filles que celles qui sont maigres et laides.

6° Le délire fait plus de peur que de mal.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE DES OUVRAGES CONSULTÉS POUR LE DEPOUILLEMENT DE L'INVENTAIRE DE SEBASTIEN SOREL

Ces ouvrages sont classés à peu près par ordre chronologique de parution originale. Nous indiquons pour chacun, entre crochets, l'édition consultée, qui fut, autant que possible, la première, et la cote de l'ouvrage à la Bibliothèque de la Faculté de Pharmacie de Paris ; pour les médecins de l'Antiquité et les Arabes, nous avons choisi une des éditions antérieures à 1616, où les apothicaires que nous évoquons ont pu puiser leurs connaissances, et nous l'avons conférée parfois avec une édition moderne.

I. PHARMACOLOGIE DE L'ANTIQUITE

CELSE (Aurelianus Cornelius CELSIUS).

De Medicina (livres V et VI), 1^{re} édition, Florence, 1478.

[Venise 1547 ; B. P. 189]

MACER (Aemilius ou plutôt Floridus).

De herbarum virtutibus cum Joannis Atrociani commentariis.

APULEIUS (Madaurensis ?).

De herbarum virtutibus historia.

SCRIBONIUS LARGUS :

De compositione medicamentorum.

MARCELLUS.

De medicamentis.

Les œuvres de ces quatre auteurs ont été réunies avec celles de Celsus et d'autres médecins latins, dans

[Venise 1547, B. P. 189]

DIOSCORIDE.

Les six livres de Pedacion Dioscoride d'Anazarbe de la matière médicale translatez de latin en françois par Martin Mathée.

[Lyon 1553 ; B. P. 5762]

Dioscoride a été commenté par Matthioli, médecin de Sienne (Venise 1551), et ce commentaire a été extrêmement répandu pendant le siècle suivant ; Sébastien Sorel le possédait ; nous avons consulté :

Les commentaires de M. Pierre André Matthioli, médecin senois : sur les six livres des simples de Pedacius Dioscoride Anazarbeen. Nouvellement traduits de Latin en François par Antoine du Pinet.

[Lyon 1561 ; B. P. 6424]

PLINE (Caius Plinius Secundus).

De re Medica, libri V.

[Venise 1547 ; B.P. 189]

GALIEN (Claudius Galenus).

Deux livres des simples de Galien, c'est assavoir le cinquiésme et le neufviesme. Nouvellement traduicts de latin en françoys, par Jehan Canappe.

[Lyon 1542 ; B. P. 22398]

De la composition des médicamens en général. Rédigez en epitome ou abrégé du Grec en langage Françoys, au profit et commodité de tous chirurgiens et apothicaires (Jehan Brèche).

[Lyon 1574 ; B. P. 19742]

Galen Opera : édition Gottlob Kuhn, 20 vol.

[Leipzig 1821-1833 ; B. P. 19195]

PAUL D'EGINE (Paulus Aeginata).

Pharmacia Simplicia, Othone Brunfels interprete.

Idem de ratione victus Gulielmo Copo Basiliensii interprete.

[Paris 1532 ; B. P. 19038]

II. PHARMACOLOGIE DES ARABES

MESUÉ.

Opera, 1^{re} édition latine, Venise 1471 ; figurent dans la plupart des réceptaires des 15^e et 16^e siècles.

De Re Medica.

[Lyon 1548 ; B. P. 22305]

Grabadin ; hoc est Compendi Secretorum Medicamentorum.

[Venise 1581 ; B. P. 5865]

ABULCASIS.

Liber Servitoris de praeparatione medicinarum ; traduction latine de Simon de Gênes.

[Venise 1581 ; B. P. 5865]

RHAZES.

El Mansoury, traduit en latin par Gérard de Crémone ; édition d'Oto Brunfels ; *De Simplicibus ad Almansorem.*

[Strasbourg 1531 ; B. P. 5842]

AVICENNE.

Liber Canonis, édition annotée par Costaeus et Mongius, d'après Gérard de Crémone.

[Venise 1564 ; B. P. 6367]

AVERROES.

De Simplicibus, édition d'Otto Brunfels.

[Strasbourg 1531 ; B. P. 5842]

SERAPION.

Simplicibus Medicinis opus praeclarum et ingens, édition d'Otto Brunfels.

[Strasbourg 1531 ; B. P. 5842]

III. PHARMACOLOGIE DU MOYEN AGE

Antidotaire NICOLAS ou *Petit Antidotaire*, le Codex de tous les apothicaires du Moyen-Age, composé à Salerne au début du XII^e siècle, par NICOLAS, surnommé PROEPOSITUS,

c'est-à-dire prévôt de l'Ecole ; nombreux manuscrits dès le XIII^e siècle, traduit en français dès le XIV^e (1^{re} édition, Lyon 1505) ;

Dispensarium Nicolai Proepositi ad aromatarios.

[Paris, 1582 ; B. P. 11020]

Liber de simplici medicina dictus Circa Instans de MATTHAEUS PLATEARIUS : XII^e siècle.

[Venise 1497 ; B. P. 5966]

Une édition d'un manuscrit français du XIII^e siècle, sous le nom de *Livres des simples médecines*, a été faite en 1913 par P. DORVEAUX.

[B. P. 32591]

Pandectes MATTHAEUS SYLVATICUS ; [Salerne 1297 ; 1^{re} édition Naples 1473] : *Liber pandectarum medicinæ, omnia medicinæ simplicia continens.*

[Venise 1488 ; B. P. 6365]

Antidotarium Magnum, traduction latine du *Dynameron* de NICOLAS MYREPSE, d'Alexandrie (vers 1300). 1^{re} édition par Léonard Fuchs, Bâle 1529.

[Bâle 1549 ; B. P. 5964]

Clavis Sanationis, de SIMON DE GÊNES ; 1^{re} édition Padoue 1473.

[Venise 1486 ; B. P. 5741]

Hortus Sanitatis, de JEAN DE CUBA.

[Mayence 1491 ; B. P. 5915]

Arbolayre: traduction du *Circa Instans* avec de nombreuses additions, 1^{re} édition datée : Lyon 1490 et nombreuses éditions parisiennes sous le titre : *Grand Herbier en français*.

[Lyon, vers 1485 ; B. P. 5773]

Lumen apothecaricum (*Petit Luminaire*) de QUIRICUS DE AUGUSTIS, médecin de Tortona (1491) ; neuf éditions incunables.

[Venise 1553 ; B. P. 6006]

Luminaire majus, de JOHANNES JACOBUS DE MANLIIS DE BOSCHO, médecin d'Alexandrie, six éditions incunables.

[Venise 1553 ; B. P. 6006]

Ces deux pharmacopées latines sont citées par Rabelais Liv. V, chap. 33 ; la généralité de leur emploi est encore attestée par leur réunion dans de nombreuses éditions ou figure, avec elles, l'ouvrage suivant accompagné ou non des œuvres de Mesué ;

Thesaurus aromatariorum de PAULUS SUARDUS, première pharmacopée rédigée par un apothicaire. [Milan, 1496.]

[Venise 1506 ; B. P. 6202]

Compendium aromatariorum de SALADINUS DE ÆSCULO souvent publié à la suite des œuvres de Mésué ; 1^{re} édition Augsbourg 1486.

[Lyon 1535 ; B. P. 5372]

D'après cet auteur sept livres sont nécessaires aux apothicaires (aromatarii) ; *De Simplicibus* d'AVICENNE, item de SERAPION, *Liber de Synonymis* de SIMON DE GÈNES, *Liber de Servitoris* d'ABULCASIS, *Opera* MESUÆ, *Antidotarium* NICOLAI magnum et parvum.)

Dispensarium ad aromatarios, autre *Antidotaire* NICOLAS, celui-là de NICOLAS PREVOST, médecin tourangeau de la fin du xv^e siècle, 1^{re} édition Lyon 1488.

[Lyon 1505 ; B. P. 12769]

IV. PHARMACOLOGIE DE LA RENAISSANCE

A. MATIÈRE MÉDICALE ; PHARMACOPÉES ; FORMULAIRES.

PARACELSE (Philippe Auréole Théophraste Bombast von Hohenheim)

Paragranum 1530 ;

Les œuvres de Paracelse ont été vulgarisées en France par Claude Dariot.

[3^e édition, Montbéliard 1608 ; B. P. 22529]

SYMPHORIEN CHAMPIER.

Apothecariorum, ac Arabum medicorum Mesuae, Serapionis, Rasis, Alpharabii, et aliorum juniorum Medicorum, A domino Symphoriano Campegio equite aurato, ac Lotharingorum Achiatro in quatuor libros ac Tomos divisæ.

[Lyon 1352 ; B. P. 22202 [1]

Officina Apothecariorum, seu Seplesiariorum Pharmacopolarum, ac juniorum medicorum.

[Lyon 1532 ; B. P. 22202 [2]

Antidotarius in treis partibus libros

[Lyon 1532 ; B. P. 22202 [3]

Le Myrouel des Appothiquaires et pharmacopoles par lequel est démontré comment Appothiquaires communément errent en plusieurs simples médecines contre l'invention des Grectz, de Hypocras, Galien, Oribase, Paule Eglynette et aultres Grectz, et par la mauvaïse et faulce intelligence des autheurs Arabes lesqueux ont falcifié la doctrine des Grectz par leur mauvaïse et non entendue interprétation et intelligence faulse.

[Lyon 1532]

[Edition de P. Dorveaux. Paris 1894 ; B. P. 17703]

VALERUS CORDUS.

Pharmacorum omnium, quæ quidem in usu sunt, confiendendum ratio, vulgo vocant dispensatorium pharmacopolarum, 1^{re} édition, Nuremberg 1535 .

[Nuremberg 1546 ; B. P. 6425]

Une traduction française est parue sous le titre :

Le guidon des apothiquaires, c'est-à-dire la vraye forme et manière de composer les médicaments traduite de latin en françoys et repurgée d'une infinité de fautes.

[Lyon 1572 ; B. P. 11277]

ANTONIUS MUSA BRASAVOLA.

Examen omnium Simplicium medicamentorum quorum in officinis usus est. 1^{re} édition 1536.

[Lyon 1537 ; B. P. 14932]

CONRAD GESNER.

Apparatus et delectus Simplicium medicamentorum. De compositione medicamentorum secundum genera ex Paulo Ægina.

De compositione medicamentorum secundum genera universalis methodus ex Galeno.

[Lyon 1542 ; B. P. 11271]

Les œuvres pharmaceutiques de Conrad Gesner ont été traduites en français :

Quatre livres des Secrets de médecine et de la philosophie chymique par Conrad Gesner et Gaspard Wolf, faits françois par Jean Liebaut : (4 éditions de 1593 à 1628).

[Lyon 1593 ; B. P. 11088]

JACOLEUS SYLVIUS (Jacques Dubois) (médecin parisien).

Methodus medicamenta componendi ex simplicibus iudicio summo delectis, et arte certa paratis.

[Paris 1541 ; B. P. 5028]

et

De medicamentorum simplicium delectu, præparationibus, mistionis modo.

[Paris 1542 ; B. P. 5028]

La traduction française est :

La pharmacopée: qui est la manière de bien choisir et préparer les simples, et de bien faire les compositions, desparti en 3 livres, faite françoise par André Caille.

[Lyon 1574 ; B. P. 19000]

GENTILE DA FULIGNO.

De proportionibus medicinarium et de modo investigandi complexiones earum et ad sciendum convenienter dosim cujuslibet medicinæ.

[Venise 1549 ; B. P. 6558]

LEONARD FUCHS.

De componendorum miscendorumque medicamentorum ratione libri quator

[Lyon 1556 ; B. P. 22784]

Le trésor de médecine tant théorique que pratique

[Poitiers 1560 ; B. P. 19230]

MICHEL DUSSEAU (apothicaire juré de Paris)

Enchirid ou Manipul des miropoles, sommairement traduit et commenté suivant le texte latin pour les inérudits et tyroncles (1) du dit estat, en forme de théorique.

[Lyon 1561 ; B. P. 19145]

(1) De tyrunculus, apprenti.

ANUCE FOES.

Pharmacopœia, medicamentarum omnium quæ hodie ad publica medentium munia officinis extant, tractationem et usum ex antiquorum Medicorum præscripto continens, Pharmacopœis omnibus, atque etiam ijs qui opus faciunt medicum, valde utilis necessaria.

[Bâle 1561 ; B. P. 11102]

Pharmacopœia Augustana.

[Augsbourg 1564 (fac-similé de la Société d'Histoire de l'Etat de Wisconsin) ; B. P. 7571]

LEONARDO FIORAVANTI.

Del compendio dei secreti rationalis.

[Venise 1564 ; B. P. 25052]

GABRIEL FALLOPE.

De compositione medicamentorum dilucidissimus.

[Venise 1570 ; B. P. 22761]

NICOLAS HOUEL, apothicaire parisien.

Pharmaceutices libri duo Prior continet omnia Mesuæ theorematum, Canones universales vocant, in tabulas redacta
suivi de :

De simplicibus medicamentis purgantibus, de Jean Tagault, annoté par HOUEL.

[Paris 1571 ; B. P. 11091]

LAURENT JOUBERT.

Pharmacopée (1^{re} édition 1579).

La Pharmacopée de Laurent Joubert, ensemble les annotations de Jean Paul Zangmaisterus.

[Lyon 1588 ; B. P. 32024]

JEAN JACQUES WECKER.

Antidotarium speciale ex opt. authorum tam veterum quam recensiorum scriptis fideliter congestum, methodice que digestum, 1^{re} édition Bâle 1561.

[Bâle 1574 ; B. P. 21595]

Antidotarium geminum generale et speciale, 1^{re} édition Bâle 1584.

[Bâle 1595 ; B. P. 22768]

L'ouvrage a été traduit en français et publié à Genève en 1609; la 2^{me} édition est intitulée: *Le grand thresor ou dispensaire et antidotaire tant general que special ou particulier des remèdes servans à la santé du corps humain; dressé en latin par Jean Jacques Wecker D. M. de Basle et depuis fait françois et enrichi d'annotations et notes; de plusieurs compositions par lui obmises et d'une infinité d'autres secrets, tirés des plus excellents auteurs de la Médecine et Pharmacie Chymique. Le tout par Jan du Val d'Yssouldun.*

[Genève 1616 ; B. P. 18623]

CLAUDE DARIOT.

Premier discours de la préparation des médicaments,

contenant les raisons pourquoi et comme ils doivent être. Plus y sont accordés les points principaux différents entre les médecins Galenistes et Paracelsistes ; avec la déclaration des principes et fondements de Paracelse.

[Lyon 1582 ; B. P. 14929]

PIERRE ANDRÉ MATTHIOLI.

De plantis Epitome utilissima, Novis plane, et ad virum expressis iconibus, descriptionibusque... aucta et locupletata, à Joachimo Camerario.

[Francfort 1586 ; B. P. 18140]

Opera quæ extant omnia. Hoc est,

Commentarii in VI libros Pedacii Dioscoridis de Medica materia.

Adjectis plantarum iconibus.

De ratione distillandi aquas ex omnibus plantis.

[Bâle 1598 ; B. P. 301]

BRICE BAUDERON.

Paraphrase sur la Pharmacopée, divisée en 2 livres ; 1^{re} édition Lyon 1588, 6^e édition en 1614 augmentée par Gratian BAUDERON et nombreuses éditions au XVII^e siècle ;

[Lyon 1614 ; B. P. 11155]

Pharmacopœa dogmaticorum restituta, 1^{re} édition 1607. et celebres medicaments chimiques.

[Paris 1648 ; B. P. 32990]

ANTOINE CONSTANTIN.

Brief Traicté de la Pharmacie provinciale et familière : suivant laquelle la médecine peut estre faicte de remèdes qui se treuvent en chasque province sans qu'on soit contraint les aller mandier ailleurs.

[Lyon 1597 ; B. P. 14739]

JOSEPH QUERCETAN (Duchène, médecin d'Henri IV).

Pharmacopœa dogmaticorum restituta, 1^{re} édition 1607.

[Genève 1628 ; B. P. 11100]

JEAN DE RENOU.

Institutionum pharmaceuticarum. Libri quinque. Quibus accedunt de materia medica. Libri tres. Omnibus succedit officina pharmaceutica, Sive antidotarium ab eodem auctore commentariis illustratum.

[Paris 1608 ; B. P. 29112]

Une traduction française a été publiée par LOUIS DE SERRES :

Le grand dispensaire médicinal, contenant cinq livres des Institutions pharmaceutiques. Ensemble trois Livres de la matière Médicinale. Avec une Pharmacopœe ou Antidotaire fort accompli.

[Lyon 1624 ; B. P. 14662]

B. OUVRAGES DE BOTANIQUE.

OTTO BRUNFELS.

Herbarum vivæ. Eicones ad naturæ imitationem, summa cum diligentia et artificio effigiatæ una cum effectibus earundem, in gratiam veteris illius et iamiam renascentis Herbariæ Medicinæ.

[Strasbourg 1532 ; B. P. 5555]

SYMPHORIEN CHAMPIER : *Hortus gallicus.*

[Lyon 1532 ; B. P. 22204]

RUELLIUS (Jean de la Ruelle), médecin de François I^{er}.
De natura Stirpium Libri tres.

[Paris 1536 ; B. P. 194]

CONRAD GESNER.

Historia plantarum et vires ex Dioscoride, Paul Aeginata, Theophrasto, Plinio et recentioribus Græcis, juxta elementorum ordinem. Adjecta in marginem nomenclatura quas singulas herbas officinæ herbarii et vulgus Gallicum effere solent.

[Paris 1541 ; B. P. 14934]

LEONARD FUCHS.

De historia stirpium commentarii insignes, maximis impensis et vigiliis elaborati.

[Bâle 1542 ; B. P. 234]

avec de nombreuses traductions françaises :

Commentaires très excellens de l'histoire des plantes.

[Paris 1549 ; B. P. 5750]

ENRICIUS CORDUS.

Judicium de herbis et simplicibus medicinæ : ac eorum, quæ apud medicos controvertentur decisio et explicatio.

[Francfort 1549 ; B. P. 6071]

LUIGI ANGUILLARA.

Degli Simplici.

[Venise 1561 ; B. P. 14475]

REMBERTO DODONÆO.

Florum, et coronarium odoratarumque nonnularum herbarum historia.

[Anvers 1568 ; B. P. 19124]

MATHIAS DE LOBEL.

Plantarum seu stirpium historia.

[Anvers 1576 ; B. P. 5503]

CHARLES DE L'ESCLUSE (Carolus Clusius).

Rariorum aliquot stirpium.

[Anvers 1582 ; B. P. 14594]

Exoticorum libri decem.

[Lyon 1605 ; B. P. 5554]

ANDREA CESALPINO.

De Plantis.

[Florence 1583 ; B. P. 19096]

JACQUES DALECHAMPS.

Historia generalis plantarum.

[Lyon 1587 ; B. P. 57]

CASTORE DURANTE.

Herbario novo con figure che rappresentano le vive Piante, che nascono in tutta Europa et nell'Inde Orientali et Occidentali, con versi latini, che comprendono le facolta dei simplici medicamenti.

[Venise 1584 ; Rome 1585 ; B. P. 6267]

PROSPERO ALPINO.

De Plantis Ægypti.

[Venise 1591 ; B. P. 18913]

GASPARD BAUHIN.

Prodromos theatri botanici.

[Francfort 1620 ; B. P. 14889 [1]

Pinax theatri botanici, 1^{re} édition, Bâle 1596.

[Bâle 1623 ; B. P. 14889 [2]

V. QUELQUES OUVRAGES DE PHARMACOLOGIE POSTERIEURS A 1616

ANTOINE DU PINET.

L'histoire des Plantes.

[Paris 1619 ; B. P. 15514]

JEAN BEGUIN.

Les Elemens de Chymie.

[Genève 1624 ; B. P. 22528]

Traduction du *Tyrocinum chumicum* (1608).

PREMIER CODEX PARISIEN (1638).

Codex medicamentarius seu Pharmacopœa Parisiensis.

[Paris 1638 ; B. P. 11019]

JEAN SCHRODER.

Pharmacopœia medico-chymica, sive Thesaurus.

[Ulm 1641 ; B. P. 26556]

JEAN RUDOLFHE GLAUBER.

Pharmacopœa Spagyrica.

Sive exacta descriptio, qua ratione ex Vegetabilibus, Animalibus et Mineralibus.

[Amsterdam 1654 ; B. P. 11103]

NICAISE LE FEBVRE.

Traicté de la Chymie.

[Leyde 1669 ; B. P. 11078]

MOÏSE CHARAS.

Pharmacopée royale galénique et chymique.

[Paris 1676 ; B. P. 25853]

PIERRE POMET.

Histoire générale des drogues.

[Paris 1694 ; B. P. 61]

JOHANNIS HELFRICI JUNGKEN.

Corpus pharmaceutico-chymico medicum. Sive concordantia pharmaceuticorum compositorum discordans.

[Francfort 1697 ; B. P. 19277]

NICOLAS LEMERY.

Pharmacopée universelle.

[Paris 1697 ; B. P. 5040]

Traité universel des drogues simples.

[Paris 1698 ; B. P. 5926]

F. V. MÉRAT ET DE LENS.

Dictionnaire universel de matière médicale et de thérapeutique générale.

[Paris 1829-1846 ; B. P. 12847]

P. DORVEAUX.

Les Pots de Pharmacie. Leurs inscriptions présentées sous forme de dictionnaire.

[Paris 1908 ; B. P. 26772]

VI. GLOSSAIRES

F. LACOMBE.

Dictionnaire du vieux langage français.

[Paris 1765 ; B. P. 14102]

C. DUFRESNE, sieur DU CANGE.

Glossarium ad scriptores mediae et infimae latinitatis.

[2^e édition, 6 vol. Paris 1733-1736 ; B. P. 296]

[3^e édition, 10 vol. Paris 1883-1887 ; B. P. 5634]

J. B. DE ROQUEFORT.

Glossaire de la langue romane.

[3 vol. Paris 1820 ; B. P. 21428]

J. B. DE LA CUNNE DE SAINTE-PALAYE.

Dictionnaire historique de l'ancien français ou Glossaire de la langue française depuis son origine jusqu'au siècle de Louis XIV.

[10 vol. Niort 1875-1882 ; B. P. 5722]

F. GODEFROY.

Dictionnaire de l'ancienne langue française.

[10 vol. Paris 1881-1902 ; B. P. 5832]

J. BONNARD et A. SALMON.

Lexique de l'ancien français.

[1 vol. Paris 1901 ; B. P. 6170]

CHAPITRE IV

SUR QUELQUES ACTES DE LA VIE PROFESSIONNELLE DES APOTHICAIRES CHAMPENOIS

L'inventaire de Sébastien Sorel nous fait connaître les drogues en honneur à Troyes, au début du XVII^e siècle ; la comparaison avec les nomenclatures plus anciennes montre la fixité de la matière médicale d'alors.

Le mode d'approvisionnement des apothicaires n'a pas dû varier beaucoup jusqu'à la fin de la Révolution. Nous rassemblerons, dans ce chapitre, ce que nous avons pu trouver sur l'origine des drogues employées par les apothicaires champenois ; nous y examinerons ensuite la préparation des remèdes, un à côté du métier d'apothicaire ; nous terminerons par quelques renseignements sur la réclame et sur la concurrence des empiriques.

ORIGINE DES DROGUES

Les simples et les drogues composées de toute sorte, qui trouvaient place dans les boutiques, devaient avoir deux sources principales : les récoltes personnelles, pour les simples indigènes, les foires, pour tous les produits exotiques ou lointains.

Nous n'avons pas de renseignements sur les plantes que récoltaient les apothicaires champenois, mais nous savons, par une pièce des Archives de la Marne (1) que le « sieur Derosne, apothicaire », s'était absenté « pour aller chercher aux risques de sa vie des drogues dans les pays où elles croissent ». Nous ne savons d'ailleurs pas s'il était allé bien loin ; mais cet apothicaire, qui se risquait à partir chercher les drogues dans leur pays d'origine, ne devait pas laisser à d'autres, le soin de récolter les plantes communes qu'il pouvait trouver en Champagne.

Quant aux foires (1), celles de Champagne ont eu, pendant longtemps, une grande notoriété. Elles sont, nous dit Grosley (2) « plus anciennes que la fondation de la monarchie ». Dès 427, une lettre de Sidonius Apollinaris à Saint-

(1) A. M. E. 941.

(2) Grosley ; loc. cit. (v. p. 14) : l. p. 483 à 489.

Loup, Evêque de Troyes, en fait mention, et Grosley cite encore bien d'autres pièces témoignant de la régularité et de l'importance des foires : « les foires avoient établi chez toutes les Nations de l'Europe, comme mesures communes, les poids de Troyes et de Provins (Du Cange), de là, la livre de Troyes (Troy-Weight), encore en usage en Angleterre ». En 1766, Bruxelles conservait un étalon désigné sous le nom de « Dormant du véritable poids de Troyes », et Tillet, dans un mémoire lu à l'Académie des Sciences, cette année-là, considérait le marc de Bruxelles comme fixant la pesanté originaire du poids de Troyes (1). On vendait aux Foires de Troyes tout ce qui se peut vendre et en particulier des épices et des drogues qui, le plus souvent, étaient apportées par des Italiens ; « ce fut à l'occasion de ces Foires qu'en 1382, au mois de Décembre, les Lombards obtinrent permission de s'établir en la Ville de Troyes, à cause du grand négoce qui se faisoit aux Foires ». Nous trouvons, dans le *Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie* (2), une courte notice consacrée aux Foires de Champagne et dans laquelle l'auteur signale un compte « d'espices achetées à Troyese et amenées de là à Châlons en 1378 » ; dans ce compte, on trouve mentionnés plusieurs articles souvent employés par les apothicaires : citron, rhubarbe, alun, cardamone, garance, cumin.

Les plus importantes de ces foires avaient lieu à Troyes deux fois par an ; « la Foire de Saint-Jean de Troyes étoit livrée le Mardi après la quinzaine de la Saint-Jean ; et si la Saint-Jean étoit au Mardi, il avoit trois semaines » ; « la Foire de Saint-Rémy de Troyes étoit livrée le lendemain de la Toussaints » ; mais il y en avait un peu partout : Bar-sur-Seine, Arcis avaient aussi leur foire ; Châlons eut également les siennes, mais elles semblent n'avoir été établies que beaucoup plus tard. Dans le bel ouvrage que Bourquelot a consacré aux Foires de Champagne (3), il est fait mention d'une foire qui se tenait dès l'an 1136, « le quatrième jour après le Dimanche de l'Octave de Pâques, devant l'église Saint-Alpin ». En 1389, une nouvelle foire fut établie, qui durait huit jours et commençait le huit Octobre.

Les foires champenoises, qui étaient, pour tout le pays, une source considérable de richesses, furent à plusieurs reprises interrompues, surtout par des guerres, et finirent par disparaître plus ou moins, au profit des foires lyonnaises. Grosley, qui a longuement étudié la question, en donne plusieurs raisons : l'importance des droits perçus par les comtes et surtout par Louis le Hutin (4) et l'interdiction

(1) D'après Boutiot, loc. cit (v. p. 14) : IV p. 522.

(2) B. P. Bulletin de la Société d'Histoire de la Pharmacie : Les Foires, par Ch. Buchet, tome II, page 363 (Paris 1921).

(3) Bourquelot : Les Foires de Champagne (Paris, 1865) p. 97.

(4) Louis le Hutin, à la mort de sa mère, Jeanne de Champagne, fut comte de Champagne, avant de devenir roi de France.

que le même souverain, dont le règne semble avoir été néfaste aux foires, fit à tout un groupe de marchands, de séjourner à Troyes.

« En 1315 (Grosley *dixit*), Louis Huttin ayant interdit tout trafic avec les Flamands, les Gênois, Italiens et Provençaux qui avoient Troyes pour entrepôt de leur commerce avec la Flandre, ils y allèrent par mer et par l'Allemagne et ne vinrent plus aux Foires de Troyes, malgré les efforts de Philippe de Valois, du roi Jean et de Charles VI pour les y rappeler. »

Nous nous excusons de cette digression sur les Foires, un peu longue sans doute, qui nous paraît justifiable à cause de leur extrême importance dans la vie champenoise.

LES PREPARATIONS

Les médicaments exécutés par les maîtres étaient, comme aujourd'hui, de deux sortes : les uns officinaux, et l'apothicaire devait alors suivre, pour leur confection, les indications des antidotaires, Codex de l'époque ; les autres, magistraux, ne pouvaient être exécutés que sur ordonnance de médecin.

L'article xvi des Statuts de Troyes (v. p. 203) indique qu'une fois par an, les médecins et les apothicaires assemblés décideront de l'époque qui convient le mieux pour faire ces compositions et quelles drogues y entreront. Les apothicaires qui désireront faire ces préparations devront soumettre les drogues simples dont ils voudront faire usage, à la visite des médecins et des gardes jurés et n'employer que les drogues jugées convenables par les inspecteurs. S'ils contreviennent à cet article, ils devront payer cent marcs d'argent au Roi et pourront même être frappés de punition corporelle ou pendus.

L'article xxvi, ci-après, rappelle brièvement l'article xvi et confirme le rôle des médecins, même pour les préparations classiques.

ARTICLE XXVI

Que tous les Médecins seront tenus eux assembler, aviser ensemble, et mettre par écrit les Drogues que les Apothicaires doivent employer pour faire la composition des médecines et autres semblables compositions que lesdits Apothicaires ont accoutumé de faire sans l'ordonnance du Médecin, et ordonneront lesdits Médecins en quelle qualité et quantité lesdits Apothicaires employeront lesdites drogues à faire compositions. »

D'après M. Bouvet (1), les apothicaires de Montpellier furent, dès le Moyen Age, les gros vendeurs de médicaments composés. Les statuts de Troyes de 1539, s'opposent formellement à toute fabrication extérieure des médica-

(1) loc. cit (v. p. 13) p. 53.

ments ; le souci du contrôle de la préparation est assez naturel pour des remèdes aussi compliqués que la thériaque. Les apothicaires pouvaient toutefois s'approvisionner chez leurs confrères de la ville et l'inventaire de Sébastien Sorel en fait foi (v. p. 54).

En dehors de ces préparations Codex, avant la lettre, les apothicaires n'ont, en aucun cas, le droit de préparer des médicaments sans ordonnance. Les statuts de 1431 et ceux de 1539 sont catégoriques (1) :

ARTICLE XVIII

Sont faites inhibitions et deffenses auxdits Apothicaires, de faire aucune composition de Médecine pour bailler aux malades si ladite composition de Médecine ne leur est ordonnée par les Docteurs-Médecins reçus en la Faculté de Médecine de l'Université de Paris ou de Montpellier ou des Médecins du Roy et du sang Royal.

Nous verrons ainsi (p. 159) qu'en 1655 Etienne Gauthier, apothicaire à Troyes fut poursuivi par le collège des Médecins, pour avoir délivré des médicaments sans ordonnance « ayant ainsi interprété tendancieusement » l'article XVIII des statuts (2). Une pièce (3) du Fonds Carteron fait remarquer que « l'ordonnance appartient au médecin, la préparation et la distribution à l'apothicaire et l'opération au chirurgien ». Cet article XVIII fut souvent rappelé dans les procès ainsi que le suivant :

Semblablement, leur sont faites inhibitions de ne faire aucunes compositions de Médecines sous les ordonnances des Empiriques en l'Art de Médecine, sur peine de cent marcs d'argent, de prison et de punition corporelle, n'étoit que lesdits Empiriques fussent reçus et approuvés par ladite Faculté de Médecine, en ladite Université de Paris et de Montpellier.

En effet si les apothicaires n'avaient pas le droit de délivrer des remèdes sans ordonnance, il leur fallait aussi trier, parmi tous ces guérisseurs, quels étaient ceux qui étaient réellement médecins. L'article xx (1) indique quels sont les titres des praticiens qui ont le droit de prescrire ; nous le donnons ici en entier :

Et pour ce qu'il est advenu par cy-devant que plusieurs étrangers et inconnus se sont écrit et vendiqué le nom de Médecin et sans être sçavens ny expérimentés efforcés pratiquer l'Art de Médecine en la ville de Troyes, de faire leur expérience avec le grand détriment et danger des corps humains, très dommageables et pernicieuse à la chose publique, est inhibé et deffendu à toutes personnes sur peine de cent marcs d'argent d'amende, de prison et de punition corporelle de pratiquer audit Troyes l'Art et Science de Médecine s'ils ne

(1) Statuts Troyes 1539 Art. XVIII - XIX - -XX.

(2) B. T. Fonds Carteron 823, Pièce 8.

(3) B. T. Fonds Carteron 823, Pièce 9.

sont Docteurs en l'Art et Science de Médecine de la Faculté et Université de Paris ou Montpellier, ou si par lesdites Facultés de Paris et Montpellier ils ayent été trouvés sçavants, suffisants et expérimentés et de leur suffisance fait apparoir par instrument autentique pardevant ledit Bailly de Troyes ou son dit Lieutenant, qui leur ait été permis de pratiquer en ladite ville de Troyes sans toutefois aucunes choses en prendre.

En somme, les statuts troyens condamnaient toute initiative des apothicaires qui aurait pu aboutir à la création d'un remède nouveau, d'une spécialité ; nous verrons tout à l'heure qu'un apothicaire troyen, vers la fin du régime des corporations, a pris quelques libertés avec ces règlements.

LES QUIPROQUO, LES POISONS

A une époque où l'approvisionnement était beaucoup moins facile qu'aujourd'hui, les apothicaires risquaient d'être dépourvus des remèdes prescrits par les médecins : ils ne disposaient pas de la liberté de choisir un remède équivalent.

Il existait dans chaque ville une liste des produits, des *qui pro quo*, admis en remplacement de chaque drogue. La liste de ces *qui pro quo* est dressée par le collège des médecins tous les ans ; les apothicaires qui ne s'y conforment pas sont passibles « d'une amende de cent marcs d'argent, de prison, de punition corporelle et de la hart ». M. Bouvet (1) cite quelques-uns de ces *qui pro quo* : l'absinthe remplacée par l'origan ou l'aurone, la guimauve par la mauve, le miel par le sucre, mais on y voit aussi le sel gemme remplacer l'alun. A Toulouse, la liste des *qui pro quo* a été donnée dans une ordonnance du 9 avril 1513. Nous ne savons pas quelles étaient ces listes de *qui pro quo* en Champagne, n'ayant pas eu la chance d'en trouver.

Aucune trace non plus de registres d'ordonnances, mais par contre nous avons retrouvé dans un règlement troyen l'obligation de tenir un registre de toxiques (2) ; ce registre devait porter le nom et la quantité des « drogues et minéraux », le nom, la qualité et l'adresse des personnes à qui on les avait vendus, le tout écrit de la main des acheteurs. Ces registres n'étaient pas tenus par les apothicaires, mais par les marchands de poisons. Ces marchands devaient vendre « seulement aux Médecins, Apothicaires, Chirurgiens, Teinturiers, Maréchaux et autres personnes publiques, domiciliées et connües, qui par leur Profession sont obligés d'en employer ». Ces marchands de poisons devaient aussi posséder des armoires fermant à clef pour enfermer les poisons, et ils devaient garder eux-mêmes ces clefs.

(1) loc. cit. (v. p. 13) p. 209.

(2) A. A. E 1155 - Ordonnance de Police.

UN A-COTE DU METIER D'APOTHIKAIRE

A propos des rapports entre les apothicaires et leurs clients, nous ne citerons qu'une pièce, déjà publiée par Gilbert, sans indication de source (1) ; le mémoire qui suit évoque, comme l'inventaire de Sébastien Sorel aux multiples seringues, aux opiat à clystère, toute une pratique médicale pharmaceutique dont Molière s'est justement gaussé.

Mémoire pour Etienne Boyeau, garde-malade, contre Maître François Bourgeois, chanoine de l'insigne église collégiale papale de Saint-Urbain de Troyes.

« Le sieur Bourgeois se trouvait depuis quelque temps fatigué d'une intempérie chaude des viscères et de cette énorme acrimonie du sang qui en fait extravaser la partie génératrice (sans doute des hémorroïdes) ; ayant consulté son médecin, on lui ordonna l'usage fréquent d'une espèce de lénitif connu vulgairement sous le nom de clystère. La Faculté ayant parlé, il ne s'agissait plus que de trouver quelqu'un pourvu des talents nécessaires pour en exécuter l'ordonnance. Il aurait pu s'adresser au sieur Jondel, le phénix des apothicaires de cette ville ; mais le sieur Jondel gagne beaucoup d'argent dans sa boutique et ne se déplace qu'à grands frais. Etienne Boyeau jouissait alors de la réputation la plus brillante ; elle avait l'honneur de servir les personnes les plus qualifiées de la ville, qui se louaient de son zèle et de son désintéressement ; d'ailleurs, quoique pas riche, elle ne prenait que deux sous trois deniers par représentation, ce qui la faisait passer pour une femme d'un désintéressement peu commun.

» Le sieur Bourgeois jeta les yeux sur elle ; il la pria de venir le voir, lui fit confidence de sa maladie, de la consultation des médecins et du service dont il avait besoin.

» Etienne, lui ayant donné un essai de son savoir-faire, il la combla des éloges les plus flatteurs et la pria de lui continuer par la suite ses bons offices.

» Deux ans entiers se passèrent de la sorte chez le sieur Bourgeois, toujours un peu échauffé et toujours se rafraîchissant ; Etienne toujours officieuse et toujours prête à le rafraîchir. Elle y procédait au moins une fois par jour et jusqu'à six.

» Cependant elle avait besoin d'argent et le sieur Bourgeois ne voulait point lui en donner. Trois cents fois, dans les moments les plus intéressants et dans la posture la plus suppliante, elle le pria d'avoir égard à ses besoins, sans qu'il se laissât attendrir.

» Enfin, après diverses péripéties, qu'il est inutile de rapporter ici, elle le traduisit en justice et, par un exploit en date du 5 mai 1746, elle réclame la modique somme de 150 livres, tant pour avoir mis en place 1.200 lavements que pour avoir fourni la seringue et le canon. »

Après avoir démontré, en s'appuyant sur les autorités les plus récentes, combien est modique la somme demandée, l'avocat conclut :

« Si les services ordinaires doivent être d'une récom-

(1) Gilbert. *L'art de Prescrire* (Paris 1950) p. 167.

pense pratique, combien doivent l'être davantage ces services secrets auxquels l'humanité répugne un peu, ces services, en un mot, que l'on ne rend point en face.

» Comment se défendra le sieur Bourgeois ? Opposera-t-il la fin de non-recevoir ? Mais, depuis le dernier lavement jusqu'à l'exploit, il ne s'est écoulé que deux mois.

» Niera-t-il les services d'Etiennette ? Tous ses voisins et amis sont prêts à en rendre témoignage.

» Dira-t-il qu'Etiennette s'acquittait mal de ses fonctions ? Le vent des honnêtes gens soufflerait contre lui.

» Peut-être demandera-t-il une restriction sur la somme de 150 livres, en disant que les lavements, comme toute autre chose, doivent être moins chers en gros qu'en détail et que lui, qui en prend tous les jours, plutôt six, qu'un, doit les avoir à meilleur marché qu'une personne qui n'en prendrait qu'un en passant ? Cette réflexion du sieur Bourgeois est spécieuse. Mais, par un calcul fort simple, vous pouvez vous rendre compte que l'application en est fort peu juste.

» Etiennette a servi le sieur Bourgeois deux ans consécutifs. Le fait n'est pas douteux. Chaque année est composée de 365 jours, ce qui fait pour deux ans, 730 jours. Or le sieur Bourgeois prenait au moins 1 lavement par jour et souvent 6.

» Ainsi, en évaluant l'un dans l'autre 3 lavements par jour, on trouve un total de 2.190 lavements, lesquels à 2 sous 6 deniers font la forte somme de 273 livres 15 sous.

» Etiennette veut bien restreindre cette somme de lavements à 1.200 et, au lieu de 273 livres 15 sous, réduire sa note à 150 livres.

» Comment donc le sieur Bourgeois ose-t-il se plaindre ? Etiennette pouvait-elle porter le désintéressement et la modération plus loin ?

» L'intérêt propre du sieur Bourgeois doit l'engager à faire justice à Etiennette, car enfin, il n'est pas parfaitement guéri de sa maladie. S'il ne satisfait pas Etiennette, qui, désormais, voudra lui rendre des services qu'il sait si mal récompenser ? Qui les lui rendra avec autant de zèle et de désintéressement ?

Qu'il revienne à résipiscence ; Etiennette oubliera le passé. On s'attache aux gens par le bienfait. Elle est véritablement attachée à lui par les bienfaits qu'elle lui a rendus. Qu'il lui fasse justice, et il la verra retourner auprès de son lit avec plus d'empressement que jamais ! »

A vrai dire, nous n'avons pas trouvé trace de l'apothicaire Jondel à Troyes, et nous avons au contraire de sérieuses raisons de penser qu'à la date mentionnée, 1746, Edme Gentil était le seul apothicaire troyen (v. p. 46) (1).

(1) Pendant l'impression de notre travail, nous avons cherché à retrouver la source originale de cette anecdote. Nous avons pu avoir des indications plus précises que celles rapportées par le Pr Gilbert, dans un article d'éjournal conservé à la B. T. et datant de 1925. L'original est un mémoire de Grosley ; l'apothicaire est bien Gentil, comme nous le supposions, et non pas Jondel. On comprend ainsi pourquoi l'apothicaire est qualifié de « phénix » ; Nous verrons en effet que Gentil fut pendant de longues années, seul apothicaire à Troyes.

LA PUBLICITE

Sous le régime des corporations, la réclame ne pouvait être que très timide.

Nous avons trouvé à Châlons, à la date du 7 janvier 1617 le compte rendu (1) d'une décision prise par les apothicaires « de ne plus faire présent d'hippocras au premier jour de l'an, veille et jour des Roys comme par cy-devant on faisoit, attendu que c'étoit peu à ceux à qui on le présentoit et beaucoup d'intérêt et incommodité à ceux qui le donnent ». L'hippocras (2), vin cuit aromatisé à base de cannelle, musc, ambre gris, etc. était aussi un des cadeaux habituels des apothicaires de Montpellier qui le supprimèrent en 1599. Les maîtres de Châlons, qui continueront à distribuer les cadeaux, seront passibles d'une amende « de soixante livres tournois ».

Dans le document de police de Troyes, que nous donnons aux pièces justificatives, il ne s'agit plus de cadeau, mais d'une sorte d'affiche imprimée à Troyes en 1782, rédigée par Le Noble « apothicaire de la Faculté de Paris et marchand épicier de Troyes pour avertir le public qu'il fait sa demeure dans la grande rue vis à vis de Saint-Urbain et lui communiquer une liste de ses préparations. On trouve tout préparés chez Le Noble les médicaments les plus variés et les plus inattendus : remèdes pour les vers, les mauvaises fièvres, gargarisme, vomitif, tablettes, opiat, sucre purgatif, « une liqueur qui facilite l'accouchement, un remède surprenant qui guérit radicalement les dents les plus gâtées », « une pommade pour faire croître les cheveux », les syrops simples et composés, les confectons, les thériaques, les collyres, les huiles, les baumes, les pommades, les onguents, les emplâtres », etc., etc. Mais on y peut acheter encore « une poudre pour faire de l'encre sur le champ autant curieuse que parfaite, tous les poisons », « l'appât des renards et ce qu'il faut pour prendre les oiseaux à la main, l'encens pour les églises ». Comme il est aussi épicier « quoique cet état soit totalement détaché de celui d'apothicaire, on trouve chez lui sucre, dragées, confitures sèches et liquides, ratafiats, liqueurs, épices, etc. Enfin, il vend des couleurs, des vernis, et des pinceaux et indique la manière de s'en servir ».

Voilà, n'est-il pas vrai, une boutique bien achalandée et un apothicaire avisé. Le Noble fut doublement un précurseur, par la variété des produits qu'il mettait en vente et par ses méthodes publicitaires. Il faut remarquer qu'il a su rompre l'entrave des antiques statuts de la corporation en lançant la liqueur qui facilite l'accouchement, l'eau parfaite pour les yeux et la tablettes qui guérissent la jaunisse.

(1) A. M. E. 937.

(2) Bouvet (loc. cit. p. 13).

Nous nous garderons bien de discuter si Le Noble est resté dans les limites de l'art pharmaceutique, mais on conviendra, qu'en exagérant un peu, il risquait de verser dans le charlatanisme.

LES CHARLATANS

Les empiriques, marchands d'orviétan, opérateurs de toutes sortes, nombreux dans le royaume, l'étaient encore plus en Champagne et en particulier à Troyes où l'affluence des foires les attirait. Leur venue n'allait pas sans jeter le trouble dans le commerce local honnête des drogues.

Les apothicaires n'avaient, pour se défendre contre eux, que leur droit de visite. Mais alors même que les charlatans s'y soumettaient, ce qui était rare, ils ne pouvaient les empêcher de vendre leurs marchandises. Ces empiriques, qui couraient par tout le pays, savaient attirer les clients par des procédés qui leur étaient particuliers. Ils s'habillaient de vêtements curieux ou drôles, montaient des théâtres, rudimentaires certes, mais qui amusaient les badauds, s'entouraient d'animaux et, de mille manières, s'ingéniaient à faire leur réclame. Des règlements de Police retrouvés à la Bibliothèque municipale de Troyes mentionnent le passage dans cette ville de quelques empiriques. Guillaume Tisseron vient en Octobre 1702 dans la capitale champenoise et demande l'autorisation de vendre et débiter ses drogues, faire des opérations, sans être inquiété « comme il l'a été lors de ses deux séjours précédents, par les médecins, chirurgiens et apothicaires. » Il obtient l'autorisation de séjourner deux mois et de se livrer à ses opérations tous les jours, sauf les dimanches et fêtes pendant le service divin. En janvier 1713 un autre opérateur, J. B. Morot, qui est aussi dentiste, alors que Tisseron se disait oculiste-lithotomiste, demande la permission de vendre ses remèdes à Troyes où il a déjà séjourné plusieurs fois. Un autre opérateur, muni d'une autorisation du premier médecin du roi, sollicite en septembre 1733 « la permission de vendre ses remèdes tant en chambre qu'à cheval dans toutes les rues de la ville, ses Orviétans et Baumes » et il demande qu'on défende « aux médecins chirurgiens et apothicaires de troubler ny empêcher la dite vente ». Il obtient cette autorisation pour six semaines. Enfin citons encore la présence en 1768 de Gallois qui a le privilège de faire vendre « par sa femme habillée en amazone l'orviétan de M. Dionis » (v. p. 148).

CHAPITRE V

ŒUVRES LITTÉRAIRES ET SCIENTIFIQUES D'APOTHICAIRES CHAMPENOIS

I. UN APOTHICAIRE POÈTE DU XIV^e SIECLE

Non volet quisquam dicere Ecce
hoc recens est ; Jam enim praeces-
sit in saeculis quae fuerunt ante nos.
Ecclésiaste 1-10

La Champagne tient une place exceptionnelle dans la littérature française du Moyen Âge ; cette province vit naître plusieurs auteurs de premier plan : au XII^e siècle : Chrétien de Troyes, le délicieux poète des romans courtois d'amour et d'aventures, puis Thibault IV de Champagne, le chansonnier ; les chroniqueurs, Geoffroy de Villehardouin, dont le fief était voisin de Troyes, et Jean de Joinville, qui fut sénéchal de Thibault IV, sans compter Rutebœuf, dont l'origine champenoise est contestée. Un peu moins connus sont Huon de Méry et Bertrand de Bar-sur-Aube qui contribuèrent aux premières chansons de geste, Guillaume Coquillart de Reims, Guillaume de Machaut et Eustache Deschamps, de Vertus, tous poètes de l'époque de la guerre de Cent ans. A tous ces grands noms de la littérature moyenâgeuse, il faut adjoindre l'auteur anonyme de Renart le Contrefait.

Ce dernier retiendra notre attention, car c'est un apothicaire troyen.

Le Roman de Renart a été développé en plusieurs branches au cours du XIII^e siècle par divers auteurs ; trois échos suivirent dans la première moitié du XIV^e, le dernier est le roman de Renart le Contrefait.

Les contes de Renart étaient alors populaires ; l'une des dernières versions du roman classique avait été contée par un clerc de la Croix-en-Brie ; notre champenois se trouve ainsi porté à se « contrefaire », c'est-à-dire à se masquer, en Renart pour révéler sous le nom du personnage traditionnel, toute sa pensée sur le monde contemporain ; souvent même il s'intéresse au passé.

Le facétieux Renart dont les aventures avaient déjà servi de prétexte à une satire de la société médiévale, est devenu

philosophe et prend le parti du bien contre le mal ; désormais il va vanter à ses fils la concorde, les plaisirs vertueux, la prudence à l'égard des femmes et les mettre en garde contre l'orgueil, l'envie, la médisance, la gloutonnerie.

L'auteur polygraphe, mêle à son poème des dissertations sur tous les sujets, à tout propos et, le plus souvent, hors de propos. C'est ainsi qu'on voit tout à coup Renart retracer l'histoire du monde des origines à la mort de Philippe le Bel.

L'unité du roman en souffre quelque peu, mais nous y trouvons des renseignements précieux sur l'époque et sur le milieu où l'auteur a vécu. J. Bédier et P. Hazard, dans leur *Histoire de la Littérature française*, le tiennent pour un esprit curieux, épris non seulement de savoir, mais de belles lettres, attentif non seulement à l'histoire des anciens âges mais à toutes les manifestations de la vie de son temps, sensible à l'injustice et tourné vers le bien ; idées et sentiments sont en fermentation continuelle dans son âme ; il conquiert notre sympathie par son inquiétude même et sa mouvante curiosité. Seulement Renart le Contrefait est un monstre ».

La première rédaction du roman fut faite entre 1319 et 1322 et compte 32.000 vers environ ; l'auteur la reprit de 1328 à 1342, l'améliora et l'amplifia de 4.150 vers et d'un long passage en prose. De cette première rédaction, il n'existe qu'un seul manuscrit : un volume in-folio, sur parchemin, de 197 feuillets avec 33 miniatures ; l'écriture est du premier tiers du xiv^e siècle [B. N. Fr. 1630, anc. 7630 4, de la Mare 284].

La seconde version est divisée en deux volumes : l'un est un manuscrit de 435 pages, appartenant à la Bibliothèque de Vienne (2562) et provenant de la Bibliothèque de Hohen-dorf, l'écriture est de la fin du xv^e siècle ; la Bibliothèque Nationale en possède une copie moderne (Fr. 369) ; l'autre volume comprend 129 feuillets et présente les mêmes caractères [B. N. Fr. 370, anc. 6985, Lancelot 166]. La première version est plus proche de la manière savoureuse du Roman de Renart ; la seconde œuvre, d'un esprit plus mûr, mieux rimée, où certaines aventures de Renart ont disparu, s'alourdit de considérations théologiques, hagiographiques, historiques et encyclopédiques.

Cette œuvre a été commencée par plusieurs érudits : Tarbé en publia divers extraits en 1851 (1) ; Ch. Langlois en a fait une analyse substantielle sous le titre : *L'Épicier de Troyes dans La Vie en France au Moyen Âge d'après des moralistes du temps*. (T. II, Paris, 1926).

La deuxième rédaction, avec les variantes de la première, a été publiée en 1914 par Gaston Raynaud et Henri

(1) Le Roman du Renard Contrefait dans *Poètes de Champagne antérieurs au siècle de François 1^{er}*. Tarbé (Reims 1851).

Lemaître (1). C'est l'édition que nous avons analysée, après avoir consulté à la Bibliothèque Nationale, le manuscrit du ^{xiv}^e siècle (2).

L'auteur est de Troyes en Champagne

De Troye fu qui ce livre fist v. 31
Et tout le fait comprins y mist,
Ditta et escript de sa main ;
Tant y pensa et soir et main :
Clerc fu, mais adonc laiz estoit ;
Environte quarante ans avoit
Quant ceste pensée lui vint
Par oyseuseté qui le tint.

Peut-on affirmer que le poète est véritablement troyen ou cette indication est-elle fantaisiste comme tant d'épisodes du roman ? Pourtant on ne peut douter des origines troyennes de l'auteur, qui connaît fort bien tout le pays voisin et cite un certain nombre de célébrités troyennes (3).

L'an mil trois cens et dis et neuf (4)
Commensa cest livre tout neuf
Li clers qui oblier ne peut
Fortune qui chiès lui esteut * ; * vint à bout de
lui en l'arrêtant
Et il n'ot à faire neant.
Pour ce s'ala esbeneant * * divertissant

(1) Le roman de Renard le Contrefait (2 volumes) Paris, Paris Champion éditeur ; présenté par P. Dorveaux B. S. P. 1914, p. 378.

(2) Les citations qui suivent sont notés d'après la numérotation des vers de cette édition ou à défaut (lou II p.) d'après la pagination de cette édition.

(3) Dans les lieux cités figurent beaucoup de localités plus ou moins voisines de Troyes, toujours distinctes de Troie la Grant, des Grecs ; Bar-sur-Aube (I p. 319 a), Brai en Champagne (v. 38.928), Braux (I. 319), Doches (canton de Piney) (v. 38.195), Prouvins (Provins v. 33.790), La Rivière de Corps (canton de Troyes) (I p. 352), Vandœuvre et sa rivière la Barce (Vandœuvre-sur-Barse I p. 352) ; sont mentionnées aussi les abbayes de Moustier la Selle (Montier-la-Celle) aux portes de Troyes (v. 30.949-30.984) ; de Clerevaus, Clervaulx (Clairvaux) (I p. 283 et 364), de Pontigny (Yonne) (I p. 283 et 364) du Val des Escolliers près de Chaumont (I p. 365 et v. 32.464), de la Saine (Seine) souvent mise en cause, l'auteur note qu'elle a gelé fortement en 1325. Il évoque de nombreuses célébrités troyennes : Urbain IV pape, (I. p. 365), Thibaut IV et Thibaut V comtes de Champagne (I. p. 284 et 364) v. 37.973-38.018), Guichard évêque de Troyes en 1297 dont il conte les malheurs ; il prit parti pour le pape contre Philippe le Bel et fut accusé fausement d'avoir empoisonné la femme du roi ; son procès est resté célèbre dans les annales (v. 30.939-31.088) ; l'auteur cite ses contemporains : Jehan de Nanteuil (Jean de Nanteuil) autre évêque de Troyes (v. 30.988-9 ; v. 33.548-33.524), Denis de Chamguyon, doyen du chapitre de Troyes (30.992-6). Dans les personnages du roman figurent Jehan de la Coste, bourgeois de Troyes, Clerc de Limons (Lesmont), changeur, mis en prison pour dettes en 1310 (v. 33.774-33.804) ; Guillaume Brulé, chanoine de Troyes, originaire de Maraye, assassiné par son clerc (v. 38.683-38.757 et I. p. 318), Brulé, homme de Troyes qui, après avoir fui en Flandre, est pendu à son retour au pays (v. 38.758-38.920). L'auteur parle enfin (v. 30.266 et suivants) d'un provençal de ses amis qui demeura 25 ans à Troyes.

(4) Dans la première rédaction on lit :

L'an mil trois cenx et vint
Iceste estoire premiers vint

Les vers 101 et 379 indiquent aussi 1319.

Pour anichiller * sun meschief ** * annihiler
** malheur

Dont il ne peut venir à chief. * * à bout.

Notre auteur fut clerc et dut quitter la cléricature pour
cause de concubinage ou de bigamie (1).

Clerc, non, car couronne n'ot point ; v. 3.193
Par femme perdy il ce point.

Peut-être l'histoire de Jehan de Nantoeul, mort en 1300,
qui retire la cure de l'Epine à un prêtre concubinaire (v.
33.548 - 33.624) évoque-t-elle des souvenirs personnels.

Ce clerc défroqué ne peut oublier sa mésaventure:

..... je vous deffens 29.118
De vous mettre en amour de femme
Pour eschever toute diffame,
Espécialment en putage.
Ceste chose vault pis que rage,
Car c'est de tous maulx la rachine * * racine

Il convient d'ailleurs qu'il mena mauvaise vie :

Le clerc qui fist cestui rommant 29.189
En sceut bien lire proprement,
Car tant y fust longue saison
Sans prendre conseil a Raison
De son temps perdu tout honteux 29.198
Et de la male * contenue ** * mauvaise
** conduite

Qui si longues l'avoit tenue,

Il faut s'établir et c'est choix toujours délicat ; Regnart
nous rapporte le débat :

Si s'apensse qu'il porra faire, 26.348
De quel mestier vivre polra
Comment ce que il doit solra * * résoudra
.....

Se changeur estre je peüsse,

or il tient les changeurs pour des usuriers

Drapperie est une grant chose 26.387
A homme qui enprendre l'ose,

mais les drapiers ne laissent pas voir leur marchandise au
grand jour

(1) Cette situation qui nous paraît singulière appelle quelques mots d'explication que nous empruntons à Ch. V. Langlois loc. cit.

Le concile de Lyon 1273 discuta des mœurs du Clergé et notamment de la situation des clercs (usque ad Subdiaconatum) mariés. Un certain nombre de ceux-ci étaient non seulement mariés, mais bigames, ce qui ne veut pas dire, comme aujourd'hui, qu'ils eussent épousé deux femmes, mais qu'ils avaient épousé une femme qui n'était pas vierge, une veuve ou une fille publique. La jurisprudence épiscopale variait au sujet de ces « bigamies », tolérées ici, condamnées ailleurs. Le concile, puis le pape Grégoire X, les condamnèrent formellement. Le délinquant était dépouillé de tous ses droits de clergé (tonsure, habit, admission au chœur, aptitude à recevoir des prébendes privilège de judicature, etc...). La situation du clerc de Troyes fut aussi celle d'un clerc, avocat, originaire de Boulogne-sur-Mer, qui exprima de même ses malheurs, vers l'an 1300, dans un poème célèbre, plein de misogynie, les Lamenta.

A brief mots loyauté n'y a v. 26.469
 Et pour ce en dis : « Fya ! Fia ! »
 Orfaverie et espichiers
 Ce sont ores deux bons mestiers.

Orfèvre alors ? non,

Car m'ame iroit en male voye 26.534

L'orfèvre vend du plomb au titre de l'argent fin ; par
 contre

Espicerie est bon mestier 26.535

Le commerce des épices, à cette époque, est aussi celui
 des drogues : l'auteur le précise et nous révèle qu'il a, dès
 l'enfance, connu les électuaires ; cela nous vaut une savou-
 reuse dissertation sur les drogues du temps (1).

Espicerie est bon mestier, 26.535
 Car j'en aroye bon mestier,
 Car je suis froit desoremais ;

L'auteur, refroidi par l'âge (2), auroit bien besoin de ces
 électuaires pour s'échauffer.

Avril, aoust, juillet et may 26.538

Pour tout le chault que ilz feront,
 Ja mes membres n'eschaufferont. 26.540

Vieillesse monlt bien les en garde,
 Et pour ce est bon du prendre garde,
 Tost porroit nature alentir,
 Et puis par ce la mort sentir.
 Pour ce est bon que secours me tiengne 26.545

Avant que deffaillance viengne,
 Car nulz atant lors n'y vendroit.
 Tant sçay je bien de cest endroit,
 Cil gingenbre, cil laituaire
 Que je sçaroye si bien faire, 26.550

Et fis quant j'estoie enfanchon
 Si bon dyamargariton (2)
 Qui si est bon et confortans
 De complexion en tout temps ;
 Especialment a gens vieulx 26.555
 Est il monlt bon et précieux,
 A ceulx qui goute tient es rains,

(1) Plusieurs poèmes contemporains d'après Langlois (loc. cit.) la Voie
 d'Enfer et de Paradis et le Tournoyement d'Enfer d'auteurs anonymes,
 la Bible Guiot, de Guiot de Provins (XVIII^e) et les Lamenta de Mahieu
 (XVIII^e) développent le même sujet des fraudes familières aux diverses
 professions de l'époque ; les médecins y sont toujours malmenés ; mais
 on n'est trahi que par les siens, seul l'auteur de Renart le Contre-
 fait, bien renseigné, s'en prend aux apothicaires.

(2) Toute cette partie du poème, des vers 26.535 à 26.850, ne figure que
 dans la deuxième rédaction.

Les électuaires dyamargariton (avec perles), diaccaparis (avec câpres),
 diacitonitem (avec coings) figurent dans l'antidotaire de Nicolas.

L'électuarium regium dont le poète a fait pour les besoins de la rime
 l'électuaire Regine, est une recette de Mesue.

P. Dorveaux (loc. cit.) fait observer que ce sont des friandises plus
 que des médicaments.

A gens foibles et froiz et vains ;	
Il leur attrait et joye et force,	v. 26.560
Nature nourrist et enforce ;	
Ou ce bon dyacapis (1)	
Que on scet bien faire a Paris ;	
Icil descombre les conduis.	
Je en suis du faire tout duis * ;	* expérimenté.
Si fait, qui le voudroit hanter,	26.565
Et clere voix et bien chanter ;	
Il descombre les instrumens ;	
N'est homme qui dye je mens.	
Aultres confors pluseurs il fait,	
S'il est apoint et prins et fait.	26.570
Cil est bon aulx religieux	
Qui de chanter sont curieux,	
Mais a cecy mye ne ten,	
Mais a diacitonitem, (1)	
Qui tant est bon et renomés	26.575
Et de tous sages clerics amés	
Car il est bon, quoy qu'on en die.	
Ceux qui lievent de maladie,	
Quant ne se poeuent soustenir	
N'a mengier ne poeuent venir,	26.580
Ains sont pesantz, matz *, solitaire.	* abattus
A cilz est bon cilz lectuaire ;	
Car la char leur fait revenir ;	
Qui le scet bien apoint tenir,	
Et si purge melencolie ;	26.585
S'il est qui le voir vous en die,	
Toute nature met a point,	
S'il est prins et donné en point	
Et a son propos bien assis.	
Et <i>electuarium ducis</i> (1)	26.590
Y ay je doncques resigné ?	
Electuaire <i>Regine</i> , (1)	
Comment m'en porroye je tenir	
De l'user et du maintenir,	
Et en celle tresgrant challeur	26.595
Qui ne m'est point de grant valleur,	
Laquelle decliner j'entens	
La conserve faite d'encens,	
De roses blanches nettement	
Cuittes au soleil seulement,	26.600
Dont la pate soit faite affin	
Du sucre blanc dur rafectin, * (2)	* sorte de sucre
Ou de l'avoir autant je l'aim	
En l'eaue froide ou bachin *, le main	* bassin
Deux cuillerées ou trois prendre	26.605
Las ! y porray je ja entendre	
Pour aneantir la grant challour	
Et pour bien mettre a point l'humour ?	
Et se du violat j'avoye,	
Et aultre trois je en mengoie, .	26.610
Et de l'eaue froide au matin	
Trois cuillerées ou bachin,	
Comment qu'il soit abhominable.	

Ce sont décidément les préparations sucrées qui ont intéressé notre auteur, car voici encore le miel violat qui vaut une « médecine ».

{1) Voir note (1) page précédente.

(2) Langlois (loc. cit.) lit cafectin et traduit de Caïffa.

Non mie si appetissable
 Comme est la conserve de rose, v. 26.615
 Ceste chose, bien dire l'ose,
 Hellas ! com bonne me seroit
 Une medicine vaulroit,
 Voire certes tresbonne cure
 Sans peril et sans adventure, 26.620
 Sans faire le foye esmouvoir,
 Et sans faire le cœur douloir,
 Et sans muër complexion,
 Et sans troubler l'intencion ;
 De tous les us d'apotecaire 26.625
 C'est le plus profitable a faire,
 Ou qui matin pour la chaleur
 Pour corrompre le chaut humeur
 Ou chucere nouvel conservé,
 Tede *, nouvel et bien ouvré * tiède. 26.630
 Et de l'eau mise au bien cuivre
 Qui est, qui s'i sçaroit deduire,
 Tout la journée seur seroit
 Que le chault mal ne lui feroit.

En vérité un seul verre de rosé, après le dîner, vaut mieux que médecine (ne s'agit-il pas de ces vins rosés que les vignerons champenois fabriquent encore au Sud-Est de Troyes) ; on trouve déjà le conseil de Rabelais. Un si bon médicament préserve de tomber entre les mains des « phisiciens », c'est-à-dire des médecins, dont le poète se gausse, comme s'il ne devait jamais être malade.

Et se il estoit si osé 26.635
 Que ung seul voirre de rosé
 Aprez tout son disner presist,
 Qui seroit qui mal en desist,
 Foy que je doy sainte Pechine,
 Ce vaulroit myeulx que medicine ; 26.640
 Et se chascun cecy sçavoit
 Et la science bien avoit,
 Jamais medicine n'y ert prise,
 Ne en corps de preudomme * mise * homme de bien.
 Dont il moeurt ung millier en l'an, 26.645
 Dont plusieurs gens ont monlt d'ahan * * peine.
 Trop croire phisique est folie,
 Maint en l'an en perdent la vye ;
 Pour ung que phisicque on retourne,
 Je croy que deux elle en betourne * * rend fou.
 Et se deuement se gardaissent,
 Et abstinence acoustumessent,
 Et trestout a leur appetit
 En usaissent ung trespetit
 Pour reconforter leur nature, 26.655
 De phisicque ilz n'eüssent cure.
 Cristeres, piles *, medicines * pilules.
 En mettent mil a diciplines,
 Qui encores leur temps vesquissent,
 Se bonne abstinence presissent, 26.660
 Mais tantost qu'ont ung peu mengié,
 Ung peu dormy ou trop veillié ;
 Ou trop beüt, ou trop lassé,
 Ou par aucun excez cassé,
 Par leur non sens ou par deffault, 26.665
 Tantost le fisicien fault ;
 Et cilz le poulz lui sentira,

Et tout maintenant lui dira :	
« Certes, sire, il vous fault saignier,	v. 26.670
Ou en herbes vo corps baignier,	
Ou medicine vous fault faire,	
Ou il vous fault prendre clistere.	
Trop estes plain, a dire voir ;	
Medicine vous fault avoir,	
Ou il vous fault la noncion	
D'une preparacion	
Qui sera monlt bien ordonnée,	
Qu'au point du jour vous est donnée ;	
Deux cuillierées plus y ara	26.680
Qui la matiere esmouvera.	
Et puis arez la medecine	
Qui tant sera et bonne et fine :	
Dix fois ou douze a chambre irez,	
Et puis tantost gary serez. »	
Et cil dira qu'il n'en voeut point...	26.685
.....	
« Si ferez tout hardiement ;	
J'en ensairay premierement :	
Une femme enchainte l'aroit,	
Ung enfant de lait en buvroit. »	26.690
Lors la medecine fera,	
Et vers le soir le portera	
En semblance de lui secourre,	
Pilles en boittes ou en pourre.	
En une oublie lui dourra,	26.695
Ou a boire le convenra,	
Ou lui fera boire sené.	
Or est il trop bien asené * ;	* sensé
Dira : « la porcion est bonne	
D'interine ou de cardamoine. »	26.700
Quant beu ara celle lecture *,	* ordonnance.
Se bien l'en chiet, c'est aventure ;	
Jamais bon appetit n'ara,	
Ne léesse ne sentira.	
Tant qu'il continurra cet oeuvre,	26.705
De toute santé se descoeuve,	
Puis ara eschauffé le foye,	
« Et votre ratte se desvoye	
Qui est issue de sa rive ;	
Boire vous convient de l'endive	26.710
Jusques le foye soit revenus.	
Vous vous estes mal contenus *	* conduit.
Dès l'autre jour, « le vous dist on ;	
« Or fault moréle et barbion *	* joubarbe.
Pour refroidier vostre costé	26.715
Tant que le chault en soit osté.	
Maintenez tel boire souvent,	
Ainsi com je vous dis devant,	
Et prenez telle confection	
Dont je vous ay fait mencion	26.720
Mais cil qui sans cause le prent,	
Au contraire de santé tent,	
Car toutes choses, che sçavons,	
Ont temps par mois et par saisons.	
Telle chose est cest an nuisable	26.725
Qui encor sera profitable	
Selon la constellacion	
Et selon la complexion.	
Pour ce me voeul je pourveïr	
De loing, ains que doive cheïr,	26.730
De chauldes sausses et confis	

Qui au corpz me feront profis,
Par quoy autant je puisse vivre
Que m'ame je voye a delivre ».

Les apothicaires auraient tort de s'amuser de cette diatribe, leur tour arrive, et la verve du poète ne s'est pas refroidie ; faute de renseignements sur l'état de la pharmacie au XIV^e siècle, nous nous garderons bien de juger ses critiques.

Mais quand bien je pense au certain, v. 26.735
Pour desloyal ce mestier tain.
Cause y a et bonne raison,
Et si croy que oncquez nulz hom
Qui a volu ce mestier faire
Que on appelle apotiquaire, 26.740
On ne vey morir riche homme.
Tous meurent povres, c'est la somme,
Car c'est escripture divine ;
« Qui mal acquiert, tresmal define *. » * finit, meurt

Les apothicaires meurent pauvres, alors, c'est pour le poète un fait indéniable et une confirmation du proverbe : bien mal acquis ne profite jamais. Il ne faut pas les plaindre, car c'est une juste punition de leur déloyauté !

Mais ce loyalment le fesissent 26.745
Et bonne conserve mesissent,
Si com ilz dyent a la gent,
A bon droit eüssent l'argent.

Mais les apothicaires sont loin de pratiquer honnêtement leur métier et trompent leurs clients autant que faire se peut :

Mais ilz treschangent les matieres 26.749
De bonnes pieurs * et moins chieres ; * pires,
plus mauvaises.
Plain poing d'herbe ou poing vous metra
(Tout une maille * ne vaulra), * petite pièce
de monnaie.

Dira, se Dieu le puist amer ;
« Cecy vint de dela la mer ;
A grant coust l'ay envoyé querre 26.755
Car point n'en a en ceste terre.
Ceste est venue d'Hermenie
Et ceste vint de Rommenie,
Celle d'Acre, celle de Nymes,
Ceste aporte de Damas fines 26.760
Et ceste vint de Saint-Quentin. »
Et trestout crut en son jardin !
Pour querir autre paine n'ont.
Ainsi deceus * les gens en sont. * trompés.
Prent melilot et camamile ; 26.765
Oncques par Gautier ne par Mile
Cestes aportées n'en fuirent,
Mais aulx champs toutes les coeullirent,
Et ung herbier pour ung denier
Qu'aporta tout plain ung panier. 26.770
Se le denier ne voeult spendre,
S'en voit aulx champs en l'orge prendre ;
Pour ung denier plain sac en ot.
Et lors l'appellent melilot.

Melilot sont es emmereles
Et camamiles, telz sont elles.
Tels cinq cens ou mille verront
Qui ung seul denier ne vauront,
Et jureront sans nulle faille
Qu'il n'est or n'argent qui le vaille. v. 26.775 26.780

Il est vrai que si nos anciens confrères avaient procédé de la sorte, Renart aurait raison de penser si mal d'eux.

L'auteur semble d'ailleurs avoir autant de mépris pour l'apothicaire que pour la médecine. Si la « physique » ne sert à rien, les médecines, confectionnées avec les drogues « qui ne valent rien », « chou ne quoy », pense-t-il, ne doivent guère être utiles aux malades. Seules, les médecines « qui sont friandises », trouvent grâce à ses yeux. La meilleure preuve que toutes ces drogues ne valent rien, l'auteur nous la donne: on peut faire argent de tout même d'objets quelconques et très vieux; d'un sirop d'apothicaire on ne peut rien tirer, pas même quelque monnaie; qui plus est, c'est un cadeau que personne ne voudrait accepter.

Elles ne vallent chou ne quoy,
Et tantost vous diray pour quoy.
Achetez ung povre pourcheau,
Une viez cotte, une viels peau,
Vielz caperon ou vieses chausses, 26.785
Vielz soulliers ou vieses pars faulses,
Toute riens qu'acheter volrez,
Et soit si vielz que vous porrez,
L'endemain en vain le coeulliez,
Puis que revendre le voulez: 26.790
Ou quint ou quart perdre porez,
Ou espoir, autant en arez.
Se nulz ne le voeult acheter,
Bien le sçara a qui donner,
Bon fait entendre a cest afaire. 26.795
Mais faites ung beau chirop faire
A quel espichier que volrez,
De nuit faire vous le verrez
Par phisiciens monlt soubtilz,
Et bien y seront ententis *: 26.800
Perles, saphirs et esmeraudes
Froides et confortans ou chauldes,
Le meilleur que faire porront
Dont ilz bien vingt livres aront,
Et jureront comme enragié 26.805
Que ilz en font trop grant marchié;
A nul aultre ne le dourroient,
Se d'eux tantz avoir en devoient.
Trois jours aprez portez le arrier * de nouveau
Vous n'en arez ung seul denier, 26.810
Ung seul denier ilz n'en dourront;
Donnez leur, pas ne le prendront.
Chiez ung aultre espichier alliez
Et pour ung denier lui bailliez,
Riens ne dourra; ailleurs irez, 26.815
Ne fors que mocqué n'en serez.
Pour ce est des denrrez le pire
Que vous sçachiés nommer ne dire.
Ilz jurent, voir est le contraire,

Ne jurent fors pour argent traire. v. 26.820
 Qui est ce qui juge ne baille
 Puignie d'herbe dix solz vaille ?
 Et si poeuent estre mortelz ;
 Encore se elles fussent telz,
 Comme ilz dient, remede y eust ; 26.825
 Je m'acord que on lui deust.
 Mais quant aucuns phisiciens

Font pour malades chirop faire,
 Et pour sa garison atraire *, * faire venir, attirer.
 Le derrain mot si fenira,
 Tout en çucre le confira,
 Ainsiques l'escript le devise
 Que tout en chucre le confise.
 Mais cil lui list aultre lechon : 26.835
 Poudre de chucre ou de casson.
 La le confiront, c'est leur point,
 De blancq chucre n'y ara point
 Qu'a cestui blanc le comptera,
 Et Dieu scet bien qu'il coustera. 26.840
 Mais le disme * de chucre blanc * la dixième partie.
 Avecques encor y a tant
 N'est si bonne ne de valleur
 Et tout au contraire saveur.
 Ainsi destruisent ilz la gent 26.845
 Et mettent a mort pour argent,
 Itel gaaing, ce est la somme,
 S'il n'est bon a nulle personne.
 Point ne voeul leur fait maintenir,
 Car il n'en peult nul bien venir. 26.850

Finalemant Regnart renonçant aussi à être pelletier et
 tavernier :

De trestous mestiers, c'est le pire 26.935

se décide pour le métier de « gaigneur », « laboureur de
 terre ». Mais alors, on peut se demander, semble-t-il, si l'au-
 teur qui disserte de *omni re sabili et quibusdam aliis* a été
 réellement apothicaire et fils d'apothicaire. Voici d'autres
 indications :

A briefz motz, tout gaaing est vice, 36.099
 Quel qu'il soit, qui vient d'Avarice,
 Ou on voit l'autrui delitter * * prendre plaisir.
 Fait a blasmer et a doubter * * craindre.
 Marchandise certainement,
 Puis que l'autrui desire et ment
 Et gaaing d'usure finera
 Et a perdicion ira ;
 Et qui si vouldroit adviser
 Et ung petiot atiser,
 Verroit les hoirs * des marechans * héritiers.
 Comment ils sont en ces cheans *, * situation.
 Et comment ils ont maintenu
 L'estat que leur père ont tenu ;
 Et pour ce cil qui fist ce livre
 Et qui a tous oyr le livre,
 Merechans fu et espiciers 36.115
 Le temps de dix ans tous entiers ;
 Pour ce que n'en avoit mestier,
 Laissa il du tout son mestier ;
 Pour ce dy je que toute gent

Qui désirent l'autrui argent,
Et l'ont par jurer, pour promettre,
Et le font en leur bourse mettre,
Cilz vivent trestous d'Avarice
Qui est ung ort *, vilz, puant vice, * misérable.

L'auteur ne néglige aucune précision en ce qui le concerne

Cellui qui ce rommant escript v. 34.322
Et qui le fist sans faire faire
Et sans en prendre aultre exemplaire,
Tant y pensa et jour et nuit
En l'an mil i i j ç vint et uit,
En avalant *, y mist sa cure ** * tout au long de
l'année - ** soin.

Et continua l'escripture.
Plus de x i i j ans y mist au faire
Ainçois * qu'il le peüst parfaire * plutôt
.....
Cil qui a tout ce recité 34.348
En son privé, en son recept *, * cachette.
L'an mil i i j c et vint et set.

et encore

Et cil qui cest rommant ditta 35.525
Contre pechié monlt estriva * * lutte
Et contre toute oiseuseté
Laquelle tint en grant vieulté * * état vil.
S'avoit il plus de cinquante ans
Adonc que fut fait cest rommans ;
Et trestoudis queroit histoires
Et les anciennes memoires
Pour lui de tous pechiés oster.
Et pour ce en vouldra cy compter
Du latin qu'il mist en rommant ;

En effet, il faut aussi compter une traduction de l'histoire d'Alexandre, du latin en roman, qu'il écrivit en 1320 (D'après v. 9278 à 9290 et 9770 à 9782).

On est presque surpris de ne pas trouver le nom de l'auteur dans ses veers ; les poètes du Moyen Age n'avaient pas en général tant de réserve. On lit pourtant à la fin de l'œuvre, dans le manuscrit...

Cy fine le second et dernier volume de Regnart

puis le nom suivant

Jehan DUBOIS

nom qu'on lit encore à la fin de la deuxième branche. Ce nom est-il celui du copiste, ou celui de l'auteur, ou bien un pseudonyme ? Nous ne concluons pas plus que les commentateurs de Renart le Contrefait. Nous n'avons autant dire pas de renseignements sur les noms des apothicaires troyens du ^{xiv}^e siècle. Du siècle précédent, on ne connaît que celui de Jehan Brodey, révélé par une quittance de loyer. Notre apothicaire poète, d'après les indications de son roman, est né vers 1280 et vivait encore en 1342 ; l'un de ses contemporains est mentionné par Boutiot (1) : « En 1306, Raoul de Gisy... receveur du domaine du Roi en Champagne avait ven-

(1) Boutiot : loc. cit. (v. p. 14) Tome I page 45.

Et maintenant de deux a ung ;
N'en furent si mal ne mal mis
Com en cel an i i j c et dix (1)

Les nobles bénéficient d'iniquités traditionnelles ; ils lèvent des tailles, profitent des dîmes inféodées* qui appartiennent à l'Eglise ; ils exigent les formariages, qui obligent les vilains à renoncer à la femme qui appartient à une autre seigneurie, ou à payer un impôt. Il y a aussi le droit de main-morte, qui crée le vagabondage et la misère (v. 37193 à 37394). C'est Renart qui est accusé de ces abus, mais nul ne sera dupe de la supercherie ; Renart a encore établi « pour ses gentilz »

Que vilains leur doivent corvée	v. 37.914
Par toutes les quatre saisons...	
Contre droit et contre raison...	37.920
Tu perle le tien pour lui aidier	

Il y a encore les droits sur les ventes qui pèsent sur les pauvres seuls, car les abbayes et les gentilshommes y échappent ; chaque fois que l'on vend un immeuble, terre ou maison, le seigneur perçoit le dixième denier, sans rendre aucun service et sans en savoir gré ; les récoltes sont de même amputées d'une gerbe sur dix. Le seigneur avec sa « coulombière », pigeonnier féodal

..... se nourrist d'autrui dommages	36.010
-------------------------------------	--------

Mais le gentilhomme est exploité par le noble de haut rang et celui-ci par son suzerain.

Les gens d'Eglise ne sont pas ménagés non plus ; Regnart se confesse de ses vols :

De quelz gens as tu le plus prins ?	25.448
Et lors se print Regnart a rire :	25.455
« Sire, et le me convient-il dire ?	
Aultres gens ne vœulx desrober,	25.501
Fors ces deux en tous tempz lober * * enjôler, séduire.	
Les gentilz gens et gens d'Eglise	
Trestous estrangler les volroie,...	25.505
Tous exillier je lez vouldroie,...	25.531

N'est-ce pas naturel d'opérer quelques reprises individuelles sur les prêtres qui gagnent leur vie « en chantant », sur les dignitaires de l'Eglise, qui ne sont jamais « aux fourches mis » pour des cas qui vaudraient la corde à d'autres

Les bons gaigneurz * font les froumens	* laboureurs
Mais ja n'en macheront des dens ;	25.520
Ils n'en ont que les escoussures *	* poussières.
Et des bons vins les aigoutures.	
Des bonnes laines les tissus,	
Toute le goute * et tout le miex	* essence.
Ont les gentilz et le clergié...	
Pour ce amer je ne les puis...	25.529

(1) L'auteur a vu la fin de cette crise
Or voy les tres-belles monnoies
Courant en l'an quarante deux.

On est surpris, aujourd'hui plus que jamais, d'une telle liberté de langage. L'auteur va même plus loin ; à la fin de la première rédaction (II 248) Thiebert, le chat, s'adresse à un écuyer noble et le menace d'une révolution

..... Dant escuier	
Veoir vous puisse ge essuier.	* abimer.
Que tantes foiz m'avez pené,	
Souvent batu, po bien donné,	
Antre vous qui vivez de proie !	
Ja Dieux an bon leu ne vous voie,	
Vous fetes tant, gros et menu,	
Que vous estes po chier	* cher.
Et si ne peut demourer gaire	
Que vous n'aiez tuit trop a faire	
Car li peuples vous haïra,	
Et puis si vous anvaira	* attaquera.
Pour l'orguel que vous demenez	
Et de plus en plus vous penez *	* malmenez.

Quelques vers plus loin :

..... l'Escriture vous compere
A l'esprivier et au faucon
Et le simple homme au chapon
La cause pour coi vous l'orrez :

Le courtisan est comme le faucon qu'on choie à la cour des princes, et que, mort, on jette au fumier. Quant au vilain

Honte ot a vie, a mort honnor !
Quant li preudon tient son labeur,
Sa marchandise et sa charrue,
Chascuns de vous le gabe et hue ;

La deuxième rédaction porte encore ces vers restés célèbres

De meilleurs coeurs a soubz bureaux	v. 22.751
Et dessoubz-fourrures d'aigheaux	
Qu'il n'a soubz vairs et soubz ermines	
.....	
Orgoeul poeult courre une estendée	22.761
Mais il chief a la longue alée (1)	
Au jour du Jugement tout droit,	v. 22.763
Au jour du Jugement tout droit,	22.763
La sera sceü de certain,	
Qui sera gentilz ou vilain,	
Car le grant Juge la sera	
Qui a chascun raison fera	

C'est là un langage très démocratique ; mais notre démocrate n'était point démagogue et ne cherchait point à flatter « les petits » comme on dit aujourd'hui. La liberté de s'exprimer était plus grande, en France, sous le roi Louis X le Hutin, que dans une grande partie de l'Europe d'aujourd'hui, pour des raisons diverses.

Le poète regrette que les simples gens débonnaires (v. 1253) se laissent « dire bourde » par tous les prêcheurs de

(1) Orgueil peut tenir longtemps
Mais tombe toujours à la fin.

la rue ; mais si l'occasion se présente, les gens du peuple sont tout aussi répugnants que ceux qui les exploitent. Au folio 45 de la première rédaction, il s'emporte même contre le vilain aux appétits grossiers. A la fin de cette première rédaction, il s'en prend à la conscience des ouvriers.

Que je encore trouver peüsse v. 40.452
 Ouvriers de bras qui deument
 Fissent journées loialment
 Et sant faintise et par raison
 Sans barat *, sans male acoison ** * fraude
 ** raison.

Loiaux journées voussist faire...

Thiebert, le Chat, nous conduit « es places, là où tous les ouvriers se louent »

Ung recovreres * * couvreur 40.487
 De tous ses compagnons doubté * * craint.
 Par procuracion fondé
 De leur oeuvre et leur ordonnance

parle au nom de ses compagnons

« Au matinet a la levée 40.505
 Quant je doy faire ma journée,
 Je suis plus matz * et plus pesans, * abattu.
 Et plus entoumis *, et plus lans * engourdi
 Que le soir quant je m'en revien.

Il vaut mieux rester couché que de gagner moins qu'un autre :

Avant m'irait jésir au paultre * * paillasse 40.529
 Que je me loue moins qu'ung aultre

On joue déjà de bons tours au patron

Et quant je voy au jour ouvrir 40.563
 Mon varlet voeul o moy mener,
 Que pour apprentis loueray
 Et dont grant argent en aray ;
 Au quel je fay journée prendre
 Et ne scet monter ne descendre
 ... Et je fay entendant au maistre
 Que plus scet que de telz ouvriers
 Gaignent tous les jours. x x deniers,

Pour douze deniers, il vous servira, patron c'est pour vous que je fais ça: je ne le ferais pas pour un autre,

... Et puis sur le toit monteray ; 40.585
 ... D'une tuille trois fois ou quatre
 Feray le tour pour moi esbatre
 ... Sur le comble je chanteray, 40.595
 Entre deux toitx je dormiray
 Jusquez tant qu'est de desjuner
 Et puis aprez revois disner

A la tâche, le point de vue change:

La verrez vous mes mains voller, 40.611
 L'une à l'autre tieulles donner,
 J'ay tantost ung grant toit couvert ;

Il abat alors en un jour autant d'ouvrage qu'en cinq jours au compte du patron

Et s'apprendons nos aprentis v. 40.631
 A estre tous lens et faintis,
 Et adès gaigneront pour nous
 Et ainsi nous chevissons * nous : * nous tirons-nous
 d'affaire.
 Nos maistres nous et varlets paient,
 Quelque grevance * qu'ils en aient. * préjudice.
 Grouchier * poeuent et groucheront * grogner.
 Ja aultre chose n'en aront.

Si le maître est trop malin, il reste la ressource de se
 faire embaucher dans une administration, soit à l'époque
 chez

... ces gens tous poissans tanneurs 40.649
 Ou d'abbaye gouverneurs,
 Ces despensiers, ces riches hommes,
 Qui mettent en escript les sommes
 D'une journée leur faisons deux :
 Or me met double et je suis seulx.

 Lors ung carpentier s'est drechiés 40.667

pour exposer le règlement de son syndicat :

Je te diray nos ordonnances 40.677
 Que nous faisons par aliances
 Et qui aultrement le feroit
 Entre nous mie paix n'aroit...

 Mon varlet ira besongnier, 40.705
 Et g'iray ma hache aguisier,
 Et aprez ma hache, ma soye *
 * scie.
 Et trestout sur aultrui journée
 Ja aisement n'aguiseray
 Fors quant a aultrui jour seray
 La museray une grant pièce,
 ... Par grant loisir cecy feray
 Et puis ung peu l'adouberay * * le mettrai en état.
 ... Et puis tantost le disner vient,
 Et puis a boire nous couvient.
 En la taverne fay m'alée,
 Et la fay longue demourée ;
 Et quant je ay bien prins mon aize,
 Je reviens faire une mortaise.
 ... Je porte aiguissier ma tarelle *, * tarière.
 Et si fais une noeufve mouche *, * pointe
 Et lors reviens moullier ma bouce
 A ung compagnon qui m'atent.
 Illecquez demouray ja tant
 Que je beü assez aray,
 Et puis si m'en retourneray,
 O ma tarelle a mon costé.
 ... Quant je vois mon maistre au retour, 40.754
 Je fay plus que ne feroient quatre ;
 ... Si tost que mon maistre est alez,
 Plus ne voeul battre ne bouter,
 Mais me convient aller gouster.
 Ainsi la journée passerons,
 Ne aultrement ne le ferons.
 ... Ce dy je pour les charpentiers 40.777
 Et pour trestous aultres mestiers.
 Especialment vignérons...

dont Rutebœuf dit de son côté :

Il vuelent estre bien païé
Et petit de besoigne faire.

La fin du poème évoque un événement périodique en Champagne : l'invasion étrangère.

En l'an mil i i j c trente et uit	40.910
Et x x x i x et trente set,	
N'ot bonne ville ne rechet *	* cachés
Ou gens fussent si bien muchiés *	* cachés
Que ilz ne fussent reverchiés * ;	* retournés
Clerc, bourgeois, gentil ne vilain	
Ne demoura ne prez ne loing,	
N'enffant, ne varlet, ne pucelle,	
A qui ne soit dit la nouvelle	
D'aller en l'ost sans ostoyer	
Et en guerre sans guerroier.	
... ce fu guerre sans guerrier,	40.927
Mais ce ne fu pas sans paier.	
... Avec ce a gens de pays	40.975
Ostoit on charue et brebis ;	
Les prairies furent gastées	
A pluseurs chevances * ostées.	* fortunes

En 1338, le 22 Juillet, les troupes d'Edouard III débarquèrent à Anvers et bientôt commencèrent les hostilités de l'Angleterre contre la France ; le théâtre de la guerre s'étendit jusqu'au Nord de la Champagne ; c'était le commencement de la guerre de Cent Ans. En 1914, les gens de Troyes virent encore l'exode des Champenois du Nord, non combattants. En 1870, en 1814, en 1792, la terre de Champagne fut aussi foulée par l'ennemi, de plus en plus souvent hélas depuis 1338.

Rien n'est vraiment nouveau. Aucun des sentiments qui agitent notre monde actuel n'est étranger à l'auteur de Renard le Contrefait. Il était déjà patriote, en un temps où la nation française n'avait pas, derrière elle, un long passé d'épreuves communes et de culture pour l'agglomérer, comme aujourd'hui. D'un patriotisme local, d'abord, qui lui fait préférer, comme dira Mistral, sa ville aux villes voisines, sa province aux autres provinces, il recueille une tradition injurieuse pour les gens de Provins (v. 37.510) et une anecdote sur un confrère, Hémart, apothicaire à Provins, victime de sa sottise (v. 38.921). Champenois, il reproche au « roy Loys que on dit saint », d'avoir dépouillé la Champagne de trente-trois fiefs baillés en gage, puis remboursés (v. 37.379) ; il reproche (1 p. 366) aux gens de l'Île de France d'être orgueilleux, à ceux de la Bourgogne d'être « trittous » (sans conscience), aux Picards de dire des bourdes ; il est plus généreux pour les Champenois :

Et an Chanpaigne li buveur	(1 p. 366)
Et si sont li bon despancier,	
Et si sont bon couvenancier ;	
Telz n'a vaillant un angevin	
Qui chascun jor viaut boire vin,	

Et viaut suïr la compaignie
Et tant boire que langue lie,
Et quant se vient aus cos * donner * et quand on en
vient aux coups

Il se sevent bien remuer

Il est sévère pour les Allemands, « li felon » et pour les Lombards :

La ai ge lessiez les mauvais (I p. 367)
Et les assauteurs * de chemins, * brigands

Par contre, il célèbre la gloire et le charme de la France en un chant d'amour dont nous ne pouvons malheureusement citer que quelques vers :

... puis est Romme dévalée, v. 21.627
Et France est a honneur montée
De grande generacion
Et de tresgrande mencion...
France emporte ores le greignour *... * le plus grand
Et France est ore en hault montée,
Et de renommée et d'honneur...
Tout le monde est desirans
De estre en France demourans...
De tout pays c'est la beance.* * désir 21.679
De venir demourer en France ;
France si est tant désirée,
De tous lyeux, de toute contrée ;
Tous y viennent, tous y habitent ;
Ens venus tous leurs pays quitent ;
Jamais retourner ne voudront
La demeurent et la morront.

Il n'est pas jusqu'à l'hymne à la nature que l'on ne puisse trouver dans les vers de notre poète :

Lors vit Nature en sa chayere 23.979
Qui tant bellè et qui tant noble yere...
De trestout Confort estoit plaine
Tant qu'a corporel char humaine,
Car envoieüre et noblesse,
Et humilité et simplesse
Toute beaulté et toute grâce
Fu en son corpz et en sa face...

Tout brief, Nature het excez, 24.019
Et blasme et vilaine tous ces
Qui en eulx ont outrecuidance,
Rebellion, impascience ;
Nul outrage n'ayme ne quiert ;
Et cil que la maine elle fieri,
Car excez et choses soudaines
Sont a Nature monlt grevaines * * pénibles

L'homme est naturellement bon, c'est la société qui le corrompt ;

Aussi vous diz je que ly homs 6.310
Qui est nez pour trestout bien faire,
Et pour sa vie a Dieu complaire...
Tantost que il prent cognoissance,
Tout bien lui vient a despittance :
Lors devient il lour et trichierres,
Mesdisant, parescheux, menterres,

Envieux et luxurieux
D'ire plains et injurieux

Telle est la philosophie d'un apothicaire troyen vers l'an 1300 : un précurseur.

Dans les vers que nous avons cités, on relèvera force chevilles et remplisage ; les Villon n'abondent pas au Moyen Age, ni dans les siècles qui suivent ; nous ne voulons pas laisser l'impression que notre apothicaire fut un mauvais poète et nous citerons encore quelques vers assez bien frappés, même pour les oreilles modernes :

Adonc Regnart si s'achemine ;	v. 27.787
Jusqu'à la nuit d'aller ne fine.	'
Monlt s'est et dollousé * et plains	* lamenté
De fain, dont il est matz * eu vains **	* accablé
	** abattu

... Ou poeut on trouver meilleur vie	24.397
Que de gésir es bras s'amie ?	
Ces belles karolles et danses	
Et ces tresplaisans acointances,	
Belles robes, beaulx paremens	
Et ces gracieux vestemens,	
Et escarlate et vair et soye,	
Que devenroient, se n'estoie ?	
Ces chevaux et ces palefroy,	
Ces paremens couvert d'aufroy...	

... Toute la prairie est pleine	28.633
De moutons gras couverts de laine	
De gelines, de pourchellès *	* jeunes porcs
Et d'oisons gras et de poulès ;...	

Les historiens de la littérature française ont été parfois sévères pour cet auteur abondant. Voici le jugement le plus dur, il est aussi le plus récent (1) :

« Il a jeté pêle-mêle le contenu de son cerveau. Toute la science des clercs bourrés de théologie, de philosophie, d'astrologie, de médecine, de politique et d'histoire lui fournit la matière d'une compilation dont la légende de Renart n'est que le prétexte inavoué... Ce cuistre en bonnet carré ne perd pas une occasion d'étaler sa science. » Et notre professeur, qui paraissait sûr de lui, ajoute aussitôt après : « Et pourtant, malgré ses défauts, sa forme chaotique, ses digressions imprévues et ses lenteurs désespérantes, la contrefaçon de Renard nous est un précieux document... »

Nous avons vu que MM. Bedier et Hazard (*loc. cit.*) ont de notre poète une meilleure opinion. Nous terminerons par celle de C. V. Langlois (*loc. cit.*) :

« Le talent naturel, c'est-à-dire le don d'écrire agréable-

(1) R. Bossuat, Le Moyen Age. Histoire de la Littérature française sous la direction de J. Calvet, Paris 1931.

ment, sans efforts et sans industrie, ne lui manquait pas dans ses bons moments. Pas de talent ? sans avoir connu les anciens épiciers, ni même les pharmaciens retirés qui, au ^{xix}^e siècle, ont vécu à Troyes en Champagne, on peut douter qu'il y en ait eu beaucoup qui aient été capables d'en faire autant, pour tuer le temps, que leur confrère du ^{xiv}^e. »

Dans sa *Description de la France*, Michelet évoque les « épiciers de Troyes qui griffonnaient sur leurs comptoirs des histoires satiriques ». Hélas, le poète que nous venons d'étudier est bien seul : les œuvres d'apothicaires champenois dont il reste à parler n'ont pas la même envergure (1).

II. CLAUDE BOURGEOIS

Cet apothicaire du ^{xvii}^e siècle, déjà présenté dans les lignées d'apothicaires troyens (v. p. 57), a publié un éloge de l'alkermès, dont nous n'avons connaissance que par la mention faite dans la *Bibliothèque Champenoise* de Léon Téchener (Paris 1886).

En voici le titre :

Brevis tractatus de dispensatione confectionis Alkermes celebrata Trecis, anno 1599, per Claudium Bourgeois, Trecentem pharmacopœum, S. l. n. d. (Trécis 1599) apud Joannem Odotium (in-8 de 46 p.).

Après ce titre, le bibliographe ajoute la mention : *Aux armes du roi Henri IV*, et l'estimation de l'ouvrage en 1886 : 400 francs.

On conçoit aisément que ce livre soit allé enrichir la bibliothèque d'un riche amateur de reliures, qui n'a peut-être guère souci du texte, et comme l'opuscule n'a pas dû faire l'objet d'une grosse édition, nous n'avons pu le trouver ni à la Bibliothèque de Troyes, pourtant riche en œuvres d'auteurs champenois, ni aux Bibliothèques des Facultés de Médecine et de Pharmacie de Paris. Le catalogue de Téchener donne un résumé de l'ouvrage ; il n'est guère accessible non plus, nous en extrairons donc quelques lignes.

C'est en 1599, sur l'invitation de ses confrères, que Nicolas Bourgeois confectionna « publiquement l'alkermès de Mesué, en solennelle assemblée, non seulement de médecins,

(1) Les rimeurs qui ont appartenu à la corporation des apothicaires en France, Thibault Lespleigney avec son « Promptaire des Médecines simples » (1538), Paul Coutant avec le « Jardin et Cabinet poétique » (1609), Pierre Maginet avec « La Thériaque Française » (1623) ne peuvent, non plus, être mis sur le même plan que l'auteur de Renart le Contrefait.

pharmaciens et chirurgiens, mais aussi de magistrats et personnes notables de la ville de Troyes ». Ce « célèbre et excellent remède », préparé avec du suc de pommes, de la soie écrue, du suc de grains de kermès, du sucre, de l'ambre vierge, du bois d'aloès, du cinnamome, du lapis-lazuli, des perles, de l'or et du musc, avait la propriété de guérir les palpitations de cœur, les syncopes, la fièvre quarte et même les moribonds, de dissiper la mélancolie, de rétablir les forces, de préserver de la lèpre et de conserver longtemps la santé florissante.

Claude Bourgeois songea naturellement à tirer bon parti d'une si précieuse drogue, et son livre est la plus ancienne réclame que nous connaissions. La publicité n'en était encore qu'à de timides essais, l'Amérique n'était découverte que depuis un siècle, mais cette publicité a, déjà, grande allure.

Le livre imprimé par Jean Oudot comprend : au verso du titre, quatre vers français à la louange de l'apothicaire ; une dédicace à Henri IV, une autre dédicace en latin à Jean Angenoust, président du présidial de Troyes, la recette de l'alkermès, un discours latin, lu par Nicolas Caussin à l'assemblée réunie chez Claude Bourgeois une explication en latin de la confection du spécifique, donnée par l'auteur ; suivent neuf pièces de vers latins et français composés en l'honneur de Claude Bourgeois, une lettre à M. de la Rivière, médecin du roi Henri IV, en lui adressant le discours des vertus et louanges du Blanc, couleur de la livrée de France, par J. Caussin, et enfin une prière pour le roi, par G. Beudot.

Claude Bourgeois trouvait ainsi le moyen de recommander son alkermès au roi, au médecin du roi, et au président Angenoust, recommandation appuyée par les éloges poétiques des médecins et des apothicaires de Troyes.

Nous ne manquerons pas de rappeler une autre œuvre un peu antérieure à celle-ci et beaucoup plus célèbre, qui évoque également, mais par ironie, une composition pharmaceutique ; c'est la *Satire Ménippée de la vertu du Catholicon d'Espagne* (1594), à laquelle un troyen, Jean Passerat, prit une grande part ; on s'y moque de deux charlatans, l'un Espagnol, l'autre Lorrain (le duc de Guise) ; ce dernier a devant lui un petit escabeau « couvert d'une vieille serviette et dessus une tirelire d'un côté et une houëte de l'autre, pleine aussi de catholicon, dont toutes fois il débitoit fort peu, parce qu'il commençait à s'esventer, manquant de l'ingrédient plus nécessaire, qui est l'or, et sur la boëtte estoit escrit : *Fin galimatias, alias Catholicon composé pour guérir des escrouelles* ». La satire Ménippée fit, dit-on, beaucoup pour l'avènement d'Henri IV ; n'est-ce pas cette parodie du Catholicon qui a donné l'idée, très sérieuse cette fois, d'attirer l'attention du bon roi sur les mérites de la confection d'alkermès ?

III. CLAUDE ROCARD

Claude Rocard fut un contemporain de Claude Bourgeois. Il publia, en 1536, à Paris, la traduction des *Caprices de Fioravanti*, la seule qui eut été faite en français semble-t-il. Deux ans plus tôt, un tourangeau, Gabriel Chappuys, avait publié la traduction d'une autre œuvre de Fioravanti : « *Le Miroir universel des arts et sciences en général, de l'excellent docteur M. Léonard Fioravanti, Bolognois divisé en trois livres* », mais cette œuvre ne présente à peu près rien de commun avec les *Caprices*.

L'ouvrage de Cl. Rocard porte en titre : « *Les Caprices de M. Léonard Fioravanti Bolognois touchant la médecine* » et en sous-titre : « *Qui sont plusieurs et diverses médecines nouvelles de grande efficace à toute sorte de maladie, avec la manière de les pratiquer : utiles à chacun qui s'en voudra servir* ». Rocard a dédié sa traduction à François Vatepin, chanoine de l'église de Troyes ; la dédicace est suivie de deux sonnets en l'honneur de Rocard et d'un avis au lecteur.

L'ouvrage de Fioravanti comprend une préface et soixante neuf chapitres, chaque chapitre comporte une recette extraordinaire et merveilleuse, propre à guérir les maux les plus inattendus. Pour Fioravanti, tout est simple et facile, chacun de ces remèdes est pour le moins miraculeux. Il indique beaucoup de recettes plus ou moins pharmaceutiques, en particulier deux formules de « syrop magistral » que nous avons citées dans l'inventaire de Sorel, le baume et la liqueur de Fioravanti, dont notre Codex garde encore la trace ; en effet, l'alcoolat de Fioravanti, qui porte aussi le nom de baume, se rapproche du baume préparé par Fioravanti et diffère, par contre, du remède auquel le médecin de Bologne avait donné le nom de « grande liqueur de Léonard ». Cette liqueur, dont l'inventeur semble n'avoir jamais péché par excès de modestie, est, selon Fioravanti, parfaite et miraculeuse. Il y entrait de l'huile et du vin blanc, qu'on faisait bouillir et qu'on enterrait d'Août à Février, puis on y ajoutait : fleurs de romarin, bois d'aloès, encens, bdellium, sauge, romarin, rue, hétoïne, millefeuille, racines de grande consoude, « thamaro ou couleur noire, viticella ou balsamie », galanga, girofles, noix muscades, spicanar, safran, sarcocolle, sang dragon, mastic, aloès hépatique, « Kafe de pain », cire jaune, lard de porc, « hypericon avec les semences », musc. Après avoir fait bouillir le tout on passait sur un linge et on ajoutait trois dragmes du « baulme artificiel » de Fioravanti, après quoi on attendait le mois de Septembre pour ajouter les fruits rouges de balsamine.

Quant au baume, il était moins compliqué et demandait moins de temps ; pourtant, c'est la panacée universelle, trésor précieux, liqueur miraculeuse, sont les mots qui viennent naturellement sous la plume de Fioravanti, pour

qualifier son remède. Ce baume merveilleux existerait, selon lui, à l'état naturel, par delà la mer ; mais il faut, pour le trouver, risquer sa vie et entreprendre des « travaux » extraordinaires, alors que « le nostre artificiel est miraculeux et fait de si esmerveillables opérations ». Le baume était fait avec : térébenthine, huile de laurier, galbanum, gomme arabique, oliban, myrrhe, « gomme de Lierre », bois d'aloès, galanga, clous de girofles, racines de grande consoude, cannelle, noix muscade, zédoaire, gingembre, « destain blanc », musc, ambre. On pilait ces matières, on arrosait de six litres d'eau de vie, puis on mêlait avec de l'eau. Après neuf jours de repos, on distillait et on obtenait d'abord une eau blanche : l'eau de baulme, puis une huile blanche : l'huile de baulme ; en continuant la distillation apparaissaient une eau noire : la mère du baume, et une huile noire qui était le fameux « baulme artificiel ».

Notre Codex a beaucoup changé la préparation du baume de Fioravanti ; c'est peut-être pour cette raison que notre alcoolat est loin d'avoir la valeur du « baulme » de Léonard ! Ce médecin ne s'est d'ailleurs pas contenté d'inventer des remèdes aux maladies ; il eut des ambitions plus grandes. Il donne des recettes « miraculeuses », comme toujours, pour préparer « l'élixir de vie », « l'eau qui entretient la jeunesse et retarde la vieillesse », et mieux encore, il a découvert « l'or potable » et la pierre philosophale, « la pierre végétale qui transmue les corps ». Nous citerons quelques lignes de la recette « *Pour rendre l'or potable de grande vertu* », qui restitue assez bien la méthode de Fioravanti.

« Combien que pour réduire l'or en liqueur, il y a de l'impossibilité, toutes fois c'est une chose plus facile que l'on ne se pense. »

« La manière donques de faire cette liqueur précieuse sera telle. »

« On prend une once d'or en feuille, puis on prend une bonne volaille grasse, laquelle on tue et plume, et toute chaude on l'esventre, et où elle est plus charnue on l'ouvre en plusieurs lieux, comme est la poitrine, les cuisses et dessous les ailes, dedans lesquelles ouvertures faudra mettre tout l'or préparé. Et mettre la dite volaille en tel lieu que par trente six heures elle puisse se maintenir toujours en sa chaleur tempérée, et l'or se fondre tout en eau ; car la vertu occulte de la volaille dissoud ledit or. »

Claude Rocard, peut-être parce que sa traduction des Caprices l'avait mis en vedette, fut un des correspondants d'Adrien le Tartier, célèbre médecin champenois, d'une vieille famille troyenne, qui publia à Paris, en 1586, un recueil de soixante-dix lettres réunies sous le titre « *Les Promenades Printanières* ». Ces lettres, écrites sur les sujets les plus différents, étaient adressées à des médecins, des apothicaires, des chirurgiens, quelquefois aussi à de grands personnages, à des évêques. Parmi les

apothicaires destinataires de ces lettres, nous citerons, outre Claude Rocard, Edmond Hérauld, apothicaire à Troyes (Le Tartier lui expliquait, dans sa lettre, que « l'Or ne sert à rien ès restaurants, coulis, etc... »), et Nicolas Houel, apothicaire à Paris, intendant et gouverneur de la Maison de la Charité chrétienne.

La lettre adressée à « Maistre Claude Rocard, Apothicaire à Troyes », traitait de la « Description sur le doute proposé : sçavoir si les bouillons plus simplement faicts et moins artificieux, sont à préférer à tant de coulis, restaurants, pressis, consommez, etc..., industrieusement et précieusement préparez ». Nous ne prendrons pas parti dans cette controverse sur la diététique, et nous ne nous attardons pas davantage aux Promenades Printanières.

Châlons n'a qu'un nom à mettre en face des célébrités troyennes, mais il est grand, c'est celui de Bayen. Bayen naquit à Châlons en 1725 et fit son apprentissage à Reims. Il fut apothicaire-major des armées et fit de nombreux travaux de chimie minérale ; son œuvre a été maintes fois étudiée. Nous renverrons le lecteur à ces études et, en particulier, à celle d'A. BALAND : *Notices biographiques sur les anciens pharmaciens inspecteurs de l'Armée* (Paris 1892).

CHAPITRE VI

DEUX APOTHICAIRES DANS LA CHRONIQUE TROYENNE

La chronique troyenne a retenu les noms de deux apothicaires du xvi^e siècle ; nous croyons intéressant de les évoquer ici, non pour leurs œuvres, ni pour leur personnalité, qui nous reste inconnue, mais en raison de la singularité des événements auxquels ils ont été mêlés.

JEAN MOUSSEY ET LE GRAND INCENDIE DE TROYES, 1524 (1)

Le vingt-quatrième jour de Mai de l'an 1524, veille de la Fête-Dieu, entre dix et onze heures du soir, le feu prit dans une maison sise au coin de la rue de l'Épicerie, près de la Commanderie du Temple et de l'Hôtellerie de l'Homme Sauvage, endroit qui correspond, aujourd'hui, au carrefour des rues Emile-Zola et Général-Saussier. Cette maison était habitée par un apothicaire, Jean Moussé [Mousse] (2), « et comble de poix, de soufre, d'huile de pavot et de plusieurs autres semblables matières faciles à s'enflammer ». Le feu, qui dura 28 heures, se répandit dans tout le quartier avec une rapidité extrême et fit rage à travers les maisons de bois, couvertes et revêtues en aissis (plaques de bois). Il consuma environ le quart de la ville, le quartier le plus peuplé et le plus riche. Les églises Saint-Jean, Saint-Nicolas et Saint-Pantaléon subirent de grands dom-

(1) Les renseignements sur les incidents de 1524 sont fournis surtout par Nicole Pithou (Histoire séculière et ecclésiastique de la ville de Troyes en Champagne, manuscrit B. N. Collection Dupuy 698), et par les comptes de Fabrique des Archives départementales. Boutiot en a donné un long résumé dans le Tome III de son Histoire (loc. cit.). Léon Pigeotte a écrit une notice sur l'incendie de Troyes en 1524. (Ann. de l'Aube 1858.)

(2) Nous n'avons pas trouvé de renseignements sur la vie de Jean Mousse, nous avons seulement retrouvé sa signature sur un acte de 1530 A. A. E. 1155.

mages. Les hospices Saint-Bernard et Saint-Abraham, la Commanderie de Saint-Jean-du-Temple, le Château de la Vicomté, l'Arsenal et le Beffroi furent détruits. L'incendie s'étendit jusqu'aux remparts, de la porte du Beffroi à la tour Boileau et à la porte de Croncels, et, à l'opposé, les flammes dévorèrent toute la zone qui, aujourd'hui, va jusqu'à la rue Charbonnet, la rue du Palais-de-Justice et la rue Jaillant-Deschainets. Les couvertures des remparts et les murailles mêmes furent fortement endommagées. Le nombre des maisons détruites est estimé, suivant les auteurs, de 300 à 3.000. On a cité l'exemple de Nicolas Hennequin, qui perdit dans l'incendie une soixantaine de maisons. La superbe cloche du Beffroi fut fondue ; quelques mois après, les marguilliers des églises incendiées en rachetèrent le métal, « payable à la Chandeleur », pour remplacer les cloches de leurs églises, dont le bronze avait également coulé.

La cause de cet incendie est demeurée incertaine ; Nicole Pithou hasarde une explication assez simple ; la maison aurait fait l'objet d'un procès, devant la Cour du Bailliage de Troyes et le Parlement de Paris, entre « deux personnes prétendant respectivement à la propriété d'icelle » ; le plaideur évincé se serait vengé sur le champ. Mais l'émotion publique écarta tout de suite les causes naturelles et imagina un incendie volontaire, résultant de l'inimitié de Charles Quint et surtout du connétable de Bourbon contre François I^{er}. Il s'ensuivit une terrible répression ; dès le lendemain, on saisit des jeunes enfants qui auraient essayé de mettre le feu dans des quartiers non incendiés et qui déclarèrent qu'ils étaient pavés pour cette œuvre coupable. La rumeur publique signala quatre ou six hommes qui, chaque jour, changeaient de vêtements ; on les voyait tantôt sous l'apparence de marchands, tantôt sous celle de paysans ou d'aventuriers. Six jeunes garçons furent pendus, d'autres brûlés ; les pères des enfants qui avaient subi le supplice du feu, furent gardés en prison pendant un certain temps, pour être finalement condamnés à la même peine « un pauvre homme estrangé qui passoit par Troyes, le langage duquel pas un seul du lieu n'entendoit, fust pendu et estrangé, après luy avoir donné la torture sans qu'on peust en tirer de lui parolle, qu'on put entendre que celle-ci : *Kyrie Eleyson*, qu'il répéta souvent, comme il estoit au lieu de supplice. » Tandis que la populace forcennée jetait aux flammes, comme boute-feux, tous les gens d'apparence suspecte, l'échevinage de Troyes se tenait sur le qui-vive : le 2 juin, on créa un étroit Conseil siégeant en permanence, pour aviser de toutes mesures de sauve-garde ; des poursuites furent engagées contre le clergé qui refusait d'en faire partie. La surveillance redoubla aux remparts et aux portes ; défense fut faite de vendre du vin dans les petites tavernes, où se retirent tous gens de mœurs dissolues ; défense renouvelée de porter des vêtements étranges et

« déchiquetés », ainsi que de longues barbes ; les jeux de dés, de cartes, de quilles et autres sont interdits et l'expulsion de la ville de tous vagabonds, maintenue. La terreur s'étendit à la plupart des grandes villes voisines, Dijon et même Paris. Finalement, on en vint surtout à prendre des précautions contre le renouvellement de pareils incendies et on réglementa la construction de maisons tout en bois et par trop enchevêtrées, comme on en trouve encore aujourd'hui dans la fameuse ruelle des Chats. Les mœurs de cette rude époque nous surprennent aujourd'hui, quoique la nôtre ne soit guère qualifiée pour protester contre les désordres. Les Troyens de 1524 avaient du moins une excuse à la violence de leur émotion : ils sortaient à peine de la terrible peste de 1518 qui avait dévasté leur ville.

FRANÇOIS GAULARD ET LES TROUBLES RELIGIEUX, 1561 (1)

Les faits remontent au mois d'Août 1561, d'après Haton, au mois de Juillet disent d'autres historiens. Sur la place de la Belle-Croix se dressait un calvaire fort ancien, qui eut, tout à coup, la réputation de faire des miracles. Pendant trois semaines, la croix se met à changer de couleur, tantôt elle devient rouge comme le feu, tantôt elle est blanche comme la neige, ou bien inde (bleu) ou perse (vert bleuâtre). Les piliers qui la soutiennent sont soumis aux mêmes phénomènes ; parfois, on les entendait « clacquer comme s'ils eussent été dans le feu », d'autres fois, « ils rendaient l'eau de toute part à grosses gouttes qu'on eust bien recueillies et amassées en ung aysement avec une plume ». A la vue de cette merveille, la population « criait à Dieu miséricorde » et « furent faictes processions générales au dit lieu ». Ce fut le signal de plusieurs guérisons « tels malades et impotens de leurs membres... qui y furent à potence (béquilles), avec toute difficulté, s'en retournèrent sans batons et à leur ayse ; aultres, fébricitans, de toutes sortes de fiebvres, s'en retournèrent en santé..., des muets et aveugles recouvrèrent là l'usage de parler et de voir clair ».

Comme ces miracles n'étaient pas faits « par artifice, ni incantation d'homme, ni par vaudoisie », plusieurs des Troyens qui avaient embrassé la religion réformée furent « fort ébransléz pour délaïsser leur huguenauderie et se

(1) Les incidents relatifs à Gaulard sont rapportés dans les mémoires de l'abbé Claude Haton. l. 196 ; dans la Topographie historique de la Ville et du Diocèse de Troyes, par l'abbé Courtalon-Delaistre. l. 108. Troyes 1783 ; dans le manuscrit Duhalle sur l'histoire de Troyes en 3 vol. (Bib. Hôtel de Ville de Troyes) et dans une monographie sur la Belle Croix de A. S. Dès : Annuaire de l'Aube 1884, p. 83 à 134.

réduirent à l'église catholique, et, de fait, plusieurs entièrement la quittèrent ». Tous ne se convertirent pas ; un de ces « obstinez hérétiques », nous dit Claude Haton, était un apothicaire nommé Gaulard, qui habitait sur la place de la Belle-Croix. On retrouve, dans l'ouvrage de Corrad de Bréban sur les rues de Troyes, qu'en 1573, un apothicaire occupait l'Hôtel de la Rose, sur la place de la Belle-Croix ; c'est vraisemblablement de l'officine de Gaulard qu'il s'agit (1). Gaulard émit des doutes sur la sincérité des miracles et poussa l'impudence jusqu'à placer devant sa boutique « l'anatomie d'un chat », en insinuant que le chat pouvait aussi bien être la cause des miracles. « Ung du magistrat estant du même secte », on « ne fist justice de ces parolles. » Le peuple, indigné de l'impunité de cette raillerie, se précipita dans la maison de l'apothicaire, brisa les vitres, rompit les fenêtres et mit tout à sac. L'apothicaire n'eut pas manqué d'être écharpé si les pillards avaient su le trouver ; l'autorité fut obligée d'intervenir et dispersa l'émeute qui avait duré une heure « en plein-midi ». L'apothicaire impie ne fut pas inquiété ; mais, au grand scandale de la population, les émeutiers, seuls, furent poursuivis ; on mena en prison tous ceux qui furent trouvés porteurs d'objets provenant du pillage de la « hacquemaque » de Gaulard. L'un d'eux, un jeune apprenti de dix-sept ans, fut condamné à être pendu sur la place de la Belle-Croix, en face de la boutique même de Gaulard. L'exécution fut la cause d'une nouvelle émeute dirigée contre le Lieutenant criminel et les sergents qui, sous une grêle de pierres, durent décharger leurs armes sur la foule. Le bourreau, malgré le peuple, accomplit sa mission, mais, lorsqu'il se fut retiré, on constata que le patient, enlevé de la potence, donnait encore des

(1) Nicole Pithou, contemporain de Gaulard, a retracé toute l'histoire de la Belle-Croix dans son *Histoire* (*loc. cit.* v. p. 131). Il semble que les érudits qui ont cité cette aventure, ne l'aient pas toujours fait avec exactitude quant à l'origine de la querelle qui mit aux prises la population troyenne et l'apothicaire huguenot. Voici ce qu'en dit Nicole Pithou : L'apothicaire François Gaulard s'était, autrefois, mêlé de la fabrication des chandelles de cire et avait été blâmé par le clergé d'une église troyenne ; en fabriquait-il encore cette année-là malgré la défense du clergé, Pithou dit n'en rien savoir. Toujours est-il qu'au moment des miracles de la Belle Croix, une femme entra chez Gaulard pour acheter des chandelles qu'elle destinait à la Croix miraculeuse. Gaulard lui répondit « qu'il aymeroit mieux en vendre à une putain que pour offrir à cette croix », et la servante de Gaulard aurait dit à la cliente « qu'elle était fort mal de sa personne, que des pilules lui feroient plus de profit que des chandelles ». C'est devant cette même femme que l'apothicaire aurait insinué, en montrant « l'anatomie d'un chat » suspendue, dans sa boutique, que le chat était aussi capable que la Belle-Croix de faire des miracles.

signes de vie. Transporté à l'église Saint-Rémy, le moribond fut saigné ; il mourut le lendemain et fut inhumé dans l'église.

Nous ne nous portons point garant de la véracité de tous ces faits ; nous avons seulement pu vérifier qu'un Gaulard figurait, en 1562, dans une députation protestante, à Troyes.

L'épisode que nous venons de rapporter devait être suivi dans la région troyenne de troubles infiniment plus graves, tant il est vrai que l'intolérance, d'où qu'elle vienne, est la messagère du malheur.

TROISIEME PARTIE

LA COMMUNAUTÉ

CHAPITRE I

L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTE

Nous avons fait, au chapitre des Statuts, l'examen des textes sur lesquels ont été fondées les Communautés d'apothicaires de Troyes et Châlons. On a trop souvent considéré les corporations comme un moyen de domination des maîtres vis-à-vis de leurs aides ; que l'organisation corporative ait abouti à ce résultat, nous n'en discuterons point. Il semble bien que les Communautés d'apothicaires n'aient eu d'autre but que de régler une profession délicate ; nos ancêtres ont de bonne heure réalisé, plus ou moins, ce que certains confrères demandent aujourd'hui, dans le projet d'un Ordre de la Pharmacie.

Nous avons déjà vu le rôle de la Communauté dans le recrutement des apprentis, des compagnons et des maîtres ; nous examinerons maintenant l'administration de la Communauté, son rôle professionnel, sa gestion financière, son rôle social, religieux et politique.

LES LIMITES DE LA COMMUNAUTE

L'étendue de la Communauté a varié au cours des temps, les statuts nous en ont fourni la preuve. L'épicerie et l'apothicairerie, primitivement confondues, se sont, très tôt, différenciées à Troyes ; mais à Châlons, ville moins importante, la distinction ne fut jamais nettement établie. Les apothicaires, les apothicaires-épiciers, les épiciers simples, sans compter les ciriers, sont restés groupés dans une même Communauté, et nous verrons que cette situation entraîna de nombreuses complications.

Dans la majorité (1) des villes du royaume, en particulier en Bourgogne, les apothicaires sont, comme ceux de Troyes, séparés des autres corporations et forment à eux

(1) Bouvet (loc. cit.) p. 236 : 103 communautés sur 119 étaient ainsi constituées d'après le d'Hozier.

seuls une Communauté. La forme mixte que nous venons de voir à Châlons est plus rare ; on la retrouve à Vitry-le-François (1), où les apothicaires sont associés, non seulement aux épiciers-ciriers, mais encore aux confiseurs et aux droguistes. Nous ne savons pas si les apothicaires champenois eurent des armes personnelles, mais les Communautés s'en virent imposer vers le XVII^e siècle, le roi manquant d'argent. L'ordonnance du 17 janvier 1698 en fixait les droits (2). Nous donnons la reproduction des armes de la communauté de Châlons d'après le d'Hozier, et celles d'un apothicaire châlonnais : Claude Bouin.

L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTE LES GARDES-JURES

La communauté est administrée par des gardes-jurés élus. A Châlons comme à Troyes, il y en a deux. Les gardes sont choisis parmi les plus anciens maîtres de la Communauté, « à cause de leur suffisance et longue expérience ». Ils sont élus par les maîtres réunis. La durée de leurs fonctions est variable ; le mandat est de deux ans à Châlons, où les maîtres apothicaires votent tous les ans, pour le renouvellement de l'un des deux gardes ; le vote a lieu le jour de la Saint-Luc, patron de la communauté. A Troyes, les deux jurés sont soumis tous les ans à l'élection.

Nous avons une liste de quelques gardes de Châlons, de 1728 à 1790, mais nous ignorons quels furent les jurés troyens. En établissant cette liste des gardes, nous n'avons trouvé qu'un seul nom par année, car l'ancien juré a le pas sur le nouvel élu ; c'est chez lui que les maîtres se réunissent chaque fois qu'ils ont à délibérer en commun, et le registre (3), pour cette raison, ne porte que le nom du garde principal. Pourtant, en 1675, le registre porte les noms de deux gardes, qui terminèrent leur « temps de jurande » et ceux de leurs collègues élus cette même année pour les remplacer. Il semble, là, qu'il y ait désaccord entre cette double élection et l'article premier des Statuts, qui spécifie que « le corps s'assemblera pour en eslire ung aultre en la place de l'ancien qui sortira ». Le compte rendu de l'élection de 1675 nous apprend que l'un des gardes était parfois un épicier.

Voici donc ce compte rendu et la liste des gardes de 1728 à 1790.

(1) Thèse Martin (loc. cit.) p. 14.

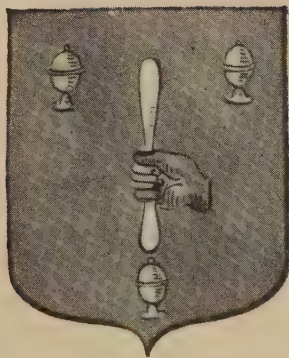
(2) A. M. E. 938.

(3) A. M. E. 937.

En 1616, date de l'origine de la Communauté, les deux gardes étaient Jehan Maupin et Claude Roussel ; en 1618, Pierre Deu et Pierre Horquelin.



Armes de la Communauté
des Apothicaires-Epiciers
de Châlons.



Armes de Claude Bouin
Apothicaire de Châlons.

Cejourd'huy, vingt-sixième jour du mois de Mai mil six cent septante cinq, en l'assemblée tenue par les maîtres apothicaires et espiciers et espiciers simples, convoquée au logis du sieur Picard Chodot, ancien Juré, pour l'année, pour faire élection d'autres Maîtres jurés au lieu et place dudit sieur Chodot et du sieur Jacques Michel, maître espicier simple, et en suivant les conclusions cy dessus signées et pratiquées, nous avons nommé, à la pluralité des voix, la personne du sieur Nicolas Talon pour ancien juré et celle du sieur Pierre Laguille pour son collègue. Lesquels ont promis de s'acquitter de leurs charges et ont remis le coffre de papiers concernant la maîtrise aux mains dudit sieur Nicolas, qui en descharge ledit sieur Chodot.

Signé: LAGUILLE, PICARD, N. TALON, autres signatures illisibles. »

1728	Pierre Lavialle
1730	J. B. Main
1735	Pierre Moret
1747	J. B. Main
1749	J. B. Main
1753	Pierre Farochon
1754	Lavialle
1755	Lavialle
1761 à 1763	Pierre Farochon
1766 à 1778	Dagonet père
1780	Degaulle
1782	Degaulle
1785 à 1790	Clauzet

La Révolution a rompu la communauté des apothicaires de Châlons et dépouillé Clauzet de son titre de garde-juré en 1792 ; il n'en a pas moins conservé toute la confiance de ses confrères, car c'est lui qui dirige « la cy-devant Communauté » et garde en main ses intérêts (1).

Aucune trace du serment des gardes dans les deux villes ; nous savons seulement par une pièce des Archives de la Marne E. 941, du 7 Novembre 1704, que Talon et Picart, gardes, et Farochon, clerc de la Communauté, ont prêté serment devant le bailli du Comté de Châlons. Le rôle des gardes est nettement défini. Ils sont avant tout dépositaires des papiers précieux appartenant à la Communauté : Statuts, Registres, etc..., administrateurs de finances, intermédiaires entre le pouvoir central et leurs confrères. Ils président aux examens et, prérogative importante, aux visites des drogues des forains et aux inspections des boutiques d'apothicaires. C'est encore eux qui règlent les différends de toutes sortes, conduisent procès et emprunts, distribuent les aumônes et les secours, enfin gouvernent la Communauté avec l'assentiment des autres maîtres.

Nous verrons dans ce même chapitre que les gardes, déjà très occupés par les examens, les visites, le sont encore par les finances et les procès de la Communauté. Mais, retiraient-ils de cette charge, si lourde, quant aux responsabili-

(1) A. M. E. 938.

tés et au temps qu'ils lui consacraient, un profit quelconque ? Il ne semble pas que les droits de visite aient pu constituer une somme de revenus appréciables et ce titre honorifique, sans doute, semble n'avoir rapporté aux maîtres élus que beaucoup de soucis et de travail. Certains maîtres, peu soucieux des honneurs, refusèrent cette charge, tel Jacques Noël (1) qui, le 22 Janvier 1619, ne voulut pas accepter la succession de Pierre Deu et partager avec Horguelin la fonction de garde-juré. Les autres maîtres étaient trop jeunes et inexpérimentés pour postuler ? Le manuscrit est muet à ce sujet, mais mentionne que Pierre Deu restera en fonction pour le reste de l'année.

Nous avons vu que les Forains devaient déposer leurs drogues « en la salle commune de la Communauté ». Quelle était cette salle ? Si, à Troyes, nous ne le savons pas, nous sommes mieux renseignés pour Châlons, grâce à un procès, sur lequel nous reviendrons (p. 151), que firent les épiciers aux apothicaires, à propos de la garde des papiers de la Corporation (2). En effet, ces papiers étaient enfermés dans un coffre fermant à clef, et ce coffre, meuble essentiel de toutes les Communautés, confié au grand garde, devint objet de discorde. C'était le symbole de la tutelle des épiciers, qui se plaignirent de ne l'avoir jamais vu et de ne pas même savoir ce qu'il renfermait. Ils exigeaient que les papiers communs aux apothicaires et aux épiciers soient mis dans un coffre fermant à deux serrures, que les clefs soient remises, l'une au garde apothicaire et l'autre au garde épicier, et que le coffre soit confié à un troisième maître. Les apothicaires s'y refusèrent absolument et le coffre resta chez leur grand garde.

La maison du grand garde était, en effet, le lieu de réunion des maîtres. Les jeunes apprentis, les aspirants à la maîtrise s'y rendaient pour passer leurs examens ou faire leur chef-d'œuvre et les maîtres y tenaient leurs assemblées. Un document indique que les maîtres « ont toujours regardé la maison du grand garde comme l'endroit le plus convenable et le plus honorable pour tenir les Assemblées de la Communauté ». Ces assemblées avaient lieu (3) « de deux ans en deux ans pour la nomination de nouveaux gardes... et pour les Récipiendaires lorsqu'il s'en présente ».

Mais, outre ces assemblées, il y en eut d'autres, extraordinaires, tenues le plus souvent à cause de procès, pour consulter les maîtres au sujet d'emprunts éventuels pour solder les frais de procédure, ou pour délibérer sur des sujets variés.

Nous avons trouvé ainsi le procès-verbal (4) d'une séance du 28 juillet 1777, tenue par l'

(1) A. M. E. 937, F^o 28.

(2) A. M. E. 937, F^o 167 ; A. M. E. 941.

(3) A. M. E. 937, F^o 167.

(4) A. M. E. 937, F^o 213.

Assemblée des Maîtres Apothicaires convoqués en la manière accoutumée, au Logis de Monsieur Dagonet, l'un de nous grand garde de la Communauté, le 28 Juillet 1777, pour statuer sur la demande faite à notre Communauté par une lettre de Messieurs les Apoticaire de la ville d'Orléans, de nous joindre à eux pour obtenir du Conseil que la déclaration de Sa Majesté du 25 Avril, Registré en Parlement le 13 May dernier, portant Règlements pour les professions de la Pharmacie et de l'Épicerie de Paris, fut rendue commune pour toutes les villes du Royaume; la matière mise en délibération, nous avons unanimement consenti de nous joindre à Messieurs les Apoticaire d'Orléans et autres, pour l'obtention de semblables Règlements, et avons chargé le garde de notre Communauté, Monsieur Dagonet, de leur faire une réponse en conséquence signée de nous tous.

(Ont signé) LERUZET, DAGONET, FAROCHON, DEGAULLE, THEUVENY. »

Une assemblée (1) extraordinaire eut lieu en 1789, pour l'élection des députés qui devaient porter le cahier des doléances à l'Assemblée du Tiers Etat de Châlons (v. p. 182). Tous les maîtres (2) devaient assister aux assemblées et ceux qui s'en dispensaient, sans excuse légitime, devaient payer une amende de 10 sous.

Le bureau de la Communauté était formé des gardes et du clerc et nous savons, par l'article quatre des Statuts de Châlons, que

« le dernier maistre desdictz apothicaires sera tenu de servir de clerc pour faire les semonces et assemblées des maistres quand besoing en sera, tant pour les affaires et négoces qui pourroient survenir audict art que pour les aultres considérations, au jour et heure ordonnées par les maistres jurez. »

C'est probablement aux clercs qui se succédèrent à Châlons, que nous devons les deux registres si précieux E. 937, E. 938, qui sont aux Archives de la Marne.

La Communauté n'a pas toujours vécu paisiblement à Châlons. Sans compter de nombreux procès avec d'autres corporations, on relève, en effet, plusieurs querelles intestines. En 1724, au moment du procès qui mettait aux prises apothicaires et épiciers, sur lequel nous reviendrons dans un prochain chapitre, des contestations s'élevèrent au sein de la Communauté, à propos d'un bureau destiné aux séances de l'Assemblée que de jeunes maîtres désiraient créer dans une salle quelconque, hors de la maison du garde.

Le 4 Février 1724, l'Assemblée des maîtres (3) décide de louer une chambre qui servirait de bureau pour la Communauté, mais dès le lendemain, probablement sur de nouveaux avis, la majorité change de sens, et les anciens maîtres

(1) A. M. E. 938.

(2) A. M. E. 937, F^o 26.

(3) A. M. E. 937, F^o 167 à 169.

« s'opposent formellement à l'établissement de ce Bureau, qui est une nouveauté ; [ils pensent] que trop de raisons concourent à empêcher cet établissement qui ne tendroit qu'à renverser l'ordre jusqu'à présent estably dans la communauté.

« ...que les anciens maîtres qui estoient en plus grand nombre et sans doute aussi sages que ceux d'aujourd'hui, n'ont jamais eûs la pensée d'establir un bureau et ont toujours regardé la maison du grand garde comme l'endroit le plus convenable et le plus honorable pour tenir les assemblées de la Communauté. »

Les anciens maîtres font observer que, non seulement l'état des finances de la Communauté est trop précaire pour supporter de nouveaux frais, mais que le garde actuel veut bien continuer à prêter sa maison et « fournir les choses nécessaires pour les actes d'expérience ». Aucune bonne raison ne peut prévaloir pour l'établissement d'un nouveau bureau et cette idée

« ne vient que de quelques esprits turbulens qui cherchent à brouiller et à innover dans la Communauté, faschez de n'avoir pu réussir à faire casser une assemblée légitime que les maîtres avoient cy-devant fait, dans laquelle ils ont nommé un garde que la cabale opposée à la tranquillité de la Communauté ne vouloit point approuver. »

Cette lutte de deux partis pour l'élection du garde et le choix d'un bureau venait à la suite d'un autre différend dans le partage des droits d'examen versés par Moret. En effet, lorsque Moret passa ses examens, l'un des maîtres, Derosne, était absent ; nous avons vu (1) qu'il avait été chercher « aux risques de sa vie » des drogues dans les pays où elles croissent, et ses confrères avaient profité de son absence « pour donner une conclusion qui exclut les absents des bénéfices considérables qu'ils tirent des nouveaux maîtres ». Les apothicaires avaient même antidaté de quatre ans le nouveau règlement. Au moment de son retour, Derosne apprit la supercherie et demanda réparation du dommage subi, en s'adressant au bailli, qui condamna la Communauté. Mais les apothicaires firent appel, pensant « lasser Derosne », et nous ne savons pas qui gagna définitivement le procès.

Derosne eut encore d'autres démêlés avec ses confrères, à propos de la réception à la maîtrise de Farocho. Le clerc de la Communauté a consigné dans un compte rendu (2), au registre des délibérations, les revendications du Sieur Derosne « pour sa part des deniers que nous pourrions avoir touchés à l'occasion de la Réception à la maîtrise du Sieur Farocho ». Les apothicaires demandèrent à leur garde, Pierre Lavialle, de les soutenir contre Derosne, qui

(1) A. M. E. 941, pièce du 23 mai 1723, (v. p. 95).

(2) A. M. E. 938.

dût avoir bien du mal à se défendre, car à cette époque il avait dû quitter Châlons, dont il ne pouvait supporter le climat, et s'était installé au Havre.

Le rôle des gardes dans la Communauté est donc primordial, et nous en aurons confirmation en étudiant maintenant l'inspection des boutiques d'apothicaires.

CHAPITRE II

LE CONTROLE PROFESSIONNEL

La charge la plus importante des gardes est l'inspection des drogues ; les statuts y reviennent dans un grand nombre d'articles ; c'est sur cette prérogative enviée qu'épiciers et merciers essaient souvent d'empiéter. A une époque où l'apothicaire devait faire lui-même, dans sa boutique, la plupart de ses préparations, l'inspection des médicaments, était plus nécessaires encore qu'aujourd'hui, où le pharmacien reçoit, de maisons spécialisées dans leur fabrication, une grande partie des produits officinaux. On sait combien les remèdes d'autrefois étaient nombreux et compliqués ; il fallait donc à chaque maître un grand nombre de drogues, et leurs qualités, leur conservation, devaient être fréquemment contrôlées.

A Châlons, dans l'article II des statuts « les maîtres jurés et gardes » doivent visiter une fois par an les « bouticles des aultres maistres apothicaires et espiciers pour adviser sur les drogues tant simples que composées ». Si certaines drogues ou médicaments sont en mauvais état, les gardes appellent un médecin, emportent l'objet du litige et le présentent soit au juge, soit à l'assemblée des maîtres pour décider s'il est ou non utilisable. Ils ont le même droit d'inspection dans les Foires et aucune drogue ne peut être vendue sans leur permission (art. VI). Enfin l'article XVI spécifie que les épiciers-ciriers sont également soumis à cette inspection. Ces dispositions ont été modifiées ultérieurement.

A Troyes nous relevons à l'origine de nombreuses différences, et tout d'abord la présence obligatoire d'un médecin (art. XI).

« Seront tenus lesdits Médecins eux assembler une fois l'an, et après le serment fait par eux en la manière accoutumée, éliront un notable et des plus anciens expérimentés en ladite science de Médecine et aussi ladite Communauté des Apothicaires sera tenue de soy assembler une fois l'an, et iceux Apothicaires en leur conscience éliront deux d'entre eux des plus anciens et notables expérimentés en l'Art d'Apothicaillerie pour assemblément procéder par eux à faire la visitation ainsi qu'il s'ensuit. »

L'art. XII indique deux visites par an (au lieu d'une à Châlons). Ces visites se font à jour fixe « le lendemain de la my-carême et le lendemain de la my-aoust ». Les inspecteurs doivent demander aux apothicaires et épiciers dont ils contrôlent les drogues

« le serment d'exhiber et mettre en évidence toutes les Drogues tant simples que composées qu'ils auront sans les cacher ny emprunter, et qu'ils n'ont rien caché ny emprunté, ny fait cacher directement ou indirectement aucunes Drogues simples ou composées et est enjoint auxdits Apothicaires et Epiciers sur peine de cent marc d'argent d'amende, de prison et de punition corporelle, si métier est d'exhiber et mettre en évidence toutes et chacunes les Drogues soit simples ou composées qu'ils auront en leurs boutiques et maisons, et faire l'ouverture auxdits visiteurs, s'ils en sont requis par eux, de leurs caves, celliers et autres lieux pour voir s'il n'y a point aucunes drogues cachées; et sur semblables peines sont faire inhibitions et deffenses à iceux Apothicaires et Epiciers de ne cacher ou faire cacher aucunes espèces de Drogues qu'ils auront, ny au lieu des mauvaises emprunter des bonnes de leurs compagnons ou des marchands durant l'acte de la visitation, ou par le fait d'icelle; pourront néanmoins les Apothicaires qui n'auraient pas toutes les Drogues dont il leur convient user ès compositions requises en leur Art, en emprunter de leurs compagnons pour employer ès dites compositions qu'ils voudront faire pourvû qu'elles soient bonnes et loyales. »

Voilà certes une excellente intention, mais sur quoi pouvait-on bien se baser à l'époque, pour vérifier qu'une drogue était bonne et loyale ?

De cette inspection, assez complète comme l'on voit, les « visiteurs » devaient faire un rapport fidèle et loyal devant le Bailli ou son Lieutenant. Les apothicaires n'avaient le droit d'employer que les marchandises contrôlées et acceptées, celles qui étaient défectueuses étaient enlevées par les visiteurs et apportées au Bailli qui les faisait brûler. Mais ces visites à jours fixes permettaient à quelques astucieux confrères de cacher les mauvaises drogues, d'en emprunter de bonnes et pour y remédier les inspecteurs avaient le droit d'aller visiter les apothicaires soupçonnés autant de fois qu'ils le voulaient et au jour qui leur convenait (art. XIV). L'art. XXII confère le droit de visite pour les Foires aux mêmes gardes et au même médecin. Les Forains qui ne se soumettaient pas à cette visite étaient frappés d'une amende et voyaient leurs marchandises immédiatement confisquées (art. XXIII, XXIV et XXV).

Un droit était perçu à chaque visite à titre d'indemnité pour les inspecteurs. Il était à l'origine de cinq sols à Châlons, de vingt sols, pour chacun des inspecteurs, à Troyes.

De nombreuses pièces tant à Châlons qu'à Troyes rappellent et confirment ce droit de visite.

En 1616, le bailli de Châlons enregistrant les statuts des

apothicaires, donne en même temps aux maitre-jurés une commission (1) pour l'exercice de leur charge et en particulier pour faire « les visitations ordinaires et accoutumées ». Le bailli fait accompagner les gardes d'un sergent qui a « pouvoir et mandement de saisir » toutes « les marchandises et ouvrages déclarez estre vitieux soit en la matière ou en la façon et composition d'icelle. »

Les gardes auront aussi le droit de visiter les marchandises vendues dans « la banlieue et les faux bourgs de la ville ». Il ne s'agit plus là d'apothicairerie ni d'épicerie, la population n'était sans doute pas assez dense pour que l'une ou l'autre de ces boutiques y fussent pourvues d'un nombre suffisant de chalands; n'importe quel marchand pouvait y vendre des drogues « sans qu'ils ayent jugement ny capacité de cognoistre la force et vertu tant bonnes que mauvaises desditz médicaments ».

Deux ans plus tard (1) Pierre Deu et Pierre Horguelin, gardes de Châlons, sont priés d'aller visiter le 27 janvier, accompagnés « de Claude Charles sergent du bailliage de Châlons, les chandelles mises en vente au marché par les ciriers et opérer saisie ». Les chandelles étaient comme on le soupçonnait « vitieuses et non de pure cire, ains mixtionnées de poix blanche ». Elles furent, suivant la coutume, remises au procureur fiscal du bailliage qui devait décider des sanctions.

En 1680 (2), une nouvelle sentence du bailli de Châlons confirme le droit accordé aux gardes-jurés de visiter les marchandises des Forains et ordonne à ceux-ci de déposer leurs drogues dans la salle commune de la Communauté des apothicaires, où les gardes iront les examiner. Mais ce droit de visite n'est pas facilement admis par les marchands qui doivent s'y soumettre; sentences, arrêts, ordonnances se succèdent pour en imposer l'application, et malgré cela le litige aboutit au grand procès des apothicaires contre les merciers qui prétendent à ce droit (v. p. 154).

Une pièce du 7 novembre (2) mentionne, outre la sentence de 1680 dont nous venons de parler, une autre sentence du bailliage du 22 octobre 1663 qui imposait non plus un sergent pour accompagner les gardes comme nous l'avons vu en 1616, mais celle d'un huissier qui rédigerait le procès-verbal et d'un médecin qui assistera à toute la visite. Cette même pièce de 1704, indique encore trois décisions relatives à l'inspection. L'édit de mars 1691 porte à quatre le nombre de visites annuelles au lieu d'une indiquée par les statuts, l'arrêt du Conseil du 15 janvier 1692 confirme le précédent édit et fixe, ainsi que l'ordonnance de l'Intendant de Champagne du 9 février 1692, à vingt sous le tarif de chaque visite.

(1) A. M. E. 937.

(2) A. M. E. 941.

Une ordonnance de police (1), rendue par le bailliage de Troyes en 1756 (voir pièces justificatives p. 223) confirmée la même année par arrêt du Parlement, rappelle dans cinq des articles, l'obligation des visites et la manière dont elles doivent être faites : obligation pour les forains de se soumettre à l'inspection dans les 24 heures qui suivent leur arrivée (art. III), pour les apothicaires-épiciers-droguistes demeurant à Troyes ou en banlieue d'accepter toutes les visites, pour les inspecteurs (deux apothicaires et un médecin) de saisir les mauvaises drogues.

Les articles III et IV stipulent « que toutes les drogues simples ou composées qui seront amenées en cette ville pour y être vendues, seront vues et visitées dans les vingt-quatre heures par un médecin et deux apothicaires », défendent la vente des drogues non visitées « sous peine de confiscation et d'amende arbitraire. » L'art. V rappelle qu'il doit y avoir deux visites par an, mais autorise les inspecteurs à les multiplier si besoin est. L'article IV règle le sort des drogues vicieuses qui seront confisquées et portées au premier siège de Police. Enfin, l'article VII étend l'inspection aux boutiques de la banlieue et des faubourgs.

Nous en aurons fini avec les visites, quand nous aurons rappelé que Troyes, centre des Foires célèbres, voyait passer chaque année un nombre imposant de chirurgiens ambulants, empiristes, triacleurs, marchands d'orviétan et charlatans de toute sorte qui séjournaient un mois ou deux et vendaient leurs marchandises aux Troyens. Tous ces gens étaient soumis aux inspections et les gardes avaient fort à faire pour les joindre, car ils employaient force ruses pour y échapper. Nous donnons ci-dessous un rapport (2) assez curieux, du 14 mars 1768, relatant une visite chez un marchand d'orviétan.

« Certificat rapport délivré par Collet médecin et Edme Gentil apothicaire qui sont allés le 14-3-1768 chez Galois demeurant au premier étage d'une maison de la rue de la Vierge chez un cordonnier, se sont fait présenter les papiers qui constituent ses privilèges de vendre débiter par sa femme habillée en amazone l'orviétan de M. Dionis ont examiné l'orviétan renfermé dans des petits pots d'étain et dans un papier ont trouvé des pilules dorées grosses comme un pois. Ils en prennent deux, vont chez Gentil et font l'analyse. Elles sont composées de verre d'antimoine subtilement pulvérisé, alcoolisé, roulé avec de l'amidon et couvert d'une feuille de cuivre jaune. Ils ont vu dans le cours de leur pratique les plus tristes effets et les plus grands ravages de ce remède drastique que les plus illustres proscrivent de l'usage pharmaceutique comme étant très funestes et très dangereux. »

Rappelons enfin que si, à Châlons et à Troyes, les gardes avaient le droit de visiter les marchandises qui se trouvaient

(1) A. A. E. 1155.

(2) B. T. Règlement de Police.

dans les faubourgs et la banlieue, il est probable qu'ils inspectaient aussi les boutiques des apothicaires des champs. Cette question des apothicaires des champs suscita de nombreuses querelles entre apothicaires et médecins, dans tout le royaume et, en particulier, à Paris: Les apothicaires veulent inspecter, seuls, leurs confrères campagnards, les médecins également. Y eut-il querelle à Troyes, nous n'en savons rien, mais un médecin troyen, en 1635, s'en inquiéta et écrivit à un de ses amis, le célèbre Guy Patin, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris.

Ce médecin était Claude Belin (1) qui avait épousé en 1618 Marie Sorel, la fille de cet apothicaire troyen dont nous avons étudié l'inventaire. Claude Belin correspondit longtemps avec le redoutable médecin parisien et les deux confrères s'entretenaient dans leurs lettres de sujets très variés. Claude Belin n'était pas le seul médecin troyen en relation avec Guy Patin ; la Bibliothèque de Troyes conserve une lettre originale, encore inédite, de Guy Patin, relative à l'organisation de la communauté des médecins. A la question posée par Belin, Guy Patin fit la réponse que voici :

De Paris, ce 3 mars 1635.

Lettre XXI

A Monsieur Belin, Docteur en Médecine, à Troyes.

Monsieur,

...L'on m'a dit, pour le fait des apothicaires des champs que si les apothicaires de votre ville n'ont pas de maîtrise entr'eux, qu'ils n'ont du tout que voir sur eux; mais que ce droit seul appartient à vous autres, messieurs les médecins, qui les peuvent interroger et approuver en présence du lieutenant-général de votre ville, duquel seul ils relèvent, et que de luy, ils n'ont point d'autres juges que le parlement. Voyez si c'est là ce que vous en désirez. Nous en avons un procès à la Cour pendu au croc, contre les apothiquaires de cette ville, qui en voulaient seuls connoistre avec le lieutenant civil; et nous, au contraire, voulions qu'il n'y eust que deux de leurs jurés avec les professeurs en pharmacie, et que cela allat droit au parlement à cause des malversations et concussionns que lesdits jurés ont commises sur les apothicaires des environs de Paris. Nostre cause est tellement fondée sur le droit et le bien public, qu'il y a de l'apparence que nous la gagnerons quand il plaira à nostre doyen de la poursuivre. Je chercheray sur ce fait quelques édits ou arrests et vous enverray ce que j'en pourray trouver (2). »

Qu'est-il advenu par la suite, nous n'en savons rien. Claude Belin n'a peut-être pas demandé d'autres conseils à son ami sur cette question, Guy Patin ne revient plus sur le sujet dans aucune de ses lettres, ultérieures, à Belin.

(1) A. A. B. 1075. Pièce 21.

(2) Triaire, Lettres de Guy Patin, Paris 1907.

CHAPITRE III

LE CONTENTIEUX DE LA COMMUNAUTE

Les communautés d'apothicaires, malgré les statuts qui délimitaient exactement les droits et les devoirs des maîtres, furent souvent troublées par des luttes intérieures. Tantôt certains maîtres se refusaient à payer leur part d'une nouvelle contribution (v. p. 173), tantôt, dans les Communautés mixtes du type de Châlons, épiciers et apothicaires sont obligés de se défendre contre les représentants d'autres corporations, concurrents éventuels dans la vente des drogues.

Nous verrons aussi les apothicaires plaider, à Châlons contre les merciers et les chirurgiens, à Troyes, contre les médecins et les chirurgiens.

COMMUNAUTE DE CHALONS

APOTHICAIRES CONTRE ÉPICIERS

Avant d'aborder ces démêlés entre corporations, nous examinerons le procès qui mit aux prises épiciers et apothicaires à Châlons en 1723 (1). La cause de cette chicane est longuement exposée dans une pièce du 7 avril 1723. Les épiciers, réunis aux apothicaires depuis de longues années, sont, en fait, écartés de l'administration de la Communauté. Depuis fort longtemps, ils tentent d'y prendre part et ont obtenu, vers la fin du XVII^e siècle, la nomination d'un garde : mais les apothicaires continuent à ignorer les épiciers simples et leur garde. Ceux-ci n'ont même jamais pu voir les statuts, les registres et papiers de toutes sortes appartenant à la Communauté. Tous ces documents sont dans un coffre fermé à clef que conserve jalousement le garde apothicaire ; et le garde épicier fait valoir ses droits à la garde du coffre. Les épiciers font observer que si les Statuts sont communs aux apothicaires et aux épiciers, c'est qu'au 9 janvier 1620, date de l'établissement de leurs statuts, il n'y avait pas à

(1) A. M. E. 941 (2 pièces : 17 mars et 7 avril 1723).

Châlons d'épiciers simples, partant pas de garde-épicier, mais que, puisqu'il en va différemment maintenant, ils demandent pour leur garde les mêmes droits que pour le garde apothicaire. Ils protestent contre deux procès-verbaux infligés à deux épiciers par les gardes apothicaires.

« pour des simples trouvez chez eux viciaux et non capable d'entrer dans le corps humain et contre lesquels il y a eu des condamnations prononcez ordonnances que ces simples seroient jettez et deffense de débiter ni vendre aucun composez avec condamnation aux dépens ».

Dans la même liasse (1) du mois suivant, nous trouvons la réponse des apothicaires : les épiciers ont été bien heureux, il y a quelques années, alors qu'ils étaient en butte aux tracasseries d'autres marchands, d'être agrégés à la Communauté des apothicaires et défendus par leurs statuts; or la Communauté des apothicaires épiciers ne s'est adjointe la Communauté des épiciers simples « que pour en suivre la police et non pas pour en changer l'ordre » ; seuls les gardes apothicaires sont qualifiés pour garder les papiers, car ils y ont droit « pour moitié comme épiciers et seuls comme apothicaires » ; on ne peut confier le coffre aux épiciers simples, qui n'ont aucune raison de posséder les papiers de pharmacie. Les épiciers essaient alors d'obtenir la séparation des papiers de pharmacie et d'épicerie, mais ils reconnaissent que c'est difficile et surtout contraire aux règles de la Communauté qui est une. Ils corsent alors l'affaire en soulevant une autre question, et accusent les apothicaires d'accepter, et de suggérer même, les cadeaux et les repas de la part des candidats à la maîtrise.

Une sentence du 15 Avril 1723 décida qu'il y aurait désormais au coffre deux serrures, qu'une clef serait remise au garde apothicaire, une autre au garde épicier et que le coffre resterait un an chez chaque garde à tour de rôle. Il devait être remis une copie des statuts à chacun des membres de la Communauté et les apothicaires étaient priés de ne plus accepter de cadeaux. Mais les apothicaires ne tinrent aucun compte de cette sentence, les épiciers poursuivirent et le 23 Août, le bailli de Châlons rendait une autre sentence dont nous trouvons la teneur dans une conclusion du 14 Septembre (2).

« Il est ordonné que les papiers concernant en particulier la pharmacie seront mis dans un coffre fermé d'une serrure, lequel coffre restera entre les mains du garde des apothicaires successivement pour estre la clef dudit coffre mise entre les mains de l'ancien desdits apothicaires, que les titres communs statuts et registres entre lesdits apothicaires-épiciers et lesdits épiciers simples seront mis dans un coffre commun lequel sera mis successivement entre les mains de celui

(1) A. M. E. 941.

(2) A. M. E. 937. 14 Septembre 1723. Folio 167.

qui sera élu garde-apothicaire et sera ledit coffre fermé à deux serrures dont la clef d'une sera mise entre les mains du garde desdits apothicaires autre que celui qui aura le coffre et l'autre entre les mains du garde Epicier-simple ».

Les apothicaires ne se conformèrent pas rigoureusement à cette sentence, pour ce qui était de leur coffre particulier, mais il est probable que cela ne donna pas matière à un nouveau jugement ; en tout cas nous ne savons rien de plus sur cette querelle.

APOTHICAIRES CONTRE CIRIER

Avant de quitter les différends qui opposèrent les membres de la Communauté les uns aux autres, il nous faut encore rendre compte du procès que fit la Communauté des apothicaires de Châlons au cirier Brouillard (1). L'objet du procès fut, cette fois, le paiement d'une rente due aux Religieux de l'abbaye de Toussaint. Cette rente de 100 livres avait été constituée annuellement au profit de Madeleine Guessien, veuve de Paul Voित्रon, qui avait soldé pour les apothicaires une dette de 5.000 livres. Cette rente, servie à partir de 1720, était passée aux mains des Religieux à la mort de la titulaire et nous verrons (2) (p. 173) que les apothicaires acquittèrent régulièrement la dette contractée par leurs prédécesseurs. Or, en cette année 1735, la rente ne fut pas servie, deux des derniers maîtres reçus ayant refusé de payer leur part. Les Religieux attaquèrent la Communauté ; le procès dura vingt-neuf ans puisque ce n'est qu'en 1764 qu'une sentence du bailliage intervint et condamna solidairement les héritiers des signataires du contrat de rente. C'est sur ce procès contre les Religieux que se greffe celui que la Communauté intenta à Brouillard. En effet, les Religieux ne s'en prirent pas en bloc à la Communauté, mais à chacun de ses membres. Un certain nombre des maîtres Laviaille, Oury, Derosne, s'exécutèrent immédiatement, d'autres se récusèrent, Moret et Farochon, par exemple, et la Communauté se chargea de leur cause ; mais Brouillard, lui, déclara que n'étant pas apothicaire, il ne devait rien, et même il envoya un exploit aux apothicaires « le vingt-quatre du dit mois d'août » par lequel il conclut :

« à ce que lesdits apothiquaires soient condamnés à faire cesser les dites poursuites attendu qu'au moyen de l'arrêt de la Cour du Trente Octobre mil sept cent trente quatre, il n'est plus membre de leur communauté sinon et à faute de ce faire qu'ils seront condamnés de l'acquitter et indemniser des condamnations qui pourroient intervenir contre luy sans préjudicier à ses moyens pour se deffendre des poursuites desdits sieurs Religieux et à l'action Récursaire qu'il pourroit avoir contre d'autre ».

(1) A. M. E. 940.

(2) Chapitre V.

Mais les apothicaires démontrent qu'il est dans la même condition que lors de l'emprunt fait à Mlle (1) Guessien.

« Il a emprunté en qualité de cirier et s'est obligé solidairement, et c'est en cette qualité qu'il est tenu de contribuer au paiement de la rente due aus dits Srs Religieux de Toussaints. Il ne peut alléguer aucun moyen valable contre son obligation en sa qualité de cirier ».

En conséquence, rBouillard devait payer sa part de la rente due aux Religieux.

Mais outre ces procès qui opposaient maîtres à maîtres, apothicaires et ciriers, la Communauté dut en soutenir d'autres, bien plus importants, contre d'autres corporations qui empiétaient sur leurs privilèges : merciers à Châlons, chirurgiens à Châlons et à Troyes.

APOTHICAIRES CONTRE MERCIERS

C'est à propos du droit de visite que la querelle éclata, à Châlons, entre merciers et apothicaires. Ces deux professions étaient pratiquement très voisines, car les merciers, vendant un peu de tout, ne négligeaient pas le lucratif commerce des drogues, et de cette similitude de vente naquirent de nombreuses occasions de contestations. Aussi voyons-nous de nombreux procès entre ces deux corporations, tant à Paris qu'en province et, pour nous en tenir à la Champagne, nous citerons les procès de Vitry-le-François et de Sainte-Menehould. A Vitry (2), comme à Châlons, les procès ont pour cause la contestation du droit de visite. A Sainte-Menehould (3) il est purement et simplement interdit aux Merciers « de vendre et débiter aucunes drogues médicales simples ou composées », de vendre des poisons, des remèdes magistraux, même pour les bestiaux, et les Merciers qui possèderaient des drogues ou des remèdes doivent immédiatement les déposer au greffe de Police qui les leur paiera et les remettra aux hôpitaux ou à ceux qui ont la permission de les vendre. A Châlons, apothicaires et merciers semblent avoir bataillé longtemps. En 1703 (4) apparaît le premier différend sérieux entre les deux corporations ; les gardes et le clerc de la communauté : Talon, Picard et Nicolas Farochon prennent à partie des marchands merciers. Ils prétendent avoir trouvé des drogues défectueuses « trois livres et demye de rhubarbe avec six onces et demye d'agarique »

(1) Que le lecteur ne s'étonne pas de nous voir appeler cette veuve Mademoiselle n'étant pas de qualité elle n'avait pas droit au titre de Madame.

(2) Thèse Martin (loc. cit) v. p. 108.

(3) Ordonnance du 20 juillet 1785 du bailliage de Sainte-Menehould (B. P. 20-133). Voir les extraits de ce règlement aux pièces justificatives.

(4) A. M. E. 941. 26 Janvier 1703.

chez Louis Vuibert, « six livres de cristalle minérale » chez Grosjean. Ils ont fait saisir les drogues par deux huissiers, elles ont été reconnues « viciées et défectueuses par les experts : un médecin et un apothicaire d'Epernay et le président Main, de la Corporation des apothicaires de Châlons ». Les merciers sont condamnés à une amende et on leur rappelle que les sentences de 1622 et 1663 leur interdisent la vente des drogues. Un an plus tard, le même Grosjean (1) eut encore une amende à propos d'« un petit sacq de poudre de jalap » défectueuse que les gardes ont saisi chez lui. (Nous nous demandons sur quels caractères précis les inspecteurs se basaient pour qualifier de défectueuse cette poudre de jalap !) A la fin de cette année (2) les marchands merciers font appel à la sentence du bailli les condamnant à ne plus vendre des Espices et Drogues à petits poids » et, en cette même fin d'année, une autre sentence (3) du bailli confirmait aux apothicaires le droit de visite chez les marchands merciers et les forains. Puis les esprits se calment jusqu'au grand procès de 1727 qui devait se terminer sept ans plus tard sur une défaite cuisante, pour les apothicaires.

Voici ce que nous savons du procès : en Novembre 1727 (4) Sébastien Aviat, marchand forain, arrive à Châlons avec des drogues, des oranges, des citrons, des huiles, des olives ; il demande s'il existe à Châlons une communauté d'épiciers-droguistes, on lui indique le sieur Laviaille garde ; Aviat va le trouver, le garde procède à l'inspection des drogues et en autorise la vente. Or, le 12 Novembre, les drapiers-merciers-joailliers de Châlons font saisir, chez Sébastien Aviat, une tonne d'huile à onguent. Le forain se défend, fait valoir sa bonne foi et une sentence lui ordonne de mettre en cause les apothicaires-épiciers. Le 14 Août 1728(1) les merciers sont déboutés, condamnés à 600 livres de dommages et intérêts ; l'huile, objet du procès, est confisquée (on se demande si Aviat a jamais pu vendre son huile). Mais les merciers décident immédiatement de faire appel ; une « conclusion » (5) de l'assemblée des apothicaires du 17 Août (c'est-à-dire trois jours après la sentence) en fait mention : « nous serions menacez d'un appel, au Parlement par les Marchands Merciers -Grossiers-Joailliers de cette ville, pour raison d'un procez qu'ils viennent de perdre au bailliage du Comté contre notre ditte Communauté » disent-ils, et cette menace les oblige à faire un emprunt car ils prévoient de gros frais. En effet, en Février 1730 on trouve trace de l'appel des merciers ; le 24 mai (6) de la mê

(1) A. M. E. 941 14 Janvier 1704.

(2) A. M. E. 941. 16 Décembre 1704.

(3) A. M. E. 941. 7 Novembre 1704.

(4) A. M. E. 940.

(5) A. M. E. 940. 17 Août 1728.

(6) A. M. E. 937. 24 May 1730.

me année, les apothicaires décident que leur garde J.-B. Main enverra à M. Huttier, leur procureur à Paris, les pièces et sentences concernant le procès. En 1731, les apothicaires confient aux gardes la défense de la Communauté. Le 6 Mars 1731, les merciers adressent leur requête au Parlement. Chacune des parties envoie des mémoires retraçant longuement la genèse de la querelle et invoquant un grand nombre de raisons pour témoigner de son bon droit. Nous reproduisons in-extenso aux pièces justificatives le mémoire des apothicaires.

Les merciers arguent de leur qualité d'épicier, confirmée, pensent-ils, par certains articles de leurs Statuts leur permettant la vente de toutes sortes de marchandises d'épicerie (art. 33), le droit de visite chez les forains et autres privilégiés qui « entreprennent » sur leur commerce (art. 15). Ils mentionnent le cas de leurs confrères de Provins et de Troyes qui ont la qualité d'épicier ; enfin et surtout les apothicaires n'étant point munis de Lettres-Patentes enregistrées, ils ne peuvent faire corps. A cette objection, la plus délicate à réfuter, les apothicaires opposent deux sentences (1663 et 1704) et deux arrêts (1706-1719), qui départageaient déjà les deux Communautés ; à propos d'aucun de ces jugements les merciers n'ont refusé de reconnaître l'existence de la Communauté des apothicaires. Ceux-ci réfutent point par point toutes les accusations des merciers. Le 4 Août de cette année 1731, cinq Marchands-Epiciers-Ciriers de Châlons interviennent au procès pour se joindre aux apothicaires. Ce sont Alexandre le Grand, Jean et Achilles Le Philipponat, Claude Babelot et Pierre Le Maître « tous créés par Edit du mois de Novembre 1722 en considération du joyeux avènement du roi à la Couronne ». Enfin, en 1733 les apothicaires décident d'envoyer à Paris leur garde, Moret, à qui l'on confie les intérêts de la Communauté. Cette décision nécessite un nouvel emprunt dont la reconnaissance est datée du 12 Mai 1733, emprunt de mille livres, destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour de Moret. Le 7 Juillet, Moret rentre à Châlons et rend compte de sa mission à ses confrères.

Un an plus tard, le 30 Août 1734, l'arrêt du Parlement est prononcé. Il annule la sentence du 14 Août 1728 et ordonne que les Statuts des merciers et Corps unis soient exécutés selon leur teneur. Les merciers, seuls, auront le droit de visiter les marchandises d'épicerie, de les saisir « à la réserve des drogues servant au corps humain » qui pourront être visitées par les merciers avec les docteurs de la faculté de médecine et « deux experts en l'art de pharmacie, lesquels experts seront nommés par le bailli du Comté de Châlons ». Les merciers pourront continuer à acheter et vendre « les drogueries, épiceries, sucre, cassonade, savon, huile d'olive et autres marchandises désignées dans leurs Statuts ». Il est défendu « aux autres d'entreprendre sur ce droit à peine de confiscation et de 250 livres d'amen-

de, sauf à se faire inscrire parmi les merciers » (les ciriers seront reçus sans frais). Quant aux apothicaires, ils sont condamnés aux dépens et doivent se pourvoir dans les six mois devant la Cour pour obtenir Lettres patentes confirmant leur établissement en Corps et Communauté. Il ressort, en effet, que c'est sur cette question que les apothicaires ont perdu le procès, et qu'ils ont eu tort de croire que l'homologation devant le Juge Roval, de 1620, pouvait les dispenser des Lettres Patentes.

APOTHICAIRES CONTRE CHIRURGIENS

Outre cette querelle avec les merciers, qui causa beaucoup d'ennuis à la Communauté, celle-ci eut à se défendre à plusieurs reprises contre les chirurgiens qui, eux aussi, empiétaient d'une manière constante sur la vente des médicaments. Deux périodes de réaction, de la part des apothicaires, sont marqués par deux procès en 1684 et 1756. Mais il est probable qu'en dehors de ces deux différends, il s'en éleva beaucoup d'autres, les chirurgiens étant perpétuellement tentés d'usurper les droits réservés aux corporations voisines de médecins et d'apothicaires. Dans toutes les provinces (1) de France les procès entre ces deux corporations sont légion et, en 1671, le Parlement de Paris intervint à propos d'un procès tourangeau ; il interdit aux chirurgiens toute vente de drogues ou autre exercice de pharmacie mais ceux-ci n'en continuèrent pas moins de « s'immiscer en l'art de Pharmacie ».

A Châlons (2), le 22 Décembre 1678, une première sentence du bailliage fut rendue contre François Roger, maître chirurgien, qui avait fourni à plusieurs reprises des médicaments au sieur Milsan. Mais François Roger ne semble pas se soucier de cet arrêt et, en 1682, le 7 Novembre, une deuxième sentence intervient contre lui, lui faisant grief d'avoir vendu « deux prises de poudre contre la fièvre quarte à Claude Delaguy marchand Hostelier à Châlons ». Le bailli qui n'avait condamné le chirurgien qu'aux dépens, en 1678, le frappe cette fois-ci d'une amende de six livres, en plus des dépens. François Roger proteste alors, fait appel et déclare qu'il a non pas vendu, mais donné cette poudre et qu'il l'avait d'ailleurs, lui-même achetée chez un apothicaier. Les apothicaires ne se laissant pas émouvoir par ces arguments auxquels ils ne croient pas, François Roger fait alors valoir pour sa défense « qu'il n'a débité le remède anglais, suppose-t-il, que parce que le Roi l'a donné au peuple pour la guérison des maladies auxquelles il est propre et lui avoir été envoié par un Médecin de sa Majesté pour le distribuer au public ». Il ajoute que n'importe qui en aurait pu faire autant sans être ni mé-

(1) Bouvet (loc. cit.) page 275.

(2) A. M. E. 941.

decin, ni chirurgien. Mais les apothicaires répliquent que le chirurgien n'ayant pas dit cela à l'époque, on n'en peut rien croire ; enfin, quand même cela serait, il aurait dû demander la permission à la Communauté. Le Parlement condamna finalement Roger à 12 livres d'amende et aux dépens et lui défendit de continuer à vendre des médicaments. Pierre Laguille eut donc la satisfaction de rapporter, en 1684, à la Communauté qui l'avait envoyé pour défendre ses intérêts, un arrêt conforme à ses vœux.

Malgré la condamnation de leur confrère, les chirurgiens continuèrent à Châlons, comme partout ailleurs, à vendre des remèdes. Notre confrère Martin (1) a retracé la lutte très vive que soutinrent les apothicaires de Vitry, dès 1695, contre les chirurgiens. Ceux-ci, condamnés en 1697, ne cessèrent à peu près pas de vendre des médicaments et la lutte continua pendant une grande partie du XVIII^e siècle.

Elle s'amoindrit, après un arrêt du Grand Conseil du Roi rendu le 29 Mars 1745, et prit fin avec l'arrêt de la Cour du Parlement de Juillet 1759, rendu contre les chirurgiens de Versailles.

Il n'en fut pas de même pour Châlons, et nous pouvons affirmer qu'en 1756, la querelle continuait encore. Le compte rendu de l'Assemblée du 22 Octobre 1756 (1), tenue à Châlons dans la maison du « sieur Dagonet syndic » marque la seconde réaction de la Communauté, contre les abus des chirurgiens, et sa lassitude de cet éternel différend. Elle demande à son garde « de faire assigner Jean Daumartin et autres chirurgiens qui pourroient contrevenir par la suite » aux sentences qui leur défendent d'empiéter sur les droits des apothicaires. L'origine de ce procès, dont nous ne connaissons pas le réglemeut, fut la fourniture, par Daumartin, de tous les médicaments utilisés par un malade, le sieur Langlois. Enfin, une conclusion du 11 Février 1760 (2), indique que la Communauté renouvelle sa confiance à Farochon, ancien garde, à qui l'on demande de vouloir bien garder sa charge et de poursuivre les chirurgiens qui « vendent des médecines et autres médicaments concernant la pharmacie ».

COMMUNAUTE DE TROYES

La Communauté troyenne n'ayant laissé aucun registre, nous avons peu d'indications sur ses démêlés intérieurs et avec les autres corporations. Le Fonds Carteron et les Règlements de Police, conservés à la Bibliothèque de Troyes, nous ont permis de retracer, au moins partiellement, quelques différends qui s'élevèrent dans le Corps de santé de la ville et opposèrent, tour à tour, les médecins aux apothicaires, les chirurgiens aux apothicaires, et même apothicaires et médecins réunis contre un autre médecin.

(1) Thèse Martin (loc. cit.) apothicaires et chirurgiens p. 80.

(2) A. M. E. 937.

MÉDECINS CONTRE APOTHICAIRES

Le premier de ces procès (1) fut intenté en 1655 par les médecins à l'apothicaire Estienne Gauthier. Celui-ci était accusé d'avoir traité seul, sans médecin, Gabrielle Prunier « laquelle pour n'avoir pas esté traitée dans le bon ordre et suivant les règles de la Médecine est morte ». L'apothicaire assisté des deux maitres-gardes, Jean l'Hoste et Pierre de Villiers, fut acquitté sans dépens le 4 Juillet 1655. L'année suivante (1) le syndic des médecins poursuivait un autre apothicaire : Claude Duchemin et un chirurgien Claude l'Hoste, tous deux coupables d'avoir pansé et médicamenté un blessé à la joue, mort quelques jours après. Ils furent mis hors de cause au Bailliage le 8 Février 1656. L'affaire fut portée devant le Parlement, par appel du syndic des médecins. Le 29 Mai 1656, le Parlement condamnait appelants.

Ces différends entre médecins et apothicaires, portaient tous sur l'interprétation de l'article dix-huit des Statuts, qui défend aux apothicaires de préparer des médicaments sans ordonnance de médecin. Ces querelles s'expliquent d'autant plus mal, de mauvais esprits diraient d'autant mieux, que leurs sujets de discorde étaient minces et que les plaideurs étaient souvent très proches parents ; dans les procès que nous rappelons figuraient deux Gauthier et deux Duchemin, l'un du côté des médecins poursuivants, l'autre du côté des apothicaires défendeurs.

APOTHICAIRES CONTRE CHIRURGIENS

C'est un apothicaire, Joseph Barrois, qui causa le premier démêlè dont nous ayons connaissance dans cette ville, avec les chirurgiens. Barrois s'était permis d'administrer des remèdes, de poser des emplâtres, des cataplasmes et, sur la plainte des chirurgiens, une ordonnance de Police (2), rendue le 15 Mai 1702, lui défendit « de s'immiscer et de faire aucune opération dépendant de l'art de chirurgie ». Mais si nous n'avons pas à signaler d'autre intrusion d'apothicaire dans « l'art de chirurgie », les chirurgiens, eux, firent de nombreuses entorses aux arrêts qui leur interdisaient « de s'immiscer dans l'art de pharmacie ».

Les infractions au règlement étaient si fréquentes que, le 21 Mars 1753, une ordonnance de Police fut affichée, rappelant à l'ordre les chirurgiens. Quatre de ceux-ci passent outre et seront condamnés en 1756; bientôt un cinquième les imite. C'est Edme Chevrolat (3) qui, en Décembre 1753, fournit des médicaments pour usage interne à la femme de Nicolas Sutel, tailleur et, le 4 Mars suivant, donna une

(1) B. T. Cabinet Carteron 823. Pièce 8.

(2) B. T. Règlements de Police.

(3) B. T. Cabinet local. 1537. Pièce 20.

médecine à la femme de N. Goumet, cuisinier. Les apothicaires assignent Chevrolat, par exploit, le 18 Mars 1754 ; celui-ci déclare tenir les médicaments dont il s'est servi de la Pharmacie de l'Hôtel-Dieu et les apothicaires sont déboutés et condamnés aux dépens.

En 1756 eut lieu à Troyes un procès qui opposa les apothicaires aux chirurgiens, c'est une des rares preuves de l'existence de la Communauté troyenne que nous ayons trouvée, mais elle est indiscutable, le texte portant ce qui suit (1) : « Edme Gentil Joseph Boutroy et Nicolas Sergent, seuls apothicaires composants la Communauté des Apothicaires de ladite ville de Troyes ». Ce procès a une origine curieuse, il a été, en effet, intenté par les chirurgiens troyens aux trois apothicaires susnommés, les chirurgiens « appelants des Actes de Réception [des apothicaires] à l'état d'Apothicaire de la dite ville de Troyes et des Provisions pour ouvrir boutique du 16 Avril 1734, 19 Juin et 15 Décembre 1752 ». En effet, nous avons déjà expliqué, (p. 46), la réception anormale d'Edme Gentil en l'absence de Communauté. Gentil, nous l'avons vu, fut obligé de demander à des confrères de Bar et de Méry, de venir lui faire passer ses examens à Troyes, où il n'y avait aucun apothicaire. Mais cette réception, toute anormale qu'elle fût n'en était pas moins légale, puisque Gentil avait été reçu en présence d'un jury de médecin et d'apothicaires, jurv constitué par le Lieutenant Général de Police. Quant à Boutroy et Sergent, ils furent présentés par Edme Gentil et leur réception n'est pas discutable. Donc, les objections des chirurgiens ne sont pas fondées et ils ont eu tort d'attaquer la Communauté. Pourquoi l'ont-ils fait, les documents ne précisent guère et sont peu abondants, mais il est probable que les apothicaires ont dû, auparavant, plaider contre les chirurgiens qui empiétaient sur leurs droits à la vente des remèdes ; ils avaient obtenu condamnation de l'un d'eux : le chirurgien Brassot à 10 livres de dommages et intérêts payables à la Communauté (sentence du 21 Juillet 1753). Les chirurgiens, qui s'étaient habitués à pratiquer la pharmacie, sans être inquiétés, au temps où Troyes était privé d'apothicaires, ne purent admettre cette sentence qui rétablissait les apothicaires dans leurs droits, et firent appel. Ils n'avaient probablement aucune bonne raison à faire valoir et eurent alors l'idée de mettre en question la réception des apothicaires. Le 30 Janvier 1755, une sentence fut rendue condamnant Brassot et Vauthier (les chirurgiens qui avaient fait appel) à 75 livres d'amende et aux dépens. Les chirurgiens, ne se tenant pas pour battus, continuèrent à plaider, furent condamnés à nouveau par deux sentences, rendues contre eux, les 30 Mai et 21 Juin 1755 (2). Une

(1) A. A. E. 1155.

(2) A. A. E. 1155.

ordonnance de Police, rédigée le 23 Mars 1756, et confirmée par Arrêt du Parlement le 31 Mars, fixa définitivement les rapports des chirurgiens et des apothicaires et les droits de ces derniers. Elle confirme les Statuts, Ordonnances et Arrêts précédents, rendus à Troyes et à Paris et notamment

« L'Arrêt du Conseil portant Règlement des Droits des apothicaires et des chirurgiens du Royaume du 20 Juin. 1724, ceux du Parlement et du Grand Conseil des 2 Juin 1740, 24 Mars 1745, 12 Avril 1749, 6 Septembre 1751, rendus contre les chirurgiens de Saint-Germain-en-Laye, ceux de Vitry-le-François, ceux de Paris et de Calais »

Cette ordonnance, extrêmement importante (nous l'avons mentionnée plusieurs fois au cours de cet ouvrage), est publiée en entier aux pièces justificatives. Huit jours plus tard, une sentence du Parlement (1) interdisait à

« Brassot et Vauthier et à tous autres chirurgiens ou autres personnes, de donner, même gratuitement, ordonner, vendre, administrer ou fournir aux malades ou autres ; de composer ou débiter en quelque manière et sous quelque prétexte que ce soit, aucun remède destiné à entrer dans le corps humain, même en prenant les drogues chez les apothicaires. »

Cette même sentence condamnait, en outre, les deux chirurgiens à payer 12 livres d'amende et à tous les dépens.

APOTHICAIRES ET MÉDECINS CONTRE UN MÉDECIN

Le dernier procès (2) que nous puissions citer, est celui que firent les médecins et les apothicaires troyens à un autre médecin de la ville. Laissant leurs anciennes querelles, les maîtres des deux communautés s'allièrent pour lutter contre Dufour, qui se disait Docteur de la Faculté de « Rheims » (3).

Or, l'article xvi des Statuts de 1539, c'est toujours ce même article qui intervient dans les démêlés entre médecins et apothicaires, stipulait que seuls avaient le droit de prescrire « les Docteurs-Médecins reçus en la Faculté de Médecine de l'Université de Paris ou de Montpellier ou [les] Médecins du Roy et du Sang Royal ».

Apothicaires et médecins en profitèrent donc pour contester toute autorité à Dufour, dauber sur la Faculté de Reims, longtemps en sommeil, et finalement intentèrent à Dufour un procès. Mais l'arrêt du Conseil de Châlons fut rendu contre les médecins et les apothicaires, qui furent condamnés à 300 livres de dommages et intérêts et aux dépens.

(1) B. T. Cab. Carteron 823. Pièce 46.

(2) B. T. Cab. Carteron 823. Pièce 13.

(3) B. T. Cab. Carteron 823. Pièce 14.

L'abondance des procès et les condamnations nombreuses que subit la Communauté des apothicaires, nous permettra de comprendre le mauvais état de ses finances. Ce n'était, certes, pas la seule cause de perturbation dans le budget commun, mais les emprunts que nécessitèrent toutes ces querelles amenèrent, chaque fois, dans le trésor, un déséquilibre plus grand. Cette carence pécuniaire devait, à Châlons, compromettre pendant un temps la vie même de la Communauté.

CHAPITRE IV

LA PHARMACIE HOSPITALIERE A TROYES ET SES RAPPORTS AVEC LA COMMUNAUTE DES APOTHICAIRES

Nous n'avons pas l'intention de donner ici l'histoire complète de la pharmacie hospitalière à Troyes. Les hôpitaux troyens, nombreux et très anciens, méritent une étude approfondie et particulière ; outre qu'elle nous entraînerait trop loin, leur histoire demande un long travail d'archives, que nous n'avons pu achever en même temps que les recherches nécessaires à cette thèse. Nous examinerons surtout la pharmacie hospitalière qui se rattache à la dernière partie de notre travail par ses démêlés avec la communauté.

L'Hôtel-Dieu-le-Comte, le plus ancien et le plus important des hôpitaux troyens, seul, trouvera place dans ce chapitre ; les autres hôpitaux, primitivement indépendants, furent au XVII^e siècle, réunis à l'Hôtel-Dieu-le-Comte, et c'est avec celui-là seulement que les apothicaires furent en rapports (1).

Il fut fondé en 1180 par Henry 1^{er}, dit le Libéral, comte de Champagne et Brie, « dont la charité fut toujours très tendre ». Henry 1^{er} fit bâtir l'hôpital près de son palais et lui attribua un grand nombre de biens de toutes sortes, afin de pourvoir à ses dépenses. Il lui donna le nom d'Hôtel-Dieu-Saint-Etienne « *domus dei Sti Stephani Trecensis* » ; peu après, peut-être à la mort du comte Henry, l'hôpital prit le nom d'Hôtel-Dieu-le-Comte : « *domus dei comitis Trecensis* ».

Au début le personnel de l'hôpital est constitué par des religieux de l'ordre de Saint-Augustin. Six Religieux et un Prieur pour le Spirituel, douze Religieuses Professes et quatre Sœurs Converses, « qui avoient un logement séparé des Religieux, et avoient soin des malades, en ce qui regardait les choses temporelles et les infirmités ». Très vite, le nombre des pauvres et des malades s'accrut à l'hôpital et il fallut augmenter l'effectif des Religieux. Il y eut alors dix Religieux et quatorze Religieuses, et ces chiffres furent confirmés par un arrêt du Conseil, le 29 Novembre 1662. Les

(1) B. T. Manuscrit 2.689.

Religieux, qui avaient, à l'origine, été chargés du spirituel, devinrent très rapidement eux aussi des infirmiers, et un arrêt de 1667 précise « que les Religieux qui résidoient dans l'Hôtel-Dieu-le-Comte ne se mêloient point du spirituel ». Le personnel était choisi par un bureau, qui était en somme le conseil d'administration. Ce bureau, présidé par le Comte, était formé du doyen du Chapitre de Saint-Etienne, de deux chanoines et deux bourgeois nommés par le Comte ; y assistaient également le Prieur et l'Administrateur. Ce dernier, élu par le bureau, devait lui rendre les comptes financiers.

LES HOPITAUX

Sous le règne de Louis XIII, il y avait à Troyes sept hôpitaux ; les uns avaient des revenus assez grands, d'autres des ressources minimales, et lors d'un séjour que le roi fit dans la ville, on le pria de réunir les hôpitaux quant aux finances et à l'administration (arrêt du Conseil d'Etat du 13 Avril 1630, confirmé par Lettres Patentes de Janvier 1631) (1). On ne conserva que quatre hôpitaux sur sept : l'Hôtel-Dieu, la Trinité, Saint-Nicolas et une maison pour les orphelines. Un nouveau bureau fut constitué, il comprenait obligatoirement : l'Evêque, le Lieutenant Général du bailliage, le Lieutenant Général de Police, le Grand Vicaire de M. le Grand Aumônier de France, le Procureur du Roy et dix-huit électifs ; les membres du bureau ne recevaient aucune rétribution. Le bureau se réunissait tous les jeudis et tous les dimanches, à une heure de l'après-midi, au bureau de l'Hôtel-Dieu. Les revenus de l'hôpital provenaient de sources diverses. Il y avait des rentes régulières, assurées par des legs, des titres sur certaines corporations, notamment sur celle des apothicaires (2), des bénéfices retirés de l'exploitation de ses propriétés ; enfin, des messes de fondation, établies par les comtes ou les riches Troyens pour leurs parents morts. C'est ainsi que la Comtesse Blanche de Navarre céda un droit sur les Foires, en échange d'une messe qui serait dite pour son mari Thibaut III. Notons encore un autre revenu dont l'origine est assez curieuse. Pendant le carême, un seul boucher vendait de la viande ; il était logé et chauffé par l'Hôtel-Dieu ; en échange il devait le fournir de viande « autant de demi-livres qu'il s'y trouverait d'infirmes et mettroit à la boette une somme de cinquante livres au profit des hôpitaux ».

Outre ces revenus perpétuels, l'hôpital avait aussi bien d'autres ressources : les aumônes, données par les fidèles pour obtenir des jours d'indulgence, qui étaient payées en argent ou en nature, et permettaient l'entretien de pauvres

(1) Ph. Guignard : Les Anciens Statuts de l'Hôtel-Dieu-le-Comte de Troyes (Troyes 1853), p. XXVIII.

(2) E. Chaudron (loc. cit.), p. 94.

que les donateurs connaissaient (chacun avait son ou ses pauvres) ; le travail manuel des religieux et des sœurs, dont tout le produit appartenait aux pauvres (Statuts de l'Hôtel-Dieu) ; enfin, les quêtes. Ces quêtes se faisaient, non seulement à Troyes, mais dans tout le diocèse et même dans les diocèses voisins ; les châsses, les chefs des Saints, de riches reliquaires étaient ainsi promenés de ville en ville. L'Hôtel-Dieu possède encore les bustes de Saint-Barthélemy et Sainte-Marguerite, bustes creux, dont la partie supérieure de la tête est mobile, à la manière d'une calotte, et qui servaient de tronc. De ces précieuses reliques, nous ne pourrions donner une meilleure description que celle de Ph. Guignard, et nous la reproduisons fidèlement (1) :

« Ces deux chefs ou bustes sont encore conservés dans le trésor de l'Hôtel-Dieu. Celui de Saint-Barthélémy barbu, de grandeur naturelle, peint au naturel de couleurs qui ne sont pas anciennes, est revêtu de plaques d'argent avec des ornements en cuivre doré, parsemés de gemmes, sur le devant du pied un gros cristal oval recouvre une peinture à demi effacée, qui représentait l'image du Saint. Sur le sommet de la tête, à la place de la tonsure, est une plaque ronde en argent doré, dont les bords sont estampés avec beaucoup de goût et qui est recouverte par une corne transparente, sous laquelle on lit, sur une bande de parchemin, en caractères gothiques manuscrits du XV^e siècle : Le Chef S. Bartholomy.

Celui de Sainte-Marguerite, aussi de grandeur naturelle, représente une jeune fille aux longs cheveux, couronnée. La peinture au naturel paraît ancienne ; il est couvert de plaques d'argent, avec des ornements de cuivre doré, relevés de gemmes et de marguerites en relief. Il y a aussi, sur le devant du pied, un gros cristal oval. Sous ces chefs ou bustes sont des trous qui indiquent qu'ils étaient placés sur quelque bâton ou support. »

En 1700, l'ancien hôpital étant trop étroit, on entreprit la construction d'un bâtiment nouveau et pour cela les administrateurs obtinrent la permission de faire une loterie. Les billets émis étaient d'un louis et formaient un fonds de 15.000 livres, l'hôpital en retira 10.000 livres. La construction fut commencée en 1702 ; c'est dans ce bâtiment que fut, par la suite, installée la pharmacie. En 1733, on construisit un nouveau pavillon, dont la grande salle fut bénie par Bossuet ; en 1757, on posa en grande pompe la première pierre d'une aile nouvelle, et en 1760, on dressa la belle grille de Pierre Delphin.

Cette même année 1760 fût achevée l'église, avec ses deux chapelles, l'une, inférieure, dédiée à Saint-Barthélemy, l'autre, supérieure, sous l'invocation de Saint-Barthélemy. Dans le trésor de cette église était conservée une très jolie châsse, que l'on voit encore à l'Hôtel-Dieu. Cette châsse contenait les reliques de Saint-Côme et Saint-Damien ; en

(1) Ph. Guignard. Les Anciens Statuts de l'Hôtel-Dieu-le-Comte de Troyes (Troyes 1853), p. XL.

voici la description donnée par Ph. Guignard à la page XIX de son ouvrage déjà cité.

« La châsse est en cuivre doré et d'un charmant travail. Elle représente une chapelle avec son toit et son clocher. Sur les portes de face sont figurés, en relief, Saint-Côme et Saint-Damien. L'un tient un livre de la main droite et un urinal de la main gauche ; l'autre tient dans sa main gauche une spatule et dans sa main droite une boîte à médicaments. Sur les tympanons sont, d'un côté les armes du donateur, et de l'autre les armes de Troyes. Les fleurs de lys y sont posées en bande, au lieu d'être en chef. Aux deux bouts sont représentées, en relief, les images de Saint-Barthélémi et Sainte-Marguerite. »

Comment fut organisé, dans l'hôpital, le service de la pharmacie ? Nous n'en savons rien jusqu'au règne de Louis XIII, époque à laquelle nous trouvons, dans un manuscrit de la bibliothèque municipale, déjà mentionné au début du chapitre, que l'hôpital avait deux pharmaciens. Avant l'entrée de ces pharmaciens à l'hôpital, il est probable que les sœurs assurèrent à l'Hôtel-Dieu, comme dans la majorité des hôpitaux d'alors, et souvent aussi aujourd'hui, le service de la pharmacie. Nous savons, par exemple, qu'il en était ainsi à Dijon (1), où la pharmacie était confiée à des sœurs apothicaires, sous le contrôle des maîtres de la ville.

À la fin du XVII^e siècle et pendant presque tout le XVIII^e siècle, il y eut au moins un pharmacien à l'Hôtel-Dieu. En 1755, il y avait deux pharmaciens (2). En 1761, il y avait un pharmacien et un pharmacien-adjoint. De 1776 à 1785, il y en eut deux : Favier et Lucas. Puis, cette même année 1785, les postes de pharmacien furent supprimés ; peut-être pensait-on pouvoir s'en passer, mais cette décision ne parut sans doute pas opportune, puisqu'en 1786 on rétablissait les charges et Chevin et Delaporte entraient en fonctions à l'hôpital.

En 1796 (3), on supprime à nouveau la charge, mais la raison est bonne, cette fois, puisque la cause en est le trafic des remèdes que faisait le pharmacien-chef ; de plus, celui-ci avait indûment touché de l'argent et nourrissait sa famille aux frais de l'Hôtel-Dieu. Il fut donc révoqué, et un an après on en nommait un autre, mais un seul cette fois. Les pharmaciens de l'Hôtel-Dieu étaient chargés, non seulement du service de cet hôpital, mais aussi de celui des autres hôpitaux troyens, en particulier de l'hôpital Saint-Abraham ou Maison des Orphelines. Nous avons trouvé, à la bibliothèque municipale, un imprimé donnant un extrait du registre des « Délibérations du Bureau des Hôpi-

(1) Baudot (loc. cit.), p. 338.

(2) E. Chaudron (loc. cit.), p. 104

(3) E. Chaudron (loc. cit.), p. 446.

taux de Troyes, de 1776, où il est indiqué, à l'article XIX, que :

« les pharmaciens de l'Hôtel-Dieu visiteront l'hôpital (Saint-Abraham) une ou deux fois la semaine, et feront leur rapport au médecin des hôpitaux, lequel au besoin sera appelé lui-même. »

A l'article XX, on lit :

« Les drogues et médicaments nécessaires pour cet hôpital seront pris à la pharmacie de l'Hôtel-Dieu et les pharmaciens en tiendront un état qui indiquera la valeur des dites drogues et médicaments au prix courant. »

L'Hôtel-Dieu était aussi chargé de la distribution des boîtes de médicaments. Ces boîtes étaient, depuis 1721, envoyées régulièrement, sur l'ordre du roi, dans toutes les provinces. Leur création était due à Helvétius, médecin de Louis XIII. Elles étaient destinées aux malades pauvres des campagnes, peut-être pour pallier au défaut d'hôpital dans ces localités. Elles étaient composées de médicaments variés, enveloppés soigneusement et portant chacun leur mode d'emploi. Ces distributions, qui n'étaient pas toujours judicieusement faites, présentaient de nombreux inconvénients ; il y avait des médicaments de toute sorte, dont quelques-uns étaient dangereux et pouvaient être mal employés par erreur ou incompréhension, la plupart des malades ne sachant pas lire. D'autre part, la répartition en était faite, non par des médecins, mais par des personnes charitables ; on peut se demander si les remèdes donnés étaient toujours bien ceux qui convenaient au malade. En 1787, les médecins de Troyes se plaignirent de ces distributions faites sans discernement et du petit nombre des boîtes envoyées annuellement par la Cour.

Baudot, dans son ouvrage sur la pharmacie en Bourgogne, a longuement expliqué l'origine, le but et la composition de ces boîtes ; nous ne pouvons y revenir ici, d'autant plus que nous ne savons rien de précis sur ces distributions de médicaments en Champagne, et nous renvoyons le lecteur que cela pourrait intéresser, au chapitre de la pharmacie dans les campagnes bourguignonnes.

La pharmacie civile et la pharmacie hospitalière à Troyes furent longtemps en conflit. Un long procès mit aux prises la Communauté avec les Administrateurs de l'Hôtel-Dieu, à propos de la vente des médicaments que l'Hôpital se permettait fort souvent.

En 1759 (1), les apothicaires réussirent à prouver la fraude dont ils soupçonnaient le personnel de l'hôpital, en faisant constater

« qu'il a été vendu par le plus ancien Pharmacien et Garçon de l'Hôtel-Dieu de Troyes, à la Tourrière du Couvent de Notre-Dame aux Nonains de Saint-Jacques de la ville de Troyes, Claude Davary et autres, un paquet

(1) A. A. E 1155 (Imprimé), 25 Juin 1761.

de casse et un autre paquet de composition de différentes drogues qui ont été saisies à la requête de la Communauté. »

Celle-ci en faisait dresser procès-verbal et obtenait :

« qu'itératives défenses seroient faites aux dits Directeurs et Administrateurs, de vendre et débiter, ni souffrir être vendu et débité aucuns remèdes simples ou composés destinés à entrer dans le corps humain, sous peine de telle amende et dommages intérêts qu'il plairoit à notre dite Cour ; et pour l'avoir fait, attendu la fraude commise et prouvée par deux Procès-Verbaux faits à la requête de lad. Communauté des Apothicaires de Troyes, les 12 et 15 Septembre 1759, »

L'Hôtel-Dieu était condamné à mille livres d'amende.

L'administration de l'Hôpital ne s'incline pas ; en 1760, les apothicaires portent plainte à nouveau ; ils sont déboutés et condamnés. Ils ont pourtant le droit pour eux, mais l'Hôtel-Dieu est puissant, ses administrateurs ont de nombreux amis et aucun huissier ne veut se charger d'un exploit contre eux. Cependant, la Communauté, forte de son bon droit, continue la lutte. En 1761, les apothicaires adressent deux requêtes, l'une en Février, l'autre en Avril, contre les administrateurs de l'hôpital, et, en Juin, ils obtiennent satisfaction. L'arrêt de Juin 1761 confirme celui du 17 Février 1759, condamne les administrateurs de l'Hôtel-Dieu à tous les dépens et leur renouvelle l'interdiction de la vente des remèdes au public. Malgré les deux arrêts et les condamnations successives, la Pharmacie de l'Hôtel-Dieu continue son commerce illicite et, le 26 décembre 1763, l'apothicaire Edme Gentil (1) fait contrôler cette nouvelle infraction par le Lieutenant Général de Police. Mais les administrateurs de l'hôpital ont trouvé un moyen de défense, ils arguent du petit nombre d'apothicaires qui exercent à Troyes : deux seulement, et demandent l'autorisation d'ouvrir la pharmacie de l'hôpital au public, jusqu'à ce qu'il y ait, dans la ville de Troyes, au moins quatre apothicaires « tenant boutiques ouvertes » (5 Janvier 1764) (2). Les apothicaires obtiennent des curés, médecins et chirurgiens de la ville « qu'ils attestent que deux apothicaires sont plus que suffisants pour fournir aux malades les drogues et médicaments nécessaires » (7 Décembre 1764). Enfin, le 16 Février 1765, un arrêt du Parlement défendait à l'Hôtel-Dieu « de vendre des médicaments à qui et sous quelque prétexte que ce soit ».

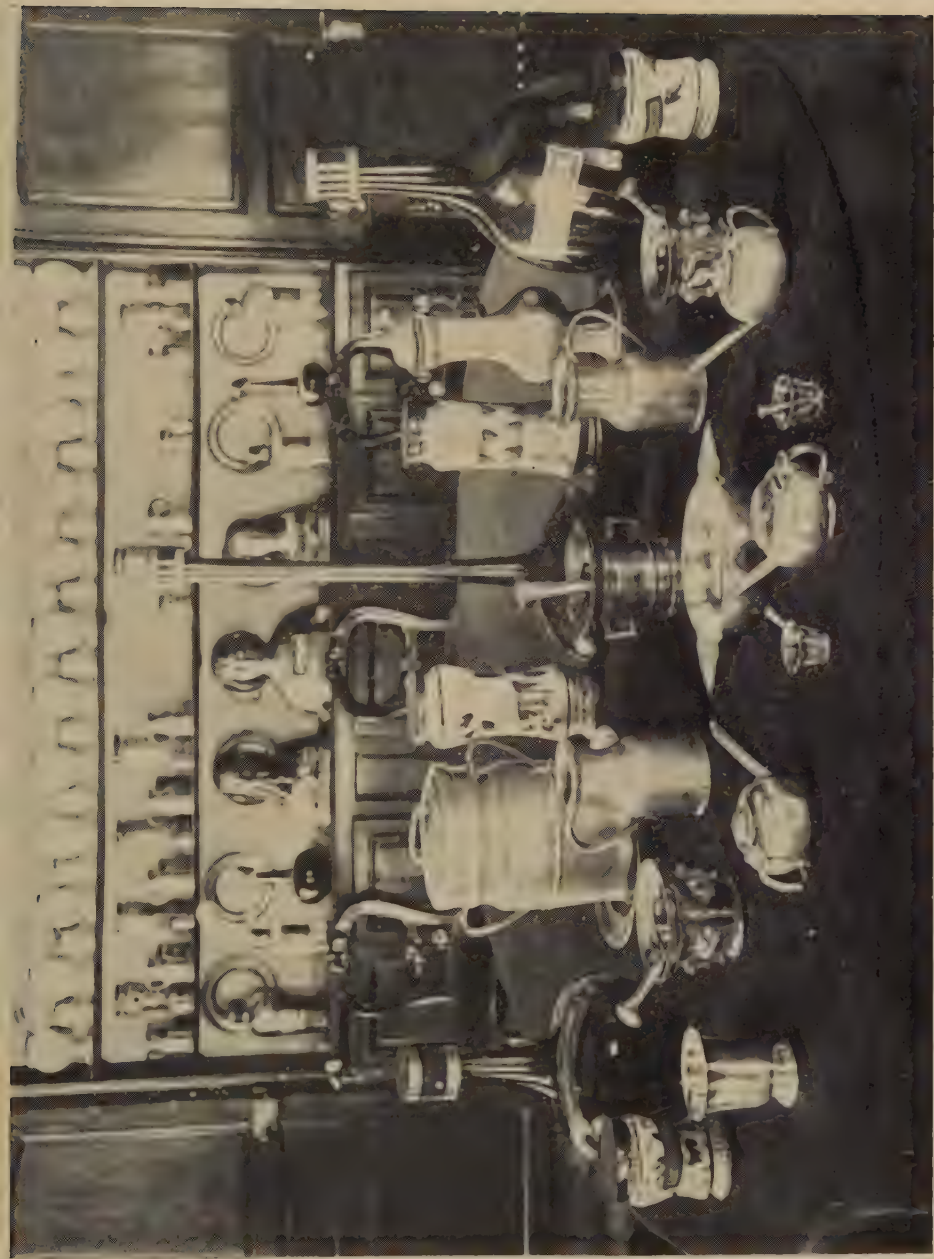
Ni cette troisième condamnation, ni une déclaration faite à Versailles, par le Roi, le 25 Avril 1777, interdisant aux communautés religieuses et aux épiciers la vente des médicaments, ne modifièrent la pratique des pharmaciens de l'Hôpital. Le 11 Septembre 1786, la Communauté des apothicaires fit, une fois encore, saisir, sur deux domestiques

(1) B. T. Règlement de police du 26/12/1763.

(2) B. T. Cab. Carteron 823, Pièce 47.



L'ancienne pharmacie de l'Hôtel-Dieu de Troyes.



Vue de détail de l'ancien matériel pharmaceutique.





Vue de détail des mortiers.

de la pharmacie de l'Hôtel-Dieu, des remèdes : un pot de casse cuite et une poudre composée. Un nouvel arrêt de la Cour, qui ne fut rendu que trois ans après, le 28 Juillet 1789 (1), condamnait une quatrième fois les administrateurs de l'hôpital, et cette fois, solidairement avec eux, Chevin, le pharmacien alors en fonction. La condamnation impliquait non seulement les dépens, mais encore une amende de 400 livres et le renouvellement de la défense de vendre des remèdes.

Cette vieille querelle ne devait pas s'éteindre avec la Révolution et, au milieu du XIX^e siècle, les pharmaciens eurent encore quelques démêlés avec l'hôpital, mais ceci sort des limites de notre travail.

La pharmacie actuelle est installée dans une belle salle carrée, assez vaste, dont la cheminée monumentale et les voûtes à nervures, reposant sur un pilier central, rappellent les salles des gardes que l'on voit dans tous les châteaux des XV^e et XVI^e siècles. On y conserve deux grands mortiers de bronze fleurdelisés, datés de 1634, avec de lourds pilons, les bustes en plâtre de médecins de l'Hôtel-Dieu ou de praticiens illustres, et une vierge de bois, très ancienne.

Par une petite porte, on pénètre dans une grande pièce dont les hauts murs sont entièrement garnis d'armoires et de rayons. Toute la partie supérieure, six rangées, porte des boîtes de même grandeur, qui contenaient des herbes ou des drogues, et dont un des côtés représente la plante qu'elle contient et son nom, peints sur le bois. Un grand escalier mobile permettait d'atteindre ces boîtes. Des pots de faïence peinte, des plats et des brocs en étain ornent les premiers rayons ; de petits placards garnissent le bas de chaque mur et supportent différents objets : grosses bouteilles plates, fiole à long col, marmite, plats, aiguières d'étain. Tous ces objets sont du XVIII^e siècle, époque de la reconstruction de l'Hôtel-Dieu ; la plupart sont datés et timbrés au chiffre de la maison.

Entre les deux fenêtres qui ouvrent sur le quai, trois belles potiches décorent le panneau ; les deux plus grandes représentent la légende de Notre-Dame-de-Liesse, l'autre est un Delft. Le panneau opposé est garni de trois bustes qui servaient de tronc ; de chaque côté, sur de petites tables, on peut admirer une collection de mortiers de toute taille, en bronze, frappés et martelés de dessins différents, les deux plus petits sont particulièrement jolis ; nous donnons la photographie de l'ensemble et des principaux objets de la collection.

(1) B. T. Cab. Carteron 823, Pièce 49.

CHAPITRE V

LE ROLE FINANCIER DE LA COMMUNAUTE

Les communautés d'apothicaires champenois ont connu le souci constant de beaucoup de sociétés : celui de concilier des dépenses croissantes avec des ressources précaires ; elles ont eu recours successivement à la contribution et à l'emprunt ; il semble bien qu'elles n'aient pas mieux résolu le problème que les Etats modernes.

Nous ne pourrions examiner que le budget de la communauté de Châlons, les archives de Troyes ne nous ayant donné aucun renseignement sur les finances des apothicaires troyens.

C'est le garde qui administre les finances de la Communauté et c'est une de ses attributions les plus importantes. Il doit d'ailleurs tenir un compte exact des recettes et débours de la Communauté et, à la fin de sa jurande, il rend compte publiquement de sa gestion. Nous trouvons ainsi, à Châlons, la reddition des comptes (1) de Joseph Talon, en date du 23 Février 1714, de J. B. Main, le 22 Octobre 1731.

Les débours étaient nombreux : frais d'examen, frais d'inspections, fêtes de Saint-Luc, impôts, rentes à servir, surtout frais de procès. Ceux-ci, nombreux et coûteux, compromettaient le budget et, à chaque procès, la communauté devait emprunter pour s'acquitter de ses dettes.

Nous avons vu quels étaient les frais d'examen et d'inspection ; nous verrons un peu plus loin (p. 176) ceux qu'occasionnait la fête de Saint-Luc. Ces dépenses ne semblent pas avoir grevé tellement le budget de la communauté de Châlons. Mais les impôts, les rentes des emprunts et les procès suffirent largement à en compromettre l'équilibre.

Les impôts ordinaires étaient ceux du 10^e et du 20^e, dont nous avons trouvé à Châlons les quittances des années 1712 à 1757 ; mais plus lourds encore étaient les impôts extraordinaires. Quatre documents des archives de la Marne nous en donnent exemple : en 1714, nous trouvons, dans le pro-

(1) A. M. E. 938.

cès-verbal (1) de la reddition des comptes de Joseph Talon, qu'une taxe a été levée sur la Communauté

« par une contrainte visée de Monseigneur l'Escalopier, intendant de Champagne, pour la réunion de deux maîtres jurez-gardes des Archives créés par édit du mois d'Aoust 1709, qui a été payée à Mons. de Navarre, chargé du recouvrement de la dite taxe cejourd'huy deuxième d'Octobre 1714. »

Nous ne savons pas à combien s'élevait exactement cette taxe, le texte dit seulement que le garde a payé cette dette grâce à un emprunt de « vingt-cinq livres dix sols, consenti par M. Laguille, nostre confrère » et d'« autres sommes » provenant vraisemblablement des fonds de la Communauté.

En 1728 (2), le 14 Septembre, les Apothicaires se réunirent pour délibérer sur les poursuites dont on les menaçait « pour le payement de la somme de 210 livres à quoy les avait réduit le Joyeux avènement de Sa Majesté à la Couronne », et ils décidèrent de se servir des fonds de la Communauté, dont la trésorerie paraît plus à l'aise.

Une autre pièce, celle-là de 1747 (3), indique la décision prise par les maîtres, de faire un emprunt de mille livres pour payer les taxes que le roy demande.

Enfin, en 1790 (4), la Communauté ayant à payer 45 livres pour son rôle de l'industrie, les cinq maîtres durent verser chacun neuf livres pour le solde de leur impôt.

Signalons encore l'impôt pour la milice, indiqué pour Vitry par notre confrère Martin, dont nous avons trouvé l'équivalent à Châlons. L'ordonnance de 1701 portait, pour Vitry, l'imposition de 300 livres, à l'effet de lever incessamment trois soldats pour servir dans les Milices. Il ne s'agit, à Châlons, que de deux soldats et partant de 200 livres. L'arrêt spécifie l'âge et la taille des soldats et l'origine des 200 livres.

« La somme nécessaire et ordonnée pour les dits enrollemens sera prise sur les deniers ou Revenus de ladite Communauté ou sur ceux provenans des Réceptions des Maîtres, sinon, imposée et répartie sur ladite Communauté et remise entre les mains des Syndic ou Jurez. »

Les fonds de la Communauté n'étaient pas inépuisables, les maîtres avaient très souvent recours aux emprunts. C'est ainsi qu'en 1720 (5), les apothicaires empruntèrent 5.000 livres à Madelaine Guessien, veuve de Paul Voitron, et lui constituèrent en échange une rente de 100 livres. Par la suite, les religieux de l'abbaye de Toussaint en l'Isle de Châlons, légataires de Madeleine Guessien, furent en procès avec la Communauté, à propos de cette rente. Nous

(1) A. M. E. 937. F^o 166.

(2) A. M. E. 937. F^o 174.

(3) A. M. E. 937. F^o 251.

(4) A. M. E. 938.

(5) A. M. E. 940.

avons retrouvé les quittances (1) de cette rente pour chaque année, jusqu'en 1764, signées par le Prieur de l'abbaye. En 1728 (2), un emprunt fut nécessaire pour « le paiement de plusieurs sommes dues par notre Communauté pour Raison de plusieurs procès que nos prédécesseurs auroient cy-devant eu » et, « n'ayant pas un denier en bourse », les maîtres jugèrent nécessaire une somme de 600 livres que Mlle Dalle voulut bien prêter moyennant une rente dont nous ne savons pas le montant.

D'autres emprunts furent faits, toujours à cause des procès, en Mai 1733 (1) : 1.000 livres (procès contre les marchands) ; en 1742, encore mille livres ; cet emprunt fut d'ailleurs remboursé en Mars 1743, ainsi que les intérêts (3). Autre emprunt de 1.000 livres, en Novembre 1747 (4), à Mlle Gaulot, au sujet duquel nous trouvons une délibération des maîtres, en Janvier 1767 (3), qui désirent, ou rembourser le capital, ou « réduire la rente due pour ce prêt ».

Si les dépenses étaient nombreuses, les recettes ne l'étaient guère et deux lignes suffisaient à les énumérer. Elles étaient constituées par les droits d'examen : apprentissage ou maîtrise, les amendes et les droits de visite. Ces recettes ordinaires étant tout à fait insuffisantes, et la caisse toujours vide, les maîtres durent bien souvent contribuer de leurs deniers personnels au paiement d'impôts extraordinaires et de taxes imposés par le roi, et payer leur quote-part des rentes dues par la Communauté. C'était le cas, par exemple, pour la rente que les apothicaires devaient aux Religieux de Toussaints. Cette rente considérable (100 livres) imposait annuellement aux maîtres une contribution supplémentaire, qu'il ne leur était pas toujours agréable de régler. Aussi, très souvent, les maîtres, las des appels constants faits à leur cassette personnelle, essayèrent de se dérober ou de retarder les échéances, d'où complications et discordes au sein de la Communauté.

Ce fut le cas de Lavalie (3) qui, en 1742, refusa délibérément de payer sa part des rentes de la Communauté, de Theuveny, qui fit de même en 1781. Ces luttes internes étaient le plus souvent très vite réglées ; le garde assignait son confrère récalcitrant qui, après s'être fait plus ou moins prier, finissait par payer ses dettes. Avec Theuveny (5), la lutte dura assez longtemps ; pendant plus de deux ans, il tergiversa, et une conclusion du 16 Février 1783 indique qu'il n'a encore rien payé. Les confrères, las de tant de mauvais vouloir, donnèrent au garde Degaulle « l'autorisation de le contraindre par toutes voyes dûes et raisonnables, même pour la saisie et exécution de ses meubles ».

(1) A. M. E. 940.

(2) A. M. E. 937. F° 174.

(3) A. M. E. 937.

(4) A. M. E. 937. F° 77.

(5) A. M. E. 937. F° 78.

Le 14 Mars, Theuveny, condamné, fit appel : nous ne savons pas s'il obtint ou non, gain de cause.

Les emprunts qui se succédaient ainsi grevaient les charges de la Communauté qui devait payer les routes. Les recettes n'augmentaient pas, mais les débours allaient croissant et nous trouvons à la fin du registre (1), ainsi résumé par le scribe, l'état peu satisfaisant des finances de la Communauté :

« Après avoir examiné les comptes parvenus touchant la recette et dépenses faites par la dite communauté être en tel état que ladite communauté n'avait aucun bien ni revenu actif, on ne pouvait établir aucun chapitre de recettes et qu'il n'en était pas de même de la dépense, parce que ladite Communauté était grevée de deux rentes passives, savoir la première de cent livres de rentes au principal de cinq mille livres aux cy devant chanoines, peulons de l'abbaye de l'abbaye de l'abbaye à Chaalons, à l'échéance du quinze juin de chacune année, dont une année est due au quinze juin dernier, par contrat passé le quatorze desdits mil sept cent vingt, par devant Faron, notaire à Chaalons ; le deuxième cinquante livres de rentes au principal de mil livres, à l'échéance du douzième décembre, au profit des héritiers des demeselles Chancelon, à qui il est dû une année échue le douze Décembre dernier par contrat passé devant (2) notaire à Chaalons, le..... Lesquelles rentes ils payaient annuellement en proportions égales et de leurs propres deniers, que la communauté ne possède d'autres biens mobiliers qu'un coffre servant à resserrer les papiers de la dite communauté, qui est tout ce que les dits comparants ont dit savoir et affirmé véritable, à Chaalons, le jour et an que dessus.

DEGAULLE, DAGONET fils, THEUVENY, TISSET, CLAUZET.

Ce malheureux budget si peu facile à équilibrer, dut constituer, pour le grand-garde, un souci perpétuel, et le marasme des finances communes contribua certainement au fléchissement de la vie en communauté on l'on vit arriver, vers 1730, à Châlons, comme dans bien des villes du Royaume.

(1) A. M. E. 938.

(2) Les parties correspondent à des copies prises au lieu, sans original.

CHAPITRE VI

L'ŒUVRE D'ENTR'AIDE ET LES DEVOIRS SPIRITUELS DE LA COMMUNAUTE

Ce serait donner une figure fausse des communautés, que de se borner à exposer leur activité processive et leurs déboires financiers. Les griefs plus ou moins fondés qu'on a relevés contre elles, ne doivent pas faire oublier le rôle d'assistance tenu par les maîtres, à une époque moins attentive que la nôtre à la misère humaine ; ce rôle charitable découle du caractère religieux de la communauté.

Nous avons vu (p. 36) que les apprentis et les aspirants doivent fournir, lors des examens, un certificat de catholicité, peut-on dire. Les maîtres avaient, eux aussi, une vie religieuse dont quelques manifestations se faisaient en commun. A Troyes, il n'y a pas trace du caractère religieux de la Communauté ; peut-être existait-il, dans cette ville, comme à Nancy ou à Dieppe, une Confrérie juxtaposée à la Communauté ayant des statuts particuliers ; nous trouvons, en effet, à la date du 19 Juin 1752 (1), le serment prêté par Boutroy, jeune apothicaire, « de payer et contribuer pour sa part aux dettes et charges d'icelle [communauté], droits de confrairie et autres dûs ». A Châlons, non seulement les maîtres ont une vie religieuse officielle, mais ils mettent en pratique le premier devoir du chrétien, qui est celui de charité. Les statuts de 1620 ne se bornent pas à délimiter les droits et les prérogatives des maîtres, ou leurs conditions d'admission dans la Communauté, mais ils ordonnent aux apothicaires de ne pas oublier qu'ils sont des confrères ; enfin et surtout, ils créent à la Communauté l'obligation d'assistance pour les « pauvres compagnons ». L'article XXI des statuts ne fut pas de style car, nous avons trouvé mention, dans les comptes rendus par les gardes au terme de leur fonction, des sommes qui avaient servi sans doute à nourrir, à héberger des compagnons de passage à

(1) A. A. E. 1155.

Châlons. La Communauté devait, en effet, fournir du travail à ces employés, qui allaient de ville en ville, et si aucun des maîtres ne pouvaient les employer, le garde prélevait sur la caisse commune, ce qui était nécessaire pour leur venir en aide. Ce même article XXI stipule encore que la communauté doit assistance : aux maîtres malades, aux veuves des apothicaires « qui seront assisté des deniers clairs qui proviendront des maîtrises dudit art ».

Dans chaque ville et pour chaque communauté, il y avait de grandes réjouissances une fois par an, au jour de la fête du patron de la communauté : Saint-Luc pour Châlons (1). La veille de la Saint-Luc, les maîtres assistaient aux vêpres, et le jour de la fête à deux offices : une messe haute et une messe basse. Les pauvres, qui se tenaient « en parvis ou portail », recevaient à cette occasion une aumône de 10 sous. Les maîtres ne semblent pas avoir prévu une somme bien importante, il est vrai que la communauté n'était pas bien riche !

Grignon (2) a retrouvé, dans un petit registre (3) du Couvent des Cordeliers de Châlons, où avaient lieu tous les offices de la Saint-Luc, quelques renseignements sur la cérémonie religieuse :

« Le 18 Octobre, jour de Saint-Luc, MM. les apothicaires font leur fête. Grand'messe à 9 h. 1/2, vespres à 3 heures. Il n'y a ni procession, ni autre chose. Le lendemain, un obit à huit heures. On chante le *Languentibus gratis*, pour lequel service ils donnent six livres. »

L'ordre des services avait dû être changé depuis 1620, puisque le document cité par Grignon donne un horaire différent du premier. En 1620, la Saint-Luc avait coûté à la Communauté 55 sous, soit 45 pour les services aux Cordeliers et 10 pour les aumônes. Cent ans plus tard, les maîtres donnaient six livres pour les mêmes offices. Nous avons retrouvé les quittances pour les années 1730 à 1761 ; elles portent toutes « six livres pour le service de Saint-Luc et obit le lendemain ». Le garde devait fournir pour les offices « six cierges de cire jaune du poids de quatre onces, ... ung pain bénit décent et honneste ». Enfin, le soir de la Saint-Luc, un grand festin avait lieu dans la maison du garde; la Communauté fournissait : le pain, le vin et les viandes, tout le reste était à la charge du garde.

La Communauté avait un autre devoir religieux : elle devait fournir le pain et le vin à l'offrande du service mortuaire de ses membres. Les maîtres devaient assister aux obsèques de leur confrère en grand apparat, ils devaient porter chape et « mettre la représentation ».

(1) Ce renseignement nous est fourni par une conclusion du 11 Octobre 1620. A. M. E. 937, F^o 29.

(2) Loc. cit. (v. p. 14).

(3) Ce registre a été tenu pendant 15 ans, de 1745 à 1760.

Là encore apparaîtra de nouveau le souci de confraternité dans la Communauté ; les maîtres, à la mort d'un de leurs confrères, ne se bornent pas à figurer aux obsèques, mais ils doivent assistance à sa veuve. Celle-ci a le droit de continuer le commerce de son mari, à condition d'être assistée d'un employé compétent, et c'est aux confrères du défunt que revient le soin d'examiner les connaissances du serviteur.

A Châlons, en Juillet 1724, Farochon mourut, et sa veuve décida de garder la boutique avec son serviteur, Honoré Mailly. Celui-ci se présenta le 3 Juillet 1724 (1) aux maîtres-jurez et fut examiné par eux ; il fut interrogé

« sur l'explication des ordonnances et les premiers principes de pharmacie à quoy il n'auroit respondu, pour quoy ne satisfaisant à nos statuts et de nostre conscience, nous avons dit que le Sieur Mailly n'estoit capable de travailler sous une veuve, en qualité de garçon, mais seulement sous un maître pour y apprendre la profession et s'y perfectionner. »

Mais la Veuve, à qui les maîtres avaient demandé de se défaire d'Honoré Mailly et de prendre un élève capable, s'y refusa (2), en référa au bailli et, le 21 Août fut rendu un jugement ordonnant que des experts des villes voisines examinent les drogues qui avaient été présentées à Honoré Mailly et voient si cet élève est capable de tenir la boutique de la veuve. Les apothicaires, considérant (3) que ce jugement portait atteinte à leurs statuts, firent appel devant le Parlement, mais cette fois encore l'issue du procès n'est pas connue.

On est, évidemment, tenté de se demander si c'est bien une aide que les maîtres apportèrent à la veuve de Farochon en plaidant contre elle ? Mais avait-elle, de son côté, raison de s'obstiner à garder cet employé ? Nous ne pouvons, évidemment, donner une réponse à ces questions. Nous voulons penser que la Communauté était fondée à refuser à H. Mailly la permission d'exercer la pharmacie, que cette interdiction n'avait d'autre souci que la réputation des apothicaires de Châlons, et que pas une minute les maîtres n'avaient pensé aux profits à tirer de la disparition de l'officine de Farochon.

(1) A. M. E. 937 : 3 Juillet.

(2) A. M. E. 937 : 25 Juillet.

(3) A. M. E. 937 : 1^{er} Décembre.

CHAPITRE VII

ROLE POLITIQUE DE LA COMMUNAUTE

Le rôle politique, c'est beaucoup dire, pour une époque où nos aïeux s'occupaient moins des affaires publiques que nos contemporains : nous envisageons ici, à défaut d'autres indications, les avis donnés par les apothicaires lors des grandes consultations nationales que furent les Etats Généraux.

Leurs corporations participèrent au même titre que les autres corps de métiers, à la rédaction des cahiers de remontrances, lors des différentes réunions d'Etats Généraux ; leurs doléances étaient présentées dans le cadre local et servaient à établir le cahier du Tiers Etat, du Comté ou Bailliage.

La Bibliothèque de Troyes conserve de nombreux documents relatifs à ces assemblées de 1355 à 1789 (1) ; le plus souvent, ils se réduisent au mandement royal, par exemple un très beau parchemin de Jean II (1355), ou à l'acte d'Assemblée ; en général, les « Remontrances, supplications et requestes des gens du tiers Etat » de Champagne et Brie, sont groupées en un cahier qui ne mentionne plus leurs auteurs ; c'est le cas pour les Etats d'Orléans (1560), de Melun (1561), et de Blois (1588).

L'acte d'Assemblée pour les Etats de 1560 ne nous livre que les noms des maîtres-apothicaires qui ont parlé au nom de leurs collègues (2) ; nous avons eu la bonne fortune de trouver la pièce originale qui présente l'opinion des apothicaires pour les premiers Etats de Blois de 1576 (3). Les doléances pour les Etats de 1789 sont connues dans tous leurs détails, grâce à la publication qu'en a faite de nos jours Vernier (4).

(1) B. T. B. B. carton 15, 1^{re}, 2^{de} et 3^{de} liasse ; B. B. carton 16, 1^{re} liasse.
Une petite partie des pièces a été publiée sous les auspices de la Société Académique de l'Aube par A. Babeau. Documents inédits Troyes 1878.

(2) B. T. B. B., carton 15, 2^{de} liasse.

(3) B. T. B. B., carton 15, 3^{de} liasse.

(4) Vernier (J. J.). Cahiers de doléances du Bailliage de Troyes et du Bailliage de Bar-sur-Seine pour les Etats Généraux de 1789, Troyes 1909.

1° ETATS GENERAUX DE 1560

Les pièces conservées nous apprennent que « les tixrans de toilles, drappiers et chaussetiers, huilliers, boulangiers maréchaux, apothicaires, painctres et esteuilliers de ladite ville de Troyes (ont) baillé et présenté leurs remonstrances ». Dans la même liasse, nous trouvons les noms : des marchands des diverses corporations et ceux des députés qu'ils ont élus. C'est ainsi que « pour les apothicaires comparurent Jacques Michel (1) et Charles Cornuat, quy auroyent esleu pour ledit clergey lesdits reverend évesque et de Gyé, grand archediacre, et pour la noblesse, lesdits Jehan de Marisy et Odard le Mercier, et pour le tiers estat, lesdits de Mesgrigny, président, et Christofle Angenost ». Les médecins, les « chirurgiens » avaient eux aussi pris part à ces élections.

Si nous ne savons pas quels furent les vœux émis par chaque corporation, le cahier de l'ensemble des doléances nous montre que les principales préoccupations des Troyens semblent avoir été, cette année-là, d'ordre religieux et juridique.

2° ETATS GENERAUX DE 1576

Nous avons eu en mains, aux archives troyennes, les cahiers de doléances des cinquante-deux corporations qui furent représentées aux Etats de Blois. Nous publions ci-contre la photographie et la copie des « Remonstrances des apothicaires ». Ce cahier comprend trois pages et onze articles ; il fut rédigé par Jehan Mathey et Loys Sergent, qui sont vraisemblablement les gardes de l'époque.

Le premier article demande l'exécution des réformes relatives à la justice, prévues par les Etats d'Orléans; les avocats (2) et procureurs en Cour d'Eglise, les Bourgeois et Nobles, les Foulonniers, les Marchands Grossiers, Ferronniers et Merciers, les Teinturiers et Bougraniers, les Tonneliers et Merciers, tous avaient formulé le même vœu. Avec les Chirurgiens et les Pourpointiers, les apothicaires demandent que la noblesse observe rigoureusement la loi salique. En outre, ils élèvent contre la noblesse d'autres plaintes, auxquelles se joignent Avocats, Bourgeois et Nobles, Corroyeurs, Eperonniers et Selliers, Fourbisseurs, Grossiers, Ferronniers et Merciers, Maréchaux, Maçons et Tailleurs de pierres, Sergents royaux, Tailleurs d'habits, Tanneurs, Teinturiers et Tisserands. Vingt-deux corporations, parmi lesquelles seront les apothicaires, les médecins et les chirurgiens, protestent contre les traitements que leur

(1) Un Jacques Michel était déjà apothicaire à Troyes en 1531 (v. p. 189).

(2) Les renseignements sur les doléances des autres corporations troyennes sont extraits de la « Collection de Documents inédits relatifs à la ville de Troyes et à la Champagne méridionale » publiés par la Société Académique de l'Aube, Troyes 1878 (Tome I, p. 202 à 204).

font subir les gens de guerre; vingt-six demandent l'exclusion des étrangers du Conseil du roi, les offices du royaume et des fermes; vingt-huit, l'expulsion des étrangers; trente-et-une désirent la punition des blasphémateurs, les apothicaires y ajoutent les joueurs. Ils demandent, en outre, ainsi que les chirurgiens et quelques autres corps de métiers, que des redditions de comptes soient faites par les financiers, que les impôts soient ramenés au taux établi sous Louis XII, enfin l'obligation, pour les propriétaires terriens, de reboiser, et la stabilisation des monnaies... Après 360 années et plusieurs révolutions, certains de ces vœux populaires restent fondés et sont loin d'être exaucés.

Il est assez curieux de noter l'indifférence totale des apothicaires troyens en ce qui concerne les affaires religieuses. La plupart des corporations inscrivent dans leur cahier : l'adoption de la religion catholique, à l'exclusion des autres cultes (et on sait que ce fut là le principal souci des Etats de Blois), l'exécution du concile de Trente, l'observation des dimanches et fêtes, les apothicaires ne semblent pas s'en soucier. Ils ne s'intéressent pas davantage au clergé, et alors qu'on peut relever dans de nombreux cahiers les souhaits : d'une réforme générale du clergé (41 corporations), de la promotion du clergé aux dignités par l'élection (24 corporations), de la donation aux pauvres du superflu du clergé, du rétablissement de la justice ecclésiastique en ses anciens privilèges (32 corporations), et bien d'autres vœux du même ordre, les apothicaires gardent sur ces questions le plus grand silence. Pourquoi cette indifférence à tant de questions qui préoccupaient leurs compatriotes ? Nous ne pouvons pas répondre des convictions de nos lointains confrères ; nous nous bornerons à rappeler ici quelques faits cités dans la première partie de notre travail : les cinq apothicaires du quartier de Comporté, qui sont obligés, en 1563, de jurer qu'ils appartiennent à la religion catholique, apostolique et romaine, les prêches du pasteur Sorel, apparenté, semble-t-il, à l'apothicaire Nicolas Sorel (1538-1588), l'accusation de huguenoterie portée en 1561 contre l'apothicaire Gaulard, et le sac de sa boutique ; il y avait quelque mérite à conserver sa liberté d'esprit dans une époque si troublée.

3° ETATS GENERAUX DE 1789

En 1789, la corporation troyenne comprenait quatre maîtres : Edme Gentil et son fils François, Edme Le Noble et Jean-Baptiste Rochois, qui ont, tous les quatre, signé le cahier de leurs revendications; deux d'entre eux : Edme Le Noble et François-Edme Gentil, étaient délégués pour représenter la corporation à l'Assemblée.

Les principales revendications (nous les donnons in-extenso ci-contre) des apothicaires, sont d'ordre général et

portent sur les points suivants : égalité des trois ordres devant l'impôt librement consenti, libre circulation des marchandises, réforme de la justice, responsabilité des ministres en matière de finances, délibération aux Etats par tête et non par ordre, nouvelle division administrative. Il faut mettre à part le dixième article, qui est, lui, purement corporatif : les apothicaires demandent l'exclusivité de la vente des médicaments et protestent, une fois de plus, contre les hôpitaux et les communautés religieuses avec lesquels ils ont eu si souvent maille à partir.

Nous ne pouvons rappeler ici, pour les comparer à ceux des apothicaires, les vœux de toutes les corporations troyennes en 1789 ; ce serait trop long et nous écarterait trop de notre sujet, mais nous citerons brièvement les revendications des corporations des chirurgiens et des médecins. Les chirurgiens s'occupent à peu près exclusivement de leur art, ils demandent un hospice pour les infirmes, les indigents, les femmes en couches, l'abolition des édits de 1692 relatifs à l'exercice de la chirurgie, la suppression des petites communautés où il n'y a que deux ou trois chirurgiens, la création d'un collège, etc... Les médecins, eux, s'associent aux plaintes et aux doléances « que l'amour du bien public dictera aux députés des différentes corporations qui doivent composer l'Assemblée » ; en ce qui concerne leur état, ils demandent de nouveaux règlements qui empêchent et punissent l'exercice illégal de la médecine, s'élèvent contre la vente et la distribution des médicaments par des gens qui n'ont aucun titre légal, et contre l'envoi des boîtes de remèdes.

Nous n'avons pu retrouver le cahier des doléances des Apothicaires de Châlons, nous ne savons même pas s'ils en ont rédigé un. Un compte rendu de l'Assemblée des maîtres du 3 Mars 1789 indique seulement la nomination de deux des maîtres qui, réunis aux délégués des autres corporations, devront rédiger un cahier de doléances et élire deux députés pour les Etats.

Voici in-extenso ce compte rendu : (1)

« Aujourd'hui troisième Mars 1789, en l'Assemblée des Maîtres de Pharmacie, convoquée extraordinairement par billets, en la manière accoutumée et tenu en la maison de M. Jean Clauzet, l'un de nous et grand garde de laditte communauté ou étaient Sieur Jean Clauzet, MM. Charles Farochon, Charles Melchior Degaulle, Claude Theuveny, René Mathieu Dagonet, pour en exécution des lettres du Roy données à Versailles le 24^e Janvier 1789, du règlement y annexé, de l'ordonnance de M. le Bailly de Chaalons, rendu en conséquence le 17 Février, et conformément à l'avertissement donné à l'effet de la présente assemblée par MM. les Officiers municipaux de cette ville, en la personne de M. Jean Clauzet, le 28 Février, être procédé

(1) A. M. E. 938.

à la nomination des députés dans la proportion déterminée par l'article 26 du Règlement à l'assemblée du Tiers Etat qui doit être tenue le Jeudi 5^e Mars prochain, en l'hôtel de ville, pour rédiger le cahier dont il est parlé dans la ditte ordonnance et nommer les députés pour porter ledit cahier en l'assemblée qui doit être tenue par M. le Grand Bailly, dans laquelle assemblée lesdits sieurs susnommés, après en avoir délibéré et avoir recueilli les voix, ont, d'après la pluralité des suffrages, nommé et député par ces présentes les personnes de M. Charles Melchior Degaulle, et Claude Theuveny, à l'effet de les représenter à l'assemblée du Tiers Etat qui doit se tenir en l'hôtel de ville ou autre lieu indiqué dans les formes ordinaires, et là, concourir avec les autres membres de la ditte assemblée, à la rédaction de leurs cahiers de doléances, plaintes ou remontrances, et après la rédaction du dit cahier, concourir pareillement à l'élection des députés qui seront chargés de porter ledit cahier, à l'assemblée qui sera tenue par M. le Grand Bailly de Chaalons le 12^e Mars prochain, donner aux dits députés tous pouvoirs généraux et suffisants, de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut concerner les besoins de l'Etat, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité du royaume et le Bien de tous et de chacun des sujets du Roy, promettant les dits sieurs aydeir et approuver tout ce que lesdits députés qui seront nommés auront fait, délibéré et signé, en vertu des présentes, de la même manière que si les dits sieurs comparants y avaient assisté en personne, fait et passé au dit Chaalons les jour et an que dessus et avons signé :

Farochon, Clauzet, Degaulle, Theuveny, Dagonet. »

CAHIER DES APOTHICAIRES DE 1576

1576. APOTICAIRES (1).

Advys et opinion des appoticquaires pour fournir au mandement du roy et suyvant la signification faicte à iceulx par messieurs les mayres et eschevins de la ville de Troyes. A esté eulx advisé en l'assemblée faicte le vingt-troisième jour de septembre 1576 pour réduire se pauvre royaume de France désolé en son pristin estat que seroit bon, sauf meilleurs advys, en premier lieu pour le regard de l'Eglise qu'ilz se maintiennent en leurs bornes et lymites anciennes selon Dieu, mesmes suyvant les estatx tenuz à Orléans au moys de Janvier l'an mil cinq cent soixante.

Item, pour le regard de la justice seroit licite et expédient que les administrateurs d'icelle fussent réglez et réformez suyvant lesdictz estatx tenuz à Orléans comme dessus sy mieulx il n'estoit advisé faire élection par chascun an de gens capables, idoynes et suffisantz pour l'administration d'icelle.

Item, pour le regard de la noblesse en premier lieu seroit bon que la loy salicque aie lieu et soit observée et entretenue en son intégrité.

Item, que les nobles ne pourront presser ny molester leurs subietz d'aucunes courvées ny aultre contrainte à eulx non deues.

Item, que tous nobles seront tenuz respondre judiciairement aux lieux auxquelz ils auront pris marchandisez s'ilz en sont aucunement inquietez.

Item que tous hommes de guerre, tant capitaines lieutenans que aultres, soit de pied ou de cheval, seront tenuz payer de grey à grey se que par eux aura esté pris de leurs hostes sans les piller ou molester en aucune façon.

Item, que toutes tailles, tribuz, impost, subcides, gabelles, malletaite et impositions soyent réduictz en la forme et estat quelles estoient du feut roy Loys douziesme.

Item, que tous estrangers sortent hors du royaume de France et ne pourront tenir ou faire tenir, soit par sustitutz ou aultres, aucuns offices, bénéfices, impositions, gabelles, doynes, péages ny hault passaiges ou aultres gabelles que ce soit et ne pourront lesdictz estrangers aquester ny édifier ny faire acquester ou édifier aucuns héritaiges édifices ny processions.

(1) La date : 1576 et le mot Apothicaires sont en marge. Au-dessous, et d'une écriture plus récente, sont écrits les mots : Remonstrances [d] es apothiquaires.

ed fixed up poor Rome

~~by~~ your ally give out the manifest of 2
 1. man. & 2. prove the by the children's comp.

Inaugural *Protest* *taking place under comp.*

1000. 9 ml / 1000 adm / 1000
 1000. 10 ml / 1000 adm / 1000
 1000. 10 ml / 1000 adm / 1000

© + ans. de. monnaie aff. de v. b. / ans

Long - range, pine

Sy. qui pour le marchant & roturier
 a esté aduise qu'ilz puissent leur fille
 & filleulz par un parrain & le ditz
 ditz obseques, leur parrain, au sur et
 celui qui emprunte argent ou autre
 chose pour aucun filz & ne pour
 le ditz emprunteur tenir. Sy. et en
 aucun cas.

a 1/2 to admiss. giving pleasure Lick. Lick. Lick.

classical / great poetry & R. Dietz -

Die erste Abtheilung, Kunst, geographie, astronomie, etc.

cello qui imprime les argiles en autres

unbilled pour au Compt. filz p. m. Roux

24. Holz: Imprunetischel feing. Holz. 1848

colour of R.

Il y a une trentaine de personnes ayant pris
pour leur travail toute la journée de la
terre plantée en edifice. Certaine quantité
d'arbres surmonte la commodité de la terre
pour servir à la construction des boyaux

postquam tunc laborasse sunt

few plants in Edible (certainly) quantities

Darboze signant la comodat^o & la fidei-

pour servir à la Défense des Boys

Matt. 23: 1 - 108' 50" 100'

Item, que ceulx qui ont euz maniemment des finances seront tenuz en rendre compte.

Item, qu'il soit advisé sur le règlement et taux des monnoyes, affin en observer ung certain pris.

Item, que pour les marchantz et roturiers a esté advisé qu'en premier lieu les jeux et blasphèmes soyent punitz et les édictz d'iceulx observez avec punition, mesme de ceulx qui empruncient argent ou aultres meublés pour aucuns jeux et ne seront lesdictz empruncfeurs tenuz en rendre aulcune chose.

Item, que toutes personnes ayant préz, pocessions ou terres labourables seront tenuz planter ou édifier certaine quantité d'arbres suyvant la commodité de la terre, pour subvenir à la défaillance des boys.

(Signé) Massé (?) — Loys Sergent.

CAHIER DE DOLEANCES
DU BAILLIAGE DE TROYES
POUR LES ETATS GENERAUX DE 1789
(TROYES 1909)

APOTHICAIRES

PROCÈS-VERBAL : Assemblée le 8 Mars, en la maison du sieur Gentil.

COMPARANTS : Edme Gentil, François-Edme Gentil, Edme Le Noble, Jean-Baptiste Rochois, « tous maîtres en pharmacie ». DÉPUTÉS : François-Edme Gentil, Edme Le Noble.

(Arch. comm. de Troyes A. A. (Etat gén.) I

CAHIER DES APOTHICAIRES

Les apothicaires de la ville de Troyes, par suite de l'Assemblée de leur Communauté du 8 de ce mois et de l'acte du même jour, ont donné pouvoir à leurs députés y dénommés, de présenter ce cahier à l'assemblée qui doit être tenue à l'hôtel de ville le 12 de ce mois, sept heures du matin, par M. le Lieutenant Général de Troyes et d'y demander :

1° Que les impositions que les Etats Généraux estimeraient devoir être prélevées pour l'avantage de l'Etat, tête et non par ordre ;

2° Que toutes les denrées et marchandises nationales puissent librement circuler dans l'intérieur du royaume, sans que les percepteurs puissent, sous aucun prétexte, faire des descentes et incursions chez les citoyens ;

3° Qu'aucun citoyen ne soit enlevé de ses foyers par aucun ordre supérieur ou ministériel, mais qu'il soit traduit devant ses juges naturels en cas de prévarication aux lois du royaume ;

4° Que la législation civile et criminelle soit réformée ; que chaque citoyen puisse, à l'avenir, défendre sa liberté, sa vie, comme il lui est permis de défendre ses propriétés ;

5° Que, suivant les intentions de Sa Majesté, manifestées dans le résultat de son Conseil du 27 Décembre 1788, les ministres soient responsables de l'emploi de toutes les sommes levées sur le peuple ;

6° Qu'à l'avenir il ne soit prélevé aucun nouvel impôt que d'après le vœu unanime de la Nation ;

7° Que les députés aux Etats Généraux délibèrent par soient réparties sur les trois ordres qui le composent, sans distinction et eu égard à la valeur de leurs propriétés ;

8° Que les citoyens de tous états des différents bailliages et sénéchaussées du royaume soient rapprochés de leurs juges naturels par un arrondissement mieux combiné que l'ancien;

9° Qu'il soit permis de faire le rachat des cens et rentes foncières, de telle nature qu'ils soient, dont les propriétés peuvent être grevées tant envers les gens de mainmorte que tous autres;

10° Qu'à l'avenir les communautés religieuses, les hôpitaux et tous autres sans qualité ne puissent préparer, vendre et distribuer hors de leurs maisons des remèdes simples et composés et en faire des envois directement, sous tel prétexte que ce puisse être.

Fait et arrêté par lesdits apothicaires de Troyes en leur assemblée du 8 du présent mois. Et ont les comparants en l'acte dudit jour (sic), et ont signé:

Gentil, Gentil fils, Le Noble, Rochois.

Arch. Comm. Troyes, A. A. (Et.-Gén.) 2.

CHAPITRE VIII

LES VICISSITUDES DE LA COMMUNAUTE

Avant de clore notre étude sur les Communautés d'apothicaires champenois, nous voulons nous arrêter encore sur l'évolution du nombre des apothicaires, comme témoignage de la prospérité de la profession aux diverses époques.

On a noté d'une façon assez générale la décadence de ces Communautés au cours du XVIII^e siècle; Rambaud la montre dans son Histoire de la Pharmacie en Poitou; Baudot, dans son ouvrage sur la Pharmacie en Bourgogne avant 1803, indique pour Dijon : 1 apothicaire en 1440, 4 en 1449, 12 en 1575, 15 en 1520, 16 en 1580, 16 en 1640, 12 en 1690, 7 en 1710, 4 en 1750, 6 en 1780 la population de la ville passant par un maximum en 1720; une évolution parallèle est à noter pour Beaune, Autun, etc. Baudot fait appel à diverses causes d'ordre général, destructrices de la Communauté telles que concurrence, insuffisance de recrutement, mais la comparason avec Troyes et Châlons révèle la prépondérance de causes locales.

EVOLUTION DU NOMBRE DES APOTHICAIRES A TROYES

Du xv^e siècle ne nous est parvenu qu'un petit nombre de noms d'apothicaires troyens (dix neuf d'après le relevé du Dr Gur). Au xvi^e siècle, par contre, le nombre en est vraiment considérable, près de 140. Dès 1531, il y a 15 apothicaires à Troyes, le tableau en est donné par un document des Archives de l'Aube (1). Dans la période antérieure ont peut-être été comptés avec les apothicaires, des épiciers et des ciriers, la distinction entre ces trois métiers étant assez mal établie, comme on le voit par les Statuts de 1431. Par la suite, il semble bien que les apothicaires dénombrés ne soient nullement des épiciers-simples, ni des ciriers. Les statuts de 1539 témoignent d'une scission complète entre ces différentes professions et l'inventaire de Sébastien Sorel,

(1) A. A. G. 4.200 F^o 225.

Guyot Cornuat; Pierre Belin; Jehan Moussey; Claude Michelin; Guillaume Aubin; Jean Gauthier; Jacques Michel; Jehan Guillemel; Jehan de la Hupperoye; Jehan Le Peleterat; Didier Lecoureux; Philippe Natey; Innocent de Verrines; Nicolas Flamant.

mieux que tout autre document, montre que la part de l'épicerie dans son officine est infiniment réduite. Pour 1563 (1) nous savons d'après un curieux document, qui a un recensement minutieux, qu'il y avait dans le quartier de Comporté, c'est-à-dire environ un quart de la ville de Troyes, cinq apothicaires.

Le nombre des apothicaires connus, pour le XVII^e siècle, s'abaisse à 73 et, pourtant, la Communauté d'après un acte de 1694 (2) comprenait encore, cette année-là, 13 membres.

En 1728 (3) on compte encore douze apothicaires, mais soudain leur nombre a fléchi d'une façon invraisemblable car le 8 mars 1731 (4), le Collège des Médecins demande au Lieutenant Général de Police de la Ville, de prendre des mesures pour remédier au mauvais état des drogues vendues à Troyes. Il signale que « plusieurs personnes entièrement incapables » vendent des drogues, qu'il n'y a plus de visites et que cette situation va « s'aggraver », « par le départ d'apothicaires de cette ville ». Il semble, d'après la même pièce, que dans les années qui suivent le nombre des apothicaires tombe à trois ou à deux. Mais avec Pierre Gentil, dont nous avons parlé précédemment, qui meurt en 1723, disparaît le dernier apothicaire troyen; son fils est encore trop jeune pour être nommé maître et lorsqu'il pourra accéder à la maîtrise, en Avril 1734. Edme Gentil sera obligé de faire venir à Troyes deux apothicaires des environs pour l'examiner. Nous avons parlé antérieurement de cette réception curieuse d'Edme Gentil. Jusqu'en 1752 on ne trouve pas d'autre trace d'examen, il est probable que, pendant dix huit ans, Edme Gentil fut le seul apothicaire troyen. En 1752 furent reçus deux nouveaux maîtres. A partir de 1774 et jusqu'à la Révolution la ville eut quatre apothicaires.

La Communauté troyenne ne paraît pas s'être vraiment reconstituée; les maîtres se réunirent bien pour les examens, les visites et pour la défense des intérêts communs, en particulier pour lutter contre les prétentions de l'Hôtel-Dieu qui avait profité de la carence des apothicaires, pour prendre l'habitude de vendre des médicaments (v. p. 168), mais on ne trouve plus trace de la cohésion de l'ancienne Communauté.

A titre de comparaison nous donnerons le nombre des pharmaciens troyens pour des dates plus proches de nous; 11 en 1849 pour 24.700 habitants, 24 en 1936 pour 57.000 habitants.

(1) Le recensement avait pour but de demander à chaque habitant « s'il entend et veut vivre selon la vraie et ancienne religion catholique et romaine »; les apothicaires mentionnés sont Guillaume Desrieux, Félix Mauchin, Edmond Hérault, Jean de la Hupperoye et François Michel. A. A. B. B. 14^e cart. 1^{re} liasse.

(2) A. A. 2 E dépôt Gillet, minutes Langlois.

(3) B. T. manuscrits 2.659.

(4) B. T. Règlements de police.

STATISTIQUE DU NOMBRE DES APOTHICAIRES DE CHALONS ET TROYES, DE 1517 à 1789

Années	CHALONS		TROYES	
	Nombre des apothicaires	Population	Nombre des apothicaires	Population
1517	—	9228	—	18.000 population décroît
1530	—		15	
1600	4		—	
1615	+ épiciers = 11		—	
1619-20	10		—	
1658	8		—	
1694	8		13	
1724	4		—	
1728	5		12	
1731	8		peut-être 3 ou 4	
1734	—	12000	0	population croît peu à peu
1735	6		1	
1749-51	5		1	
1752-54	5		3	
1761	6		3	
1763-66	5		3	
1769-73	4		3	
1774	4		4	
1776-79	6		4	
1780-89	5		4	

EVOLUTION DU NOMBRE DES APOTHICAIRES A CHALONS

Pour Châlons, nous n'avons de renseignements qu'à partir de 1600. Cette année là, il y avait quatre apothicaires, au moins (1), peut-être avaient-ils d'autres confrères, nous n'avons que quatre signatures. De six en 1615 qui réclamèrent des Statuts, le nombre passe à onze dès l'année suivante. Cet accroissement brusque nous paraît dû simplement à l'entrée des épiciers dans la Communauté. Dès ce moment les registres portent 11 signatures jusque vers 1730; si l'on déduit les épiciers, et c'est le plus souvent faisable grâce aux procès-verbaux des examens de maîtrise, on s'aperçoit que le nombre des apothicaires n'a guère varié pour Châlons. Les chiffres normaux sont de 6 à 8 pour le ^{xvii}^e siècle, 4 à 6 pour le début du ^{xviii}^e. Il y a donc un léger fléchissement dans la vitalité de la Communauté. Un document signale même que la Communauté de Châlons vers 1730 « semble ne plus exister (2) » Pourtant dès 1735 on retrouve les manifestations d'une vie normale de la Communauté et jusqu'à la Révolution le nombre des apothicaires exerçant à Châlons s'est maintenu à un niveau constant 4 à 6. L'abondance des documents dont nous avons disposé pour cette ville nous permet d'être très affirmatif à cet égard.

LES CAUSES PROBABLES DE LA DISPARITION PASSAGERE DES APOTHICAIRES TROYENS

En somme nous enregistrons un phénomène singulier dans l'histoire de la pharmacie en France, la disparition totale des apothicaires à Troyes en 1733. Châlons, ville assez voisine, révèle à la même date semblable crise de la profession, mais incomparablement plus atténuée, puisqu'elle s'enregistre à peine dans le nombre des apothicaires. On notera que pour Dijon le minimum du nombre des apothicaires au ^{xviii}^e siècle, 4 contre 16 au maximum, se situe à peu près vers la même époque: 1750. Il y a donc là un phénomène général et, pour Troyes, des conditions particulières, plus faciles à saisir.

Cette décadence paraît due à deux causes: la concurrence et la dépopulation. Peut-être aucun de ces deux arguments n'est-il valable exclusivement pour la Champagne, mais l'un et l'autre prennent, à Troyes en particulier, une valeur exceptionnelle par leur développement.

La concurrence qui troubla le commerce pharmaceutique troyen, était due à l'exercice illégal de la pharmacie, fort répandu alors et difficile à réprimer, épiciers, chirurgiens, merciers même s'immisçaient constamment dans

(1) Ils se nommaient Jean et Pierre Horguelin, André et Pierre Rivet.

(2) A. M. E 940.

la vente des drogues et tous les règlements, ordonnances et sentences du bailliage et du Parlement ne purent jamais y mettre un terme. Mais d'autres marchands s'intéressent largement au lucratif commerce des drogues, ce sont les charlatans que les Foires amenaient nombreux en Champagne. Les forains qui vendaient des médicaments merveilleux, dans un appareil burlesque ou pompeux, bien propre à retenir les badauds, et qui savaient l'art de la réclame, durent priver les apothicaires d'une grande partie de leurs recettes. Ils ne faisaient que de courts séjours dans la ville et ne craignaient pas les récriminations des clients que leurs panacées n'auraient pas guéri ; contre ces camelots de tout acabit, les apothicaires n'avaient, pour se défendre, que le droit de visite, dont ces vagabonds ne devaient guère se soucier.

La dépopulation semble une cause encore plus importante de la disparition momentanée des apothicaires troyens.

Les guerres de Louis XIV qui avaient exigé une augmentation énorme des impôts ; l'inclémence des temps, les années de famine et de disette de la fin du XVIII^e siècle furent cause d'une grande misère dans toute la province.

« *Le mal le plus commun est cette faim funeste,
Qui fait plus de dégât que la Guerre et la Peste,
Que tant de malheureux ne peuvent éviter,
Et qui jusqu'au tombeau va les persécuter.* »

C'est ainsi qu'un poème (1) du temps décrit *La Désolation Troyenne ou la Misère de Troyes et de ses Environs causée par la stérilité de plusieurs années et particulièrement de celle de 1698.*

Troyes semble avoir particulièrement souffert de cette misère. La population décrut à partir de 1680 ; de 1700 à 1720 la diminution fut encore plus grande(2).

Grosley (1) attribue cette diminution de la population troyenne, non seulement aux impôts et à la famine, mais encore à des causes locales « nos Foires transférées à Lyon et à Reims, l'affoiblissement et la chute des Manufactures les plus importantes... l'extension que donnent les gens aisés à leurs habitations, etc., etc. » Il signale qu'en 1710 « sous cette triste époque, correspondante aux quinze dernières années du règne de Louis XIV, Troyes étoit devenue tellement déserte, que les Maisons de la rue Notre-Dame, depuis la rue du Temple jusque vis-à-vis de Saint-Jean, étoient inhabitées. »

Concurrence, misère et dépeuplement survenant à Troyes à la même époque, durent jeter la perturbation dans les

(1) B. T. Cab. Local 1319.

(2) B. T. Cartons locaux 1785.A. Babeau: La population de Troyes au XVIII^e siècle — Troyes 1873.

(1) Grosley: Mémoires historiques et critiques pour l'histoire de Troyes (Troyes 1811) Tome I, p. 102 et 103.

finances des apothicaires et, peut-être, ne faut-il pas chercher d'autre cause à cette troublante extinction d'un commerce normalement prospère. Au surplus n'est-il pas vain d'essayer de résoudre les problèmes que posent les crises commerciales; elles surviennent et disparaissent avant que les économistes se soient mis d'accord sur leurs causes et sur leurs remèdes.

CONCLUSION

Qu'on nous permette de ne point résumer ici notre travail ; nous l'avons analysé déjà dans notre introduction.

Nous nous étions proposé d'apporter une contribution à l'histoire de la Pharmacie, en examinant son développement dans une province dont les archives avaient été peu fouillées à ce point de vue ; nous avons eu la chance de trouver quelques documents assez anciens ou assez complets.

A travers la petite histoire des apothicaires de Troyes et de Châlons, nous avons essayé d'évoquer plusieurs faits saillants de l'histoire nationale.

Le bail de Jean Brodez nous rappelle l'influence monastique, les couvents gardiens de la culture, des connaissances thérapeutiques comme des littéraires.

Le roman de Renart le Contrefait nous apporte un témoignage des abus de la société féodale, de l'esprit frondeur des clercs au ^{xiv}^e siècle, et se termine sur l'écho des premières alertes de la guerre de Cent Ans.

La seule pièce que nous ayons du ^{xv}^e s., le règlement des apothicaires trovens de 1431, correspond à peu près avec le retour de l'ordre en France ; dans sa fulgurante mission, Jeanne d'Arc est passée à Troyes en Juillet 1429.

Au ^{xvi}^e siècle s'achève l'organisation des corporations, sous l'inspiration royale ; mais le siècle de la Renaissance est aussi celui de la Réforme, il a connu beaucoup de troubles. Les apothicaires troyens ont fait entendre leur voix aux Etats Généraux de 1576 et nous les trouvons aussi mêlés aux malheurs de la cité (grand incendie troyen, guerres de religion).

L'ascension bourgeoise des Sorel reflète bien le ^{xvii}^e s., mais leur inventaire de 1616 est contemporain d'une époque critique dans l'histoire, critique par ailleurs dans le développement de la pharmacie.

Le ^{xviii}^e siècle est tout rempli de discussions, de procès, de difficultés financières, de parades de charlatans de toute sorte ; les derniers apothicaires champenois prennent une part timide à la Révolution naissante qui, pourtant, trouvera dans leur pays un de ses grands animateurs, Danton, et supprimera leurs communautés.

Notre travail prend fin avec ces communautés ; au siècle suivant, l'histoire de la Pharmacie en Champagne est celle de toute la Pharmacie française ; mais quelques-uns

des successeurs des apothicaires champenois ont si magnifiquement honoré leur pays, que nous achèverons ces pages en rappelant leurs noms : THÉNARD (1777-1857), né dans l'Aube, qui se destinait à la pharmacie et fit dans la chimie une très brillante carrière ; MILLON (1812-1867), né à Châlons, à qui nous devons d'importants travaux de chimie organique et minérale ; TANRET (1847-1917), né à Joinville, qui exerça la pharmacie à Troyes, et dont les admirables découvertes en chimie végétale prennent chaque année un intérêt nouveau : BOURQUELOT (1851-1921), né dans les Ardennes, à Jaudun, dont les publications innombrables ont jeté la plus vive lumière sur la chimie des glucosides et des ferments.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

STATUTS ET REGLEMENTS POUR LA COMMUNAUTE DES MAITRES APOTHICAIRES DE LA VILLE DE TROYES

François par la Grâce de Dieu, Roi de France, à tous présens et avenir, Salut. Comme sur la requête à nous présentée dès le seizième jour de juillet, l'an mil cinq-cens-trente-neuf de la partie de nos bien amez les Apothicaires de notre ville et Cité de Troyes. Nous requérant pour le bien, profit et utilité de la chose publique de la dite ville et cité, Pays circonvoisins, et autres affluens en la dite ville, qui est l'une des principales de notre Royaume, et Capitale de nos Pays de Champagne et Brie, la confirmation de certains articles par notre Edit, Statut et Ordonnance, Nous eussions par nos Lettres Patentes, mandé et ordonné au Bailly de Troyes ou à son Lieutenant que appelés nos Avocat Procureur, il eut à soy informer ou faire informer, bien et dûement, de et sur le contenu desdits Articles, et de la commodité et incommodité de nous et de la chose Publique, et ladite information, avec son avis et de nos Avocat et Procureur, renvoyer par devers Nous et notre Conseil pour y être pourveu et ordonné comme de raison, et ensuivant lesquelles nos dites Lettres par ledit Bailly de Troyes ou son Lieutenant, informations eussent été faites, et renvoyées par devers Nous, avec l'avis d'iceux Lieutenant, Avocat et Procureur, et pour qu'iceux vus par aucun des gens de notre Conseil, est apparu aucunes discordances es dépositions des Témoins examinés es dites informations, et ne se convenir en tout concordialement sur le fait des dits Articles, bien toutes fois en la plus part d'iceux. Nous eussions ordonné auxdits Suplians avoir et retirer, par extrait, les Statuts et Ordonnances sur le fait des Apothicaires de Notre Bonne Ville et Cité de Paris, principale de notre Royaume qui ont été vûs en notre Cour de Parlement et par Arrêt d'icelle ordonnez par Provision, être gardez et observez, ce qu'ils ont fait, et le tout rapporté de rechef par devers Nous, ayant été Extrait tant desdits Statuts et Ordonnances desdits Apothicaires de ladite Ville et Cité de Paris, que d'iceux ja à Nous présentés par lesdits Apothicaires de ladite Ville de Troyes les Articles qui s'ensuivent, avec toutes fois aucunes inimitations, non pas quant à l'observance, mais parce qu'en ladite Ville et Cité de Paris, il n'y a Universités et autres choses qui ne sont pas et dont l'on ne pourroit finer en laditte Ville de Troyes, desquels Articles, avec les inimitations sur ce adjugées et délibérées pour ladite Ville et Cité de Troyes, la Teneur en suit.

ARTICLE PREMIER

Premièrement, qu'avant que iceux qui tendront à la Maitrise en icelui Etat d'Apothicaire y puissent parvenir, ils seront tenus avoir appris suffisamment la Langue Latine, pour entendre les Livres en Latin, dont l'on accoutumé d'user pour

apprendre l'Art d'Apothicaierie, comme Mésué et semblables, et qu'ils oiront un an durant (non compris en icelui le temps de vacations) deux lectures chacune semaine audit Art et Science d'Apothicaierie qui leurs seront faites par un des Médecins dudit Troyes Docteur de la Faculté de Paris ou de Montpellier qui à ce faire sera élu par les Médecins et Apothicaires de ladite Ville de Troyes; et sur ce seront examinés et interrogés quand leur examen se fera.

II

Que pour icelui examen doresnavant faire la Communauté des Apothicaires d'icelle Ville de Troyes, sera tenu soy assembler une fois en l'an, et en icelle assemblée élire et députer deux des nobles d'entr'eux, Sçavants et expérimentés en l'Art d'Apothicaierie, pour vacquer et entendre à l'examen d'iceux qui voudront être reçus à la Maîtrise de l'Etat.

III

Pareillement seront tenus les Médecins dudit Troyes, eux assembler une fois l'an, et députer un bon notable et expérimenté Médecin-Docteur pour assister audit examen, faire avec lesdits deux Apothicaires et par iceux deux Apothicaires, députés en la présence d'icelui Docteur-Médecin sera fait l'examen non seulement sur les drogues simples et composées, et les manières de les composer, mais aussi sur le Chef d'Œuvre, que devront faire ceux qui seront examinés pour parvenir à ladite Maîtrise: et par lesdits Apothicaires et Médecins élus et députés assemblément, sera fait rapport au jour de Plaids, l'Audience tenant, pardevant le Bailly de Troyes ou son Lieutenant, de la suffisance ou insuffisance d'icelui, qui aura été examiné et fait son chef d'œuvre, qui lui aura été ordonné par lesdits députés Médecins et Apothicaires, pour ouïr lesdits rapports procéder par ledit Bailly ou son dit Lieutenant, à la réception d'icelui qui sera rapporté, non suffisant, ou à la réception d'icelui s'il est suffisant ainsi qu'il appartiendra par raison.

IV

Est ordonné et enjoint auxdits deux Apothicaires et Médecins, ainsi députés, de bien loyaument et fidèlement, et en leurs consciences, faire rapport audit Bailly ou à son Lieutenant, si ceux qui prétendront à ladite Maîtrise seront suffisans, capables et expérimentés comme l'Etat le requiert.

V

Que par lesdits deux Apothicaires qui seront élus par ladite Communauté, et par ledit Docteur-Médecin qui aura été semblablement élu par tous lesdits Médecins en ladite Ville, appelés par les Veuves des Apothicaires, pour exercer l'Etat et l'Art d'Apothicaierie durant leurs viduités, tant sur les simples drogues que composées, et sur la manière de la composition d'icelles, et dressement des Réceptes qui seront ordonnées par les Médecins et autres choses requises, et seront examinés les dits Varlets et Serviteurs par lesdits Docteurs-Médecins, et deux Apothicaires élus sur lesdites expériences manuelles des compositions, Drogues et Médicaments, non comme si lesdits Varlets et Serviteurs vouloient faire chef d'œuvre mais pour sçavoir s'ils sçavent et entendent comme se doivent faire lesdites compositions et s'ils le pourront et sçauront faire: et ce fait en sera fait rapport bon, loyal et

fidèle, par ledit Docteur-Médecin, et lesdits deux Apothicaires élus, au jour de Plaits et l'Audience tenant comme dit est par devant ledit Bailly de Troyes ou son Lieutenant, pour ledit rapport, fait et ouy bailler par ledit Bailly ou son dit Lieutenant, la Provision au Varlet, qui sera rapporté suffisant de l'Art d'Exercice d'Apothicaierie, bien et loyaument après que ledit Bailly ou son dit Lieutenant, aura de lui reçu le serment de ce faire.

V I

Qu'aucun ne sera reçu à Maitrise audit Etat, qu'il n'ait demeuré pendant quatre ans continuels sous l'un desdits Maitres dudit Art, et à l'Exercice d'icelui.

V I I

Que pendant lesdits quatre ans, lesdits Apprentifs ne se pourront départir du service dudit Maitre, sans congé et permission du Maitre, sous lequel ils auront commencé leur apprentissage, ou sans cause et matière raisonnable.

V I I I

Est prohibé et deffendu auxdits Apothicaires, de distraire lesdits Apprentifs du service les uns des autres, pendant lesdites quatre années, sous peine de vingt livres d'amende, à appliquer moitié au Roi et moitié audit Etat.

I X

Que l'Apprentif qui seroit fuy ledit temps de quatre ans non passés et expirés sans cause et matière raisonnable, sera mulctié d'amende de dix livres tournois qui sera applicable comme dessus, et néanmoins sera contraint à parachever ledit temps de son apprentissage.

X

Que si aucuns enfans desdits Maitres Apothicaires veulent exercer ledit état faire le pourront sans être astreints à faire Chef d'œuvre après toutes fois qu'ils auront été examinés, comme dessus et trovés experts pour exercer ledit Art.

X I

Seront tenus lesdits Médecins eux assembler une fois l'an, et après le serment fait par eux en la manière accoutumée, éliront un notable et des plus anciens expérimentés en ladite science de Médecine et aussi ladite Communauté des Apothicaires sera tenuë de soy assembler une fois l'an, et iceux Apothicaires en leur conscience éliront deux d'entre eux des plus anciens et notables expérimentés en l'Art d'Apothicaierie pour assemlément procéder par eux à faire la visitation ainsi qu'il s'ensuit.

X I I

C'est à sçavoir qu'ils se transporteront à jour de plaids et l'audience tenant pardevant ledit Bailly ou son dit Lieutenant et illec feront serment de bien, loyaument et fidèlement selon Dieu et en leurs consciences faire visitation des Drogues tant simples que composées, que autres choses dont est besoin

s'enquérir qui feront ès maisons des Apothicaires et Epiciers; et icelle visitation faite qui en feront rapport pardevant notre-dit Bailly de Troyes son Lieutenant, bon et loyal, sans acception de personnes, et sans dissimulation des Drogues bonnes ou mauvaises, simples ou composées, et autres choses qu'ils auront trouvées ès-maisons et boutiques desdits Apothicaires et Epiciers, et pour faire cette visitation deux fois l'an, c'est à sçavoir le lendemain de my-carême et le lendemain de la my-Aoust, lesdits Médecins et Apothicaires assemblément seront tenus eux transporter boutiques et maisons desdits Apothicaires et Epiciers, et en premier lieu feront faire auxdits Apothicaires et Epiciers serment d'exhiber et mettre en évidence toutes les Drogues tant simples que composées qu'ils auront sans les cacher ny emprunter et qu'ils n'ont rien caché ny emprunté, ny fait cacher directement ou indirectement aucunes Drogues simples ou composées et est enjoint auxdits Apothicaires et Epiciers serment d'exhiber et mettre en d'amende, de prison et de punition corporelle, si métier est d'exhiber et mettre en évidence toutes et chacunes les Drogues soit simples ou composées qu'ils auront en leurs boutiques et maisons, et faire l'ouverture auxdits visiteurs, s'ils en sont requis par eux, de leurs caves, celliers et autres lieux pour voir s'il n'y a point aucunes drogues cachées ; et sur semblables peines sont faire inhibitions et deffenses à iceux Apothicaires et Epiciers de ne cacher ou faire cacher aucunes espèces de Drogues qu'ils auront, ny au lieu des mauvaises emprunter des bonnes de leurs compagnons ou des marchands durant l'acte de la visitation, ou par le fait d'icelle ; pourront néanmoins les Apothicaires qui n'auraient pas toutes les Drogues dont il leur convient user ès compositions requises en leur Art, en emprunter de leurs compagnons pour employer ès dites compositions qu'ils voudront faire pourvû qu'elles soient bonnes et loyales.

X I I I

Ladite visitation faite sera rapportée par lesdits visiteurs le jour plaidoyable prochain ensuivant pardevant le Bailly dudit Troyes ou son Lieutenant pendant l'Audiance ; et les Drogues simples et composées qui seront trouvées n'être d'effet et vertu pour employer à la composition des Médecines seront mises en sacs et portées pardevers ledit Bailly ou son Lieutenant icelles Drogues étant de nul effet et vertu et non employables ès compositions être brûlées publiquement, s'ils voyent que faire se doive ; et sont faites deffenses et inhibitions à tous les Apothicaires et aux Maitres Varlets sous les peines que dessus, c'est-à-sçavoir de cent marcs d'argent, de prison et punition corporelle, d'employer aucunement aux réceptes et Médecines que les Médecins leur ordonneront de faire, aucunes Drogues sinon qu'elles soient bonnes et loyales et qu'elles ayent été vûes et déclarées bonnes et loyales par lesdits visiteurs.

X I V

Et pour éviter que les jours déterminés pour ladite visitation instante et prochainement venant aucun desdits Apothicaires faisant fraude auxdits présents Statuts et Ordonnances cachent et fassent cacher et [latiter] leurs Drogues vicieuses pour après ladite visitation passée, icelles employer ès compositions et Médecines, il est permis auxdits Médecins et Apothicaires qui seront députés et élus pour lesdites visitations visiter toutes et quantes fois que besoin en sera les boutiques des Apothicaires qui seroient suspectes de vendre ou distri-

buer, ou employer ès compositions de Médecines leurs Drogues vicieuses, pour en faire le rapport pardevant ledit Bailly ou sondit Lieutenant comme dessus et les Drogues qui auroient été trouvées n'être en bon état et vertu être mises en d'amende arbitraire et confiscation d'icelles marchandises. sacs et portées pardevant ledit Bailly ou sondit Lieutenant pour où le rapport des dits visiteurs, et par icelui ordonner icelles Drogues étant vicieuses, être brulées publiquement s'il voit que faire se doive.

X V

Est inhibé et deffendu auxdits Apothicaires sur semblables peines d'employer ès ordonnances desdits Médecins, sinon les Drogues que lesdits Médecins leur ordonneront d'employer sans en rien exclure de ce que lesdits Médecins auront ordonné en qualité et quantité.

X V I

Est ordonné auxdits Médecins et Apothicaires dudit Troyes eux assemblés une fois l'an et en icelle assemblée aviser le temps plus propre et opportun pour faire les Drogues composées esquelles entrent plusieurs espèces simples ; et temps qu'ils aviseront être le plus propre et opportun pour faire lesdites compositions, les Apothicaires qui en voudront faire seront tenus mettre chacun en sa maison sur une table, et tenir un jour tel qu'il sera ordonné par lesdits Médecins et Apothicaires jurés, Commis et Députés au fait de ladite visitation, depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir, toutes et chacunes les Drogues simples dont ils voudront faire lesdites Drogues composées et en auront pour registre et en écrit les noms et seront visités par lesdits visiteurs qui seront élus et députés comme dessus est dit et les Drogues simples requises pour les dites compositions qui seront trouvées par lesdits visiteurs être corrompues ou fausses, et n'être de vertu et effet, pour être employées en compositions, seront mises en sacs et portées pardevant ledit Bailly ou sondit Lieutenant, à jour de plaids, l'Audience tenant pour où le rapport d'iceux visiteurs, lesdites Drogues, être par l'ordonnance d'iceluy Bailly ou sondit Lieutenant brulées et sont faites inhibitions à tous Apothicaires, sur peine cent marcs d'argent applicable au Roi, de punition corporelle, même de la hart, de ne mettre dedans les dites compositions qu'ils feront aucunes Drogues, sinon celles qui seront approuvées bonnes, loyales, d'effet et vertu en opération de Médecine, par lesdits Visiteurs, pardevant lesquels Visiteurs lesdits Apothicaires feront serment, mettre et employer lesdites compositions qu'ils feront desdites Drogues et en quantité et Qualité selon que lesdits visiteurs leur ordonneront, et qu'ils n'y maiteront ny employeront aucunes autres Drogues passées ou corrompues, mais semblables à celles qui auront été visitées, approuvées et déclarées bonnes et loyales par lesdits visiteurs.

X V I I

Et pour ce qu'en l'art de Médecine les Médecins usent d'un quiproquo, est ordonné que pour le bien de la chose publique, conservation et réparation de la santé des corps humains, tous les Médecins de ladite Ville de Troyes seront tenus eux assembler une fois l'an, et iceux assemblés rédiger par écrit les dispensaires desdits qui pro quo, auxdits Apothicaires et quand ils seront et devront être baillés aux ma-

lades et ce qui sera par lesdits Médecins ordonné pour lesdits dispensaires auxdits Apothicaires est enjoint auxdits Apothicaires le garder sur les peines que dessus, c'est à sçavoir de cent marcs d'argent d'amende, de prison, de punition corporelle et de la Hart ; et leur seront faites deffenses d'user d'aucun qui pro quo, sinon de ceux qui leur seront ordonnés par lesdits Médecins aux dispensaires susdits.

X V I I I

Sont faites inhibitions et deffenses auxdits Apothicaires de faire aucune composition de Médecine pour bailler aux malades si ladite composition de Médecine ne leur est ordonnée par les Docteurs-Médecins reçus en la Faculté de Médecine de l'Université de Paris ou de Montpellier ou des Médecins du Roy et du sang Royal.

X I X

Semblablement leur sont faites inhibitions de ne faire aucunes compositions de Médecines sous les ordonnances des Empiriques en l'Art de Médecine, sur peine de cent marcs d'argent, de prison et de punition corporelle, n'étoit que lesdits Empiriques fussent reçus et approuvés par ladite Faculté de Médecine en ladite Université de Paris et de Montpellier.

X X

Et pour ce qu'il est advenu par cy-devant que plusieurs étrangers et inconnus se sont écrit et vendiqué le nom de Médecin et sans être sçavans ny expérimentés efforcés pratiquer l'Art de Médecine en la ville de Troyes, de faire leur expérience avec le grand détriment et danger des corps humains, très domageables et pernicieuse à la chose publique, est inhibé et deffendu à toutes personnes sur peine de cent marcs d'argent d'amende, de prison et de punition corporelle de pratiquer audit Troyes l'Art et Science de Médecine s'ils ne sont Docteurs en l'Art et Science de Médecine de la Faculté et Université de Paris ou Montpellier, ou si par lesdites Facultés de Paris et Montpellier ils ayent été trouvés sçavants, suffisants et expérimentés et de leur suffisance fait apparoir par instrument autentique pardevant ledit Bailly de Troyes ou sondit Lieutenant, qui leur ait été permis de pratiquer en ladite ville de Troyes sans toutefois aucunes choses en prendre

X X I

Et pour ce que souvent advient que lesdits Médecins ayans cogneu les maladies des patiens et commencé à les panser les délaissent dont plusieurs en sont tombés et venus en grand inconvénient, est interdit et deffendu auxdits Médecins de ne abandonner lesdits patiens jusqu'à ce qu'ils soient guéris, ou que Dieu en aye fait son plaisir, ou qu'en leur absence ils ayent substitué un Médecin de la qualité que dessus, ayant intelligence des causes et état de la maladie desdits patiens.

X X I I

Est ordonné que tous lesdits Médecins s'assembleront et députeront chacun An des Docteurs-Médecins d'icelle Ville des plus suffisans et expérimentés, et la Communauté des Apothicaires deux Maitres-Jurés Apothicaires, notables, sça-

vans et expérimentés pour ensemblement visiter dedans les vingt quatre heures, suivant l'ordonnance les marchandises, Apothicaireries et Epiceries qui seront amenées en icelle Ville de Troyes pour après ladite visitation faite, si elles sont trouvées bonnes suffisamment et valables être vendues en la manière accoutumée, et est enjoint auxdits Médecins et Apothicaires députés pour faire icelle visitation dedans ledit temps de vingt quatre heures après que lesdites marchandises seront amenées, et que l'on leur aura signifié l'arrivée sur peine d'amende arbitraire, et ne seront lesdites marchandises vendues ny exploitées en vente avant ladite visitation sur peine de confiscation d'icelles et d'amende arbitraire, comme dit est.

X X I I I

Et afin que les forains et étrangers qui amènent Drogues et Médecines pour vendre et distribuer audit Troyes ne puissent ignorer l'ordonnance prohibitive de vendre lesdites Drogues et Médecines sans être préalablement visitées, est enjoint aux hoteliers dudit Troyes et à tous autres es maisons desquels seront lesdits marchands notifier à signifier à iceux Marchands et Etrangers, incontinent qu'ils seront arrivés esdits logis, icelle Ordonnance sur peine d'amende arbitraire.

X X I V

Après la notification d'icelle Ordonnance faite, comme dit est, auxdits étrangers iceux étrangers seront tenus eux retirer dedans ledit tems de vingt-quatre heures pardevers lesdits députés, à ladite visitation, pour faire visiter lesdites marchandises, lesquelles ils ne pourront, comme dit est, exposer en vente avant ladite visitation sur peine d'amende arbitraire et confiscation d'icelles marchandises.

X X V

Est prohibé et deffendu à tous Marchands Apothicaires, Epiciers ou de quelqu'autre état ou qualité que ce soit, d'exposer en vente, vendre et distribuer ou autrement exploiter aucunes Drogues, tant simples que composées, qu'elles n'aient été vûes et visitées par lesdits Maîtres députés et trouvées bonnes et de bon effet et opération, sur peine de confiscation desdites Drogues et d'amende arbitraire.

X X V I

Que tous les Médecins seront tenus eux assembler, aviser ensemble, et mettre par écrit les Drogues que les Apothicaires doivent employer pour faire la composition des médecines et autres semblables compositions que lesdits Apothicaires ont accoutumé de faire sans l'ordonnance du Médecin, et ordonneront lesdits Médecins en quelle qualité et quantité lesdits Apothicaires employeront lesdites Drogues à faire compositions.

X X V I I

Est inhibé et deffendu auxdits Apothicaires sur les peines que dessus, de n'employer auxdites compositions, autres Drogues que celles qu'ils trouveront écrites par lesdits Médecins et en quantité qui leur auront été baillées par iceux Médecins ; et de ne bailler lesdites compositions, ny autres semblables, sans l'ordonnance du Médecin auxdits malades.

XXVIII

Est enjoint et ordonné auxdits Médecins et Apothicaires qui seront députés pour la visitation et examen, y assister sans prendre aucun salaire, sinon celui qui leur est permis de prendre par l'ancienne Ordonnance, qui est de vingt sols à chacun.

XXIX

Et sont faites defence auxdits Apothicaires et autres ne faire aucunes receptes si ne sont ordonnées comme dessus est dit.

Sçavoir faisons, que après ce que nous avons fait extraire, voir et entendre, les dits Articles dessus insérés et transcripts désirant survenir à l'indemnité de la chose publique, et par spécial des corps humains et obvier que par impérie, dol, fraude ou malice, ne leur soit attribué abréviation de vis naturelle, lesdits Articles ci-dessus transcripts, avons confirmé, loüez, ratifiéz, autorisez et approuvez, et par ces présentes, loüons, ratifions, confirmons et autorisons, et approuvons de notre plaine puissance, et autorité Royale, pour être tenus, gardez et observez, et pour par lesdits supplians et leurs successeurs audit état en jouïr et user dorénavant à toujours perpétuellement et paisiblement selon leur terme et teneur.

Si donnons en mandement par ces présentes aux Bailly et Prévôt dudit Troyes ou à leurs Lieutenants et à tous nos autres Justiciers et Officiers et à un chacun d'eux sur ce requis endroit soy, et si comme à lui appartiendra, que notre dite présente Déclaration, Ordonnance, confirmation, ratification, approbation, et concession, ils entretiennent, gardent et observent, fassent entretenir, garder et observer, et faire publier et enregistrer et du contenu en icelle lesdits supplians et leurs successeurs esdits état jouïr et user pleinement et paisiblement sans leur mettre ou donner ny souffrir être fait mis ou donné aucun trouble d'estoubier, ne empêchement au contraire, lequel ai fait mis ou donné leur avait été ou étoit, il leur mettent ou fassent mettre incontinent et sans délai à peine et entière exécution...

Et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre notre scel à ces Présentes, sauf en autres choses notre droit et l'autrui, et pour ce que d'icelle l'on pourra avoir à besogner en divers lieux nous voulons qu'au Vidimus d'icelle fait sous le scel Royal foy soit ajoutée comme à ce présent Original.

Donné à Compiègne au mois de Novembre l'An de Grâce mil cinq cens trente neuf et de notre règne le vingt cinquième, signé enfin par le Roy Clausse avec paraphe, et sur le reply est écrit scellé d'un grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge et verte et plus bas est écrit sur ledit reply registrées [eui] sur ce le procureur général du Roy, pour en jouir par les impétrans et leurs successeurs comme ils en ont cy devant bien et deument jouy et usé, jouissent et usent de présent, à Paris en Parlement le dernier jour de Juillet l'An 1587. Signé LALLEMANT, et plus bas est écrit, visa Contenter. Signé DESLANDES avec paraphe.

Collationné par moy Conseiller du Roy et Secrétaire de ses finances. Signé : BONNET, avec paraphe et scellé d'un grand sceau de cire verte en lacs de soye rouge et verte.

ORDONNANCES ET STATUTS DES MARCHANTS APOTHICAIRES ET ESPICIERIERS DE LA VILLE DE CHAALONS

In nomine Domini, amen. L'an mil six cens quinze, les apothicaires et espicieriers de la ville de Chaalons considérants que de toute ancienneté et par toutes les meilleures et plus signalées villes de ce royaume auroit esté establis gardes et maistres en tous estatiz et mestiers spécialement de la pharmacie et espicierie excepté en cette ville de Chaalons en laquelle cest ordre a esté jusques à présent négligé au préjudice et intérêt notable de la chose publique pour les abus qui en peuvent procéder à faulte de suffisance et deue condition des personnes qui l'exercent dont lesdictz apothicaires et espicieriers non moins curieux de leur honneur que désireux de l'utilité publique et par une louable action augmenter la réputation de ceste ville et la rendre plus célèbre, ont unanimement convenus et accordés entre eulx de dresser un règlement, ordre et police cy après déclaré touchant la maistrise et aultres particularitez bien raisonnables et nécessaires audict act de pharmacie et espicierie le tout suyvnt et conformément aux edictz du Roy des moys de décembre mil cinq cens quattres vingtz et ung et en Avril mil cinq cens quattres vingtz et dix sept contenant règlement général pour tous arts et mestiers, et pour ce faire auroient faict élection, nomméz et establis pour gardes et maistres jurez deux des plus anciens de leurs communaultez, scavoir Jehan Horguelin et André Rivet pour par devant eulx à cause de leurs suffisance et longue expérience audict art faire choef d'œuvre et preuve de leur capacité audict art de pharmacie et espicierie, ce qui auroit esté commencé par Jehan Maupin, Claude Rousset, Guillaume Allart et Jehan de Serval comme ayantz suffisamment faict paroistre leurs actes, expérience par l'exhibition de leurs choef d'œuvres, qu'ilz ont receuz comme il appert par leurs lettres de réception et prestation de serment par devant Monsieur le bailly de Vermandois ou son lieutenant audit Chaalons en présence desditz maistres jurez, ce qui auroit esté continué alternativement par les aultres apothicaires et espicieriers par devant lesdictz Maupin et Rousset comme les maistres jurez en leurs années, scavoir Pierre Deu, Pierre Horguelin, Jacques Noël, René Moyne, Nicolas Talon, Claude François et Pierre Maupin lesquelz suyvntz leur réception par l'approbation de leurs choef d'œuvres en présence desdictz maistres jurez ont presté le serment par devant Monsieur le bailly de Chaalons d'autant qu'il y avoit pour lors contention de jurisdiction entres lesdictz sieurs baillys de Vermandois et de Chaalons et dont en seroit intervenu arrest en datte du dix neuviesme febvrier 1622 pour le règlement desdictes maistres, et pour ce faire ont tous unanimement pour leur honneur et devoir se sont volontairement et librement soubmis et soubzmettent, tant pour eulx que pour leurs successeurs à l'ordre et pollice dudict art de pharmacie et espicierie suyvnt les articles cy après déclarés. Ordonnance.

Premier. — Les deux maistres jurés esleuz de leurs communauté seront por l'espace de deux ans en la charge de juréz et gardes dudict art de pharmacie et espicerie, au bout duquel temps s'assemblera le corps dudict art pour en eslire ung aultre au jour et feste de saint-Luc en la place de l'ancien qui sortyra et seront les papiers et chartres, statutz et ordonnances dudict art d'apothicairerie et espicerie mis entre les mains de l'ancien subséquent, lequel sera tenu au jour de sa démission les remettre por inventaire en la communauté dudict art et ainsy à l'advenir.

Deuxiesme. — Les maistres, juréz et gardes seront tenuz une fois l'année faire visitation por les bouticles des aultres maistres apothicaires et espiciers pour adviser sur les drogues tant simples que composées à ce que rien ne soit mis en vente et usage au préjudice et interest publique. Que s'il se trouve quelque composition et simple médicament vitié ou aultrement altéré sera permis audictz maistres juréz en la présence d'ung médecin à ce appellé de soy saisir et emporter ladicte composition ou médicament simple pour en faire rapport au corps desdictz maistres et adviser sur ce soit pour s'en pourvoir par devant le juge ou en décider en leur chambre et corps, ainsi qu'il sera trouvé bon et équitable par ledict corps assemblé ainsy que de raison. Auquel article et ordonnance deuxiesme est arresté que lesdictz maistres apothicaires et espiciers et espiciers simples paye-ront chacun la somme de cinq solz pour la visite.

Troisiesme. — Et au cas qu'ung des maistres jurez veint à decedder durant lesdicts deux années en sera esleu ung aultre par la communauté pour suppleer et vacquer à la charge durant le temps de la charge dudict deceddé.

Quatresme. — Le dernier maistre desdictz apothicaires sera tenu de servir de clerc pour faire les semonces et assemblées des maistres quand besoing en sera tant pour les affaires et négoces qui pourroient survenir audict art que pour aultres considérations au jour et heure ordonnées par les maistres juréz.

Cinquiesme. — Suyvant les arrestz de la Court de Parlement de Paris et aultres courtz souveraines du royaume de France inhibitions et défences sont faictes qu'aucun apothicairaire et espicier et espicier simple ne souffrira sortir hors sa bouticle aucuns venins ou poisons comme subliméz, arsenicqs reagalles et aultres ny les vendre et distribuer purement et simplement aux chirurgiens mareschaulx et aultres personnes de quelque qualité ou condition qu'ilz soient que premièrement ilz ne les ayent meslés et incorporez avec les aultres drogues portées par les mémoires desdictz mareschaulx et chirurgiens pour éviter les inconveniens qui en pourroient advenir pour autant que lesdicts poisons et drogues vénéneuses sont nécessaires et servent à la médecine et estat de pharmacie et espicerie pour en user quand l'occasion le requiert lesdictz maistres juréz apothicaires et espiciers seront tenuz les tenir closes et enfermées soubz clefs sans les mettre et les laisser en garde à leurs femme, serviteurs et enfans sur peine portée par les ordonnances et édictz.

Sixiesme. — Il est permis aux maistres, juréz d'apothicairerie et espicerie ou il adviendra qu'aucun espicier forain ou vendeur de drogues, especes ou aultre sorte de dandrées soit qui entre au corps humain ou qui s'applique à l'extérieur soit qu'il soit marchand cogneu et de bonne vie soit bien qu'il soit coureur, charlatan, circulateur et imposteur soy

disant abstracteur de quinte essence, portant drogues simples ou composées pour les exposer en vente pour les distribuer au publicque sera permis ausdictz maistres jurés les saisir et arrester pour les visiter et icelles veües en faire rapport au corps touchant le deffault d'icelles pour y estre pourueu par justice ou ainsy qu'il semblera bon ausdictz juréz et comme la raison le requerera.

Septiesme. — Les maistres apothicaires espiciers et espiciers simples ne recevront aucun apprentif en leur service qu'il ne sachent qu'il est de bonne vie et de parentage honorable lesquelz apprentifs pour chascun d'eux en entrant payeront à la communauté la somme de six livres.

Huictiesme. — Les maistres apothicaires et espiciers ne recepveront aucun apprentif que premièrement il ne soit examiné par les deux maistres juréz pour scavoir et cognoistre si ledict prétendu apprentif entend suffisamment la langue latine pour estre d'autant plus capable de la cognoissance de l'art et entendre les ordonnances des médecins et livres de pharmacie comme Nicolaus Praepositus, Mesué, Sylvius, Luminare majus et aultres autheurs telz qu'il plaira aux maistres juréz luy présenter, et ne pourront lesdictz maistres juréz l'accepter à moins de temps que de trois années durant lequel temps il ne sera permis audict maistre apothicaire et espicier d'en prendre ung aultre que sur la fin de la troiesme année et ne pourra ledict apprentif parvenir à la présentation de maistrise qu'il n'ayt servi l'espace de cinq années après son dict apprentissage en ladite ville ou ailleurs faisant apparostre ausdictz maistres jurés et gardes lorsqu'il se voudra présenter à la maistrise comme il a bien et deument parachevé son apprentissage avec attestation des maistres des bonnes villes où il aura servy, le tout conformément aux ordonnances portées par les édictz.

Neufviesme. — Celuy qui désirera et aspirera estre receu en la communauté desdictz maistres apothicaires et espiciers ou espiciers simples de ladite ville de Chaalons premierement se présentera ausdictz maistres jurés assisté d'ung des maistres qu'il prendra pour conducteur leur remonstrant son intention qu'il a de bien et deument servir au publicq et pour quoy faire leurs plaise faire assembler et convocquer les maistres par le clerc dudict art pour estre examiné et luy prescrire et désigner les chefs d'œuvres dudict art pour parvenir à ladite maistrise qui se fera dedant ung moys ou environ.

Dixiesme. — Le prétendu maistre sera examiné en présence d'ung médecin ou plusieurs appellés par lesdicts maistres pour tesmoigner sa suffisance et capacité en la présence desquelz luy sera présenté Mesue, Sylvius, Nicolaus Praepositus ou aultres qui ont traicté de la composition des médicaments en langue latine pour cognoistre comme dict est cy-devant s'il est grammairien et s'il a la cognoissance des simples et préparation d'iceux ensemble de leur mixtion.

Unziesme. — Après ledict examen luy seront assignées et præscrites par lesdicts deux maistres juréz quatres (1) pièces pour chef d'œuvres telles qu'ilz adviseront, l'une pour l'intérieur, l'autre pour l'extérieur, lesquelz chef d'œuvres seront faictz en bouticles desdictz maistres juréz et gardes ou aultres ainsy qu'il sera arrêté pour le mieulx.

{1} Le scribe avait écrit deux, et ce mot a été corrigé à l'époque même de la transcription du texte.

Douziemesme. — Quand la dispensation desdictes pièces sera faicte et dressée en faira advertir lesdictz gardes et juréz ensemble tout le corps des maistres pour estre derechef interrogé tant en particulier sur le choix et élection de chascun simple qu'en général sur le modus faciendi des compositions où lesdictz juréz et maistres assisteront et mesme à la mixtion desdictes compositions iusques à œuvre parfaict.

Treiziesme. — Lesdictz examen et chef d'œuvres faictz et parfaictz, ledict nouveau maistre sera conduit par les maistres juréz et aultres maistres si bon leur semble et sera présenté avec les compositions par devant Monsieur le bailly de Chaalons ou son lieutenant pour prester le serment d'exercer ledict art bien et deuement faisantz lesdictz maistres rapport de sa suffisance et capacité.

Quatorziemesme. — Les enfans des maistres apothicaires ne seront en rien exent ni privilégié à faire moings que les aultres sinon qu'ilz fairoient seulement une composition pour l'intérieur telle qu'il sera ordonné à celle fin d'oster toute jalousie qui de là pourroit naistre et survenir qu'aussy que pour donner occasion aux uns et aux aultres de bien estudier, de ne perdre temps en vain et soy rendre subject à l'exercice de leurs art durant le temps ordonné.

Quinziesme. — S'il advient qu'aucun desdict maistres allast de vie à trépas la vefve durant sa viduité pourra tenir boutique avec ung serviteur suffisant, lequel sera présenté aux maistres juréz et examiné par iceux pour cognoistre de sa capacité.

Seiziesme. — Et pour le regard du mestier d'espicier simple et du chef d'œuvre d'icelluy qui consiste en ouvrages de sucre, cire, et espicerie après avoir faict chef d'œuvre de pharmacie si tant est qu'il veuille prendre qualité et exercer ledict mestier d'espicier luy sera prescript par lesdictz maistres juréz trois pièce d'ouvrage une pièce de chascune, scavoir de sucre, de cire et espice comme dessus, et où il se trouvera aucun qui voudra exercer l'art d'espicier simple sera tenu satisfaire au règlement cy-dessus estant subject de subir et endurer les visitations ordinaires.

Dixseptiesme. — Lesdictz prétendu maistres soit apothicaires et espiciers ou espiciers simples, soit qu'ilz facent tant l'apothicairerie que l'espicerie ou l'espicerie simple seront tenus mettre en la boete de la communauté la somme de dix huict livres tournois pour survenir et assister les pauvres compagnons serviteurs soit de la ville ou aultres ou aultres affaires dudict art.

Dixhuictiesme. — Le prétendu maistre sera tenu payer aux maistres juréz pour leurs vacations la somme de soixante solz et aux aultres maistres la somme de quarante solz et pour le clerc encore pareille somme de quarante solz.

Dixneufviesme. — Pour éviter aux fraiz excessifs dudict prétendu maistre, il ne sera tenu faire fraiz de bouche ou aultre, que les susdictz, mesme on ne luy prescira aultre composition pour chef d'œuvre que celles qui sont en usage pour les distribuer afin de ne se consommer en fraiz.

Vingtiesme. — Au cas qu'aucun contreviendra aux ordonnances cy-dessus, payera les amandes à quoy il sera condamné, lesquelles seront employées pour les affaires et entretenement dudict art comme dict est cy-dessus.

Vingt uniesme. — Et au cas qu'aucun desdictz maistres tant présent comme advenir soit apothicaire espicier ou espicier simple viendroit en nécessité de maladie ou aultres accidetz qui peuvent arriver journellement comme en pareille leurs vefves seront assisté des deniers clairs qui proviendront des maistrises dudict art et distribué par lesdictz maistres juréz selon la nécessité qui sera recongneue tant esdictz maistres que vefves comme pareillement es pauvres compagnons comme François, Italiens, Allemantz, Espagnolz comme d'aultre nation qui passent à toutes heures par ladicte ville de Chaalons, ne pouvant estre occupés par lesdictz maistres apothicaires espiciers comme espiciers simples ainsy comme ilz pourroient désirer.

(Signé) J. MAUPIN, ROUSSET, LEMOYNE, J. NOEL,
P. HORGUELIN, CLAUDE FRANÇOYS.

Ces statuts furent registrés le 20 Février 1616 et homologués par sentence du 9 Janvier 1620 devant le bailliage de Châlons, homologués à nouveau devant le Juge Royal le 13 Octobre 1623. — A. M. E. 937.

ACTE TOUCHANT LES APPRENTIFS

Les apprentifs se gouverneront suivant les statuz réglées par la court ausquelles en cas d'altercat on aura recours.

Leurs noms seront mis sur le livre le jour et an de l'interogat qui leurs sera faict par les maistres juréz ou aultres s'ilz si trouvent.

Ilz ne feront présent en la boete de la communauté moindre de six livres tournois, lequel argent sera mis entre les mains du juré pour en faire et l'appliquer ainsy qu'il jugera qu'il sera nécessaire.

Quand ilz se présenteront, s'ilz ne sont capable ilz seront renvoyés à l'estude pour ung an, ou plus ou moins, selon la teneur de leur doctrine.

La crainte de Dieu leur sera représentée sur toutes choses et la grandeur et conséquence de l'exercice qu'ilz choisissent pour le reste de leur vie.

On leur donnera pour advis (comme jeunes) que le vice d'ivrongnerie et du jeu sont odieux en une personne de semblable vacation.

ORDONNANCE POUR L'ENROLEMENT DE DEUX SOLDATS DE MILICE

De Par Le Roy, Jean-Baptiste de Pomereu, Chevalier, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaires de son Hôtel, Intendant de Justice, Police et Finances en la Province et Frontière de Champagne.

Il est ordonné à la Communauté des appotiquaires es épiciers de la ville de Chaalons de fournir et lever incessamment deux soldats pour servir dans les Milices, conformément à l'Ordonnance de Sa Majesté du dixième du présent mois et à l'Estat qui a esté arrêté en conséquence, de taille de cinq pieds de hauteur au moins et depuis l'âge de vingt-deux ans, jusqu'à trente-cinq dont la réception sera faite par le sieur de Vautrel notre Subdélégué..... pour l'enrôlement de chacun Soldat de ladite Milice, il sera payé par ladite Communauté la somme de cent livres qu'il touchera aussitôt qu'il aura esté reçu et agréé par nostre dit subdélégué, par lequel dit Enrollement sera paraphé et ensuite enregistré sur le Registre de ladite Communauté ou sur ceux provenans des Réceptions des Maistres, sinon, imposée et répartie sur ladite communauté et remise entre les mains des Sindic ou Jurez, pour estre par eux payée à ceux qui auront esté enrrollés...

26 Décembre 1701.

MEMOIRE

POUR LES MARCHANDS APOTHICAIRES, DROGUISTES,
EPICIERS DE LA VILLE DE CHAALONS, INTIMEZ

CONTRE LES GRANDS-GARDES DE LA COMMUNAUTE
DES MARCHANDS DRAPERS, MERCIERS, GROSSIERS,
JOUAILLIERS, DE LA MEME VILLE, APPELLANS D'UNE
SENTENCE RENDUE PAR LE BAILLY DU COMTE-PAI-
RIE DE CHALONS LE 14 AOÛT 1728.

QUESTION

A qui appartient la visite des Huilles et autres Marchan-
dises d'Epicerie amenées par les Forains en la ville de Châ-
lons ? Est-ce aux Marchands Merciers ? Est-ce au contraire
aux Apothicaires-Epiciers ?

Cette question est décidée : 1° par les Titres, 2° par la
possession, 3° par les raisons de convenance, 4° par l'inté-
rêt public, et enfin par ce qui s'observe dans la Capitale
du Royaume entre les mêmes Communautés pour raison
du même fait.

FAIT ET PROCEDURES

En l'année 1727, Sébastien Aviat, Marchand Forain, amène
à Châlons des Huilles, des Drogues et autres Marchandises
d'Epicerie, le Garde de la Communauté des Apothicaires-
Epiciers les visite, Aviat les expose en vente.

Le 12 Novembre 1727, les Merciers font saisir une tonne
d'Huile d'olive, faisant partie des marchandises amenées
par Aviat ; Assignation devant le Bailly du Comté-Pairie de
Châlons.

Défenses du Marchand Forain ; il soutient que les Mar-
chandises ont été visitées par les Apothicaires-Epiciers Dro-
guistes.

Sentence qui ordonne que le Marchand-Forain mettra en
cause les Apothicaires-Epiciers.

Assignation en conséquence, Défenses des Apothicaires ;
ils déclarent que le Garde de leur Communauté ayant visité
les Marchandises et Drogues amenées par Aviat, elles n'ont
pas dû être saisies par les Merciers, mais ils soutiennent
qu'Aviat n'avoit pas dû débiter, pourquoi il étoit en con-
*travention.

Sentence le 8 Août 1728 avec toutes les Parties, qui les
appointe en droit, sauf à être fait droit après le Jugement
sur la contravention imputée au Marchand-Forain d'avoir
vendu en détail, les Parties ont écrit et produit respective-
ment.

Sentence du 14 Août 1728, qui sans avoir égard à la demande des Merciers, dont ils sont déboutez, maintient et garde les Apothicaires-Epiciers-Droguistes au droit et en la possession de faire par les Jurez de leur Communauté, à l'exclusion des Merciers, la Visite de toutes les marchandises d'Épicerie et Droguerie qui seront amenées à Châlons par les Forains pour y être vendues. Les Merciers sont condamnés aux dépens.

Appel de la part des Merciers, Procez conclu et distribué à Monsieur Henin, conseiller.

Le 6 Mars 1731, Requête des Merciers ; ils concluent : 1° à ce que les Statuts, Arrêts et reglemens rendus en conséquence soient exécutez selon leur forme et teneur

2° Qu'ils soient maintenus et gardez dans le droit et possession où ils disent être par l'Article 16 de leurs Statuts, de faire la visite de toutes les marchandises d'épicerie et autres dépendantes de leur [Mercerie, à la réserve toutefois des Drogues servant au corps humain, lesquelles ne pourront être visitées qu'en présence d'un Docteur de la Faculté de Médecine, de deux Gardes des Merciers et de deux gardes des Apothicaires] négoce, tant dans les Boutiques et Magasins des Maîtres de la Ville de Châlons que des Forains

3° Que défenses soient faites aux Droguistes-Apothicaires et à tous autres Jurez des Arts et Métiers de la Ville de Châlons, suivant l'article 34, de faire la visite des Marchandises d'épicerie et autres dépendantes de la Mercerie, à la réserve toutefois

4° Que pour avoir fait par les Apothicaires, Epiciers, la visite de la tonne d'huile amenée par Aviat, Marchand Forain, ils soient condamnez en cinquante livres d'amende et en cinq cent livres de dommages-intérêts

5° Que l'arrêt qui interviendra soit lu, publié et affiché. Le 4 Août 1731, Alexandre le Grand, Jean le Philipponnat, Claude Babelot, Achilles le Philipponnat et Pierre le Maître, tous Marchands Epiciers-Ciriers de la ville de Châlons, créez par Edit du mois de Novembre 1722, en considération du joyeux Avènement du Roi à la couronne, sont intervenus ; ils ont adhéré aux conclusions prises par les dits apothicaires-épiciers. Tel est l'état de la Procédure. Venons aux Moyens. Commençons par établir ceux des Apothicaires-Epiciers ; nous rangerons ensuite dans une colonne séparée les objections des Merciers, et nous y répondrons à côté, Article par Article.

MOYENS DES APOTHICAIRES-EPICIERS, POUR SOUTENIR LE BIEN JUGE DE LA SENTENCE DONT EST APPEL

Les Titres, la possession, les raisons de convenance, l'intérêt public, l'usage de ce qui se pratique dans la Capitale du Royaume, pour raison du même fait entre ces mêmes Communautés, se réunissent en faveur des Apothicaires-Epiciers-Droguistes de Châlons.

Leur titre est : 1° Une Commission accordée par le Bailly de Châlons, le 20 Février 1616, à Jean Maupin et Claude Roussel, Maîtres Jurez de l'Art et Métier de Pharmacie, Apothicairerie et Epicerie en la ville de Châlons, par laquelle il leur est permis de procéder aux Visites des Ouvrages dudit Art et Métier de Pharmacie, Apothicairerie et Epicerie, appeler avec eux l'un des Sergens du Baillage, auquel est donné mandement, de saisir à la requête du Procureur Fiscal du Comté et des Maîtres Jurez, tous et uns chacuns les Ouvrages et Marchandises, même celles apportées par les Forains dépendantes du dit Etat d'Apothicaire-Epicier qui seront trouvez vicieux.

2° Leurs statuts intitulés Ordonnances et Statuts des Marchands de Pharmacie et Epiciers de la ville de Châlons, lûs, publiez et enregistrez au Baillage de Châlons le 9 Janvier 1620, sans autre opposition que celle des Maîtres-Ciriers, qui ont protesté que l'homologation de ces Statuts ne pourroit leur nuire ni préjudicier.

La Grosse en parchemin de ces statuts fait partie des pièces de l'Instance.

Ces statuts ont encore reçu un autre degré d'authenticité par l'enregistrement qui en a été fait devant le juge Royal de Châlons le 13 Octobre 1623, en vertu d'Arrêt de la Cour. Cet enregistrement n'est point rapporté, il est néanmoins certain et prouvé, étant énoncé dans le Vû des Sentences rendues entre la Communauté des Merciers et celle des Apothicaires-Epiciers des 22 Octobre 1663 et 9 Mai 1704, confirmée par Arrêt de la Cour de 1706.

ANALYSE DES STATUTS

Le dixième Article porte : « Celui qui désirera et aspirera être reçu en la Communauté des Maîtres Apothicaires et Epiciers, ou Epiciers simples de ladite ville de Châlons, se présentera ausdits Maîtres-Jurez, etc... »

Les 11, 12, 13, 14, 15 et 16^e Articles fixent le chef-d'œuvre que doivent faire ceux qui voudront être reçus Apothicaires et les Examens qu'ils doivent subir.

Le 17^e ne parle que du chef d'œuvre pour l'épicier simple en ces termes : « Et pour le regard du Métier d'Epicier simple, et du Chef-d'œuvre d'icelui, qui consiste en ouvrage de cire, sucre et épicerie, lui sera prescrit par lesdits Maîtres-Jurez trois pièces d'ouvrages, une pièce de chacune, Sçavoir, de Cire, Sucre et Epices, etc... » L'article 18 exige que les Maîtres-Jurez Apothicaires et Epiciers ou Epiciers simples, soit qu'ils fassent l'Apothicairerie ou l'Epicerie simple, mettent dans la Boîte de la Communauté cent livres tournois.

L'Article 21 est bien précis pour le fait dont il s'agit : « Au cas (porte cet article) qu'il arrive quelques marchandises, Drogues, Epicerie par Marchands Forains, le premier des Maîtres-Apothicaires-Epiciers et Epiciers simples sera tenu avertir les Maîtres-Jurez pour visiter les Marchandises avant que de les exposer en vente. »

Enfin, par le vingt-troisième Article, nul ne peut s'entre-mettre de vendre, débiter, ni détailler aucune sorte de Marchandises, Drogues et Epicerie, ni autres choses dépendantes de l'Article d'Apothicairerie et Epicerie, s'il n'est passé et reçu Maître-Apothicaire-Epicier ou Epicier simple : le tout et conformément aux Chartres (*sic*) et Statuts de la ville de Paris.

Que peut-on désirer de plus fort que des Titres aussi anciens, et auxquels la Cour a voulu donner l'authenticité nécessaire pour avoir force de Loi ?

La Possession est conforme aux Titres. Les Apothicaires Epiciers ont joui de leurs droits conformément à leurs Statuts : nous rapportons différentes Commissions obtenues par les Jurez de la Communauté des Apothicaires-Epiciers qui justifient cette possession : ils en ont de 1721, 1724, 1726 et 1727. Cette possession n'est point contestée par les Merciers ; ils n'ont jamais réclamé contre les Visites ; ils ne se sont point pourvus contre les Commissions du Bailly de Châlons ; ainsi Possession jointe aux titres. A l'égard des raisons de

convenance, peut-on sans aveuglement donner à des Merciers la Visite des Huilles et Marchandises d'Epicerie au préjudice des Apothicaires-Epiciers ? Quand il y a une Communauté établie pour vendre une marchandise particulière, la visite lui en appartient privativement à celle qui par l'étendue de son commerce a le droit de vendre la même marchandise, confusément avec quantité d'autres ? Les Apothicaires-Epiciers ne vendent que des Huilles et autres Epiceries ; les Merciers prétendent avoir le droit d'en vendre aussi de la même façon qu'ils vendent des Livres, des Couteaux, de l'Argenterie et tout ce qui dépend de la Mercerie. Qui est donc plus à portée de connoître la qualité et les vices des Marchandises d'Epicerie ou des Merciers ou des Apothicaires-Epiciers ? La question se résout au Tribunal du bon sens.

Si les Apothicaires-Epiciers sont plus versez et plus expérimentez dans la connoissance de l'Epicerie, dont ils sont le Commerce particulier, le Public est intéressé à soutenir la Sentence dont est Appel, parce que ces Visites ne sont introduites qu'en sa faveur ; elles ont pour but d'empêcher les Forains de vendre des Marchandises défectueuses et capables d'altérer la santé. Il ne peut donc souffrir que l'on confie à des Merciers peu expérimentez dans l'Art d'Epicerie, la visite de ces sortes de Marchandises au préjudice de ceux qui en font un commerce particulier.

Ce qui se passe dans la capitale du Royaume entre les mêmes Communautés, est encore d'un grand poids, par deux raisons : 1^o Maxime certaine que quand il y a du doute ou quelque cas non exprimé dans une Coutume, il faut avoir recours à celle de Paris ; qu'il en est de même dans ce qui concerne les Communautés des Villes de Provinces. Lorsqu'il s'agit de régler ce qui ne se trouve point exprimé dans leurs Statuts, il faut le décider sur ce qui est porté par les Statuts de la même Communauté dans la Capitale du Royaume.

2^o La Communauté des Merciers de Châlons ne doit faire son commerce que de la même manière que les Merciers de Paris ; c'est la disposition de l'Article 33 des Statuts des Merciers de Châlons, qui après avoir fait l'énumération des Marchandises qu'ils peuvent vendre, ajoute en termes exprès qu'ils pourront les débiter, conformément au quatrième Article des Statuts des Merciers de la ville de Paris.

Or, constamment les Merciers de la Ville de Paris, quoique leurs Statuts leur donnent pouvoir de vendre de l'Huile et autres Epiceries comme dépendantes de la Mercerie, ils ne prétendent pas néanmoins avoir le droit de visite sur les Marchandises d'Epicerie ; ce sont au contraire les Epiciers réunis aux Apothicaires à qui ce droit appartient, conformément à l'Art. 8 de leurs Statuts enregistrez en la Cour qui porte : « Toutes Marchandises d'Epiceries et Drogues entrant au corps humain qui seront amenées à Paris, seront descendues en leur Maison au Bureau seis Cloître Saint-Opportune, pour être vûës et visitées par les Gardes de l'Epicerie et Apothicairerie auparavant d'être transportées ailleurs, encore qu'elles appartiennent aux Bourgeois de Paris, encore que lesdits Bourgeois de Paris se voulussent prétendre Marchands Merciers. »

Que peuvent répondre les Merciers à des Moyens aussi solides ? Ils ont fait quelques objections : la seule exposition qui en va être faite suffira pour en démontrer la foiblesse.

OBJECTION DES MERCIERS

I

Les Merciers, par l'Art 33 de leurs Statuts, sont en droit de faire négoce de toutes sortes de marchandises d'Epicerie.

Par l'Art. 16, les Maîtres et Gardes de la Mercerie sont autorisés à faire les Visites des marchandises de leur négoce, dans les Boutiques et Magasins, tant de leurs Confrères que des Marchands Forains, Etrangers, Privilégiés et autres, qui entreprennent sur leur Commerce.

Par l'Article 17, défenses sont faites à tous Forains, de débaler et exposer en vente ni débiter leurs Marchandises, qu'ils n'en aient donné avis aux Merciers, et que leurs Marchandises n'aient été visitées.

Par l'Art. 35, il est défendu à tous Jurez des Arts et Métiers, de faire aucune Visite sur les Marchands-Merciers, quoiqu'ils débitent des Marchandises, Denrées et Choses dépendantes de leur fait, à la réserve toutefois des Drogues servant au corps humain, lesquelles pourront être visitées en présence d'un Docteur de la Faculté, des deux gardes des Merciers et des deux Jurez Apothicaires.

De là les Merciers concluent qu'ils sont véritablement Epiciers, et qu'à eux seuls appartient le droit de Visite des Epiciers.

les Merciers n'ont droit de vendre l'Epicerie que comme une dépendance de la Mercerie et confusément avec des étoffes, des couteaux, des Chaudrons, des Livres, etc...

L'Article 17 ne s'entend point de l'Epicerie, pour laquelle il y a une communauté particulière ; on ne peut trop le répéter, il y auroit du ridicule à vouloir confier la Visite des Marchandises d'Epicerie amenées par les Forains à des Merciers, au préjudice des Apothicaires-Epiciers.

Les Merciers de la ville de Paris n'ont-ils pas le droit de vendre l'Epicerie, de même que les Merciers de Châlons ? N'est-il pas dit dans l'article 4 de leurs Statuts, qu'ils vendront toutes sortes d'Epiceries-Drogueries ?

Par l'Article 13, les Merciers de Paris n'ont-ils pas la Visite de toutes sortes de Marchandises amenées par les Forains ? L'article 14 ne défend-il pas à tous les autres Jurez des Arts et Métiers d'aller en Visite chez eux, à « la réserve des Drogues (porte l'Article) entrant au corps humain, qui seront

REPONSE

I

Quoi, parce que par l'étendue de leur Commerce, les Merciers ont la Faculté de vendre de l'Epicerie, ils sont Epiciers ? Quelle absurdité... N'ont-ils pas pouvoir de vendre des Chaudrons, des Couteaux, des Livres, de la Vaiselle d'Or et d'Argent ? Sont-ils pour cela Chaudronniers, Coutelliers, Libraires, Orfèvres ? Cela résiste au bon sens. S'ils étoient Epiciers, le Public seroit bien mal servi, puisque de tous les Merciers il n'y en a qu'un seul, qui est le sieur Grosjean, qui se mêle de vendre l'Epicerie : encore est-ce par tolérance, parce que les Merciers peuvent vendre de tout ; mais sous balle et sous corde, quand il y a une Communauté particulière pour une espèce de Marchandises. Ce qui détermine ici, c'est que les Merciers ne font point d'Apprentifs Epiciers, qu'ils n'ont point de chef-d'œuvre pour l'Epicerie, qu'il y a une Communauté d'Apothicaires - Epiciers - Droguistes qui subsiste depuis 1620, que cette Communauté fait des Apprentifs Epiciers, qu'il y a un chef-d'œuvre fixé par les statuts, qu'ils payent les taxes imposées sur les deux Communautés d'Apothicaires et Epiciers, qu'ils font un commerce d'Apothicaillerie et d'Epicerie. Voilà donc ce qui détermine les véritables Epiciers, au lieu que

visitées par deux Docteurs en Médecine, deux Gardes de la Mercerie et deux Jurez Apothicaires ».

L'Article 19 n'ordonne-t-il pas aux Forains d'amener leurs Marchandises au Bureau des Merciers, pour être vûes et visitées ? Cependant, jamais les Merciers de Paris n'ont prétendu avoir la Visite des Epiciers, elle appartient au contraire aux seuls Apothicaires-Epiciers. Comment donc les Mercerie et deux Jurez Apothicaires ».

qui, suivant l'Article 33 de leurs Statuts, ne peuvent faire leur Commerce que de la même manière que ceux de Paris ?

II

Les Merciers n'envient point aux Apothicaires la Visite des Marchandises servant au corps humain ; mais l'Huile est une épicerie simple comestible, et par conséquent elle n'est point dans l'exception.

Merciers, la Visite en appartiendrait aux Apothicaires-Epiciers ; mais les Apothicaires ne sont pas simplement Apothicaires, ils sont, comme on l'a démontré, Apothicaires - Droguistes - Epiciers, par conséquent la distinction des Merciers est inutile.

II

L'Huile peut être considérée sous deux objets, l'un comme Epicerie comestible entrant dans le corps humain, et l'autre comme Marchandise servant à la composition des remèdes et médicaments ; et sous ces deux objets de l'aveu même des

III

Pour preuve de possession, les Merciers rapportent : 1° Une Sentence du 12 Juillet 1630. Une autre du 19 Décembre 1716 et un arrêt de la Cour de 1719 confirmatif des Sentences.

Ils rapportent un Arrêt du 12 Avril 1718 en faveur des Merciers - Drapiers - Epiciers de Provins contre les Apothicaires, un Certificat des Marchands - Merciers - Epiciers de la ville de Troyes, qui prouve qu'ils font l'épicerie.

particulier d'Epicerie. La Sentence de 1716 fait main-levée d'une Saisie d'un demi-quarteron de sucre blanc et d'une once de poivre noir, soit parce que les formalitez n'avoient pas été remplies, soit que « *de minimis non curat Praetor* », mais ces Jugements n'ont aucun trait à la Visite qui fait l'objet de la contestation. Il ne faut point argumenter de ce qui se passe à Troyes et à Provins, parce que dans ces deux villes les Communautés d'Epiciers sont réunies à celle des Merciers, au lieu que dans notre espèce les Apothicaires sont Epiciers-Droguistes.

IV

Les Statuts des Apothicaires ne sont point munis de Lettres-Patentes enregistrées en la Cour, ils ne peuvent donc point faire Corps.

III

Ces Sentences et Arrêt sont étrangers à la contestation. La première est rendue sur une saisie faite de savon défectueux, amené par un Marchand Forain ; cela n'a donc aucun rapport au fait dont il s'agit ; on ne peut même tirer avantage, en ce que les Merciers ont eux-mêmes nommé pour Expert un Marchand-Epicier : en sorte que par là ils ont reconnu que la visite de l'Epicerie appartenait aux Epiciers et que dès ce tems-là il y avoit une Communauté qui faisoit un Commerce par-

IV

Il est vrai que les Apothicaires - Epiciers - Droguistes n'ont point de Lettres-Patentes, mais ce n'est pas aux Merciers à en faire l'objet-

tion, parce que dans tous les tems ils les ont reconnus pour Corps et Communauté des Epiciers-Droguistes. Sentence le 22 Octobre 1663, rendüe entre ces deux Communautéz. Autre Sentence du 9 Mai 1704. Arrêt du 30 Juillet 1706. Autre Arrêt rendu le 18 Août 1719. Dans ces Sentences et Arrêts, la Communauté des Apothicaires-Droguistes-Epiciers est en qualité sans aucune opposition de la part des Merciers ; les Merciers sont donc absolument non recevables à opposer ce Moyen.

Au fond ils y seroient encore mal fondez parce que ces Statuts ayant paru sous les yeux de la Cour en 1622, au sujet d'une contestation entre la Communauté et un nommé Jacquier, qui entreprenoit sur leur profession, la difficulté en fut faite lors et la Cour jugea qu'il suffisoit que ces Statuts fussent homologuez devant le Juge Royal, ce qui fut exécuté le 13 Octobre 1623.

On ne peut révoquer ces faits en doute ; l'enregistrement devant le Juge Royal et l'Arrêt qui l'ordonnoit se trouvent visez dans les Sentences des 22 Octobre et 9 Mai 1704 rendus contre les Merciers ; l'énonciation de ces Titres fait d'autant plus de preuve que, si les faits n'eussent pas été prouvez, les Merciers se trouvoient intéressez à les combattre.

Enfin, ceux qui ont obtenu des Lettres d'Epiciers-Ciriers à Châlons, se sont fait recevoir dans la Communauté des Apothicaires-Droguistes-Epiciers, il y en a cinq qui ont donné leur intervention ; il est vrai que deux paroissent s'être détachez à la sollicitation des Merciers ; mais ils ne peuvent jamais changer leur état, ils sont reçus dans la Communauté des Apothicaires-Droguistes-Epiciers, et ils ne pouvoient jamais être reçus dans une autre Communauté, parce que leurs lettres les assujettissent à se faire recevoir dans une Communauté où l'on fait chef-d'œuvre ; or, constamment il n'y a que la Communauté des Apothicaires-Droguistes qui fasse faire chef-d'œuvre, soit d'Epicerie-Droguerie, soit d'Epicerie simple.

Dans ces circonstances, on espère que l'Arrêt qui interviendra sera un nouveau titre qui servira de frein aux entreprises des Merciers.

Monsieur HENIN, Rapporteur.

M^e MARCHANT, Avocat.

HUTTIER, Procureur.

ORDONNANCE DE POLICE DE 1756

Confirmée par Arrêt du Parlement le 31 Mars 1756.

Qui fait défenses à tous Chirurgiens ou autres personnes, donner même gratuitement, fournir aux malades, ni débiter sous quelque prétexte que ce soit, aucun Remède destiné à entrer dans le corps humain, même en prenant les Drogues chez les Apothicaires, et les condamne en 12 livres d'amende et en tous les dépens.

DU 23 MARS 1756

A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, le Lieutenant Général de Police de la Ville et Faux Bourgs de Troyes, Salut ; Scavoir faisons, que sur la requête à nous présentée par le Corps et Communauté des Maîtres Apothicaires de ladite ville de Troyes, contenant que leur Profession est d'autant plus importante que la Conservation des Citoyens dépend de la préparation des Remèdes destinés à entrer dans le corps humain. Aussi, chaque aspirant ne peut parvenir à la Maîtrise qu'après une étude pénible et de long cours, et il n'est reçu que lorsque l'on est certain qu'il a une connaissance et une capacité suffisantes pour la préparation des Remèdes, puisque la moindre impéritie ou faute peut avoir des suites mortelles.

C'est pour prévenir ces suites que les lois et les Règlements du Royaume et particulièrement les Statuts accordés aux Supplians en 1539, Registrés en Parlement, confirmés et approuvés ; l'Arrêt du Parlement du 29 Mai 1656 rendu entre les Supplians et Nicolas Valton, Epicier-Droguiste ; l'Edit du mois de Juillet 1682 ; celui du Mois de Mars 1707, Article XXV ; l'Arrêt du Conseil portant Règlement des Droits des Apothicaires et des Chirurgiens du Royaume, du 20 Juin 1724, ceux du Parlement et du Grand Conseil des 2 Juin 1740, 29 Mars 1745, 12 Avril 1749, 6 Septembre 1751, rendus contre les Chirurgiens de St-Germain-en-Laye, ceux de Vitry-le-François, ceux de Paris et de Calais, font défenses expresses à toutes personnes de quelque état et condition et sous tel prétexte que ce soit, de donner aucuns Remèdes même gratuitement, notamment à tous Chirurgiens, de composer, vendre et débiter aucunes Potions laxatives, altératives et confortatives, destinées pour entrer dans le corps humain, même en prenant les Drogues chez les Apothicaires, au préjudice desquelles dispositions quantité de personnes de différentes Professions, exercent les fonctions des Supplians en débitant et composant et donnant à vil prix avant qu'elles soient vues et visitées, en conformité desdits Règlements, visites qui n'ont pu être régulièrement faites, à cause du petit nombre d'Apothicaires qu'il y a eu pendant un long-tems en cette ville ; et comme ils ont intérêt de faire mettre à exécution et suivre l'effet desdits Règlements, ils auraient été conseillés de Nous donner ladite Requête : A ces causes, auroient requis qu'il nous plût, vû les statuts des Supplians

et les différents Edits, Arrêts et Règlemens rappelés, et joints à ladite Requête ordonner qu'ils feront exécuter en cette ville de Troyes selon leurs forme et teneur ; en conséquence, que deffenses seront faites à toutes personnes de quelques Conditions et Professions qu'elles soient et notamment aux Chirurgiens d'entreprendre sur l'Art d'Apothicaire, de Pharmacie et de Chimie, en dépendants, et aux terdes dits Arrêts et Règlemens, d'exposer en vente, vendre, composer et débiter, même sous prétexte de donner gratuitement aucunes Drogues, Potions, ni Remèdes destinés à entrer dans le corps humain, même en prenant les Drogues chez les Apothicaires ; faire pareillement deffenses à tous Marchands Epiciers-Droguistes, domiciliés ou forains, de vendre aucunes Potions ou Remèdes composés, excepté les Drogues et Compositions qui leur sont permises par les Règlemens de distribuer, ce qu'ils ne pourront faire qu'au préalable elles n'ayent été vûes et visitées par les Supplians conjointement avec l'un de Messieurs les Médecins de cette ville ; à l'effet de quoi ordonner que tous les marchands Forains qui arriveront en cette ville, même que les Cabaretiers chez lesquels lesdits Forains descendront, seront tenus et obligés, avant d'étaler, exposer en vente, vendre et débiter aucunes Drogues ni Compositions dont le débit leur est permis d'avertir les Supplians pour faire faire ladite visite et dans les 24 heures de l'arrivée desdits Marchands Forains, à peine de confiscation de toutes leurs Drogues et Compositions et des amendes portées par les Règlemens, tant contre les dits Forains que contre lesdits Cabaretiers ; que pour éviter le débit par les Marchands Droguistes et Epiciers de cette ville, de Drogue et Compositions mauvaises, fausses ou vicieuses et incapables d'entrer dans le corps humain, leur permettre aussi, en conformité desdits Règlemens, de faire leurs visites toutes les fois qu'ils le croiront nécessaire, et au moins deux fois par an, conjointement avec l'un de Messieurs les Médecins, dans toutes les Maisons des Epiciers-Droguistes, Domiciliés ou Forains, Maîtres Chirurgiens et des Apothicaires, même dans tous les endroits où ils auroient avis qu'il y auroit été déposé des Drogues et Compositions et de saisir ce qui serait trouvé vicieux, faux ou mauvais, ou autrement en contravention auxdits Règlemens, dont Procès-verbal seroit dressé par le premier Huissier requis lors desquelles Saisies seroient lesdites Drogues ou Compositions renfermées dans des sacs pour en être la confiscation poursuivie à la jonction de M. le Procureur du Roi et les amendes prononcées conformément aux dits Règlemens. »

ARTICLE PREMIER

Tout Veu et Considéré, Nous ordonnons que les Statuts de ladite Communauté des Apothicaires, ensemble les Edits, Arrêts, Règlemens, Sentences et Ordonnances de ce Siège concernant la Pharmacie et Apothicairerie seront exécutés selon leur forme et teneur en conséquence, faisons deffenses à toutes personnes, de quelque condition et profession qu'elles soient et notamment aux Chirurgiens de cette Ville, Faux bourgs et Banlieue, d'entreprendre sur l'Art d'Apothicairerie, Pharmacie et Chimie en dépendant et de composer, vendre, administrer, ni débiter, sous quelque prétexte que ce soit, aucuns Médicamens ou Remèdes destinés à entrer dans le corps humain même en prenant les Drogues chez les Apothicaires, sans néanmoins que lesdites deffenses puissent préjudicier au droit qu'ont lesdits Chirurgiens de donner les Médicamens et Remèdes convenables aux Maladies que les Règlemens leur permettent de traiter et de faire, et

avoir chez eux les Remèdes extérieurs nécessaires aux Opérations de la main qu'ils feront, à condition qu'ils ne pourrait les vendre, ni débiter autrement, et ce sous les peines et amendes portées par les Rèlemens.

I I

Faisons pareillement deffenses à tous Marchands Epiciers et Droguistes Domiciliés ou Forains, de vendre et débiter aucunes potions, ou Remèdes Composés, autres que les Drogues et Compositions que les Rèlemens leur permettent de distribuer.

I I I

Ordonnons que toutes les drogues simples ou composées, qui seront amenées en cette ville pour y être vendues, seront vües et visitées dans les 24 heures par un Médecin et deux Apothicaires, qui seront nommés par chacun an pour lesdites visites, suivant et conformément auxdits Statuts de ladite Communauté des Apothicaires, avec deffenses à tous Marchands Apothicaires, Epiciers, Droguistes, et à toutes autres personnes, de vendre lesdites Drogues, ni même les exposer en vente avant ladite visite, à peine de confiscation, et d'amende arbitraire, laquelle visite lesdits Médecins et Apothicaires, députés à cet effet, seront tenus de faire dans les vingt-quatre heures après qu'ils auront été avertis de l'arrivée desdites Drogues, à peine d'amende arbitraire.

I V

Seront tenus tous Marchands Forains et Etrangers, qui amènent Drogues et Médicamens, soit simples ou composés, et de quelque espèce que ce puisse être, pour vendre et distribuer audit Troyes, de se retirer dans ledit tems de vingt-quatre heures par devers lesdits Médecins et Apothicaires députés à ladite visite, pour faire visiter lesdites Drogues et Médicamens, lesquels ils ne pourront exposer en vente avant ladite visite, à peine de confiscation et d'amende arbitraire.

V

Pourront lesdits Médecin et deux Apothicaires, députés par chacun an, comme dit est pour faire la visite des Drogues, se transporter ensemble, toutes et quantes fois que besoin sera, dans les Maisons et Boutiques des Apothicaires, Marchands Epiciers, ou Droguistes Domiciliés et Forains et y visiter toutes les Drogues qui s'y trouveront, lesquelles visites ils seront tenus de faire au moins deux fois l'année, sçavoir le lendemain de mi-Carême et le lendemain de mi-Août, ainsi qu'il est ordonné par les statuts de ladite Communauté des Apothicaires.

V I

Et en procédant auxdites visites s'il se trouve des Drogues, fausses, vicieuses, altérées, mauvaises ou autrement en contravention, elles seront saisies mises en sacs et portées par devant Nous au premier siège de Police qui suivra ladite Saisie pour, sur le rapport desdits Médecins et Apothicaires qui auront fait lesdites visites, être par Nous ordonné ce qu'il appartiendra.

V I I

Le tout néanmoins sans préjudice des Visites qui pourront pareillement être faites par les Gardes de la Communauté des Marchands de cette ville, chez tous les Marchands Epiciers de laditte Ville, Faux bourgs et Banlieue, toutes et quantes fois qu'ils jugeront à propos, auxquelles visites, ils pourront appeller, si bon leur semble, lesdits Médecins et deux Apothicaires députés comme dit est, pour voir les Drogues qui leur paroîtront vicieuses, lesquels Gardes de ladite Communauté des Marchands pourront aussi se trouver, si bon leur semble, aux visites que feront lesdits Médecin et Apothicaires chez les Marchands Epiciers seulement.

V I I I

Et faisant droit sur le Réquisitoire du Procureur du Roi, Nous Ordonnons que l'Edit du mois de Juillet 1682 enregistré au Parlement le 31 Août de la même année, sera exécuté selon la forme et teneur ; en conséquences faisons défenses à toutes personnes et même aux Médecins, Apothicaires, Chirurgiens, Marchands Epiciers et Droguistes de cette Ville, Faux bourgs et Banlieue, d'avoir et garder chez eux aucuns Poisons simples ou préparés, qui retenant toujours leur qualité de venin, et n'entrant en aucune Composition Ordinaire, ne peuvent servir qu'à nuire et sont de leur nature pernicieux et mortels.

I X

A l'égard des Drogues et Minéraux qui, quoiqu'ils soient Poisons, entrent et sont employés en plusieurs Compositions nécessaires, comme l'Arsenic, le Réalgar, l'Orpiment, le Sublimé et autres, Nous ordonnons que les Marchands ayant droit de les vendre seront tenus de les livrer eux-mêmes et ce seulement aux Médecins, Apothicaires, Chirurgiens, Orfèvres, Teinturiers, Maréchaux et autres personnes publiques, domiciliées et connues, qui par leurs Professions sont obligées d'en employer, lesquelles néanmoins écriront en le prenant sur un Registre particulier tenu pour cet effet par lesdits Marchands, leurs noms, qualités et demeures, ensemble la quantité qu'ils auront prise desdites Drogues et Minéraux ; et si au nombre des Artisans qui s'en servent, il s'en trouve qui ne sachent écrire, lesdits Marchands écriront pour eux et en leur présence. Quant aux personnes inconnues auxdits Marchands comme peuvent être les Chirurgiens et Maréchaux des Bourgs et Villages, ils apporteront des certificats en bonne forme, contenant leurs noms, demeure et profession signés du Juge des lieux, ou d'un Notaire et de deux Témoins, ou du Curé et des deux principaux Habitans, lesquels certificats demeureront chez lesdits Marchands pour leur décharge, avec défenses auxdits Marchands de leur en livrer autrement, le tout sous les peines portées par ledit Edit.

X

Est enjoint à tous ceux qui ont droit par leurs Profession et Métier de vendre ou acheter lesdites Drogues et Minéraux, de les tenir en des lieux surs, dont ils garderont eux-mêmes la clef ; comme aussi leur est enjoint d'écrire sur un Registre particulier la qualité des Remèdes où ils auront employé desdites Drogues et Minéraux, les noms de ceux pour qui ils auront été faits, la quantité qu'ils y auront employée, et

d'arrêter à la fin de chaque année sur leurs dits Registres, ce qui leur en restera, le tout à peine de mille livres d'amende pour la première fois et de plus grande s'il y échet, lesquels Registres seront représentés auxdits Médecin et deux Apothicaires députés, lors des visites qu'ils feront comme il est dit ci-dessus, ce dont ils seront tenus de faire rapport.

X I

Faisons défenses aux Médecins, Chirurgiens, Apothicaires, Epiciers-Droguistes, Orfèvres, Teinturiers, Maréchaux et tous autres de distribuer desdites Drogues et Minéraux en substance à quelque personne que ce soit, sur peine d'être punis corporellement et seront tenus de composer eux-mêmes, ou de faire composer en leur présence, par leurs Garçons, les Remèdes et Préparations où il devra entrer nécessairement desdites Drogues et Minéraux, qu'ils donneront après cela à ceux qui en demanderont pour s'en servir aux usages ordinaires.

X I I

Défenses sont aussi faites à toutes personnes, autres que les Médecins et Apothicaires, d'employer aucun Insectes venimeux sous quelque prétexte que ce soit, s'ils n'en ont la permission expresse par écrit.

X I I I

Défenses sont pareillement faites à toutes personnes de quelque condition et profession qu'elles soient, excepté aux Médecins approuvés et aux Maîtres Apothicaires, d'avoir aucuns laboratoires en cette ville, Faux bourgs et Banlieue et d'y travailler à aucune préparation de Drogues, ou Distillations, sous quelque prétexte que ce soit, sans en avoir auparavant obtenu la permission par lettre du grand sceau et sans nous avoir présenté lesdites Lettres et fait leurs déclarations en conséquence ; et à tous Distillateurs, Vendeurs d'Eau-de-Vie de faire autre Distillation que celle de l'Eau-de-Vie et de l'Esprit-de-Vin, avec défense de travailler à la Confection d'aucunes Eaux-fortes dont l'usage est permis, qu'en vertu de pareilles Lettres, et après qu'ils nous auront présenté lesdites Lettres et fait leurs Déclarations en conséquence.

X I V.

Deffendons à tous Merciers, Epiciers et autres Marchands demeurans dans les Bourgs et Villages de la Banlieue de tenir et vendre desdites Drogues et Minéraux dont le Commerce n'est permis qu'aux Marchands Epiciers et Apothicaires demeurans dans les Villes.

X V

Est enjoint à tous ceux sans exception qui auront connaissance qu'il a été travaillé à faire du Poison, qu'il en aura été demandé, ou donné, de dénoncer ce qu'ils en sauront au Procureur du Roy, à peine d'être poursuivis extraordinairement et punis aux termes dudit Edit.

Et sera notre présente Ordonnance imprimée, lüe, publiée et affichée dans les Lieux, Places et Carrefours accoutumés de cette Ville et partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore, et exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques et sans préjudice d'icelles, qui furent faites et

données en la Chambre du Conseil de Police au Palais-Royal de Troyes, le 21 mars 1753 par Messieurs Huez, Conseiller du Roi aux Bailliage et Présidal de Troyes, et Lieutenant-Général de Police de ladite Ville et Faux bourgs en exercice, Tetel aussi Conseiller du Roy, Président, Lieutenant-Général esdits Sièges du Bailliage et Présidal, Paillot, Comparot de Bercenay, Huez de Villebarot, et Garnier, aussi Conseillers du Roi esdits siège du Bailliage et Présidal, Juges de ladite Police.

A. A. E. 1155.

EXTRAIT D'ARTICLES DE REGLEMENT DE L'ARRET
DU PARLEMENT DU 3 DECEMBRE 1788,
QUI HOMOLOGUE UNE ORDONNANCE RENDUE
LE 20 JUILLET 1785 PAR LES OFFICIERS
DE BAILLIAGE DE SAINTE-MENEHOULD POUR
LE MAINTIEN DU BON ORDRE ET DE LA
TRANQUILLITE PUBLIQUE

TITRE VI

ARTICLE 3

Faisons défenses à tous Marchands Merciers, Epiciers autres que les Apothicaires, de vendre et débiter aucunes drogues médicales, simples ou composées, et à défaut d'Apothicaires les Maîtres en Chirurgie pourront seuls exclusivement tenir et distribuer toutes espèces de drogues simples et composées; comme aussi faisons défenses de vendre et débiter de l'arsenic, orpiment, réagal, sublimé et toutes autres matières, et composition de poison, conformément aux disposition de l'Edit du mois de Juillet 1682 à peine de confiscation et d'amende.

Faisons défenses à tous Marchands Merciers, Epiciers autres que les Apothicaires de vendre et débiter aucuns remèdes magistraux pour les Bestiaux de quelque qualité et espèce que ce soit, et à défaut d'Apothicaires, les Maîtres en Chirurgie et les Marchands qui en auront obtenu la permission, après avoir justifié de leur capacité, pourront seuls exclusivement tenir et distribuer toutes espèces de drogues et remèdes magistraux pour les bestiaux sans que les marchands qui auront obtenu ladite permission puissent, sous ce prétexte, tenir et débiter aucunes drogues destinées pour le corps humain, à peine de confiscation et d'amende.

Il est enjoint à tous Marchands Merciers, Epiciers, droguistes qui, jusqu'à ce jour, ont sans droit et en contravention des Arrêts de Règlemens tenu en leurs Boutiques, vendu et débité les drogues médicinales, simples ou composées, même les remèdes magistraux pour les Bestiaux de déposer au Greffe de la Police dans le mois de la publication des présentes tout ce qu'ils auront en leurs Boutiques, avec un état du prix de la facture pour lesdites drogues et remèdes, être achetés et payés suivant leur état et valeur, soit par les Chirurgiens, soit par les Sœurs de la Charité qui tiennent pharmacie pour le service des pauvres; soit enfin par ceux à qui il sera permis de vendre les remèdes magistraux, à peine de confiscation et d'amende, et celle desdites drogues qui se trouveront défectueuses par vétusté ou autrement, seront brulées ou répandues.

TITRE X I I

ARTICLE 4

Faisons défenses à toutes personnes d'exercer la Médecine dans cette Ville, ni aucunes parties de la Chirurgie, Apothicairerie ou Pharmacie, sans nous avoir préalablement justifié de leurs lettres de Doctorat, de Maître et d'Apprentissage, sous telles peines qu'il appartiendra.

ARTICLE 5

Faisons défenses à toutes personnes d'entreprendre, de composer, de vendre et distribuer, soit publiquement, soit en particulier aucunes médecines, drogues ou autres choses pour entrer en quelque composition que ce soit dans l'Art de l'Apothicairerie ou Pharmacie, s'il n'a pas fait apprentissage, n'a pas été reçu Maître et s'il n'a justifié et fait enregistrer ses lettres, le tout à peine de confiscation et de cinquante livres d'amende.

Archives non classées, B. P. 20.133.

VIII

QUELQUES EXTRAITS DU REGISTRE (1) DE LA CORPORATION DE CHALONS

EXAMEN DE CHARLES FAROCHON

Aujourd'hui Vingt cinq Septembre mil sept cent cinquante trois à l'assemblée des maîtres apoticaire de cette ville au Logis de M. Pierre Farochon garde en charge de laditte communauté à la requête et poursuite de M. Charles Farochon présenté par M. Pierre Farochon, son père, l'un desdits notres de laditte Communauté nous a remontré que ledit Charles Farochon a duement fait et parfait son apprentissage en laditte ville de Châlons et qu'il a encore servi dans plusieurs boutiques du Royaume dans l'exercice du dit art dont il est apparu par les certificats. Lequel pour aspirer à la maîtrise dudit art de pharmacie nous a requis jour pour estre examiné par lesdits maîtres en présence de deux médecins et le tout conformément aux statuts du dit art pourquoy d'une unanime voix et consentement nous luy avons pour ce assigné au jour de lundi premier octobre a quoy ledit Farochon a promis de satisfaire et a signé à Châlons le jour et an que dessus.

Signé : FAROCHON.

Ce jourd'huy premier Octobre mil sept cent cinquante trois en l'assemblée des maîtres apoticaire de cette ville assemblés au logis du sieur Pierre Farochon garde en charge de laditte Communauté pour interroger et examiner le sieur Charles Farochon aspirant à la maîtrise en présence de MM. les Doc- en médecine de cette ville. Suivant les statuts dudit art Monsieur Aubert un desdits médecins en charge, Conseiller du Roy y président, tous les maîtres ayant été satisfait de ses réponses ledit sieur Charles Farochon nous a requis jour a jeudy prochain quatre du présent mois pour faire pour ses chefs d'œuvres le catholicum double et le baume d'arcœur que l'on leur a prescrits scavoir l'un pour l'intérieur et l'autre pour l'extérieur à la manière accoutumée et avons signé.

Signé : LAVIALLE, J.-B. MAIN, VERON, AUBERT,
M. FAROCHON, DAGONET.

Ce jourd'huy quatre Octobre mil sept cent cinquante trois en l'assemblée des maîtres apoticaire convoqué en la manière accoutumée au logis de Sr Pierre Farochon garde en charge de laditte communauté est comparu le sieur Charles Farochon qui aurait fait tous les chefs d'œuvres prescrits suivant les statuts dudit art de pharmacie, nous avons été content de tout scavoir examen, chef d'œuvre et la botanique. Consentons qu'il jouisse des privilèges accordé à laditte communauté et moy Charles Farochon promet et m'oblige de payer les rentes de laditte communauté en commençant du jour de l'ouverture de ma boutique, à jour et an que dessus.

Signé : AUBERT, M. VERON, J.-B. MAIN, LAVIALLE,
DAGONET, FAROCHON, FAROCHON.

(1) A. M. E. 938.

ASSOCIATION D'APOTHICAIRES

Ce jourd'huy 3 9bre mil sept cent quatre vingt, en l'assemblée des maîtres apothicaires, convoquée en la manière accoutumée, au logis de Monsieur de Gaulle de laditte communauté sont comparus Messieurs Dagonet père et fils, tous deux apothicaires, lesquels ont déclaré qu'ils ne faisaient ensemble qu'une seule et même boutique et qu'en conséquence, ne payant que pour un seul, ils n'entendaient participer que pour un seul aux bénéfices des réceptions des récipiendaires, tant qu'ils resteront ensemble, ce qui désormais fera règle pour tous ceux d'entre les maîtres qui, se trouvant deux ensemble, ne formeraient qu'une même boutique, ce qui aurait été accepté par la Communauté qui a signé avec nous à Chaalons les jours et an que dessus.

Signé : DAGONET père, FAROCHON, CLAUZET,
DAGONET fils, THEUVENY, DEGAULLE.

EXAMEN D'APPRENTISSAGE

Ce jourd'huy, deux Octobre mil sept cent quatre vingt deux, en l'assemblée des maîtres apothicaires, convoqués en la manière accoutumée, au logis de Monsieur de Gaule, garde de laditte Communauté, est comparu le sieur Joseph Machet, fils de M. Joseph Machet, marchand frippier en cette ville, présenté par Monsieur Pierre Dagonet, Maître en pharmacie de cette ville, chez lequel il fait son apprentissage, qui nous a requis de l'interroger sur la langue latine, conformément à nos statuts et règlements, pour être reçu apprentif en notre profession, ce que nous avons fait sur le champ, et l'ayant reconnu suffisamment instruit pour être admis à l'apprentissage, nous l'avons reçu en cette qualité en payant son entrée les jours et an que dessus et avons signé avec luy.

JOSEPH MACHET, THEUVENY, DEGAULLE,
FAROCHON, DAGONET.

EXAMEN DE MAITRISE DE CHAMPENOIS

Ce jourd'huy lundi huit Aoust mil sept cent quatre vingt cinq, en l'assemblée de la Communauté des maîtres apothicaires de Chaalons, convoquée en la manière accoutumée en la maison de Monsieur Clauzet, l'un de nous, grand garde de la communauté, à la requête du sieur Jérôme Memie Champenois, à nous présenté par le sieur de Gaulle, l'un de nous, lequel nous aurait dit que le sieur Champenois désirait s'établir maître apothicaire et que, pour y parvenir, il serait nécessaire qu'il fût agrégé dans un corps quelconque de l'Etat de pharmacie et nous aurait prié de vouloir bien examiner ses certificats et lui donner jour pour subir examen et après avoir délibéré nous lui aurions assigné, le onze de ce mois, deux heures de relevée, a quoy il a promis de satisfaire à Chaalons les jour et an que dessus et a signé

CHAMPENOIS.

Ce jourd'huy dix août mil sept cent quatre vingt cinq, en l'assemblée des maîtres apothicaires de la ville de Chaalons, convoquée en la manière accoutumée au logis de M. Clauzet, l'un de nous, grand garde de notre communauté, en présence de M. Aubert Conseiller du Roy docteur en Médecine, le sieur Degaulle notre confrère nous aurait présenté le sieur Jérôme Memie Champenois son élève, nous priant de vouloir bien lui présenter différentes drogues simples pour juger de la capacité de l'aspirant à la maîtrise, ce à quoy aurions pro-

cédé dans le moment, et luy ayant présenté différentes drogues au nombre de trente six le sieur Champenois nous les aurait nommées à la première vue et nous aurait même dit l'usage que l'on faisait de chacune dans la composition des médicaments concernant notre art pourquoy nous lui aurions témoigné notre satisfaction et luy aurions indiqué jour a demeure pour subir un examen général sur toutes les parties de la pharmacie tant galénique que chimique a quoy il a promis de satisfaire et avons signé les jour et an que dessus.

AUBERT D.-M., FAROCHON, CLAUZET, DAGONET,
DEGAULLE, THEUVENY, CHAMPENOIS.

Ce jourd'huy douze août mil sept cent quatre vingt cinq deux heures de relevée en l'assemblée des Maîtres apothicaires de la ville de Chaalons, convoquée en la manière accoutumée au logis de Monsieur Clauzet, grand garde, en présence de M. Aubert, Conseiller du Roy, docteur en Médecine, le sieur Jérôme Memie Champenois, aspirant à la maitrise dudit art, nous aurait été de nouveau présenté par le sieur Degaulle, afin de procéder à l'examen des certificats de l'aspirant, et dans le même moment ledit aspirant nous les aurait exhibés et sur l'examen d'un et chacun d'iceux aurions connu que l'aspirant avait travaillé un laps de temps assez considérable pour se rendre suffisamment capable comme il l'est en effet ses certificats en faisant foy, mais pour connaître par nous même de la capacité de l'aspirant, nous lui aurions fait différentes questions sur la préparation et mixtion des médicaments tant simples que composés et même sur la Chimie à toutes lesquelles questions ayant très bien répondu nous luy aurions prescrit, quatre chefs d'œuvres savoir deux préparations pour l'intérieur qui seront le sirop de stegas et le diascordium, pour l'extérieure, les emplastres diapalme, et épigastrique et pour la chimie la magnésie anglaise. A quoy le dit aspirant a promis de satisfaire et nous avons signé les jours et an que dessus.

AUBERT D. M., CHAMPENOIS, FAROCHON, THEUVENY,
CLAUZET, DAGONET, DEGAULLE.

Ce jourd'huy douze août mil sept cent quatre vingt cinq, en l'assemblée des maîtres apothicaires, de la ville de Chaalons convoquée en la manière accoutumée au logis de M. Clauzet l'un de nous grand garde de notre communauté, en présence de M. Aubert, Conseiller du Roy, Docteur en médecine, le sieur de Gaulle notre confrère assistant le sieur Jérôme Memie Champenois, lequel en notre présence aurait fait et parfait tous les chefs d'œuvre a luy prescrits par l'acte précédent dont nous aurions été contents et satisfaits et en conséquence nous l'aurions d'une voix unanime admis à la maîtrise dudit art de pharmacie et même aurions ensuite procédé à l'herborisation et nous serions transportés dans la campagne ou nous luy aurions présenté les différentes plantes usuelles sur les noms et usage dont nous aurions de même été satisfaits et l'aurions en conséquence reconnu pour maître audit art et nous avons signé les jours et an que dessus.

AUBERT D. M., DEGAULLE, CHAMPENOIS, DAGONET,
FAROCHON, CLAUZET, THEUVENY.

Aujourd'huy treize août mil sept cent quatre vingt cinq, en l'assemblée des maîtres apothicaires de la ville de Chaalons convoquée en la manière accoutumée au logis de M. Jean Clauzet, grand garde de ladite Communauté, s'est présenté

M. Jérôme Memie Champenois, notre confrère, lequel nous a déclaré que son intention n'est pas d'exercer l'art de pharmacie en la ville de Chalons et que dès aujourd'hui il renonce à l'exercice dudit art dans la ville de Chaalons et aux bénéfices et charges du corps des apoticaire de laditte ville, ce à quoi nous aurions consenti et l'aurions à ces clauses déchargé de toutes les dettes et charges de ladite communauté et dans le cas où par la suite le dit sieur Champenois voudrait rentrer dans laditte communauté, il s'oblige par ces présentes à remettre la somme de quatre cents livres dans les coffres de laditte communauté, et a en supporter toutes les charges, et avons signé les jours et an que dessus.

CHAMPENOIS, THEUVENY, FAROCHON, DAGONET, DEGAULLE.

RECEPTION EXTRAORDINAIRE DE JEAN-BAPTISTE DOREZ

A tous ceux qui ces présentes lettres verront Maitre Louis Pierre Félix René Le Thieullier Docteur-Régent et Doyen de la Faculté de Médecine en l'Université de Paris, Maitre Florent Charles Bellot et Maitre Jean-Baptiste François de la Rivière, Docteurs-Régent, Professeurs en Pharmacie et Députés d'icelle, Edme Nicolas Roux, Louis Guillaume La Borie, Charles Philibert Despres, Gardes en charge du Corps des apoticaire de Paris, Salut. Scavoir faisons, que süe la requeste à nous présentée par Jean-Baptiste Dorez, natif de Villenauxe, Diocèse de Troyes, en Champagne, tendante à ce qu'il nous plaise recevoir le suppliant à faire preuve de sa capacité et l'admettre à la maîtrise, s'il en est trouvé capable, vu aussi les certificats des Sieurs Poullain et Vassal, Maitres apoticaire de la Ville de Paris par lesquels il est constaté que ledit sieur Dorez y a servis en qualité de garçon apoticaire l'espace de dix-huit mois, scavoir dix chez le sieur Poullain et douze chez le sieur Vassal et que pendant ce temps il a rempli ses devoirs à la satisfaction des dits Maitres. Vu aussi le certificat du sieur Chenuau, Docteur en Médecine et Médecin de Villenauxe, et celui du sieur Nouilleu, Bailly de la dite ville de Villenauxe qui attestent tous deux que le sieur Dorez y exerce la fonction d'apoticaire seul et qu'il n'y a ni maîtrise, ni jurande d'apoticaire et la dite requeste disant que le dit sieur Dorez demande à faire preuve de capacité par devant les Doyen et Professeurs de Pharmacie et les maitres et gardes en charge des apoticaire de la Ville de Paris, ceci considéré il nous plaise admettre le suppliant à subir les examens et faire chef d'œuvre qu'il nous plaise prescrire, et luy accorder s'il est trouvé capable toutes lettres et provisions nécessaires pour exercer la Pharmacie dans la dite Ville de Villenauxe. A ces causes le sieur Dorez ayant requis notre jour et heure nous nous sommes assemblés en la maison jardin et laboratoire des maitres apoticaire de Paris, scize rue de l'Arbalète, Fauxbourg Saint-Marcel le Mardy troisième jour d'Août depuis neuf heures du matin jusques à midy et depuis trois heures jusques à six pour conjointement et en présence du sieur Poullain que nous lui avons donné pour conducteur, interroger le dit sieur Dorez sur l'une et l'autre pharmacie et les différentes opérations de cet art et le dit sieur Dorez ayant satisfait aux interrogations qui luy ont été faites ; nous luy avons prescrit d'exécuter les compositions suivantes. Scavoir le syrop d'althoea de Fernel, l'électuaire caryscotin, l'onguent de styrax, l'emplastre diapalme, la liqueur minérale anodine d'Hoffmann, l'esprit volatil de sel ammoniac et les tablettes de soufre Lesquelles compositions ayant été exécutées en notre présence par le dit Dorez nous les avons bien et duement examinées et après que les suffrages ont été requis par Maitre Florent, Charles Bellot, l'ancien des Professeurs de pharmacie tant sur les réponses du sieur Dorez que sur l'exécution et les opérations de son chef d'œuvre et aussi après qu'il nous a paru par le certificat du sieur Thiennot Curé de l'Eglise Paroissiale de Saint-Pierre et Saint-Paul de Villenauxe que le dit sieur Dorez est de bonne vie et mœurs

et qu'il professe la religion catholique, apostolique et romaine. Le tout considéré nous l'avons unanimement jugé capable d'exercer la fonction d'apoticaire dans la ville de Villenaux ou toute autre ville ou il n'y a ny Collège de Médecine ny jurande d'apoticaire en règle, ny un nombre suffisant d'apoticaire pour former communauté et dy tenir boutique ouverte. C'est pourquoy nous l'avons reçu et recevons en cette qualité et après luy avoir fait prêter le serment accoutumé et requis en pareil cas dont et ce que dessus luy avons donné acte par ces présentes scellées du petit sceau de la Faculté de Médecine de Paris dans les Ecoles Supérieures, et du sceau des maitres apoticaire de Paris en leur bureau Cloître Sainte-Opportune le mardy troisième jour d'Août mil sept cent soixante et treize.

Signé : BELLOT.
avec paraphe.

-
- (1) **B. N.**, Manuscrit Fonds Français 14821, Folio 23. - **Registre de réception des Pharmaciens** du Collège de Paris (1763 à 1791).

La Faculté de Pharmacie possède dans ses Archives non classées tout le dossier que Dorez avait probablement dû fournir en s'inscrivant à son examen de maîtrise : certificats de baptême, de catholicité et de bonne vie et mœurs, trois certificats d'apoticaire parisiens chez lesquels Dorez a travaillé, datés de 1767, 1768 et 1771. enfin un certificat du bailli de Villenaux attestant qu'il n'y a dans cette ville ni communauté, ni maîtrise d'apoticaire.

RECEPTION EXTRAORDINAIRE
D'EDME LENOBLE
ARRET DU CONSEIL D'ETAT DU ROY
DU 14 FEVRIER 1774

Lettres des Doyens et Docteurs de la Faculté de Médecine de Paris, du 9 présent mois, registrées en exécution de l'ordonnance insérée en la réception d'Edme Lenoble, apotiquaire du 26 Août 1774.

Sur la requête présentée au Roy en son conseil par le sieur Edme Lenoble contenant que dès sa plus tendre jeunesse il s'est livré à l'exercice de l'état et profession d'apotiquaire et il se flatte d'avoir acquis les connaissances et l'expérience nécessaires pour satisfaire le public, il a été pendant trois ans chez le sieur De la Cour apotiquaire du Roy dont il rapporte le certificat, il a ensuite passé quatre années chez la déffunte dame veuve Chérier dont il conduisait la boutique suivant le certificat du sieur Chérier fils, lesquels certificats seront joints à la présente requête en datte du 25 Juin 1768 et 9 avril de la présente année, mais s'étant retiré à Troyes en Champagne pour y exercer la même profession d'apotiquaire, il a proposé aux marchands apotiquaires de la même ville de le recevoir dans leur corps en se conformant à leurs statuts et n'ayant reçu aucune réponse satisfaisante de leur part, il s'est déterminé à faire requérir par le ministère d'un notaire le sieur Gentil syndic desdits marchands apotiquaires de recevoir le suppliant, mais le syndic auroit répondu qu'il ne pouvoit être procédé à la réception attendu que suivant les statuts de leur communauté il faut avoir quatre années d'apprentissage, avoir travaillé quatre autres années consécutives chez un maître, avoir suivy les cours pendant un an, suby l'examen et fait le chef d'œuvre accoutumé, comme le suppliant a remply les deux premières conditions par son travail chez des maîtres de Paris pendant plus de sept années il est dans le cas d'être dispensé de les renouveler; à l'égard de l'examen il est prêt de le subir devant les médecins et apotiquaires de Paris suivant l'usage puisque c'est dans cette ville qu'il a exercé et qu'il est en état de justifier sa capacité après avoir fait le chef d'œuvre prescrit ce qui remplira l'objet et les conditions requises par le syndic, mais comme on pourroit lui opposer de nouvelles difficultés sur la disposition des statuts et sur ce qu'il en rapporteroit que l'attestation des médecins et apotiquaires de Paris, il a cru devoir recourir à Sa Majesté pour être dispensé du rapport du brevet d'apprentissage et de l'examen et autres formalités requises par les statuts desdits apotiquaires de Troyes, requeroit à ces causes le suppliant qu'il plut à sa Majesté de le dispenser et relever du défaut d'apprentissage et du rapport du brevet exigé par les statuts des apotiquaires de la ville de Troyes en conséquence et pour éviter tout difficulté sur la réception dans le corps des apotiquaires de la dite ville, renvoyer le suppliant devant le doyen et professeurs en pharmacie et les maîtres et gardes des apotiquaires de la ville de Paris pour, par le suppliant subir les examens et faire les chefs d'œuvres relatifs à l'état d'apo-

tiquaire et obtenir en conséquence s'il est jugé capable les lettres de maîtrise nécessaires pour exercer le dit état dans la ville de Troyes, vu la dite requête signée Challage avocat du suppliant, ouy le rapport du sieur abbé Terray conseiller ordinaire au conseil royal, controlleur général des finances, Le Roy en son conseil a permis et permet au dit Edme Lenoble de se retirer par devant le doyen et professeurs en pharmacie de la faculté de médecine et les maîtres et gardes apothiquaires de Paris pour subir les examens et faire le chef d'œuvre qui lui sera par eux prescrit et pour par eux s'il est jugé capable être procédé à la réception à la maîtrise pour exercer la profession d'apotiquaire en la ville de Troyes, y tenir boutique ouverte, être inscrit sur le catalogue des maîtres de ladite ville, jouir des mêmes droits et prérogatives dont jouissent les autres apothiquaires de ladite ville sans pouvoir y être troublé sous quelque prétexte que ce soit à peine de tous dépens, dommages intérêts, fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à la Muette le quatorze Juin sept cent soixante quatorze (1).

Signé : DEVOUGUY.
avec paraphe.

A tous ceux qui les présentes Lettres verront Maître Louis Pierre Félix René Le Thieullier Docteur Régent et Doyen de la Faculté de Médecine de l'Université de Paris, Maître Jean Baptiste François de la Rivière, Maître Jean Charles Desessartz docteurs régents et professeurs en pharmacie de la dite Faculté députés d'icelle, Sieurs Louis Guillaume Laborie, Charles Philibert Despres, Pierre Treves gardes en charges du corps des apothiquaires de Paris, Salut. Scavoir faisons que vu la requête à nous présentée par Edme Le Noble natif de Courtrange diocèse de Troyes en Champagne et Marchand Epicier droguiste établi dans la ville de Troyes disant qu'étant envoyé par arrêt du Conseil d'Etat de sa Majesté la datte du quatorze pour par devant nous subir les examens faire les compositions et chef d'œuvre d'apoticaire, et tenir en suite en cette qualité Boutique ouverte dans la ville de Troyes, il nous plaise de lui donner jour et heures pour procéder à son examen et faire les opérations galéniques et chimiques que nous jugerons à propos de lui prescrire, pour ensuite, s'il est jugé capable, lui accorder toutes lettres et provisions nécessaires qui le mettent en état d'exercer sa profession paisiblement et de mériter la confiance du public dans la ditte ville de Troyes.

Production faite de l'arrêt du Conseil d'Etat obtenu par le suppliant Par lequel il appert qu'il a été pendant trois ans chez le sieur de la Cour apoticaire du roy, qu'il a ensuite passé quatre années chez la dame veuve Cherier dont il conduisit la Boutique suivant le certificat du sieur Cherier fils; lesquels certificats ont été joints à la présente Requête en datte du vingt cinq Juin mil sept cent soixante huit et neuf Mai de la présente année, à ces causes le dit Edme Le Noble nous ayant requis notre jour et heure pour le faire, nous nous sommes assemblés en la maison, jardin et laboratoire des maîtres apothiquaires de Paris, rue de l'Arbalète, Faubourg Saint-Marcel, le Mardi neuf Août mil sept cent soixante quatorze depuis neuf heures précises du matin jusqu'à mydy et depuis trois heures de relevé jusqu'à six du soir, pour conjointement et en présence du sieur Chellé, Maître apoticaire de cette ville que nous lui avons donné pour conducteur, inter-

(1) B. T. Registre H 18.

roger le dit Edme Le Noble sur l'une et l'autre pharmacie sur différentes préparations de cet art et sur les opérations tant galéniques que chimiques Scavoir le syrop de Capillaire, le catholicum double, l'onguent Basilicum, l'emplâtre de Nuremberg, l'élixir de Garrus, le mercure précipité rouge, la poudre de Cannelle, et les tablettes de canelle, lesquelles compositions nous avons prescrits au dit Edme Le Noble après les avoir bien et duement examiné et les suffrages requis par Maître Jean Baptiste François de la Rivière l'ancien des professeurs de pharmacie tant sur les réponses du sieur Le Noble que sur l'exécution et les opérations de son chef d'œuvre et aussy après qu'il nous a apparu par les certificats des Sieurs Miguesin Curé de Saint-Jean de Troyes, Buthier Curé de Saint-Nizier du dit Troyes et sur l'extrait de baptême signé Edme Borgue Curé de Courtrange diocèse de Troyes que le dit sieur Le Noble professe la Religion Catholique apostolique et Romaine; et qu'il est de bonne vie et mœurs; Le tout considéré nous l'avons unanimement jugé capable d'exercer la profession d'apothicaire à Troyes en Champagne; C'est pourquoy nous l'avons reçu et recevons en cette qualité; et après lui avoir fait prêter serment accoutumé et Requis en pareil cas dont et ce que dessus, lui avons donné acte par les présentes scellées du petit Sceau de la faculté de Médecine de Paris dans les Ecoles Supérieures et du Sceau des Maîtres apothicaires de Paris en leur bureau Cloître Sainte-Opportune le Mardy neuf Août mil sept cent soixante et quatorze.

Signé: de la RIVIERE

B. N. Manuscrits. Fonds Français 14.821. Registre de Réception des pharmaciens du Collège de Paris, F^o 30 et 31.

AFFICHE PUBLICITAIRE D'UN APOTHIKAIRE TROYEN

Le Noble apothicaire de la Faculté de Médecine de l'Université de Paris et marchand épicier de Troyes avertit le public qu'il fait sa demeure dans la grande rue vis à vis Saint-Urbain.

La satisfaction du bon effet des médicaments qu'il compose et débite l'engage d'en donner un abrégé. Les dits médicaments bien approuvés par la dite Faculté de Médecine sont immanquables puisqu'ils procurent les plus prompts secours. On sçait que le plus grand nombre d'enfans sont attaqués d'une maladie que le peuple appelle coqueluche, la toux qu'ils ont souvent jusqu'au sang et qui les tue se trouve en peu de temps totalement cessée par un des dits médicaments que ces petits malades prennent avec le plus grand plaisir.

Il compose différents remèdes faciles à prendre qui détruisent totalement les vers et les enfans qui ne peuvent absolument rien prendre, on leur applique un emplâtre à l'endroit indiqué qui produit d'aussy bons effets.

Un autre remède qui guérit très promptement telles mauvaises fièvres que ce soit

un gargarisme agréable qui calme en peu de temps les maux de gorge les plus enflammés

des tablettes ou opiat très faciles à prendre qui guérissent la jaunisse

une excellente liqueur qui facilite l'accouchement

un sucre purgatif qui agit sans coliques à 6 d. la prise

un vomitif doux pour les personnes qui ne peuvent soutenir l'émétique

un autre remède surprenant qui guérit radicalement les dents même les plus gâtées

un opiat pour les entretenir blanches

une eau parfaite pour les yeux, il ne faut que s'en frotter.

On trouve chez lui les syrops simples et composés, les confections, les thériaques et tout autre électuaire, les bols, les pillules, les tablettes, les trochisques, les collyres, les huiles, les baumes, les pomades, les onguents, les emplâtres, les eaux de Cologne, de vulnéraire, de mélisse et autres, les médecines, les apozèmes, les pulpes, les loochs et tout autres remèdes ordonnés par MM. les Médecins ou autrement.

Il débite une pomade de bonne odeur qui guérit en peu de jours telle mauvaise galle, dartre que ce soit

une autre pomade pour faire croître les cheveux

une véritable huile de noisette qu'il fait luy-même

une poudre et une autre pomade encore qui détruisent totalement la vermine.

Il fait une poudre pour faire de l'encre sur le champ autant curieuse que parfaite.

Il a un onguent qui emporte radicalement la galle ou col gras des chevaux.

Il débite tous les poisons, mais avec toutes les précautions nécessaires.

On trouve chez lui l'appât des renards et ce qu'il faut pour prendre les oiseaux à la main.

Il débite l'encens pour les églises depuis 40 d. à 12 L.

Ayant annoncé qu'il était aussy marchand épicier quoyque cet état soit totalement déttaché de celui d'apothicaire, on trouvera également chez luy sucre, dragées, confitures sèches et liquides, ratafiats et liqueurs, caffè, thé, chocolat, vins d'Alicante et muscat, poivre, épices, huile d'olive et enfin généralement tout ce qui concerne les deux états.

Les personnes qui désireront s'amuser à peindre trouveront chez le Sieur Lenoble les couleurs préparées, les pinceaux et toutes sortes de vernis qu'il fabrique. Il leur sera indiqué la manière de s'y prendre pour les poser et après avoir eu le plaisir de l'avoir fait eux-mêmes, ils s'en verront quittes à peu de frais.

Nous ne voyons aucun inconvéniént de permettre au sieur Le Noble, maître apothicaire en cette ville, de vendre et distribuer toutes les compositions, tant chimiques que galéniques mentionnées cy-dessous, pourvu néanmoins qu'il ne s'écarte pas des formes de son état

à Troyes 5-2-1782

COLLET Dr. Méd.

Permis d'imprimer à TROYES ce 6-2-1782 — SOURDET.

B. T. Règlement de Police.

PROTESTATION DES PHARMACIENS DE CHALONS-SUR-MARNE CONTRE LE PROJET DE LOI DE L'ÉVÊQUE D'AUTUN SUR L'ENSEIGNEMENT DE LA PHARMACIE, 1792

D'après délibération prise entre les citoyens exerçant la pharmacie à Chaalons, décision fut prise d'adresser à MM. les Députés composant l'Assemblée législative, une observation tendant au bien de l'humanité, ne pouvant servir qu'au bien général de l'Empire françois ; M. Clauzet notre ancien nous ayant fait part d'une lettre à nous adressée par MM. les Apothicaires de Toulouse, son avis donné. D'après lecture faite, nous avons résumé nos avis en conséquence et fait la pétition suivante pour être adressée à MM. les Présidents et Députés de l'Assemblée législative dont suit la copie.

A Messieurs les Députés de l'Assemblée nationale,

Messieurs, c'est avec la confiance qu'inspirent les amis de l'humanité que nous venons déposer dans votre sein nos inquiétudes sur le sort que l'on prépare à la proffession que nous nous faisons gloire d'exercer.

Oui, législateurs, nous nous ne craignons pas de l'avancer le plan d'éducation publique présenté à l'Assemblée constituante par M. l'Evêque d'Autun, ne manquera pas de paralyser un art si précieux et si utile à tous les individus qui composent la société. Son projet est d'établir seulement quatre collèges ou Ecoles de Médecine où les Apothicaires n'auront qu'une place, celle de la pharmacie pratique, les élèves seront tenus de se faire recevoir dans l'une de ces écoles, onze professeurs en médecine et un seul en pharmacie seront les arbitres ; après l'admission, l'élève pourra se fixer où il lui plaira ; on ne comptera pour rien les certificats d'assiduité, de travail, de conduite ; des connaissances suffisantes, voilà tout ce qu'on exige. Nous en appelons à vos lumières et nous osons vous demander si un pareil projet est susceptible d'exécution.

Ce n'est pas tout, Législateurs, quatre écoles placées aux quatre extrémités du Royaume, Ecoles de médecine plus encore que de pharmacie, seront-elles donc égales pour tous et à la portée de tous. Le citoyen peu fortuné consumera-t-il ses ressources en voyages et en séjour ruineux pour acquérir les connaissances de son état ?

M. l'Evêque d'Autun ne borne pas encore là son projet : il propose que sur douze examinateurs pour la pharmacie, onze médecins soient arbitres. Nous sommes les premiers à rendre justice aux talens de MM. les Médecins ; les découvertes multipliées qu'ils ont faites depuis un siècle leur assurent sans doute un droit à la reconnaissance de tous les hommes ; mais nous ne craignons pas d'être démentis : s'ils possèdent la théorie, nous pouvons nous flatter de la posséder comme eux et d'y joindre encore la pratique. En effet, où ont-ils appris à arracher à la nature des secrets ? Les a-t-on vus pâlir près des fourneaux pour décomposer les productions de la terre ? Savent-ils combiner des remèdes salutai-

res avec des poisons ? Ne connaît-on pas d'ailleurs, les rivalités toujours renaissantes entre la pharmacie et la médecine ? Si les médecins étaient onze contre un, qui oserait répondre que la balance garderait un parfait équilibre ? Un des plus grands bienfaits de la Constitution est d'être jugé par ceux qui exercent la même profession et nous ne le serions pas.

On n'exige que des connaissances pour notre état ; mais les mœurs, mais un travail constant, mais une assiduité à toutes épreuves ne seront donc comptés pour rien ? Ainsi, un homme à talens, sans mœurs, sans probité, viendra capter la confiance des citoyens et disparaître après les avoir trompés. C'est donc avec raison que nous osons vous prier de donner toute votre attention à un projet qui anéantirait la profession que nous exerçons ; aurions-nous donc en vain porté à sa perfection un art aussi précieux à l'humanité ? Et dans un siècle de liberté, serions-nous obligés de courber la tête sous le joug que l'on se propose de nous imposer ? C'est pour remédier à de si grands abus que nous avons recours à vous, législateurs, persuadés que vous voudrez bien décréter qu'il sera établi dans chacune des métropoles du Royaume, un Collège de Médecine et un de Pharmacie absolument distincts : les chaires d'Histoire naturelle, de Chimie, de Pharmacie et de Botanique seraient supprimés comme entièrement inutiles et transférés dans ceux de pharmacie. Au lieu de 5.000 livres de traitement proposées pour les professeurs, on les réduirait à 2.400 livres, et par ce calcul la dépense présentée par l'Evêque d'Autun ne se trouverait augmentée que de 48.000 livres, augmentation qui, loin d'être onéreuse à la nation, deviendrait au contraire un bien inappréciable ; puisque toutes les parties du Royaume seraient éclairées à la fois et qu'au lieu de quatre collèges de Médecine il y en aurait dix et dix de pharmacie. Les élèves de médecine seraient examinés par des médecins et ceux des pharmacie par des pharmaciens ; ainsi, nous trouverions dans cette organisation des motifs d'encouragement pour nous-mêmes, l'espoir de parvenir un jour à l'une des chaires établies dans les collèges animerait notre zèle, soutiendrait notre courage ; les jeunes élèves plus rapprochés de leurs parents étudieraient avec plus de fruit : les concours plus nombreux parce qu'ils demanderaient des dépenses moins considérables, feraient naître l'émulation. Familiers avec un art auquel nous nous sommes voués sans réserve, que nous pratiquons journellement, nous en développerions toute l'étendue. Si nous ne pouvions pas égaler les Bayen, les Rouelle, les Mitouart, les Brongniard, les Baumé, les Cadet et tous les hommes célèbres dont s'enorgueillit notre profession, notre amour pour l'humanité, notre civisme, notre zèle infatigable nous mériteraient sans doute l'estime et la protection des législateurs de la nation française, et c'est là où se borne notre ambition.

Les citoyens exerçans la pharmacie à Chaalons, le douze février mil sept cent quatre vingt douze.

DAGONNET, THEUVENY, CLAUZET,
DEGAULLE, TISSET.

VU ET APPROUVÉ

NANCY, LE 30 NOVEMBRE 1936

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DE PHARMACIE :

P. PASTUREAU

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

NANCY, LE 2 DÉCEMBRE 1936

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE :

L. BRUNTZ

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ

TABLE DES PIECES JUSTIFICATIVES

	Pages
I. Statuts et règlements pour la Communauté des maîtres apothicaires de la ville de Troyes ..	199
II. Ordonnances et statuts des marchands apothicaires et espiciers de la ville de Châlons ..	207
III. Acte touchant les apprentifs	213
IV. Ordonnance pour l'enrôlement de deux soldats de milice	214
V. Mémoire pour les marchands apothicaires de Châlons contre la Communauté des merciers, etc... .. .	215
VI. Ordonnance de police de 1756	223
VII. Extraits d'articles de l'arrêt du Parlement du 3 décembre 1788	229
VIII. Quelques extraits du registre de la Corporation de Châlons	231
XI. Réception extraordinaire de Jean-Baptiste DOREZ (1773)	235
X. Réception extraordinaire d'Edmé LE NOBLE (1774)	237
IX. Affiche publicitaire d'un apothicaire troyen ..	241
XII. Protestation des pharmaciens de Châlons sur l'enseignement de la pharmacie (1792) ..	243

TABLE DES GRAVURES

Le bail de Jean BRODEZ (1247)	16
Les statuts de 1431 (7 reproductions)	22
La verrière de Claude SOREL*	56
Officine d'un apothicaire en 1608	64
Armes de la communauté des apothicaires épiciers de Châlons.	
Armes de Claude BOUIN	138
L'ancienne pharmacie de l'Hôtel de Dieu de Troyes*.	
Vue de détail de l'ancien matériel pharmaceutique*.	
Vue de détail des trois pots	168
L'avis des apothicaires troyens aux Etats Généraux de 1576 (3 reproductions)	184

* Photos Brunon, à Troyes.

TABLE DES MATIÈRES

PREFACE	7
INTRODUCTION	11
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE GENERAL	13

PREMIERE PARTIE

LES STATUTS SUCCESSIFS DE LA PROFESSION

CHAPITRE	I. Le plus ancien document sur les apothicaires champenois	15
»	II. Premiers statuts des apothicaires troyens : l'ordonnance de 1431	19
»	III. Sous le signe des corporations (statuts 1539-1615).	27

DEUXIEME PARTIE

LA VIE PROFESSIONNELLE

CHAPITRE	I. La formation technique des apothicaires. Apprentissage. Etudes. Examens.	35
»	II. Lignée d'apothicaires troyens.	49
»	III. Inventaire de l'officine de Sébastien Sorel	63
	Index bibliographique des ouvrages consultés pour l'étude de l'inventaire	85
»	IV. Les quelques actes de la vie professionnelle des apothicaires champenois	95
»	V. Œuvres scientifiques et littéraires d'apothicaires champenois	105
»	VI. Deux apothicaires dans la chronique troyenne	131

TROISIEME PARTIE

LA COMMUNAUTE

	Pages
CHAPITRE I. L'organisation de la Communauté. ..	137
» II. Le contrôle professionnel.	145
» III. Le contentieux de la Communauté ..	151
» IV. La pharmacie hospitalière à Troyes et ses rapports avec la Communauté des apothicaires.....	163
» V. Le rôle financier de la Communauté..	171
» VI. L'œuvre d'entre-aide et les devoirs spi- rituels de la Communauté.	175
» VII. Le rôle politique de la Communauté..	179
» VIII. Les vicissitudes de la Communauté ..	189
CONCLUSION	195
PIECES JUSTIFICATIVES.....	197
TABLE DES PIECES JUSTIFICATIVES	247
TABLE DES GRAVURES	251

IMPRIMERIE S. N. I. T.

39 bis, Avenue Joffre

LA GARENNE
